



Sécurité globale

N° 20, nouvelle série [N° 46 de la série originale]

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Serge KEBABTCHIEFF, Editions ESKA, Paris

CONCEPTION ET RÉALISATION
NOUVELLE SÉRIE : XAVIER RAUFER

COMITÉ DE RÉDACTION

Alain BAUER, Professeur de criminologie au CNAM
Hervé BOULLANGER, Magistrat à la Cour des Comptes
Eric DANON, Ambassadeur, MAE
Daniel DORY, Maître de Conférences HDR, Université de La Rochelle
Julien DUFOUR, Commissaire de Police, criminologue
François FARCY, Directeur judiciaire, Police fédérale belge
Michel GANDILHON, Expert ès-stupéfiants et toxicomanies
Sylvain GOUGUENHEIM, Professeur des Universités, historien
Arnaud KALIKA, Expert et analyste du monde russe et ex-soviétique, Asie centrale, etc.
Philippe LAVAUT, ANSSI
Doron LEVY, Criminologue, consultant, expert
Stéphane QUÉRÉ, Ecrivain, expert, dirige le *Bulletin hebdomadaire d'informations criminelles*
Mickaël ROUDAUT, Administrateur à la direction générale pour les affaires intérieures de la Commission européenne
Jacques de SAINT-VICTOR, Professeur des Universités, CNAM
Lauriane SICK, Experte, blanchiment de capitaux et financement du terrorisme auprès d'une institution financière, master en criminologie
Christian VALLAR, Doyen de la Faculté de Droit et de Sciences politiques de Nice
Camille VERLEUW, Expert de l'islam radical, notamment chi'ite

Sécurité globale

Editions ESKA
12, rue du Quatre-Septembre – 75002 Paris
Tél. : 01 42 86 55 65 – Fax : 01 42 60 45 35
Site : www.eska.fr





RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

Le comité de rédaction de la revue est ouvert à toute proposition d'article.

Les auteurs sont priés de respecter les lignes directrices suivantes quand ils préparent leurs tapuscrits :

- ✓ Les articles ne doivent pas dépasser 40 000 signes (notes et espaces comprises).
- ✓ Les articles doivent être inédits. Si justifié par un intérêt éditorial précis, la rédaction accepte néanmoins les versions longues et étayées d'articles préalablement parus.
- ✓ Deux résumés, l'un en français, d'une dizaine de lignes maximum et un autre, en anglais, de la même importance, doivent être fournis avec le manuscrit, accompagnés de la qualité et la liste des dernières publications de l'auteur.
- ✓ Une bibliographie sommaire peut éventuellement être jointe aux articles.
- ✓ Les auteurs feront parvenir leur article par Internet à l'adresse suivante : agpaedit@eska.fr en format MS Word (.doc ou .rtf) ; Times New Roman 11 justifié, interlignes simples.
- ✓ Les auteurs doivent joindre dans un fichier séparé portant mention de l'ensemble de leurs contacts : courriel, adresse postale et le cas échéant numéro de téléphone.
- ✓ L'article doit être présenté de la manière suivante : titre en Times 14, suivi, à chaque fois à la ligne, du prénom et du nom de l'auteur, de sa qualité (notice biographique), du résumé français/anglais et du corps du texte.
- ✓ Les auteurs sont invités à structurer leurs analyses par intertitres afin de faciliter la lecture.
- ✓ Lors de la remise de l'article à la rédaction les fichiers Word doivent être titrés de la façon suivante : NOM (de l'auteur en majuscules) – titre (de l'article en minuscules).
- ✓ Tous les tableaux, graphiques, diagrammes et cartes doivent porter un titre et être numérotés en conséquence et sourcés s'ils ne constituent une œuvre originale. Toutes les figures doivent être transmises séparément en fichiers jpeg ou pdf d'une résolution suffisante (idéal 300 dpi) et leurs emplacements doivent être clairement indiqués dans le texte.
- ✓ Réduire au minimum le nombre de notes, et les placer en notes de fin selon le système de référencement Word.
- ✓ Tous les textes qui ne correspondraient pas aux critères linguistiques standards et aux exigences de rigueur critique seront renvoyés aux auteurs pour adaptation.
- ✓ Une attention particulière devra être portée à la ponctuation : guillemets français, majuscules accentuées (État, À partir de, Égypte, etc.) et à un usage modéré des majuscules conformément aux règles typographiques.

Référence : Collectif, *Lexique des règles typographiques en usage à l'imprimerie nationale*, Imprimerie Nationale, Paris, 2002.

Les articles signés expriment la seule opinion de l'auteur et ne sauraient engager la responsabilité de la revue.

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés réservés pour tous pays.

La loi du 11 mars 1957, n'autorisant aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que des copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective et, d'autre part, que les analyses et courtes citations dans un but d'exemple et d'illustrations, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'art. 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage sans autorisation de l'éditeur ou du Centre Français de Copyright, 6 bis, rue Gabriel Laumain, 75010 PARIS.

Sécurité Globale | N°20, nouvelle série | N°46, série originale

Revue trimestrielle | © Editions ESKA 2019

ISSN : 1959-6782 • ISBN : 978-2-7472-2974-6 • CPPAP : 0921 T 90246

Imprimé en France





Sommaire

N° 20

DOSSIER
SPÉCIAL DONNÉES
CHIFFRES ET FAITS
SUR LE MONDE DE L'ILLICITE

Migrations et crime

Gregor MATHIAS - <i>Retour sur la politique migratoire d'Angela Merkel de 2015, entre naïveté politique et insécurité</i>	5
Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA) - <i>Aspects problématiques des récentes migrations en Europe</i>	19

Faits & idées 2018-2019

Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA) - <i>Faits & Idées (fin 2018)</i>	71
Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA) - <i>Faits & Idées (2019-1)</i>	89





Chroniques et rubriques

CRIMINOLOGIE

<i>Laurent IZARD - Investissements directs étrangers et domaine de l'illicite</i>	111
<i>Mehdi AJERAR - La visibilité du trafic de cannabis : le cas de Saint-Ouen</i>	127
<i>Xavier RAUFER - Une dégénérescence des djihadistes - et peut-être du djihad</i>	143
<i>Xavier RAUFER - Homicides, États-Unis et « privilège blanc » criminel</i>	147

PROFONDEUR STRATÉGIQUE

<i>Xavier RAUFER - [2010] Mondialisation criminelle : au XXI^e siècle, les menaces hybrides</i>	153
---	-----

VEILLE BIBLIOGRAPHIQUE

2 <i>Daniel DORY - L'efficacité du terrorisme en questions</i>	157
<i>Marie DE FREMINVILLE - La cyber-sécurité et les décideurs Iste Editions, 2019</i>	169

*Bulletin d'abonnement ou de réabonnement pour l'année 2020
page 172*





DOSSIER

SPÉCIAL DONNÉES
CHIFFRES ET FAITS
SUR LE MONDE DE L'ILLICITE

Migrations et crime







Retour sur la politique migratoire d'Angela Merkel de 2015, entre naïveté politique et insécurité

Gregor MATHIAS¹

Stefan Meining est, depuis une vingtaine d'années, journaliste à la télévision bavaoise (Bayerischer Fernseh Rundfunk) spécialiste des affaires de terrorisme et des minorités chrétiennes au Proche et au Moyen-Orient qu'il a suivi sur le terrain en Syrie, en Irak, en Turquie et au Liban. A ce titre, il a suivi, pour la télévision bavaoise le défi migratoire de 2015 auquel a été confrontée l'Allemagne de la chancelière Angela Merkel. En contact avec des responsables des services de renseignement allemands, il suit avec grande inquiétude la manière dont les autorités vont accueillir le million de réfugiés et prend conscience des graves dysfonctionnements sécuritaires que fait courir au pays cette politique qui s'affirme bienveillante à l'égard de tous les migrants demandant l'asile en Allemagne. En mars 2019, il publie *Les documents*

*secrets sur la politique [allemande] d'asile. Comment la politique menée sur le défi migratoire a fait disparaître la sécurité en Allemagne*². Il montre que dès l'automne 2014 l'Allemagne a sous-estimé le danger de l'infiltration de terroristes au sein du flot de réfugiés et que les structures d'accueil et de contrôle des réfugiés ont été incapables de repérer les suspects et de séparer les vrais réfugiés politiques des migrants économiques et des islamistes camouflés dans la masse de réfugiés.

Un lanceur d'alerte ignoré

Pendant l'été 2014, S. Meining avertit, en vain, de la présence au sein de structures d'accueil allemandes de la présence de réfugiés radicalisés, originaires de Tchétchénie





Gregor MATHIAS

6

ou du Moyen-Orient, persécutant des chrétiens ayant fui Alep ou de Mossoul au cœur de paisibles bourgades allemandes. Loin de la vision idyllique répandue par les médias du migrant pacifique et voulant s'intégrer, S. Meining explique que « *parmi les réfugiés se trouvaient des personnes voulant répandre la haine et la violence qui trouvaient une cible parmi les minorités ethniques et religieuses des centres d'accueil* ». Malgré plusieurs témoignages concordants, les autorités sous-estiment le phénomène en parlant de cas isolés ou inventés et nient toute situation de persécution au sein des structures d'accueil. Dès 2015, les médias et surtout le ministre fédéral de l'Intérieur Thomas de Maizière utilisent l'expression de « *suspicion générale* » envers les migrants pour décrédibiliser ceux qui évoquent la présence de délinquants et d'islamistes parmi les centaines de milliers de migrants présents en Allemagne. Pourtant en niant l'évidence, on assiste progressivement à un clivage de l'opinion publique et à une radicalisation politique d'une partie des Allemands. Ce n'est qu'après les attentats de Paris, de Bruxelles, du marché de Noël de Berlin et des agressions contre les femmes à Cologne lors du Nouvel an que l'expression disparaît progressivement dans les médias et parmi les hommes politiques.

L'infiltration des migrants par l'EI, une simple hypothèse de travail

Les reportages télévisés alarmistes de S. Meining sur les migrants vont lui permettre d'obtenir un contact parmi les services de renseignement allemands et d'avoir de l'intérieur des informations sur la désorganisation de la politique d'asile pendant l'été 2015. En

effet, les services de renseignement savent pertinemment que derrière certains migrants se cachent des criminels ou de dangereux islamistes ; de nombreux membres des services de renseignement ne supportent plus le déni à la fois des politiques et des journalistes. L'actualité récente de l'Allemagne nous l'a montré : en mai 2019, à Cassel dans le land de Hesse, un cadre de l'Etat islamique (EI) de Raqqa, Kais A. est arrêté. Il a pu se fondre facilement parmi les réfugiés et s'installer à Cassel. Il fait venir son épouse et son fils. Un deuxième enfant naît en Allemagne. Il passe les diplômes de langue pour poursuivre ses études à l'université allemande. Il fréquente celle de Göttingen, puis de Marburg, en octobre 2018 où il terminait un Master de chimie. Ayant trahi les combattants de l'Armée syrienne libre de Raqqa, il rejoint l'EI et prend le surnom Abou Hamza al-Kimawi (le chimiste). Il a mis ses compétences de chimiste acquis à l'université de Deir ez Zor au profit de l'organisation terroriste dans laquelle il fabriquait des explosifs. Il est même accusé d'avoir organisé l'enlèvement et la détention des deux journalistes français Pierre Torres et Nicolas Hénin. En 2015, il rejoint l'Allemagne dans le flot des réfugiés. Pour les jeunes réfugiés syriens qui traquent et dénoncent les anciens islamistes de l'EI installés en Europe, il peut basculer à tout moment dans une cellule dormante terroriste soit par conviction, soit par chantage. En septembre 2015 et novembre 2016, la police allemande reçoit des informations de Syriens sur Kais A., mais faute de preuves, il n'est pas arrêté ; il le sera le 20 mars 2019³.

En Allemagne, l'accueil des demandeurs d'asile est organisé par le BAMF (Bundesamt für Migration und Flüchtlinge), l'Office fédéral pour la migration et les réfugiés, dont





Retour sur la politique migratoire d'Angela Merkel de 2015

le siège est situé à Nuremberg. Le BAMF est chargé de coordonner et de contrôler l'accueil des migrants ayant choisi l'Allemagne comme pays d'asile. Cette structure est chargée d'accueillir les demandeurs d'asile dans le respect du droit mais également d'alimenter en renseignement le BfV (Bundesamt für Verfassungsschutz), l'Office fédéral de protection de la Constitution chargé du renseignement intérieur, le BKA (Bundeskriminalamt), l'Office fédéral de police criminelle, la Police fédérale (Bundespolizei) et le BND (Bundesnachrichtendienst), le service de renseignement extérieur. Une cellule du BAMF est chargée de s'occuper des cas sensibles.

Le 5 octobre 2014, le journal *Bild am Sonntag* évoque, pour la première fois, la possibilité que des commandos de terroristes avec des faux passeports passent par la Turquie et aillent en Europe de l'Ouest commettre des attentats. Le journal allemand s'appuie sur des documents issus d'une agence de renseignements américaine, mais nuance cette affirmation en expliquant qu'il n'existe pour l'instant aucune preuve allant dans le sens de cette hypothèse. Affolé par l'article, le BAMF sollicite une réunion, quelques jours plus tard, avec ses correspondants chargés de la sécurité sur la teneur de l'article. Le service de renseignement extérieur (le BND) et l'Office fédéral de police criminelle (le BKA) affirment que l'Etat islamique (l'EI) est en mesure de s'appuyer sur des sympathisants installés en Europe pour commettre des attentats sans avoir besoin d'infiltrer des combattants. Néanmoins, le BND rajoute qu'il est tout à fait possible que des terroristes islamistes utilisent les centaines de milliers de migrants pour entrer illégalement dans l'espace Schengen. Le BND pense

qu'il est également possible à un djihadiste revenant de zones de combat d'Irak et de Syrie de rentrer tout à fait légalement avec un passeport en règle et de commettre un attentat sur le modèle du Français Mehdi Nemmouche qui est revenu de Syrie en passant par l'aéroport de Francfort et s'est attaqué au musée juif de Bruxelles, le 24 mai 2014. Cependant, en octobre 2014, l'infiltration de terroristes parmi les migrants n'est pas un dossier jugé important, alors même que les rapports du BND et du BKA avaient prévu ce qui allait arriver en France et en Belgique dans les années suivantes.

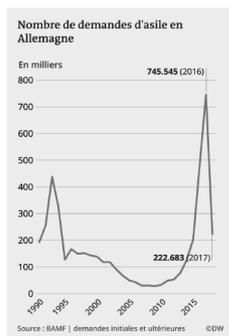
L'incapacité de l'Allemagne de prendre en charge les migrants dès la fin 2014

L'Allemagne qualifiée de « centre d'accueil des migrants de l'Europe »⁴, malgré son désir d'accueillir davantage de migrants, n'a plus les capacités de les accueillir correctement dès octobre 2014. Selon le règlement de Dublin en 2013, un migrant qui s'enregistre dans le fichier Eurodac d'un pays dépend théoriquement de ce pays et lorsqu'il s'enregistre à nouveau, il peut être renvoyé dans le pays où il s'est enregistré pour la première fois. Dans la route des migrants provenant de l'Europe du Sud ou de l'Europe centrale, la RFA est rarement le premier pays d'enregistrement. Ce système migratoire instauré par l'Union européenne montre ses limites à l'automne 2014 lorsque l'Allemagne reçoit de nombreux migrants qui ont été enregistrés en Italie et en Grèce, pays dans lesquels ils ne demandent pas d'asile. La solution proposée par Thomas de Maizière au Conseil des ministres de l'UE est de répartir les migrants dans chaque pays de l'Union selon un système de quotas. Mais



Gregor MATHIAS

Doc. 1. Les demandes d'asile en Allemagne de 1990 à 2017.



Source : <https://www.dw.com/fr/le-personnel-du-bamf-trop-peu-form%C3%A9/a-44006422>.
<https://p.dw.com/p/2ye50>

8

peu d'Etats sont intéressés d'autant plus que la RFA a fait part de son désir d'accueillir les migrants. L'Office fédéral pour la migration et les réfugiés (BAMF) dirigé par Manfred Schmidt dépend du ministre fédéral de l'Intérieur T. de Maizière, ce dernier est persuadé que l'administration peut résoudre le flux de réfugiés : alors qu'en janvier 2014, 1 734 Syriens demandent l'asile en RFA, en octobre 2014, ils sont 26 448 à se dire Syriens. En réalité, à cette date, seuls 16 070 sont reconnus de cette nationalité.

Face à ce déferlement migratoire, les procédures administratives du BAMF n'arrivent plus à suivre. La procédure d'enregistrement et de contrôle des migrants qui devrait durer en moyenne de 4 à 5 mois est raccourcie pour des raisons pratiques à 11 jours, de peur que le système n'implose ! Normalement chaque demandeur d'asile doit avoir un référent qui est chargé de mener un entretien et de recueillir les preuves prouvant que le migrant est bien un réfugié politique. Pendant l'entretien, un traducteur habilité doit être présent, celui-ci au moindre doute peut faire un test

de langue ou effectuer une analyse de texte pour repérer, par exemple si un Algérien ne se cache pas derrière une fausse identité syrienne. En cas de doute, le suspect est interrogé par les services de renseignement. Mais, à la fin de l'automne 2014 ce protocole d'accueil n'est plus appliqué face à l'afflux de réfugiés, originaires de pays sensibles comme la Syrie et l'Irak. Le BAMF décide de faire passer l'accueil des migrants avant les procédures de contrôle. Désormais, le BAMF fait remplir un questionnaire de quelques pages pour les migrants avec ou sans papiers d'identité. Avec ce système, des islamistes arrivent à se faire passer pour des chrétiens orientaux persécutés, des Kurdes sunnites pour des Yézidis, des Maghrébins pour des Orientaux, tandis que des personnes ayant donné 5 ou 6 identités différentes sont acceptées par le BAMF.

En cas de doute, le personnel peut demander une audition pour un suspect, « *cette possibilité est pourtant souvent repoussée* » car cela prolonge les procédures d'admission. Parmi ces suspects, on trouve le demandeur d'asile Mustafa B. qui arrive par avion du Moyen-Orient. Il a déjà été accueilli dans deux pays européens en février et en juillet 2012. Syrien, il appartient à l'organisation des Frères musulmans depuis 1972. Parti en 1985 au Pakistan, il assure avoir travaillé comme journaliste et dans une association d'aide aux réfugiés. En réalité, il sert d'agent de liaison entre Oussama Ben Laden, alors chargé d'organiser les volontaires djihadistes contre l'occupation soviétique en Afghanistan et Abdallah Azzam, l'idéologue du djihadisme moderne ; ces deux personnes vont fonder l'organisation djihadiste mondiale Al-Qaïda. Mustafa B. est chargé par les Frères musulmans de réconcilier, en vain, les deux hommes en





1986 qui sont en conflit. L'Office fédéral de police criminelle (BKA) enquête alors pour savoir s'il ne fait l'objet d'une enquête pour terrorisme ; la réponse étant négative, le BKA donne son feu vert pour son accueil en février 2017. Le BAMF considère que Mustafa B. entre dans la catégorie « *des personnes menacées en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social et de ses idées politiques* » et peut donc rester en Allemagne, alors même que les Frères musulmans allemands sont considérés, contrairement à la France, comme une organisation extrémiste sous surveillance en RFA⁵.

La Police fédérale (Bundespolizei) dirigée par Dieter Romann a pour mission principale de surveiller les frontières de la RFA. Dès l'été 2014, son directeur est le seul à dénoncer publiquement les dysfonctionnements de la politique migratoire européenne : la police fédérale arrête chaque jour, à cette période, 200 à 300 migrants sans papier venant de la route des Balkans et de l'Italie étant passés par l'Autriche pour demander l'asile politique en Allemagne. Il réitère, en janvier 2015, sa critique contre le système de libre circulation des personnes de l'espace Schengen et le règlement de Dublin⁶ : un Syrien s'étant rendu en Italie a besoin de moins de trois jours pour rejoindre la RFA, alors qu'il aurait dû rester en Italie selon les accords de Dublin. La police fédérale chargée de contrôler les aéroports et les ports doit normalement laisser, selon les accords de Schengen, le contrôle terrestre aux pays situés aux frontières extérieures de l'UE, c'est-à-dire l'Italie et la Grèce, pays qui n'arrivent pas à contrôler les flux de réfugiés. Quant à la Serbie et à la Bulgarie, elles manquent cruellement de personnel et de matériel pour contrôler leurs frontières.

L'Allemagne devient une cible de l'EI

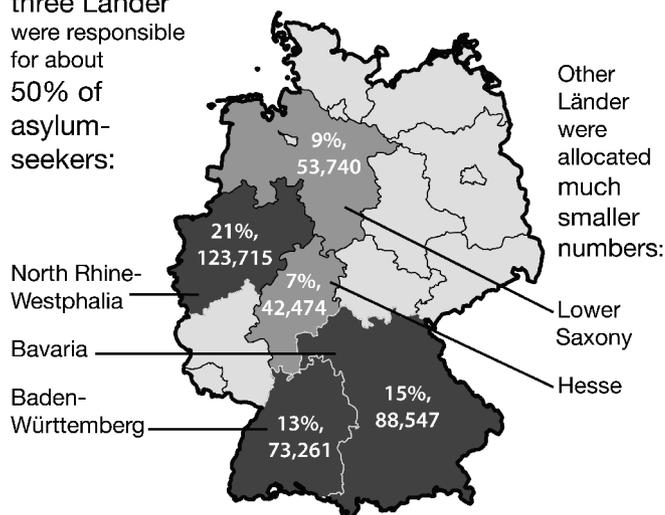
En octobre 2014, *Dabiq*, la revue de propagande de l'Etat islamique, indique que l'Allemagne figure parmi ses cibles et demande à tout musulman de faire des attentats et de les revendiquer au nom de l'EI. L'Office fédéral de protection de la Constitution (BfV) fait part de son inquiétude. Deux ans plus tard, en juillet 2016, deux demandeurs d'asile, le premier un Pakistanais arrivé en juin 2015, le second un Syrien arrivé en 2014 (débouté du droit d'asile en 2015 car il a fait sa première demande en Bulgarie), organiseront un attentat, l'un à Würzburg (attaque au couteau et à la machette, 5 blessés) et l'autre à Ansbach (explosion dans un restaurant à l'entrée d'un festival de musique, 11 blessés). Ironie du sort, ces deux villes sont situées en Bavière qui constitue la deuxième région allemande ayant accueilli le plus grand nombre de migrants en Allemagne fédérale. « *Pour le BAMF, ces deux demandeurs d'asile étaient des numéros parmi des centaines de milliers d'autres migrants. D'ailleurs, aucun des deux n'a été interrogé par le personnel du BAMF* » écrit S. Meining.

En décembre 2014, le BfV fait un rapport avertissant que des militants de l'EI ont intégré le flot des migrants et ont pris la route de l'Europe. Ils se font passer pour des Kurdes de Mossoul. Ce rapport est confidentiel car il est en totale contradiction avec les discours optimistes des hommes politiques et des experts allemands. Les attentats contre la rédaction de *Charlie Hebdo* et l'hypercacher de Paris, le 7 janvier 2015, et l'assaut contre une cellule terroriste belge de Verviers (trois djihadistes de Syrie) préparant un attentat, le 15 janvier 2015, montrent que le danger terroriste



Doc. 2. Quotas de migrants par région allemande.

From January to September 2015, three Länder were responsible for about 50% of asylum-seekers:



islamiste n'est plus à prendre à la légère. La revue *Dabiq* de février 2015 publie une interview d'Abdelhamid Abaaoud, le chef des djihadistes envoyés en France et en Belgique, expliquant être revenu en Europe pour terroriser ses habitants. Parmi les pays visés par ses menaces, on trouve la France, la Belgique et l'Allemagne. En avril 2015, le rappeur berlinois Denis Cuspert, connu sous le nom de Deso Dogg, ayant rejoint l'EI en 2014 appelle, par un chant religieux (*Nashid*), en avril 2015, les musulmans allemands à commettre des attentats.

**« Je fais de l'Allemagne un pays plus sûr »
(Ministre fédéral de l'Intérieur)**

Alors que la gestion de l'accueil des migrants s'avère difficile et que les menaces terroristes

se focalisent sur l'Allemagne, T. de Maizière, ministre fédéral de l'Intérieur, affirme dans une interview au *Bild* du 4 avril 2015 qu'il contribue à rendre l'Allemagne plus sûre. Il avance même de manière ambiguë que « *parmi les nombreux migrants originaires du Proche-Orient et d'Afrique du Nord, on ne peut pas exclure que se cachent des terroristes, des dangereux criminels ou des soutiens du régime d'Assad, mais qu'il n'y a pas de preuve que cela arrive* »⁷. Pourtant une quinzaine de jours plus tôt, les services américains transmettent au BKA une liste de noms de personnes en contact avec l'EI ou des milices islamistes syriennes. Sur la liste apparaissent leurs pseudonymes, les numéros des passeports ainsi que les numéros de téléphones portables étrangers ou allemands utilisés. Le BKA s'aperçoit qu'un certain nombre de personnes sont enregistrées comme demandeurs d'asile.



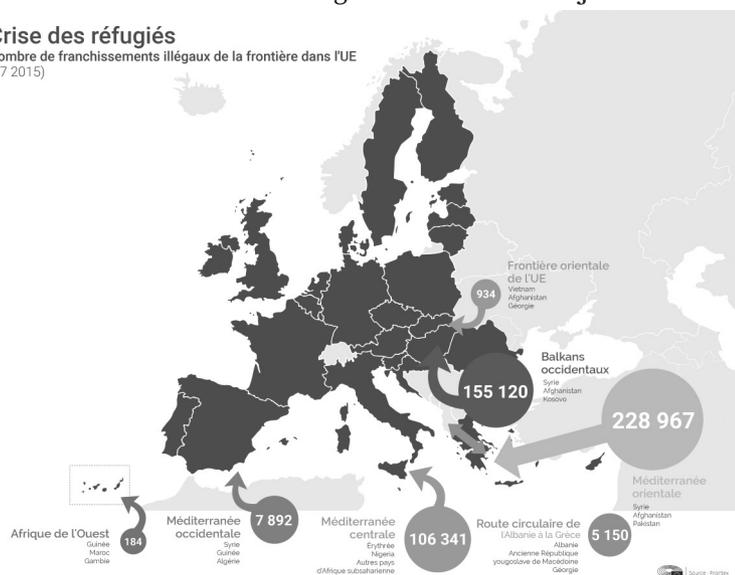


Retour sur la politique migratoire d'Angela Merkel de 2015

Doc. 3. Le franchissement illégal des frontières en juillet 2015.

Crise des réfugiés

Nombre de franchissements illégaux de la frontière dans l'UE
(07 2015)



Source : Frontex

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=IM-PRESS&reference=20150831TST91035&language=FR>

11

Le 15 juin 2015, à l'aéroport de Varsovie, un Marocain de nationalité espagnole proche d'Abaaoud est arrêté. Il explique au moment où il était à Raqqa, de mai jusqu'à juin 2015, que l'EI a recruté et entraîné 60 à 90 combattants pour effectuer des frappes terroristes en France, en Belgique et en Allemagne. Le groupe organiserait des attentats contre des fêtes, des compétitions de football, des salles de concerts ou des églises. Il dénonce un complice français, proche d'Abaaoud, qui sera arrêté le 11 août 2015 à Paris. Il explique que ce dernier cherche à viser un concert de rock dans un pays européen en faisant un maximum de victimes pour peser sur la politique extérieure du pays.

Le 28 juin 2015, la chancelière Angela Merkel, dans une conférence de presse à la sortie d'un conseil européen, annonce pour la première et la dernière fois : « La

politique migratoire doit prendre garde que des djihadistes n'en profitent pas pour s'infiltrer en Europe, ce qui explique la haute nécessité de l'enregistrement de chaque migrant ». A une question du 6 août 2015 du parti d'opposition (Die Linke, la gauche radicale) au parlement (Bundestag) sur le risque d'attentats en Allemagne, le gouvernement répond que « si l'EI est sous pression dans ses territoires en Irak et en Syrie, elle organisera des attentats pour montrer son pouvoir et sa force », ce n'est donc pas une question d'actualité pour le gouvernement allemand.

Le 4 août 2015 est arrêté pour la première fois en Allemagne un demandeur d'asile qui recrute pour l'EI par les réseaux sociaux en Espagne et cherche à perpétrer un attentat en Europe. En février 2015, ce demandeur d'asile était passé par le BAMF de Karlsruhe, où il avait rempli comme lieu





Gregor MATHIAS

12

de naissance « *inconnu* » et n'avait présenté aucune pièce d'identité. Il n'avait pas eu d'entretien complémentaire pour se justifier. Arrêté pour vol dans la ville, il donne comme lieu de naissance une ville d'Algérie, alors qu'en réalité il est Marocain. Repéré par les services espagnols sur les réseaux sociaux, il est arrêté en Allemagne. On trouve plusieurs portables et des cartes SIM, le suspect utilise un faux profil sur Facebook. Il est expulsé, le 7 septembre 2015, en Espagne. Il sera condamné à 8 ans de prison pour terrorisme en 2017. Ce cas exemplaire montre que le BAMF n'arrive pas à identifier correctement les demandeurs d'asile et que la procédure de sécurité pour identifier les suspects est totalement défaillante. Le cas n'est analysé par aucun des services de renseignement allemands ou des services de police, ce qui démontre, selon S. Meining, qu'il s'agit d'un « *dysfonctionnement structurel de l'architecture de sécurité allemande* ». D'ailleurs, le Tunisien Anis Amri, l'auteur de l'attaque du marché de Noël de Berlin, avait un profil similaire.

De janvier à août 2015, le BAMF a enregistré 152 777 demandeurs d'asile contre 78 688 à la même période de l'année précédente. Les personnes sans papier affirment être originaires de Syrie ou d'Irak, d'autant plus qu'ils savent que s'ils déclarent être originaires de ces deux pays, ils obtiendront l'asile politique. En septembre, la migration devenue massive passe à travers la Grèce, la Macédoine, la Serbie, la Croatie, la Hongrie et l'Autriche. Rien qu'en septembre, on compte 20 000 migrants arrivés à Salzbourg par bus ou en voiture. Du 11 au 13 septembre, 9 000 migrants arrivent en train dans cette ville avant de rejoindre l'Allemagne. Après quelques jours de chaos, T. de Maizières décide de rétablir,

le 13 septembre, les contrôles de la police allemande à la frontière terrestre de la RFA. La politique européenne de contrôle des frontières et de libre circulation des personnes est totalement paralysée. La Bavière est en première ligne de l'arrivée des migrants, Hans-Peter Friedrich, membre de la droite bavaroise (la CSU), critique la politique migratoire gouvernementale qui laisse entrer sans enregistrement et sans contrôle des milliers de réfugiés. Il est totalement isolé et critiqué unanimement, même au sein de la CSU bavaroise.

Les chefs des services de renseignement semblent vouloir apaiser l'opinion publique allemande en évoquant systématiquement une absence de danger dans l'afflux de tant de réfugiés. Le 7 septembre 2015, Gerhard Schindler, le responsable du service de renseignement extérieur (le BND) explique au *Bild* que les migrants ne sont pas des terroristes et qu'« *il n'a pas de preuve concrète que des terroristes se cachent au sein des migrants d'Afrique et du Proche-Orient* ». Il rajoute que « *c'est impossible que des terroristes prennent les navires des migrants pour atteindre l'Europe. Il serait plus aisé pour eux avec des faux papiers ou des papiers volés de se procurer un ticket d'avion* », c'est pourtant ce que feront les deux Irakiens qui se feront exploser au Stade de France. Ils arriveront à l'île de Lérès, le 3 octobre 2015, parmi les réfugiés et prouveront leur identité en montrant pour le premier un passeport pris à un soldat syrien, et pour le second un des « 3 800 » passeports syriens vierges récupérés à Raqqa, dont les services allemands possèdent les numéros de série depuis février 2015⁸. Aucun faux-papiers ne sera utilisé par les terroristes. Pour Gerhard Schindler, le plus grand danger





Retour sur la politique migratoire d'Angela Merkel de 2015

pour le pays est le retour des djihadistes allemands des zones de combat d'Irak ou de Syrie.

Alors que seul Dieter Romann, le chef de la Police fédérale, avait dénoncé les dysfonctionnements de la politique migratoire européenne et allemande, c'est désormais Hans-Georg Massen, directeur de l'Office fédéral de protection de la Constitution (BfV), nommé à ce poste en 2012 grâce au soutien de Hans-Peter Friedrich (le seul élu de la CSU hostile à la politique migratoire), qui va désormais prendre prudemment le relais de l'opposition à la politique migratoire d'Angela Merkel. Le 29 septembre 2015, il déclare que l'EI ainsi que la branche syrienne d'Al-Qaïda Al-Nosra seraient prêts à faire des frappes terroristes en Allemagne s'ils en avaient les moyens. Des groupes de terroristes pourraient même être envoyés en Allemagne, mais « *je tiens ces scénarios pour peu probables* ». Ce discours prudent sera également tenu à la radio, mais en coulisse Hans-Georg Massen multiplie les avertissements aux membres du gouvernement sur les dangers d'une immigration massive venue du Proche-Orient.

Six mois après sa première déclaration optimiste, le 9 octobre 2015, T. de Maizière est obligé d'avouer à la *Thüringer Allgemeine Zeitung*, que « *l'Allemagne a eu des informations de services de renseignement étrangers que des terroristes se cachent parmi les migrants (...) ce qui démontre l'importance de travailler avec les différents services de renseignement*⁹. A la question de savoir si des demandeurs d'asile ont été interpellés pour des soupçons de terrorisme, T. de Maizière répond par la négative et explique la nécessité de connaître parfaitement l'identité des demandeurs d'asile

pour comprendre leur situation. Pourtant moins d'une semaine plus tard, le 15 octobre 2015, Holger Münch, le président de l'Office de la Police fédérale (le BKA), affirme à la première chaîne allemande (ARD) affirme que « *la propagande de l'EI essaie d'influencer les musulmans radicalisés* » pour basculer dans le terrorisme. Le chef du BKA semble même démentir les propos du ministre fédéral de l'Intérieur en annonçant qu'« *il n'y a pas de preuves de l'envoi de terroristes de Syrie ou d'Irak pour commettre des attentats en Allemagne* ».

Les membres des services de renseignement que S. Meining a interrogés sur les propos tenus par leur supérieur refusent de faire le moindre commentaire alors que les documents sur lesquels ils travaillent quotidiennement disent exactement l'inverse. C'est ainsi que le 15 octobre, 53 des 93 fiches du BKA évoquent les demandeurs d'asile syriens dont certains sont soupçonnés d'être des combattants de l'organisation terroriste même si ces fiches manquent souvent d'éléments d'identification (nom ou date de naissance).

Les attentats du 13 novembre à Paris ou le retour à la réalité

La présence de terroristes irakiens parmi les auteurs des attentats du Stade de France entraîne parmi les hommes politiques de la CSU une réaction unanime de contrôler les migrants et de ne laisser plus personne dans l'illégalité. Pourtant le 18 novembre, T. de Maizière temporise à nouveau en déclarant que « *jusqu'à présent il n'existe pas de preuve que des terroristes se fassent passer pour des réfugiés* ». Trois ans plus tard, il justifiera ses propos en expliquant qu'il ne



Gregor MATHIAS

14

voulait pas faire des commentaires trop rapides après les attentats de Paris. Le BND reçoit la liste des 192 personnes enregistrées à Leros dans laquelle se trouvent les noms des deux terroristes du Stade de France. Le président du BND refuse désormais de donner des interviews quant à Hans-Georg Massen, directeur de l'Office fédéral de protection de la Constitution (BfV), il reconnaît qu'il était « *dangereux et atypique pour des terroristes de prendre l'eau dans un bateau qui risquait d'échouer entre la Turquie et une île grecque* » et il affirme désormais que ses agents ont collecté des renseignements de la présence de terroristes ou d'extrémistes musulmans parmi les migrants. Holger Münch, le président du BKA explique avoir 120 noms de criminels de guerre recherchés parmi les migrants et affirme qu'il n'est pas exclu que se trouvent des terroristes parmi les réfugiés.

Alors qu'en novembre 2015, le BAMF a recueilli 171 000 questionnaires de Syriens et 17 000 d'Irakiens, T. de Maizière décide enfin, le 4 décembre, suite aux attentats de Paris, que tous les réfugiés originaires de ces deux pays, passent systématiquement un entretien, dès le 1^{er} janvier 2016, « *pour des raisons de droit, d'ordre et de sécurité* », ce qui doit être également le cas pour tout nouveau demandeur d'asile.

Au début de l'année 2016, une attaque à la machette à Paris est paradoxalement caractéristique de la faillite du système allemand d'accueil des migrants. Le 7 janvier 2016, le Tunisien Tarek Belgacem portant une fausse ceinture d'explosifs s'attaque avec une machette à un policier en faction devant le commissariat de la Goutte-d'Or à Paris. Il porte une revendication de l'EI sur lui. Son portable permet d'identifier son dernier lieu

de résidence : il s'agit d'un centre d'accueil de réfugiés Rhénanie-du-Nord-Westphalie, première région allemande d'accueil des demandeurs d'asile. Tarek Belgacem s'est fait connaître en Allemagne sous plusieurs identités et plusieurs pays d'origine (Maroc, Syrie, Géorgie). Dans sa dernière demande, il dit s'appeler Walid Salihi et être d'origine marocaine ! On sait qu'il est passé par la Turquie en 2007, puis en Grèce, en Macédoine et en Roumanie, où il est enregistré en janvier 2011 dans le fichier Eurodac. Il passe ensuite en Hongrie. En Autriche, il est à nouveau enregistré par le fichier Eurodac, le 8 avril 2011. Il arrive en Italie où il est enregistré dans le fichier Eurodac, le 14 avril 2011, et demeure un an en Sicile. Il passe deux ans en France et un an en Suisse où il est enregistré une quatrième fois dans le fichier Eurodac, le 8 janvier 2013. En 2013, il est arrêté au Luxembourg pour vol et est contrôlé en Allemagne à la fin de l'année 2013 : il se dit Syrien et mineur ! Le 7 janvier 2014, Tarek Belgacem fait une demande d'asile en Allemagne et est donc mis pour la cinquième fois dans le fichier Eurodac. Mais là, pour la première fois, le BAMF s'aperçoit qu'il a été enregistré en Roumanie et doit donc être renvoyé, selon les accords de Dublin dans ce premier pays, mais il n'y est pas renvoyé. Continuant son tour d'Europe, il se retrouve, en Suède, le 14 avril 2015, où il est contrôlé avec une fausse identité et une fausse nationalité. Mais identifié dans le fichier Eurodac grâce à ses empreintes d'identité, il est renvoyé en Allemagne avec ses deux frères, eux-mêmes, faux Géorgiens enregistrés en Allemagne ! Il est arrêté par la police à son arrivée en Allemagne, le 20 juillet 2015, pour une rixe à Bochum quant à ses deux frères, ils ont laissé derrière eux six fausses identités. En septembre 2015, dans sa chambre, sous un





Retour sur la politique migratoire d'Angela Merkel de 2015

matelas, on trouve une arme de poing : il est interrogé avec trois camarades de sa chambre. Mais aucune preuve de son appartenance à l'EI n'est trouvée. Le parcours de Tarek Begacem rappelle celui d'Anis Amri, autre Tunisien, petit délinquant, ayant six identités différentes. Il se dit mineur et est enregistré en Italie. Il demande l'asile en juillet 2015 en Allemagne. Repéré, il doit être expulsé en Tunisie qui refuse de l'accueillir en juin 2016. Il sera l'auteur de l'attentat du marché de Noël de Berlin.

Les dysfonctionnements du contrôle des migrants concernent à la fois les pays utilisateurs d'Eurodac et le BAMF qui est incapable d'identifier correctement les demandeurs d'asile donnant de fausses identités (nom, prénom, date de naissance et pays d'origine), ce qui rend totalement inefficaces les contrôles de police. D'ailleurs, même S. Meining se trompe sur son identité, dans son ouvrage, en évoquant sa fausse nationalité marocaine donnée en Allemagne alors qu'il est identifié par sa famille et ses amis comme étant Tunisien¹⁰.

Après les attentats de Bruxelles du 22 mars 2016, le BKA est bien obligé d'avouer que l'Allemagne a été un pays de transit pour les terroristes. Le 10 mai, au parlement, il est à nouveau demandé par le parti d'opposition (Die Linke, la gauche radicale) de savoir si des terroristes de l'EI se cachent parmi les migrants. Le gouvernement répond que 360 demandeurs d'asile sont suspectés d'être des combattants ou des sympathisants de l'EI : 132 cas ont été examinés et ne sont pas avérés, 228 cas sont actuellement contrôlés, dont 38 sont l'objet d'une procédure judiciaire. Le gouvernement allemand avoue enfin que l'EI essaie d'utiliser tous les moyens, routes et moyens de transport, pour infiltrer des

djihadistes en Europe. Après les deux attentats de juillet 2016, en Bavière, la chancelière Angela Merkel tient une conférence de presse. Elle répond à un journaliste qui lui demande si, en septembre 2015, lorsqu'elle avait prononcé les célèbres mots : « *Nous y arriverons* [à répondre au défi migratoire] » (« *Wir schaffen das* »), elle savait que des terroristes se trouvaient parmi les migrants en route vers l'Allemagne. La chancelière répond : « *Nous le savions depuis les attentats de Paris mais aussi auparavant par des rapports* [des services de renseignement] *que l'EI avait utilisé le flot de migrants pour infiltrer de groupes de terroristes* ».

En octobre 2016, les services de renseignement allemands arrivent à empêcher un attentat d'un migrant syrien à l'aéroport berlinois de Tegel. Le BAMF est désormais dans la ligne de mire des politiques. Le nombre de migrants suspects repérés lors des entretiens augmente progressivement de 630 en 2014, à 4 671 en 2015 et 4 676 cas pour les sept premiers mois de 2016. Après l'attentat du marché de Noël de Berlin de décembre 2016, la pression augmente encore sur le BAMF pour accentuer ses contrôles sur les migrants comme le démontrent les statistiques.

Les conséquences politiques de la crise migratoire

Pour le journaliste S. Meining, les responsables de cette politique migratoire désastreuse sont la chancelière Angela Merkel, le ministre fédéral de l'Intérieur Thomas de Maizière, le coordinateur de la politique migratoire à la chancellerie Peter Altmaier et le directeur de l'Office fédéral pour la migration et les réfugiés (BAMF) Frank-Jürgen Weise en poste au printemps 2015.



Gregor MATHIAS

16

La chancellerie et son parti sont durablement affaiblis par la gestion migratoire. A la fin de son troisième mandat (2013-2018), la droite libérale et conservatrice CDU-CSU d'Angela Merkel passe en 2013 d'un score historiquement haut (41 %, même niveau qu'en 1994) à un score historique bas (33 %), une première depuis 1949. Le pays est gouverné avec une grande coalition avec les sociaux-démocrates (SPD). Pour son quatrième mandat de 2018, Angela Merkel, qui souhaite gouverner avec les Verts et les libéraux du FDP, voit cette solution échouer en raison de la divergence entre les deux partis, le premier ouvert et le second plus ferme sur l'accueil des réfugiés. Elle reconduit donc une grande coalition avec les sociaux-démocrates qui ont payé politiquement cette alliance en passant de 25 % des voix en 2013 à 20 % en 2018, le score le plus bas de leur histoire. Hans-Peter Friedrich, le seul homme politique de la CSU, qui avait critiqué l'afflux de réfugiés et avait été stigmatisé par l'ensemble de la classe politique, est nommé vice-président du parlement allemand en 2018.

Alors que l'extrême droite nationaliste était marginale en Allemagne. L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), parti créé en 2013, n'atteint pas les 5 % des voix pour être représentée au parlement. La crise migratoire lui permet de tripler ses scores en 2017 (12,7 % des voix) et d'envoyer 94 députés au parlement. En moins de cinq ans, il réussit à entrer dans tous les parlements régionaux et atteint des scores allant de 6 % en Sarre à 15 % dans le Bade-Wurtemberg et même jusqu'à 24 % des voix en Saxe-Anhalt où il devient le premier parti. Deux régions de l'est de l'Allemagne ayant eu leur élection régionale avant la crise des

migrants en 2014 voient passer l'AFD en Saxe et Brandebourg de 9 % à 12 % des voix en 2014 à 27 % à 22 % des voix en septembre 2019. L'AFD se classe comme le deuxième parti de ces deux régions.

Le ministre fédéral de l'Intérieur T. de Maizière n'a plus de fonction politique depuis 2018 avec la fin du troisième mandat d'Angela Merkel. Interviewé par la télévision en février 2019, il avoue rétrospectivement que l'Etat fédéral n'était pas assez préparé à faire face au grand nombre de migrants. Les hommes politiques et les médias ont été guidés par leurs sentiments qui ont considéré tous les migrants comme des saints en septembre 2015 avant de les considérer après les agressions sexuelles de Cologne du Nouvel an comme des violeurs. « *Tout le monde s'est emporté* »¹¹. Très proche de la chancellerie, Peter Altmaier, le coordinateur de la politique migratoire à la chancellerie et également le coordinateur du renseignement allemand, est récompensé en étant nommé ministre de l'Energie sous la quatrième mandature d'Angela Merkel en 2018, où il doit désormais faire face au ralentissement de l'économie allemande. Frank-Jürgen Weise, responsable du BAMF, explique dans une interview de 2018 que le système informatique du BAMF remontant à 20 ans était obsolète, la gestion du personnel inopportune et la coordination mauvaise. Les anciens directeurs du BAMF n'ont pas su prévoir l'augmentation du nombre de réfugiés et les dysfonctionnements car auparavant, la politique d'accueil des réfugiés fonctionnait bien. « *A l'automne 2015, il était trop tard et nous avons dû réparer les carences du BAMF* ». Une réforme du BAMF aurait dû être menée quatre ans auparavant pour être efficace¹². Frank-Jürgen Weise est actuellement le président de l'ONG protestante,





Retour sur la politique migratoire d'Angela Merkel de 2015

les Urgences johannites, l'équivalent de la Croix-Rouge française.

Les responsables de la sécurité ont eu des destins contrastés après la crise migratoire de 2015. Hans-Georg Massen, directeur de l'Office fédéral de protection de la Constitution (BfV) a été renvoyé par son nouveau ministre fédéral de l'Intérieur Horst Seehofer, on lui reproche d'avoir affirmé qu'il n'y avait pas de chasse aux migrants à Chemnitz en septembre 2018 en s'appuyant sur les rapports de son service. Dans une interview au *Bild*, il explique que « *les erreurs sur les migrations de 2015 se reproduisent quotidiennement* » : « *500 migrants illégaux arrivent chaque jour sans compter le regroupement familial, ce qui fait 200 000 personnes par an qui ont besoin d'infrastructures comme la ville de Cassel* »¹³. Il est désormais consultant. Gerhard Schindler, chef du BND, est renvoyé par Peter Altmaier,

en 2016, à la suite du scandale des écoutes de responsables politiques européens et de chefs d'entreprise par une station d'écoutes du BND pour le compte de l'agence américaine du NSA. Les médias évoquent un manque de contrôle, mais il est inconcevable de penser qu'il ait agi sans ordre politique. Holger Münch, directeur du BKA et Dieter Romann, chef de la Police fédérale, sont toujours à leur poste en 2019.

L'ouvrage de S. Meining reste une étude incontournable pour comprendre la manière dont l'administration allemande et les services de renseignement ont géré la crise migratoire de 2014 à 2017. On ne peut qu'espérer que cet ouvrage soit traduit en français pour donner un éclairage allemand sur les enseignements de cette crise migratoire, dont les responsabilités sont autant allemandes qu'au niveau des principaux dirigeants de l'Union européenne.





Notes

1. Docteur en histoire et chercheur en géopolitique. Il est l'auteur notamment de *la Guerre française contre le terrorisme islamiste*, éd. Giovanangeli, 2016 et *la France ciblée. Terrorisme et contre-terrorisme pendant la guerre d'Algérie*, Vendémiaire, 2017.

2. Stefan Meining, *Geheim Akte Asyl. Wie die Politik in der Flüchtlingsfrage Deutschlands Sicherheit gefährdet*, Dtv, 2019, 319 p. <https://twitter.com/stefanmeining?lang=fr>

3. *Libération*, 24 avril 2019, Ismaël Halissat, « Comment des opposants syriens ont aidé à identifier un djihadiste en fuite ».

https://www.liberation.fr/planete/2019/04/24/comment-des-opposants-syriens-ont-aide-a-identifier-un-jihadiste-en-fuite_1723102

Libération, 24 avril 2019, Hala Kodmani, « Kais A. : au cœur de l'Allemagne, dans les pas d'un fantôme ».

https://www.liberation.fr/planete/2019/04/24/kais-a-au-coeur-de-l-allemandans-les-pas-d-un-fantome_1723212

4. *Die Welt*, 15 octobre 2014.

5. http://www.verfassungsschutz-bw.de/site/lfv/get/documents/IV.Dachmandant/Datenquelle/PDF/2019_Aktuell/Verfassungsschutzbericht_BW_2018.pdf

Focus Online, 11/12/2018, Axel Splicker « Protecteurs de la Constitution : Les Frères musulmans veulent transformer l'Allemagne en un Etat religieux islamique ». Selon B. Freier, le responsable de l'Office fédéral de protection de la Constitution de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, « *les Frères musulmans sont plus dangereux qu'Al-Qaïda* ».

https://www.focus.de/politik/deutschland/zentralrat-im-blick-der-islamisten-verfassungsschuetzer-muslimbrueder-wollen-deutschland-in-islamischen-gottesstaat-verwandeln_id_10048434.html

18

Les Frères Musulmans sont au pouvoir en Turquie (AKP d'Erdogan) et proches du pouvoir au Qatar. Ils ont été chassés du pouvoir par l'armée au Soudan (Omar-el-Béchir) et en Egypte (M. Morsi).

6. Interviews dans la *Welt* 14 juillet 2014 et *Frankfurter Allgemeinen Zeitung*, 12 janvier 2015.

7. *Bild*, 4 avril 2015, F. Solms-Laubach et D. Menkens, interview de T. de Maizière, « Ich mache Deutschland sicher ». <https://www.bild.de/politik/inland/thomas-de-maiziere/ich-mache-deutschland-sicherer-40413610.bild.html>

8. Stefan Meining, *Geheim Akte Asyl. Wie die Politik in der Flüchtlingsfrage Deutschlands Sicherheit gefährdet*, Dtv, 2019, p. 67.

9. <https://www.thueringer-allgemeine.de/politik/bundesinnenminister-thomas-de-maiziere-im-interview-id221246985.html>

10. *Le Figaro*, 22 janvier 2016, A. Perrachon, « L'assaillant de la Goutte d'Or n'avait aucun lien avec un réseau islamiste ».

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2016/01/22/01016-20160122ARTFIG00297-l-assaillant-de-la-goutte-d-or-n-avait-aucun-lien-avec-un-reseau-islamiste.php>

11. *Frankfurter Allgemeine*, 11 février 2019, « La politique migratoire. Nous nous sommes laissés guider par nos sentiments ».

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/innenminister-thomas-de-maiziere-zur-fluechtlingspolitik-16035309.html>

12. *Spiegel*, 6 juin 2018, « Weise le sait mieux ».

13. *Bild*, 16 février 2019, R. Schuler, interview de H.-G. Massen, « Les erreurs sur les migrations de 2015 se reproduisent quotidiennement » « <https://www.bild.de/politik/inland/politik-inland/ex-verfassungsschutzchef-fehler-von-2015-werden-taeglich-wiederholt-60182072.bild.html> »





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe¹

Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

- Criminalité (victimes, auteurs)
- Risques terroristes
- Fanatismes & prosélytismes religieux

Introduction – Migrations, asile, Europe et France : les faits essentiels²

Aller au fond de la question amène à ouvrir huit successives pistes de recherches ; à poser huit questions ; puis à tenter d'y répondre au mieux, à l'aide de documents indéniables, de sources claires et de données fiables. Les huit sujets de notre première partie sont :

- Les phénomènes migratoires, inquiétude mondiale (européenne et française)
- Migrations africaines : une idée fausse
- Migrants-victimes et exploitations criminelles
- Migrations et risques terroristes, les faits
- Migrants, faux documents, une délinquance spécifique

- Le problème migratoire à l'échelle de l'Union européenne
- La France et le problème migratoire
- Le problème migratoire pour d'autres pays d'Europe : Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Suède.

Les phénomènes migratoires, inquiétude mondiale, européenne et française

Ne croyons pas que l'anxiété devant les massives migrations de la dernière décennie soient la lubie d'Européens égoïstes et en plein "repli" (comme disent souvent les médias). Car d'abord, la masse instable de ces migrants est énorme sur la terre : 258 millions d'individus, selon l'ONU.



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

Un sondage *PEW-Research* de décembre 2018 révèle qu'à la question "seriez vous pour que votre pays n'accueille plus de migrants du tout - au minimum beaucoup moins ?", les Sud-Africains (la nation arc-en-ciel...) disent oui à 65%, les Argentins à 61%, les Kenyans à 60% et les Nigériens à 50%.

Autre sondage : *IPSOS-Mori*, 2017, pose la question "Votre pays serait-il plus fort s'il arrêterait l'immigration ?" : les Turcs : oui, 61%, les Indiens oui, 45%. 2^e question du même sondage "Vous sentez-vous étranger dans votre propre pays ?" les Turcs disent oui à 57% et les Sud-Africains, à 54%. Enfin, la préférence nationale pour l'emploi est voulue par 74% des Turcs, 64% des Péruviens, 62% des Indiens et 60% des Sud-Africains.

20

L'Europe maintenant (*Eurobaromètre* automne 2018) : quelle est la préoccupation majeure des Européens ? L'immigration (40%). Plus deux points qu'au précédent Eurobaromètre (printemps 2018). 2^e préoccupation, le terrorisme (20%) ; 3^e, les finances publiques des Etats-membres (19). Et les Français ? L'immigration en 1 (33%) et le terrorisme en 2 (22%).

Migrations africaines : une idée fausse

L'idée reçue est que les migrants africains fuiraient la guerre et la terreur pour s'abriter dans la calme Europe. Or divers faits font douter de cette explication :

- D'abord l'observation du sexe des migrants, très largement (d'usage, plus de 70%), masculin. Quand un village fuit la guerre, tous ses habitants décampent bien sûr ensemble - nul ne laisserait

femmes et enfants aux mains de pillards, de violeurs ou d'assassins. Une migration masculine est économique : de jeunes hommes solides et aventureux partent au loin "vendre leur force de travail".

- Plus éclairants encore, les chiffres des morts africains du fait de la terreur, des guérillas, etc. Etudions les données les plus récentes, datant de fin 2017, année où le terrorisme - surtout le djihadisme armé - a causé ± 10 400 morts sur le continent africain - chiffre impressionnant mais à relativiser.

Somalie : ± 4 560 morts (*al-Shaahab*),

Egypte (Sinaï) : ± 400 morts (Etat islamique, *al-Morabitoun*),

Libye : ± 240 morts (djihadistes de l'Etat islamique, et ceux qui les combattent),

Mali+Niger+Burkina-Faso : ± 390 morts (*Jama'at nusrat al-Islam wa'l Muslimin*).

Considérons maintenant ceci :

- L'immense aire où ces tueries se produisent compte ± 400 millions d'habitants, dont la plupart, éloignées des désertiques zones de guerre concernées. Exemple, quand un attentat ravage Kidal (confins maliens de l'Algérie) les habitants de Bamako sont-ils paniqués au point de fuir, laissant tout derrière eux ? Quand, à vol d'oiseau, cette distance est celle qui sépare Paris de Vienne (Autriche) ?
- L'Afrique a connu nombre de guerres civiles-guérillas sanglantes : Algérie (1992-2002) de 60 000 à 100 000 morts ; Liberia (1980-1990), ± 150 000 morts ; Sierra Leone (1991-2002), ± 120 000 morts ; ce qui, n'est plus le cas aujourd'hui.





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

- En Afrique, les morsures mortelles de serpents ont provoqué en 2017 de 25 000 à 30 000 morts - les morts du terrorisme et des guérillas de la même année (pour affreuses qu'elles soient) sont quand même de 2 à 3 fois moins nombreuses.

Migrants-victimes et exploitations criminelles

Un récent rapport de l'ONU - Drogues et Crime analyse le problème de la traite humaine jusqu'à la fin 2016 : c'est bien sûr dans ce cadre qu'il faut envisager le drame des migrations, d'abord africaines. On y trouve les données suivantes :

- Fin 2016 (et c'est plutôt pire depuis) le nombre de guerres ou de quasi-guerres est au plus haut dans le monde depuis 30 ans.
- Pour l'année 2016, les cas identifiés de traite humaine (par la police ou la justice des pays développés, principalement) sont de $\pm 75\ 000$; 10 000 de plus qu'en 2011.
- 70% des victimes de cette traite sont des femmes, dont 23% de mineures ; et Sur toutes ces femmes (de tout âge) 60% sont vouées à l'exploitation sexuelle.

Bien plus largement maintenant (Organisation mondiale du travail + ONG diverses), les victimes de tout type d'esclavage moderne sont estimées à ± 40 millions dans le monde. Sur cette population estimée, 94% des victimes d'exploitation sexuelle seraient des femmes (travail forcé : 35% de femmes). Qui sont ces esclavagistes contemporains ? Les milices islamistes libyennes sont les premières suspectes de la traite, capturant puis vendant les migrants noirs pour des travaux serviles (d'usage, de 200 € à 800 € par esclave vendu).

Migrations et risques terroristes, les faits

De 2014 à 2018, environ 42 000 étrangers, issus de ± 80 pays, auraient rejoint le "Califat" de l'Etat islamique entre Irak et Syrie, ou y auraient résidé. (Etude de référence de l'ISCR, centre d'étude de la radicalisation, Kings College, Londres, juillet 2018). Soit :

- hommes : $\pm 33\ 000$,
- femmes : 4 800,
- enfants : $\pm 4\ 800$.

Pays de provenance :

- Moyen-Orient + Maghreb : $\pm 18\ 900$,
- Europe orientale : $\pm 7\ 300$,
- Asie centrale : $\pm 6\ 000$,
- Europe occidentale : $\pm 5\ 900$,
- Asie (orientale + sud-est + sud) : $\pm 2\ 500$,
- Amériques + Canada + Nouvelle-Zélande : ± 750 ,
- Afrique sub-saharienne : ± 240 .

Situation fin 2018 :

- Début 2018, il restait $\pm 3\ 000$ étrangers dans ce qui demeurerait alors du "Califat territorial".
- Selon l'ISCR, $\pm 7\ 400$ du total d'origine des djihadis seraient rentrés dans leurs pays (d'origine ou d'adoption), dont ± 250 femmes et $\pm 1\ 200$ enfants. Là-dessus, $\pm 1\ 800$ seraient de retour dans divers pays de l'Europe occidentale.
- Au Nord de la Syrie, des combattants kurdes détenaient fin 2018 ± 800 combattants étrangers de l'Etat islamique dans leurs camps.
- Pour la seule Grande-Bretagne, le Renseignement intérieur (MI5) estime que ± 850 islamistes britanniques sont partis combattre dans la zone Irak-Syrie ; que 150 sont morts sur place et



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

± 425, rentrés (souvent avec femmes et enfants).

Clairement, des centaines d'individus à dangerosité variable (du toujours fanatique au traumatisé sévère) sont encore libres et en fuite, de la zone d'Idlib en Syrie, jusqu'aux Balkans - donc au contact direct (et souvent poreux...) de l'Union européenne. Or dans la période récente (2015-2018), on a vu que des terroristes, assermentés à l'Etat islamique ou al-Qaïda, se sont infiltrés dans les flux de migrants accédant à l'Europe occidentale sans grand contrôle, pour s'y agréger ensuite à des complices locaux et y commettre des attentats (France, Allemagne, Suède, etc.).

Migrants, faux documents, une délinquance spécifique

22

Qui plus que des migrants clandestins (en situation irrégulière et autrement appelés "sans-papiers") ont, justement, besoin de documents d'identité, ou administratifs, ou de justificatifs de toute sorte ? personne.

La fabrication de documents d'identité, de permis divers (conduire, etc.), de justificatifs de domicile, de déclaration d'imposition, etc. est donc devenu un florissant métier criminel, d'usage pratiqué (disent les policiers, gendarmes et douaniers spécialisés) dans ces néo "Cours des Miracles" que sont les quartiers et cités hors-contrôle. Pour la cellule CELTIF-gendarmerie (Cellule contre le travail illégal et les fraudes) ces documents sont vendus de 600 à 10 000 euros et on en saisit ± 25 000 chaque année en France. La migration alimente ainsi l'activité criminelle, entre des migrants "de l'intérieur" et ceux fraîchement arrivés de l'extérieur.

Le problème migratoire à l'échelle de l'Union européenne

Selon EUROSTAT (qui est l'Insee de l'Union européenne, UE) les flux d'entrée extra-européens dans l'UE du début 2014 à fin 2018 représentent ± 9 millions d'individus ; au plus gros du flux "environ ± 2 millions d'individus par an".

Pour 2018, les entrées illicites (de migrants sans papiers) dans l'UE sont de ± 142 000 personnes (connues) :

- par l'Espagne : ± 57 000,
- par la Turquie et la Grèce : ± 56 000,
- par l'Italie, ± 23 000 (- 80% sur 2017),
- divers, solde : ± 6 000.

(HCR-ONU, 2018) Sur ces arrivées, 113 482, par la mer ; sur ces passages, on compte 2 262 noyés (connus). 2017 : 172 301 passages par mer et 3 139 noyés.

Par ailleurs, l'UE a reçu en 2018 580 000 nouvelles demandes d'asile (qui ensuite, sont acceptées ou rejetées : vu les demandes dans plusieurs pays à la fois, présence dans ce total d'un important nombre de doublons). Pays de réceptions des premières demandes d'asile en 2018 :

- Allemagne : 161 900 demandes,
- France : 110 900,
- Grèce : 65 000,
- Espagne : 52 700,
- Italie : 49 200,
- Royaume-Uni : 37 300.

En 2018, l'UE a accordé aussi 333 400 droits d'asile (la plupart, des années antérieures à 2018, du fait des délais administratifs). Qui sont ces migrants ou demandeurs d'Asile ? les nations les plus représentées à chaque comptage d'organisme concerné de l'UE





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

ou de l'ONU, sont : Afghanistan, Albanie, Géorgie, Guinée, Irak, Iran, Mali, Maroc, Niger, Pakistan, Syrie, Turquie. Ainsi, sans doute plus de 80% de ces migrants vers l'Europe, de tout type ou origine, sont-ils à coup sûr des musulmans. Sont-ils tous "modérés" ? Là est la question.

La France et le problème migratoire

Demandes d'asile en 2018 (Ofpra) : 123 625 demandes, dont 114 226 premières demandes et le solde, réexamens, etc. + 22,7% sur 2017. Ajouter au total \pm 35 000 individus, entrés selon la "procédure de Dublin" (les "dublinés").

Réfugiés - en 2018, 46 700 individus ont acquis le statut de réfugié "ou protection subsidiaire". Origine : Afghanistan (10 370 dossiers) ; Albanie (9 683) ; Géorgie (7 005) ; puis, Algérie, Côte d'Ivoire, Guinée, Soudan, Syrie, etc. Sur le tout, 67% d'hommes.

Etrangers ayant immigré en France en 2017 : 247 000 individus. Africains : 36% ; citoyens d'autres pays de l'UE : 35%, etc. Donc 1/3 d'immigrants issus d'Europe ; le solde = 2/3 du total, en majorité Africains. Là-dessus : 255 550 titres de séjour (+ 3,3% sur 2017) ; dont \pm 89 200 dossiers pour "motif familial".

"Mineurs isolés" : en 2018, \pm 40 000 d'entre eux ont été pris en charge par les départements (Assemblée des départements de France).

Difficultés d'intégration de la jeunesse immigrée (OCDE) : en 2018, sur une classe d'âge de \pm 16 millions de jeunes de 15/34 ans, la France en compte 2,85 millions de toutes origines, (en théorie comptable)

"sans enseignement, ni formation, ni emploi" ; 1,75 million sont "Français, de parents Français" ; le solde, \pm 40% de ces 2,85 millions d'"inactifs", vient de l'immigration. 18% d'inactifs en France chez les 15/34 ans, plus 15% au chômage : chiffre élevé car l'Allemagne, la Suède et la Suisse comptent 7% d'autochtones de 15/34 ans, et 10% d'immigrés dans les "sans enseignement, sans formation et sans emploi".

Le problème migratoire

pour d'autres pays d'Europe :

Allemagne, Espagne,

Grande-Bretagne, Italie, Suède

Allemagne - De longue date, l'Allemagne est confrontée à la grave criminalité de clans arabes qui ont, dès la décennie 2000, supplanté le milieu criminel allemand d'origine, voire turc, dans des métropoles comme Berlin, Brême, Dortmund et Essen. Là, mais dans d'autres villes aussi, ces clans libanais, ayant trouvé refuge en Allemagne pour, disaient-ils alors "fuir la guerre civile" dans leur pays (chanson souvent entendue depuis) se sont renforcés au fil des successives vagues migratoires. Depuis lors, les gangs al-Zein, Abou-Chaker, Rammo (les plus connus), pratiquent une violence systématique, sautant par hordes de 40 à 50 individus armés sur tout possible rival les menaçant sur un de leurs "marchés criminels" (racket des boîtes de nuit, prostitution, trafic de stupéfiants, etc.).

Pour le seul land de Rhénanie du Nord-Westphalie, ces gangs arabes ont commis (2016 à 2018) 14 225 infractions sérieuses (violences, vols en bandes, stupéfiants, etc.). Plus largement, ce land de Rhénanie du Nord-Westphalie compterait 108 gangs



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

actifs (de toutes origines, mais surtout allogènes. Enfin, la police fédérale estime que pour toute l'Allemagne, compterait \pm 200 000 membres de gangs. Précision : ce pays dispose en tout et pour tout de 270 000 policiers. Or devant cette criminalité, la police et la justice allemande sont quasi-impuissantes. De cela, quelques exemples :

- En 2018, la justice allemande ordonne l'expulsion de 23 900 déboutés du droit d'asile et criminels. Les services concernés réalisent \pm 11 000 de ces expulsions ; 11 500 de ces expulsés et/ou criminels "ne sont pas retrouvés", plus 1 300 "abandons de procédure". Pour la seule année 2018, restent donc en Allemagne près de 13 000 individus peut-être dangereux, plus bien sûr, les milliers d'autres ayant "disparu" en 2015, 2016 et 2017.
- Suite aux viols et agressions sexuelles commises à Cologne au Nouvel an 2016, 600 plaintes sont déposées par des femmes ; un groupe d'enquête "Nouvel an", fort d'une centaine de policiers, est constitué ; là-dessus, 290 enquêtes sont ouvertes, ayant conduit à 52 inculpations (Algériens, Irakiens ou Marocains, pour la plupart). L'effet d'entonnoir continuant, 43 procédures sont lancées, et aboutissent à ... 3 condamnations. Les Sherlock Holmes allemands n'ont pas dû forcer leur génie pour trouver les condamnés, ceux-ci ayant, lors des faits... pris des *selfies* avec leurs victimes.

Espagne - \pm 57 000 migrants clandestins sont arrivés en Andalousie (Espagne) en 2018, la plupart depuis Tanger, Maroc. La quasi-totalité des migrants sont en fait les proies de gangs de passeurs, d'usage Maghrébins et paient leur transfert de 2 000 à 4 000 euros. Estimons à 48 000 ceux qui ont payé, les autres s'étant débrouillés

(combine familiales, copains, etc.). Au prix minimum de 2 000 € le passage, c'est un marché criminel de \pm 100 millions d'€ sur un an ; 140 millions d'€ au prix médian. D'où l'énorme corruption de personnels de l'Etat, fonctionnaires ou militaires, sur les deux rives du détroit de Gibraltar.

Grande-Bretagne - Là aussi, mauvaise assimilation des jeunes gens issus de l'immigration africaine ou pakistanaise (c'est différent pour les jeunes filles). Dans l'ensemble statistique Angleterre plus Pays de Galles (l'Écosse et l'Ulster sont comptés à part), une moitié (de 48% à 51% ces récentes années) des places des institutions type "maisons de correction", réservées aux jeunes désocialisés de 12 à 18 ans, est occupée par des garçons issus d'Afrique, des Caraïbes ou du sous-continent indien. Taux d'occupation ethnique au plus haut depuis dix ans.

Italie - Fin 2018 à San Remo (frontière française) six migrants tunisiens de 23 à 50 ans kidnappent une toxicomane belge de 32 ans, la séquestrent, l'attachent et la violent tour à tour deux mois durant ; invitant parfois des voisins à se joindre à la "partie de plaisir". Le procès des violeurs et kidnappeurs s'est tenu à San Remo en janvier 2019 ; malgré des recherches insistantes, l'auteur de ce rapport n'a pas trouvé une seule réaction de féministes, suite à cette terrible affaire.

- Selon la Direction des Investigations Antimafia, les clans criminels nigériens sont très actifs au sud du pays (trafic de stupéfiants), surtout en tant qu'acteurs majeurs de l'exploitation de migrants africains des deux sexes, esclavage moderne pour les hommes, prostitution pour les femmes. Leur emprise sur leurs



Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

congénères est obtenue grâce à des rites tribaux (de type vaudou, ou *Juju*) ; parfois aussi (selon des enquêtes officielles) de pratiques cannibales.

Suède - La Suède compte \pm 10 millions d'habitants, dont \pm 25% sont nés hors du pays". C'est dire l'importance du phénomène migratoire dans ce pays. Et son coût exorbitant : pour la seule année 2015, la Suède a dépensé 2,5 milliards d'euros pour affronter la crise issue de l'afflux sur son sol de \pm 160 000 migrants. Rappel : en 2015, le budget de la Défense suédois s'élevait à 4 milliards d'€.

L'aspect le plus visible - et brutal - du phénomène migratoire dans ce pays depuis 2015 est celui des \pm 35 000 "mineurs non accompagnés", la plupart Afghans et tous de sexe masculin ; tous aussi dépourvus à l'arrivée du moindre document d'identité - ou permettant quelque repérage d'âge³. Ce bien sûr, du fait qu'ils sont pour bonne part adultes - certains de ces "mineurs" étant même parfois et fort visiblement, quadragénaires.

Ce bizarre flux d'individus soi-disant "âgés de 16 ou 17" ans a conduit la Suède à avoir le pire déséquilibre au monde dans le ratio homme/femme de cette tranche d'âge 123 hommes pour 100 femmes. La Chine, elle aussi fort déséquilibrée en la matière, n'en étant qu'à 117/100. On voit ainsi dans des lycées de Suède, des "élèves" de 35 ans et plus, que leurs enseignants affectent soigneusement de prendre pour des ados... Et parmi eux, nombre de malfaiteurs et de toxicomanes, disent les syndicats du secteur.

Viols et agressions sexuelles : un réel problème car en avril 2019, l'ONG

humanitaire *Amnesty International* dénonce publiquement "les taux choquants des viols dans les pays nordiques". Danemark, Finlande, Norvège, Suède, tous confrontés à une analogie vague de viols. En pareil cas, le diagnostic commence par une simple question : mais QUI sont les violeurs ? Car bien sûr, sans violeurs - pas de viols. Or sur ce point, *Amnesty international* est d'une infinie prudence - pour ne pas parler d'aboulie fatale. Car ce qu'Amnesty international dénonce avec force, ce sont des "mythes", des "stéréotypes", d'un flou étudié.

Aidons cette méritante ONG à y voir plus clair. En mars 2019 en effet, Mme Ebba Busch Thor, responsable du parti (centriste) chrétien-démocrate suédois (KD) déclare au quotidien *Aftonbladet* "le problème de l'insécurité des femmes est aigu et doit être combattu. La peur est en grande partie due au harcèlement par des groupes de jeunes migrants, souvent des nouveaux venus, issus de pays où les femmes ne doivent pas se déplacer librement". Diagnostic analogue de la (pourtant bienséante) police suédoise ; la plupart des agresseurs sexuels sont "des individus de nationalité étrangère... des demandeurs d'asile mineurs".

Dernières données

Printemps 2019

- Les pays de l'UE ont enregistré 580 800 nouvelles demandes d'asile en 2018. Les Syriens (80 900) restent largement les plus nombreux parmi ceux qui ont déposé une première demande d'asile en Europe et plus de la moitié (55 %) l'ont fait en Allemagne, selon l'Office européen de statistiques Eurostat. Les Afghans (41 000) et les Irakiens (39 600)





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

sont en deuxième et troisième positions, devant les Pakistanais, les Iraniens, les Nigériens et les Turcs.

- L'Allemagne a à nouveau été en 2018 le pays qui a enregistré le plus de premières demandes d'asile (161 900), devant la France (110 500), la Grèce (65 000), l'Espagne (52 700), l'Italie (49 200) et le Royaume-Uni (37 300). En France, les principaux demandeurs en 2018 ont été les Afghans, devant les Albanais et les Géorgiens.

Faits, données, chiffres essentiels sur le thème migrations et crime, 2016–2019

26 Données essentielles, année 2016

*Trafic Et exploitation des êtres humains*⁴

A l'échelle du monde (estimations faites à l'échelle de 74% de la population mondiale) on estime que 45,8 millions de personnes vivraient en état d'esclavage moderne, dont 15% dans l'Afrique sub-saharienne. 68% de ces esclaves modernes vivent, ou sont découverts, dans dix pays : Bangladesh, Chine, Congo (rep. démocratique du), Corée du Nord, Inde, Indonésie, Nigeria, Pakistan, Ouzbékistan, Russie. Par esclavage moderne, les auteurs du rapport entendent : prostitution et mendicité forcées, travail forcé (rural, artisanal, manuel, domestique), mariages forcés. Deux chiffres du rapport : il y aurait aux Etats-Unis 11 700 personnes vivant en état d'esclavage moderne ; et 17 500 aux Pays-Bas.

Pédophilie - selon une étude mondiale d'ECPAT (*End Children Prostitution*,

Pornography and Trafficking), le profil du pédophile-type a changé : moins souvent des hommes blancs occidentaux, riches et d'âge mur, plus des touristes asiatiques, des voyageurs d'affaires, des migrants, des travailleurs temporaires, des expatriés - voire des bénévoles employés par des ONG. Les destinations du tourisme sexuel varient aussi : désormais, ce sont d'abord des pays pauvres et isolés d'Europe centrale et orientale, ou d'Amérique latine (Moldavie... Pérou, etc.). Le nombre des enfants maltraités augmente, lui, depuis 20 ans.

*Migrations, généralités*⁵

En août 2016, le renommé *Pew Research Center* (*Think Tank*, Washington DC) a publié des données sur les migrants arrivés en 2015 et ensuite, dans l'UE (plus Suisse & Norvège). On y trouve ce qui suit :

- Proportion d'hommes : Syriens, 71% ; Irakiens, 75% ; Afghans, 80% ; Gambie, 97% Pakistan, 95%, Bangladesh 96%.
- Parmi ces hommes, une forte majorité a de 18 à 34 ans. Par pays (JH, 18-34 ans) : Afghans, 45% ; Irakiens, 56% ; Syriens, 50% ; Gambiens, 80% ; Pakistan, 76%, Bangladesh, 76%.

Or si ces migrants ont vraiment "fui la guerre et la terreur", ont-ils laissé leurs familles (femmes, enfants) sur place, vouées à l'esclavage ou la mort ? Pourquoi ces jeunes hommes en âge de combattre ont-ils fui seuls vers l'Europe ? Cela ressemble plutôt à une migration économique, où partent les éléments juvéniles et masculins de la population, capable de "vendre leur force de travail".





Les migrants, l'Europe et de domaine de l'illicite^{6 7}

Allemagne

Dans la nuit du 31 septembre 2015, les vols et agressions sexuelles, vols et tentatives, etc., ont bien constitué un phénomène de masse. En juillet 2016, on en était à 1 527 plaintes déposées et 1 218 victimes connues. 153 suspects ont été identifiés à Cologne dont 149 étrangers, parmi lesquels 30 Marocains et 27 Algériens, la plupart, migrants économiques arrivés en Allemagne en 2015 ; aussi, dans ce groupe, 7 vrais réfugiés de pays en guerre (4 Irakiens et 3 Syriens).

Pour le ministre de l'Intérieur du Land de Bavière, "Des milliers de réfugiés ont pénétré en Allemagne sans contrôle de leur identité". Pour le ministre fédéral de l'Intérieur, après le démantèlement d'une cellule de trois terroristes en septembre 2016, L'Etat islamique a des cellules dormantes sur le sol allemand, dotées chacune d'un budget de plusieurs dizaines de milliers de dollars US, de faux passeports et de moyens cryptés de communication avec leur direction au Moyen-Orient. Ces cellules compteraient plus de 500 combattants.

Le 5 février 2016, le chef du service de renseignement extérieur allemand (*Bundesamt für Verfassung Schutz*, Bureau de protection de la constitution, BFV), alerte : l'Etat islamique a infiltré des terroristes en Europe parmi les environ 1 million de "réfugiés" ou "migrants" entrés en Allemagne en 2015.

En mai 2016, Holger Munch, chef de la police fédérale (*Bundes Kriminal Amt*, BKA) annonce la forte augmentation du nombre

des auteurs étrangers identifiés de cambriolages, des étrangers, souvent Géorgiens, travaillant en bande et la baisse d'auteurs allemands de ces infractions. Un rapport du ministère de l'Intérieur du land du Nord-Rhein-Westphalie (où se trouve Cologne) annonce aussi l'augmentation du trafic de stupéfiants et des agressions sexuelles.

Juin 2016 : relevé des infractions de tout type commises par des migrants ou des clandestins, par rapport au total des infractions commises (69 000 connues) :

- Vols : 29% du total.
- Faux documents & atteintes diverses à la propriété : 28%.
- Coups et blessures, atteintes aux personnes : 23%.
- Agressions sexuelles : 1,1%.

En juin aussi, le BKA annonce une baisse de 18% des infractions commises par des migrants ou clandestins en janvier-mars 2016 (sur le trimestre d'avant). Les individus les plus souvent interpellés pour ces infractions sont issus d'Algérie, Géorgie, Maroc, Serbie, Tunisie. Toujours en juin, le ministre fédéral de l'Intérieur annonce que, du fait de la crise migratoire, les infractions visant les migrants et clandestins sont multipliées par 5. En 2014 : 170 crimes les visant ; 2015, 894 crimes. Dont : incendies d'asiles de réfugiés, 5 en 2014, 75 en 2015.

En juillet, le BKA publie un rapport de 50 pages sur les exactions commises pendant la nuit passée de la Saint Sylvestre. Le directeur du BKA déclare : "Il y a un lien entre ce phénomène (les agressions) et la forte immigration, en particulier en 2015. Ces agressions impliquent environ 2 000 hommes, pour 1 200 victimes féminines. Ont été authentifiées 642 agressions sexuelles





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

pures et simples, et 239 accompagnées de vol. 650 de ces agressions ont eu lieu à Cologne, 400 à Hambourg, etc. De janvier à juin 2016, 120 suspects ont été identifiés, la plupart Algériens et Marocains ; la moitié, vivant en Allemagne depuis moins d'un an. Plus de 600 plaintes sont déposées dans la même période.

Depuis 2015⁸, l'Allemagne a accueilli 890 000 candidats à l'asile sur son sol, issus d'Asie de l'ouest, du Proche-Orient et d'Afrique. Or des statistiques interactives associées à l'usage des *Google Maps* montrent des liens sérieux entre les centres d'accueil de ces migrants illégaux et l'augmentation des agressions sexuelles contre des Allemandes. 476 crimes sexuels auraient ainsi été commis autour de ces centres. Le syndicat de policiers DPoIG reconnaît "un certain lien entre les installations de migrants et les crimes figurant sur ces cartes".

Pour 2015, la Police fédérale (*Bundes Kriminal Amt*, BKA) constate une hausse de 31,6% des infractions qu'elle collecte. Mais le BKA ne compte pas les infractions locales ; seules celles commises aux frontières, dans les réseaux de transports, gares, aéroports, etc. Exemple en 2015 : 57 146 vols dans les gares et aéroports = + 12% sur 2014. Chargé des frontières, le BKA comptabilise donc les "violations des lois sur l'immigration" de clandestins pénétrant en Allemagne ; enfin, ceux qu'elle peut attraper (171 477 en 2015), ce qui ne nous dit rien sur la criminalité de ces migrants sur le sol allemand, au préjudice des Allemands. Pour cela, il faudrait disposer des chiffres des polices locales, non publiés.

Malgré tout, pour le 1^{er} semestre 2016, le BKA a publié que "des ressortissants

d'Afrique et du Proche-Orient avaient perpétré en Allemagne plus de 142 000 infractions (\pm 780 par jour)". Sans détails connus sur la nature de ces infractions.

Début 2016, certaines polices, dont celle de Cologne ou de Düsseldorf, ont publié des données sur la criminalité des migrants locaux (collectées 12 mois après leur arrivée en Allemagne). Les Syriens semblent pacifiques (0,5% des actes connus) ; les plus criminogènes sont les Maghrébins (Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, 40% des actes connus). Ces derniers changent souvent d'identité, sont "souvent alcooliques et violents" et multiplient les vols avec violence ou à main armée, les agressions sexuelles, coups et blessures, etc.

Par ailleurs, de janvier à septembre 2016, le BKA a recensé 797 infractions à l'encontre des réfugiés, dont 320 atteintes à la propriété incluant 61 incendies et 10 attentats à l'explosif et 137 actes de violence sur des personnes. En 2015, on avait recensé plus de 1 000 de ces infractions (199 en 2014, 69 en 2013).

Ailleurs en Europe

Malmö, Suède : une guerre criminelle fait rage entre gangs de migrants (récents ou non) contrôlant plusieurs quartiers de la ville. Salves d'armes automatiques, attentats par explosif incendies de véhicules, etc. y sont désormais fréquents.

Italie : de janvier à juin 2016, environ 4 000 femmes nigérianes ont débarqué au sud du pays, provenant de Libye. La plupart sont expédiées en Europe par des proxénètes, pour s'y prostituer, étant tenues en esclavage par des rites de sorciers vaudous. Selon



Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

des ONG locales, tel est le sort de 80% de ces femmes, récupérées par des gangsters directement dans les structures d'accueil. (Source : ONU, commissariat aux réfugiés). Arrivées de femmes nigérianes par mer au sud de l'Italie :

- 2014 : ± 1 500
- 2015 : 5 633
- 2016 : ± 4 000 (1^{er} semestre)

France : migrants et sondages

En août 2016, BFMTV publie un sondage sur l'opinion des Français par rapport à l'immigration :

- L'immigration a augmenté en France : oui, 87%
- L'immigration a un impact négatif sur la France : oui, 89%
- Des terroristes se cachent parmi les migrants : oui, 68%
- L'immigration a un impact culturel positif pour la France : oui, 17%

En septembre 2016, autre sondage de BFMTV sur l'accueil de migrants en France :

- NON : 57% (pas du tout : 31% ; pas vraiment : 26%)
- Milieux populaires : non, 62%
- Communes rurales : non, 63%
- Sympathisants/adhérents Les Républicains : non, 68%
- OUI : 43% (Tout à fait : 14% ; plutôt 29%).

Même sondage en septembre 2015 : non, 56% ; oui, 44%.

Le démantèlement de la jungle de Calais est-il justifié ? OUI : 76%.

Refus de répartir en France des migrants évacués de Calais : opposés : 57%.

Sympathisants/adhérents Les Républicains : opposés, 66%.

France (éléments contextuels)⁹

Les enfants d'immigrés en France (source : INSEE, recensement de 2015, donc, hors clandestins).

Origine : on en compte 7,3 millions (11% de la population). Europe 45% (dont Italie, Espagne, Portugal, 29%) ; Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) 31% ; autres ex-colonies (Afrique sub-saharienne, ex-Indochine) 24%. (total, issus du continent africain, 42%).

Age : 47% ont moins de 25 ans (population française en général, 30%).

Localisation : 89% habitent dans des villes (30% en région parisienne).

29

Données essentielles, année 2017

A l'échelle mondiale, 11 activités criminelles affectant d'abord les pays en développement¹⁰

Chiffre d'affaires mondial de ces activités criminelles (envisagées ci-après en détail) : une fourchette de 1 600 à 2 200 milliards de dollars (au prix de détail, de vente ou prestation de service dans la rue) :

1 - *Trafic de stupéfiants* : de 426 à 652 \$ Milliards (ci-après MM = milliard, M = millions)

2 - *Trafic d'armes légères* : 1,7 \$ MM à 3,5 \$ MM





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

3 - Trafic d'êtres humains : ± 150 \$ MM

4 - Trafic d'organes : de 840 \$ M à 1,7 \$ MM

5 - Trafic de biens culturels : de 1,2 \$ MM à 1,6 \$ MM

6 - Contrefaçons de tous types : de 923 \$ MM à 1 113 \$ MM

7 - Pêches illégales : de 15,5 \$ MM à 36,4 \$ MM

8 - Trafics d'espèces sauvages : de 5 \$ MM à 23 \$ MM

9 - Déforestations illégales : de 52 \$ MM à 157 \$ MM

30

10 - Mines illégales : de 12 \$ MM à 48 \$ MM

11 - Vols d'hydrocarbures : de 5,2 \$ MM à 11,9 \$ MM

Trafics et atteintes diverses à des êtres humains

Travail forcé, exploitation sexuelle ; hommes, femmes et enfants fragiles "recrutés" par enlèvement, tromperie, abus de pouvoir, etc. On en compte (estimation) ± 21 millions dans le monde. Chiffre d'affaires pour la zone Asie-Pacifique, très concernée : ± 52 \$ MM/an.

Trafic des êtres humains, esclavage moderne¹¹ - Travail forcé, esclavage sexuel, prostitution, recrutement forcé pour milices et bandes armées, trafic d'organes, etc. : dans une quasi-impunité, ces trafics procurent chaque année aux trafiquants (d'usage, issus du crime organisé) un chiffre d'affaires de ± 150 \$ MM.

Pédo-pornographie¹² - Selon l'ONG britannique IWF Internet Watch Foundation, l'Europe est en 2016 le continent N°1 pour l'hébergement de sites pédo-pornographique (2015 : Amérique du nord). Sur le total des URL au contenu pédo-pornographique confirmé :

- Grande Europe (+ Russie et Turquie) : 60% (+ 19% sur 2015).
- Amérique du Nord : 37% (57% en 2015).

"Palmarès" :

- Pays-Bas : 37% du total des sites en cause, 20 972 sites
- Etats-Unis 22% " " , 12 492 sites
- Canada : 17% " " , 8 803 sites
- France : 11% " " , 6 099 sites
- Russie : 7% " " , 4 176 sites

Trafics mondiaux d'êtres humains¹³

Dans ce domaine, dit l'Organisation mondiale du travail, trois catégories de crimes (qui parfois se recoupent ou se superposent) : le travail forcé, l'esclavage moderne et le trafic des êtres humains (données compilées de 2012 à 2016) :

- *Esclavage moderne* : ± 40 millions (m.) de victimes en 2016, dont ± 25% d'enfants - 71% de femmes. Afrique, 7,6 victimes/1 000 personnes - Asie-Pacifique, 6,1 victimes/1 000 personnes.
- *Esclavage sexuel* : 99% de femmes - 21% d'enfants - 5% de l'ensemble des esclaves, mais 50% des revenus illégaux.
- *Travail forcé* (exploitation de main d'œuvre) : ± 25 m. de victimes - 18% d'enfants - Asie-Pacifique, 4 victimes/1 000 personnes.
- *Mariage forcé* : ± 15 m. - 84% de femmes, 37% d'enfants - Afrique, 4,8 victimes/1 000 personnes - Asie-Pacifique, 2 victimes/1 000 personnes.





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

Selon l'Organisation internationale des migrations, la logistique des migrations clandestines serait la 3^e activité criminelle la plus rentable, avec un chiffre d'affaires d'environ 35 \$Mds./an. Un esclave "moyen" rapporte 3 978 US\$/an.

Éléments contextuels : selon la Banque mondiale, à l'échelle planétaire, près de 1,1 milliard de gens (surtout en Afrique et Asie) n'ont aucun document d'identité - donc aucun accès à la société ; ce sont "les invisibles"¹⁴.

Trafic des êtres humains : (2016, Organisation internationale du travail, Office international des migrations) Il y a au monde ± 40 millions d'"esclaves", dont 1/4 d'enfants. L'esclavage moderne c'est le travail forcé, ± 25 millions (ci après m.) de victimes ; le mariage forcé, ± 15 m. de victimes. Sur les 25 m. de "travailleurs forcés" : 25% servent des particuliers ou aussi des usines, chantiers, champs, sur des navires, etc. ± 5 m. sont prostitués (99% de femmes) ; ± 4m travaillent dans des camps, etc., de leur pays d'origine. Dans ces "esclaves modernes" ± 71% de femmes et jeunes filles (± 29 m.) et ± 10 m. d'enfants. La zone Asie-Pacifique compte 62% des esclaves modernes.

Migrants et domaine de l'illicite¹⁵

Contexte

Les ± 200 m. de migrants établis dans les pays riches envoient chaque année à leurs familles restées au pays (Afrique, Asie, Amérique latine...), environ 395 mds.€ (445 mds.\$). Ces transferts ont augmenté de + 50% de 2005 à 2015. Là dessus ± 117 mds.\$

proviennent des Etats-Unis ; 115 mds.\$ d'Europe et 100 mds.\$ des pays du Golfe.

• Afrique^{16,17}

Au long des routes migratoires traversant la Libye, sont installés des marchés aux esclaves, installés dans des parcs ou sur des parkings, où des migrants sont vendus de 400 à 1000 €, d'usage pour effectuer les travaux du quotidien, construction, etc. Ceux que leurs familles ne peuvent racheter sont tués ou laissés à mourir de faim. Un tel marché de grande ampleur se trouve dans la ville de Sabha (Libye-centre) Selon un ex-ministre de l'aviation du Nigeria, diplômé de Cambridge, depuis la mort de Kadhafi, les migrants d'Afrique noire arrivant en Libye sont couramment vendus comme esclaves, assassinés, mutilés, torturés ou tués à la tâche. Leurs organes sont même parfois prélevés. Dans cette florissante entreprise de trafic humain, un grand gaillard costaud, pour travail à la ferme, est vendu environ 800 dollars US.

• Amériques

*Etats-Unis*¹⁸

Selon une étude du *US Senate Judiciary Committee*, des centaines de criminels condamnés à quitter le sol américain par déportation ne le sont pas, car leurs pays d'origine refusent de les reprendre. Or en pareil cas, la Cour suprême des Etats-Unis limite (d'usage à six mois) leur temps de détention et ils sont donc libérés (en 2014, 2 457 de tels cas ont été élargis, statistiques de US Immigration & Customs Enforcement, ICE). Sur 36 007 criminels étrangers relâchés par ICE en 2013, plus de 1 000 ont été peu après inculpés pour de nouveaux crimes.





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

Les criminels libérés entre 2010 et 2014 ont commis 121 homicides connus - dont les victimes seraient encore vivantes, si ces criminels avaient été expulsés.

- Europe

Contexte¹⁹

(Fin novembre 2017) depuis le lancement de l'opération maritime Sophia par l'Union européenne, 42 000 migrants ont été "secourus" et 119 passeurs arrêtés.

Depuis la côte libyenne, sur des Zodiac puis "secourues" par des entités plus ou moins désintéressées, des femmes nigérianes arrivent en Italie, en toujours plus grand nombre. Là, une majorité d'entre elles est récupérée par des proxénètes, en vue d'une prostitution - pas toujours volontaire. 2011 : 1 317 femmes nigérianes, 2012 : 85, 2013 : 433, 2014 : 1 454, 2015 : 5 633, 2016, 11 099.

Allemagne²⁰

Il est arrivé \pm 890 000 migrants en Allemagne en 2015, et \pm 280 000 en 2016. Total (connu) : 1 170 000 migrants les deux dernières années complètes.

Qui sont les migrants en Allemagne et comment les qualifie-t-on ? La catégorie d'usage utilisée est celle de "zuwanderer" qui inclut les demandeurs d'asile, les clandestins et les réfugiés "temporaires" sur le territoire ; ils représentent \pm 2% de la population mais (2016) 8,6% des interpellés pour crime (5,7% en 2015). En 2016, de tels migrants ont commis 174 438 infractions (+ 52,7% sur 2015). Des migrants, mais pas tous car on constate que 1% d'entre eux

commettent 40% des infractions attribuées aux "zuwanderer".

S'agissant du risque "amont", le directeur de l'Institut allemand des études sur la radicalisation et la déradicalisation déclare début 2017 "Il est tout bonnement impossible pour les autorités allemandes de vérifier avec les autorités syriennes ou irakiennes si les identités proclamées [des migrants] sont les bonnes, ou s'il y a des faits criminels imputés à tel ou tel individu".

Par ailleurs, le Bureau fédéral allemand pour les migrations (début 2017) a informé le ministère de l'Intérieur que "des milliers d'Afghans se sont présentés comme "d'ex-insurgés" [pour parler clair, des Taliban...] quand ils ont déposé leur demande d'Asile". Crimes commis par les tenants d'idéologies "importées" (salafistes, séparatistes kurdes, etc.) sur le sol allemand en 2016 (par rapport à 2015) : + 66, 5% (3 300 infractions en 2016).

Que sait le public, Allemand ou Européen, de la criminalité des migrants en Allemagne, depuis 2014 ? Les médias allemands sont incités par les officiels à taire l'ethnie d'un suspect, et sa religion, sauf "s'il y a un intérêt public plausible", pour ne pas infliger de "stéréotypes négatifs" aux minorités ethniques. Mais après le viol de centaines de femmes en Allemagne, d'abord par des Nord-Africains, l'indignation de la population, féministes en tête, a rendu la presse allemande un peu plus réaliste.

Les agressions sexuelles commises par des migrants - elles seraient deux à trois fois supérieures aux données des statistiques officielles, selon le *Bund Deutscher Kriminalbeamter* (Association des praticiens



Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

de la police criminelle allemande) et voici pourquoi :

- Les statistiques du BKA (police fédérale) ne portent que sur les crimes élucidés (*Aufklärungsquote*) ; en moyenne, 50% de l'ensemble de ceux connus de la police, l'autre moitié ne figure pas dans les statistiques publiées avant élucidation - et sans doute jamais, si le crime n'est pas élucidé.
- De nombreux rapports de la police omettent toute référence ethnique.
- L'Etat du Nord-Rhein-Westphalien, le plus peuplé d'Allemagne et celui qui compte le plus de migrants ; ainsi que la ville-Etat de Hambourg, la 2^e plus peuplée de RFA, refusent par idéologie de publier et transmettre leurs statistiques sur les migrants, donc, absentes des statistiques fédérales.

Des études (féministes, ou d'opposition à la politique migratoire de Mme Merkel) faites à partir des rapports des polices locales, dépôts de plainte, équivalent allemand des mains-courantes, etc., en matière de viol, agression sexuelle ou exhibition, révèlent cependant que quand les victimes décrivent leurs agresseurs, les qualificatifs de "Südländer" (type méditerranéen) ou "Dunkelhäutig" (à peau sombre), reviennent le plus souvent.

Pour janvier 2017, s'agissant d'enquêtes des polices locales, les mentions les plus fréquentes (ici, par ordre alphabétique) sont : Afghan, Africain noir, Algérien, Arabe, Arménien, Bulgare, Eritréen, Gambien, Ghanéen, Irakien, Kosovar, Libyen, Maghrébin, Marocain, Pakistanais, Russe, Somalien, Syrien, Tunisien, Turc.

Migrants victimes de crimes - Agressions visant les logements ou lieux d'asile des

migrants : ± 3 500 en 2016. Elles ont fait 560 blessés, dont 43 enfants. Dans ce total, 2 545 agressions visant des migrants dans les rues, soit ± 7 par jour (et 988 à domicile).

Eléments sur la criminalité des migrants, à Berlin - Le parti libéral FDP du parlement de la capitale s'étonne du nombre des "zuwanderer" présents dans la ville, mis en cause pour une quelconque infraction : 9 164, dont 13% pour crime sérieux, par rapport à leur nombre total (± 70 000).

Eléments sur la criminalité des migrants, en Bavière - Individus mis en cause à Munich, et étrangers (= pas de nationalité allemande) : 30,5% du total des mis en cause (hors bien sûr, des infractions liées aux migrations illicites en elles-mêmes). Nationalités les plus fréquentes de ces étrangers poursuivis pour diverses infractions :

- Turcs : 11,3%
- "Roumains" : 8,7%
- Polonais : 7,3%
- Syriens : 6,3% (etc.)

Durant l'été 2017, sous la direction du professeur Michael Haller, la Otto Brenner Foundation, la Hamburg Media School et l'Université de Leipzig, ont publié une longue et rigoureuse étude sur l'attitude des médias allemands pendant la marée migratoire sur l'Allemagne (2014-2016 : 1,6 M. de réfugiés, illicitement entrés dans le pays). L'étude portait sur les milliers d'articles publiés sur ce sujet, de février 2015 à mars 2016, dans *Bild*, *Die Welt*, la *Suddeutsche Zeitung*, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, etc.

Résultat : de février 2015 à mars 2016, ces médias proches de l'élite politique allemande acquise à la mondialisation ont





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

aveuglément soutenu Mme Merkel, ignore ce qui la contrariait et traité de "racistes" ceux qui la contrariaient. Tout ce qui allait contre la *Willkommenskultur* était tu ou déformé, y compris les avis d'indiscutables experts. L'opinion publique s'effrayait-elle de l'invasion ? Les sondages étaient enterrés ou raillés. Pas d'information donc, mais de l'endoctrinement pro-migrants.

A l'été 2017 toujours, un magistrat allemand avertit publiquement du risque d'effondrement du système judiciaire du pays, du fait du raz-de-marée de contestations en justice des refus d'asile (250 000, alors). Cela paralyse la justice administrative et bloque des centaines de milliers d'affaires, portées par des justiciables allemands.

34

En septembre 2017, le public allemand finit par apprendre que l'Etat islamique a volé en Syrie environ 11 000 passeports vierges. Interpol confirme et évalue à \pm 250 000 les passeports irakiens ou syriens "perdus" durant la guerre civile régionale de 2003 à ce jour, dont \pm 190 000 vierges.

Crimes commis par des "demandeurs d'asile" en Allemagne - en 2016 (statistiques nationales allemandes, sur 2015), les crimes sexuels ont augmenté de + 12,8%. Pour les viols la proportion de "non-Allemands" est de 38,8% du total - énormément plus que leur nombre relatif dans la population allemande totale. Parmi ces violeurs "non-Allemands" : Turcs, 15,1% ; Syriens, 9,2% ; Afghans, 8,6%, etc.

Origine des migrants poursuivis pour crimes - En 2016 (statistiques nationales allemandes), 2,4% des demandeurs d'asile viennent du Maghreb mais ces originaires de l'Algérie, Maroc et Tunisie forment 11%

des migrants inculpés de crimes. Leurs caractéristiques : beaucoup d'alcooliques et de toxicomanes, individus violents, usant massivement de fausses identités.

La police de Cologne publie que, en 2015, 40% des Maghrébins repérés dans la ville ont commis des infractions sérieuses, l'année même de leur arrivée : vols avec armes et/ou violences, vols, etc.

Chiffres du ministère fédéral allemand de l'Intérieur pour l'année 2016 :

- Nombre des migrants poursuivis pour infractions diverses: + 52,7 de 2015 à 2016.
- Crimes politiques ou idéologiques commis en 2016 : 3 372 (+ 66,5% sur 2015). Là dedans, crimes "islamistes" : + 13,7% en 2016.

*Allemagne encore*²¹

[Polizeiliche kriminalistik 2016 - Gewaltkriminalität]

Populations vivant en Allemagne fin 2016 : Allemands, 73,5% ; étrangers, 9% ; demandeurs d'Asile ²², 1,1%. En 2014-2016, 1,6 m. de migrants sont arrivés en Allemagne, + 113% sur les deux années précédentes.

Sur 158 000 déboutés du droit d'asile devant être expulsés à la fin décembre 2016, car migrants en fait économiques issus de pays en paix (Maghreb), 30 000 ont été "perdus" par les autorités fédérales allemandes. Ils sont en Allemagne, mais nul n'a idée d'où, et de ce qu'ils font ²³.

infractions violentes, par 100 000 personnes : Allemands, 153/100 000 ;





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

étrangers, 768/100 000 ; demandeurs d'asile : 2 437/100 000 ; rapport de 1 à 16 entre Allemands et migrants...

Infractions aux biens connues de la police fédérale, Bundeskriminal Amt, BKA ; statistiques portant sur les mis en cause (*Tatverdächtige*) et non les condamnés - total, 181 509 :

- Commis par des Allemands : 112 346
- Commis par des étrangers : 69 153
- Commis par des demandeurs d'asile : 25 447

Infractions à caractère sexuel (connues : 6 476 en 2016) par acte/1m :

- Commises par des Allemands : 54/1m.
- Commis par des étrangers : 279/1m.
- Commis par des demandeurs d'asile : 875/1m.

Infractions à caractère sexuel en nombre de mis en cause :

- Allemands : 3 946
- Etrangers : 2 512
- Demandeurs d'asile : 901

Rapport sur la criminalité et les migrants, commandé par le ministère allemand des affaires familiales, sur la Basse-Saxe (Brème, Göttingen...), réalisé par l'ex-ministre de la Justice de ce land. Rappel : en Allemagne, la criminalité violente avait baissé de 22% de 2008 à 2015 - AVANT la vague migratoire. Selon ce rapport, la criminalité violente a augmenté de 10,4% à 2014 et 2016, 92% de l'augmentation étant le fait de jeunes migrants de 14 à 30 ans déboutés du droit d'asile. Ces 1% des demandeurs d'asile, surtout maghrébins, sont à eux seuls coupables de 17% des crimes violents : 31% des vols à main armée et vols avec violences (Syriens, Irakiens, Afghans, 16%

des "braquages"). Un tiers de leurs victimes sont des étrangers ou d'autres migrants, et deux-tiers, des Allemands.

Aggravation de la situation : de 2016 à 2017, le nombre de migrants mis en cause pour actes criminels a augmenté de 50 %.

Criminalité envers des migrants : du 1/01 au 23/10/2017, l'Allemagne connaît 226 attaques visant des réfugiés ou leurs résidences et abris, dont 213 émanant d'extrémistes de droite (graffiti, déprédations, attaques physiques, etc.). En 2015, 1031 attaques ; en 2016, ± 1 000.

*Danemark*²⁴

De 2009 à 2015, les infractions commises par des non-nationaux ont doublé (en 2015 : 12 566 infractions de ce type ; police nationale, étrangers mis en cause pour activité délictueuse). Concernés : 1 - les "Roumains" ; 2, Lituanais ; 3, Polonais. En réseaux organisés, ils commettent des vols avec armes et/ou violences, des cambriolages et des fraudes numériques.

*Grande-Bretagne*²⁵

Dans ce pays, les minorités ethniques noires et asiatiques forment 14% de la population, mais 25% de la population carcérale et 41% du système judiciaire juvénile. [*Home Affairs Select Committee*] En janvier 2018, le gouvernement britannique doit avouer qu'il ignore - plutôt, qu'il ne veut pas savoir - combien de migrants clandestins vivent dans le royaume ; soit le solde de ceux qui, étant arrivés, restent ou repartent. Et il s'agit d'îles, hors-Schengen. En 2001, une ONG britannique décomptait 430 000 clandestins.





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

En juin 2017, le rapport d'un *think tank* local estimait qu'environ 150 000 clandestins arrivaient par an. Rien de plus. Selon le porte-parole du ministère brit. de l'intérieur "By its very nature, it is not possible to estimate the size of the illegal population and so we cannot make any official estimates".

Italie²⁶

Les filles du Nigeria arrivées en Italie ont déjà payé, à l'origine, de 1 000 à 2 000 euros pour rejoindre l'Europe ; là, elles doivent de 25 000 à 60 000 euros à leurs proxénètes ; brutalisées, voire torturées, elles font jusqu'à 20 passes par jour. Des prêtres vaudou ou de faux "pasteurs" exercent sur elles des sorcelleries, animistes (Juju) ou pseudo-chrétiennes pour les faire obéir. Femmes nigérianes arrivant en Italie (Zodiacs, etc.) après avoir "secours" en mer : 2011 : 1387 ; 2012 : 85 ; 2013 : 433 ; 2014 : 1 454 ; 2015 : 5 633 ; 2016 : 10 099. A la fin 2017, il y avait en Libye environ 250 000 migrants sub-sahariens, en majorité Nigériens.

Pays-Bas

Suite à une longue bataille juridique sur la liberté de l'information, la police d'Amsterdam a dû révéler qu'elle avait bien créé une unité spéciale "crimes des migrants et étrangers". Selon les chiffres de cette unité, 663 migrants ont été arrêtés pour vol (de janvier à septembre 2016) et (même période) 302, pour violences, viols, etc. Les 2/3 des interpellés proviennent de pays en paix et ne sont donc en rien des "réfugiés" : Albanie, Algérie, Géorgie, Maroc, etc. C'est d'ailleurs le cas des deux-tiers des "demandeurs d'asile". Leurs chances de voir leurs demandes acceptées étant

minces, ils tournent clandestinement dans divers pays d'Europe, en changeant après chaque refus.

Suède^{27 28}

La Suède compte ± 10 m. d'habitants en 2015 ; année où elle reçoit ± 160 000 réfugiés (record d'Europe en % de sa population). 2014+2015 = 244 000 réfugiés accueillis (dont 34% de Syriens et 10% d'Irakiens). Depuis lors, la Suède connaît une forte poussée de criminalité : 112 cas de violences mortelles en 2015, dont 33 homicides par armes à feu (17 en 2014).

En 2016, Malmö - si fière de sa "diversité" (sur son site : 170 nationalités, 150 langues !) subit 11 homicides et 80 tentatives - à population égale, comme Marseille (850 000 hab., 34 homicides par armes à feu en 2016). A Malmö, mais pas seulement, des gangs de jeunes immigrés échangent des fusillades à l'arme de guerre, des jets de grenades, etc. Multiplication aussi des agressions à l'arme blanche et des viols et violences diverses.

Contrainte à se taire, la police suédoise reconnaît cependant que dans le pays, "53 quartiers urbains sont touchés par le crime, l'agitation sociale et l'insécurité" et que "la police y fait difficilement son office". L'euphémisme cache une sinistre constatation : s'agissant du crime organisé - qui domine ces quartiers - le taux de résolution des crimes est un pathétique 7% (93% de ces crimes restent impunis).

Silence terrifié des médias suédois. Mais le commissaire Peter Springare, en charge du commissariat d'Örebro, se révolte sur *Facebook* (3 février 2017) : "Voici ce que j'ai traité comme cas de lundi à vendredi,



Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

viol, viol, vol avec arme, coups et blessures volontaires, viol+violences, viol, rébellion face à la police, menace à la police, trafic de stupéfiants, tentative d'homicide, viol. Les suspects de ces crimes : Ali Mohammed, Mahmud, Mohammed, Mohammed Ali, Muhammad, etc. Pays de provenance : Irak, Irak, Syrie, Turquie, Syrie, Afghanistan, Somalie, Somalie, Syrie, Somalie, etc.”.

Sur quoi le gouvernement suédois a réagi fort : il poursuit Peter Springare pour "viol de secret professionnel" et "propos haineux" ; et déconseille aux violées d'user d'une bombe lacrymogène contre les violeurs, cela pourrait les blesser.

En août 2017, un rapport de la police suédoise a confirmé l'existence des "no-go areas" nommées "aires vulnérables", ou "aires très vulnérables" : décodeur : des coupe-gorge, et coupe-gorge pire encore que les autres. Il y a en 2017 61 de ces "aires vulnérables" (55 en 2014) dont 23 "très vulnérables" (15 en 2016) Dans ces aires (définition de la police) : "les criminels y ont un impact sur la population", on compte au total \pm 200 gangs, regroupant \pm 5 000 criminels. Au quotidien, y adviennent des braquages et des bandits armés y vendent des stupéfiants à ciel ouvert.

70% des djihadis connus, partis combattre en Syrie-Irak, provenaient de ces aires, où sont commis des actes inouïs ailleurs en Suède, comme des jets de grenades, l'usage de véhicules piégés, etc., au point que les compagnies d'assurances refusent d'y assurer les commerces. A Rinkeby, faubourg de Stockholm nommé "Le petit Mogadiscio", un commissariat a dû être abandonné, car incendié au cocktail-Molotov.

Depuis qu'en avril 2017, le demandeur d'asile débouté Rakhmat Akilov a tué 5 personnes à Stockholm avec une voiture-bélier, la tolérance envers ces "migrants" a bien diminué. Mais déjà 50 000 clandestins travaillent en Suède (pays de 10 m. d'habitants). Il y a eu en Suède 20 000 refus d'asile en 2016, mais seulement 2 400 expulsions, donc un solde de 17 000 clandestins pour cette seule année.

Un sondage (printemps 2017) de l'Université de Göteborg nous apprend que 52% des sondés veulent accueillir moins de réfugiés, et seulement 24%, plus encore. Selon l'organisme spécialisé "Bra", il y avait en Suède 10 419 plaintes pour viol ou agression sexuelle en 2004 ; il y en a eu 20 284 en 2016. Dans les 13 festivals de musique de 2016, 110 plaintes ont été déposées pour viols et agressions sexuelles.

Pour "Libération", au féminisme à éclipse dès que le racisme-monochrome entre en jeu, "rien ne montre que la majorité des crimes sexuels de ces dernières années ait été commise par des migrants", mais ce qui est sûr, c'est que les auteurs "sont des hommes, point final". Qui dit le contraire est un "ultraconservateur" ou un "média xénophobe". Mais plus loin dans le même article, "Libération" souligne que "des groupes de jeunes migrants non accompagnés ont harcelé sexuellement de très jeunes filles dans un autre festival à Stockholm, en 2014 et 2015".

Notons d'abord qu'en 2015-2016, \pm 200 000 migrants sont arrivés en Suède.



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

Viols en groupe à Malmö et ailleurs en Suède

Fin 2017, 4 viols en groupe successifs à Malmö, ville où l'immigration provoque une explosion criminelle, à base de guerres de gangs ethniques. 4^e victime en décembre 2017, une jeune fille de 19 ans attaquée par des hommes dans le quartier de Hogaholm ; blessée et traumatisée, elle peut fuir. Peu auparavant, une jeune fille de 17 ans est violée par "plusieurs hommes" dans le quartier de Hasselgatan et doit être hospitalisée. La police "n'écarte aucune hypothèse", ne sait rien, n'arrête personne - malgré l'Adn trouvé sur les scènes de crime. Seule réaction policière : conseiller aux femmes de rester chez elles la nuit tombée. Cris des femmes de Malmö, ville où l'hiver, la nuit tombe à 15h...

38

La justice suédoise ? En décembre 2017, elle libère trois hommes accusés du viol en 2016 d'une jeune fille à Fittja (faubourg de Stockholm). Du sperme est recueilli sur la victime ? Insuffisant, pas probant, dit la justice. Le gouvernement suédois se dit "féministe" mais regarde ailleurs, tout en s'affirmant "contre les agressions de femmes, physiques ou verbales, où que ce soit et *quel que soit l'agresseur* (suivez mon regard...). La population de Malmö manifeste contre les viols et suscite des patrouilles de nuit de volontaires pour protéger les femmes. Intéressant : qui organise ces patrouilles ? Le Parti communiste suédois...

Et les féministes suédoises ? Celles de MeToo-Suède donnent une grande interview (demi-page grand format) au *New York Times International* où elles critiquent les (certes condamnables) "porcs" suédois-de-souche : journalistes, juristes, médecins, professeurs, politiciens, militaires... Les dragueurs de

cocktails ou dîner en ville ! La suprématie masculine au travail ! L'article fait 176 lignes, sans UN mot sur les viols de migrants...

Autres crimes à Malmö

Des zones de non-droit à Malmö et ailleurs en Suède ? Bien sûr. Pour la timide police suédoise, ce sont des "zones géographiques où l'activité des criminels impacte la population". Décodeur : des champs de bataille où s'affrontent des gangs d'immigrés voulant contrôler les territoires de la drogue. Spécialité locale : les jets de grenades défensives, arme de guerre projetant de meurtriers *shrapnels*. Fin 2017, deux commissariats de police de Malmö reçoivent de telles grenades, plus un restaurant du quartier de Rosengard, dégâts importants. Grenades défensives nombreuses en Suède car les trafiquants d'armes locaux, ne sachant plus où les mettre, en offrent plusieurs en prime pour tout achat de Kalachnikov... Le 7 janvier 2018, un immigré est tué par une telle grenade traînant par terre et qui explose quand il la ramasse.

L'impuissance de la police est telle à Malmö qu'en octobre 2017, un gang immigré connu de la police investit un supermarché du centre-ville qu'il rackettait déjà depuis des mois. Passant au stade supérieur, il en chasse les vendeurs (trop épouvantés pour avertir la police) et exploite le magasin *vingt-quatre heures durant* à son profit ; fuyant enfin avec la recette.

La criminalité de certains migrants, ailleurs en Suède

[*Swedish police - Swedish Crime Prevention Council, Bra (novembre 2017) - Justice Department*] "Les armes affluent dans





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

les quartiers immigrés de Stockholm, les attaques de gangs et fusillades y sont plus fréquents ; le nombre des quartiers 'frappés par le crime, la violence sociale et l'insécurité' augmente". Advient désormais en Suède ce qui hier était impensable : tirs d'armes à feu dans les services d'urgence des hôpitaux, armes introduites dans les écoles, jets de grenades dans des banques pour intimider les employés devant détecter les fraudes. En 2017, la police suédoise a décompté 306 usages criminels d'armes à feu, ayant fait 41 morts.

Grenades défensives ayant explosé à Stockholm : 2015, 10 ; 2016, 35 ; 2017, 21. Plus à Helsingborg (octobre 2017) un attentat à l'explosif visant un commissariat. Si bien qu'à la fin 2017, le premier ministre gémit qu'il sera bientôt contraint de faire intervenir l'armée. "L'intégration ne se fait pas" constate pour sa part la ministre des Finances ; elle conseille aux migrants d'aller désormais voir ailleurs en Europe et plaide pour des contrôles renforcés aux frontières et plus de contrôles d'identité dans le pays.

En 2014-2016, dit une enquête de "victimation", 12 000 interviews de Suédois de 16 à 79 ans, les infractions visant les personnes (vols avec violence, coups et blessures volontaires, crimes sexuels et harcèlement, escroqueries, ont fortement augmenté et sont au plus haut depuis le début du Swedish Crime Survey en 2006. Agressions (en 2016, sur 2015) : + 2,8% ; crimes sexuels : + 2,5% ; vols avec violence : + 1,5% ; fraudes : + 4%. Des infractions en nombre stable de 2005 à 2014, avant la vague migratoire. Preuve de l'impuissance policière perçue par la population : moins de 50% des infractions signalées au *Swedish Crime Survey* ont fait l'objet de plaintes à la police.

L'imposture des "mineurs étrangers isolés"

En 2015-2016, 37 000 de ces "mineurs" sont arrivés en Suède. Vérifications d'âge faites par l'agence suédoise spécialisée (*Rattsmedicinalverket*) sur 7 858 de ces "mineurs" entre mars et octobre 2017, par radio des dents de sagesse et scanner des genoux, 6 628 d'entre eux avaient "certainement" plus de 18 ans, et 112 "sans doute" plus de 18 ans. Environ 80% de ces "mineurs" sont donc frauduleux.

Le nouvel antisémitisme en Suède

(Il y a environ 18 000 Juifs dans le pays). En décembre 2016, la Hannukah Synagogue de Göteborg a reçu des cocktails Molotov, lancés par deux Syriens et un Palestinien. Depuis, une analogue tentative a été déjouée sur une synagogue de Malmö. Au point que le Centre Simon Wiesenthal déconseille désormais aux Juifs de visiter le sud de la Suède. Etude faite en 2013 sur les actes antisémites commis dans ce pays : 51% de ces actes sont le fait d'islamistes, 25%, de militants d'extrême-gauche, 5%, de néo-nazis.

39

France²⁹

(Éléments contextuels sur l'immigration en métropole)

Selon une étude de l'INSEE, la 2^e génération de l'immigration en France représente \pm 7,3 M de personnes (ayant au moins un parent immigré), soit 11% de la population de 2015.

Sur ces 7,3 M. de personnes :

- 45% sont issues d'Europe (Italie, Espagne, Portugal, surtout)
- 35% du Maghreb





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

- 11% d'Afrique subsaharienne
- 9% d'Asie

Sur ces 7,3 M. de personnes, aussi :

- 30% vivent en Ile-de-France
- 13% en PACA
- 13% en Auvergne-Rhône-Alpes, etc.

France (éléments contextuels)³⁰

En juin-juillet 2017, un grand sondage de l'Ipsos a été effectué sur l'immigration (17 903 sondés dans 25 pays). Voici ce qu'en pensent les Français :

- à 85% "l'immigration a augmenté ces 5 dernières années"
- à 75% "Des terroristes se cachent parmi les réfugiés"
- à 61% "Il y a en France de faux réfugiés, vrais migrants économiques"
- à 55% "l'immigration met trop de pression sur les services publics"
- à 53% "les 'réfugiés' le sont-ils vraiment ?"
- à 53% "Il y a trop de réfugiés en France"
- à 49% "L'immigration me force à des changements qui me déplaisent"
- à 46% "Il faut fermer les frontières aux réfugiés"
- à 16% "l'immigration est une bonne chose pour l'économie"
- à 14% "L'immigration a un impact positif sur la France"

A l'automne 2017, de 300 000 à 400 000 clandestins bénéficient de l'Aide médicale d'Etat ; de 2011 à 2016, les bénéficiaires de cette AME sont 100 000 de plus. 2/3 des migrants arrivés en France sont dans une logique économique, pas une demande d'asile ; 95% sont de jeunes hommes non qualifiés. En 2016, le solde

décisions d'expulsion-expulsions réalisées est de 75 600, clandestins de plus sur le sol français.

Données essentielles, année 2018

Migrants et domaine de l'illicite

Monde - Flux illicites³¹

Marchés illicites les plus lucratifs au monde :

- 1 - Stupéfiants, ± 344 milliards de dollars US par an (ci-après \$md.)³²
- 2 - Contrefaçon et contrebande, ± 288 \$md./an
- 3 - Atteintes criminelles à l'environnement (plus bas)
- 4 - Trafic des êtres humains (TEH), ± 157\$md./an³³

Monde - trafic des êtres humains³⁴

Global Slavery Index, avec l'organisation internationale du travail : il y aurait dans le monde, vers 2017, environ 40 millions d'esclaves. Estimation pour les Etats-Unis, ± 400 000 esclaves ; Grande-Bretagne, ± 136 000 ; esclavage moderne en Inde, ± 8 millions ; Corée du Nord, ± 2,6m. ONUDC (ONU drogues & crime) en 2016, environ 2,5 millions d'individus sont passés par des réseaux de trafic de migrants, pour un chiffre d'affaires (CA) total de 4,7 à 6 \$md.

- Passage vers l'Amérique du Nord : en 2016 : ± 820 000 migrants, (CA de 3,1 à 3,6 \$md). La plupart viennent de : Guatemala, Honduras, Salvador et Haïti.
- Passage vers l'Europe, route de la Méditerranée, ± 375 000 migrants (CA : 274 à 300 €m.) Les migrants arrivant en





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

Italie viennent à 89% d'Afrique occidentale ; ceux arrivant en Espagne, à 94% d'Afrique occidentale et du Maghreb ; ceux arrivant en Grèce, 85% Afghans, Syriens et autres du Moyen-Orient.

Parmi tous ces migrants trafiqués, nombreux sont ceux à avoir été molestés, torturés, victimes d'extorsion, de violences sexuelles, de demandes de rançons à leurs familles des pays d'origine. Beaucoup d'autres deviennent de quasi-esclaves, notamment en Libye.

Migrants : cas de mutilations génitales, le cas de la Grande-Bretagne : d'avril 2017 à mai 2018, 6 196 jeunes filles et femmes ont été signalées par le système médical ou hospitalier, comme ayant subi des mutilations génitales. Pas une seule inculpation n'a tenu, pas un seul coupable n'a été condamné. De 2014 à 2018, le nombre de cas de mutilations connus des services de santé britanniques a été multiplié par 5.

*Etats-Unis*³⁵

Sondage sur le mur-frontière entre les Etats-Unis et le Mexique : favorables : les 3/4 des Républicains, 42% Américains dans leur ensemble. 46% des citoyens des Etats-Unis estiment que leur pays a l'obligation morale d'accueillir des réfugiés. Migrants : 3/4 des Démocrates pensent qu'ils fuient une violence réelle ; 2/3 des Républicains, qu'ils exploitent le système.

*Afrique*³⁶

FONDAMENTAUX : à présent, la population du continent africain double tous les 18/20 ans. Au Niger, les femmes ont en moyenne 7 enfants. Ce pays avait 3m.hab. en 1960 et

en comptera ±60m. en 2050. Somalie : 6,4 enfants par femme en moyenne ; République démocratique du Congo, 6,1 enfant, etc. D'ici 2050 la population du continent africain (50 millions de naissances par an) s'inscrira dans une fourchette de 1,7 md.hab à 2,4 md.hab (1,2 md. aujourd'hui). En 2100, à ce rythme, l'Afrique comptera environ 3 md. hab., les 3/4 au sud du Sahara, 1/3 de la population mondiale.

ÉCONOMIE, CROISSANCE - Le recul de la pauvreté en Afrique implique une croissance soutenue, de 7%/an, plusieurs années consécutives. Or chaque année, il manque de 3 à 4% de croissance pour réduire la pauvreté. La démographie efface ainsi, pour l'heure inexorablement, les gains de croissance du continent.

Selon la Banque africaine de développement, et pour ses seules infrastructures, l'Afrique nécessite 170 \$md. d'investissements étrangers directs (IED) par an ; or elle en reçoit 60 milliards. (2017, moins 3% sur 2016). Comparaison sur 2017 :

- Singapour (± 6 m.hab) a reçu 61,6 \$Md IED.
- L'Irlande (± 5 m.hab) a reçu 79,9 \$Md IED.

Sondage Gallup, Afrique (réalisé en 2016) : 42% des Africains de 15/24 ans disent vouloir émigrer. 32% de ceux-ci sont diplômés de l'enseignement supérieur. A 80%, ils disent vouloir s'installer dans un autre pays d'Afrique. Sondés d'Afrique occidentale : 7 sur 10 disent vouloir émigrer ailleurs en Afrique.

Le TEH existe aussi en France ; il affecte des majeurs et mineurs des deux sexes, souvent par exploitation de la misère : mendicité forcée, travail domestique, prostitution, vols





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

sous contrainte, etc. En 2016, l'ONDRP a fourni une étude portant sur 1 857 victimes. Voici leur sort :

- 74% : exploitation sexuelle
- 15% : travail domestique forcé
- 7% : vols sous contrainte (presque tous des mineurs roms des Balkans : Roumanie, 108, Serbie, 4; Bosnie, 2)
- 2% : mendicité forcée (aux 3/4 clandestins)

3/4 des victimes proviennent d'Afrique ; les prostituées, en majorité du Nigeria.

Sur 990 autres prostituées hors-Afrique subsaharienne, origine : Roumanie, 222 ; Maroc, 117 ; Algérie, 70 ; Bulgarie, 43, etc. 24 des victimes étaient Françaises.

Travail forcé : 68% d'hommes ; sur 100 individus ainsi exploités, 23% viennent du Maghreb, 20% d'Asie, etc.

42

Crise de la migration et crime, éléments contextuels^{37 38 39}

Dans sa réalité : transport, hébergement, accueil, d'êtres humains, par menace ou recours à la force, exploitation sexuelle, travail forcé, esclavage, servitude, prélèvement d'organes, etc. le trafic des humains (dont 84% de femmes) représente un marché criminel d'environ \$ 32 md./an.

Ces trafics d'êtres humains génèrent un brassage de populations tout sauf anodin. En juillet 2018, le ministre néerlandais des affaires étrangères exige de ses services une liste de pays ou sociétés, multiethniques et multiculturels, où populations d'origine et migrants vivent en paix et harmonie. Réponse, aucun : à l'extrémité basse, le Surinam est un pseudo-Etat échoué et criminalisé ; à l'extrémité haute, Singapour est

tenu d'une poigne de fer par des Chinois qui y font régner une discipline des plus rigide. Entre les deux, rien.

En réalité, la grande majorité des demandeurs d'asile déboutés restent en Europe dans des conditions précaires. En 2017, 4 pays de l'UE concentrent 72% des 509 000 requêtes de l'année : Allemagne, France, Grèce et Italie.

Migrations par la Méditerranée : en 2015, 1,26m. de demandes d'asile en Europe ; 2016, 362 000 ; 2017, 172 000 ; jan-mai 2018, 37 000. France 2017, 99 330 demandes d'asile, 17,5% de plus qu'en 2016. Pour 2018 : arrivés par la Méditerranée, du 1/01/2018 au 23/05/2018, 32 303 migrants arrivés (mêmes dates de 2017, 76 481).

Grèce (1/01/2018 - 23/05/2018) : 12 623 migrants,

Italie (1/01/2018 - 23/05/2018) : 10 659 = =,

Espagne (1/01/2018 - 23/05/2018) : 8 531 = =.

Morts noyés (1/01/2018 - 23/05/2018) : 636 ; mêmes dates 2017, 2 265.

Morts noyés en 2015 : 3 783 ; en 2016, 5 146 ; en 2017 (année entière), 3 139.

Italie, ± 700 000 migrants ont débarqué depuis 2013, dont, en 2018, 152 420 migrants en attente de leur asile, ou non.

Allemagne 2017, 186 644 demandeurs d'asile arrivés. En 2015, 890 000 ; en 2016, 280 000. (OIM-migrations) dont, en mai 2018, 443 640 migrants en attente de leur asile, ou non.





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

Migrations et crimes - selon l'étude d'un professeur de criminologie (lui-même immigré d'un pays Balte) de l'Université britannique de Huddersfield, dans les territoires où (outre les populations de souche) s'affrontent deux ou plus cultures allogènes (brassages de populations que la pensée bienséante appelle "mixité sociale" ou "diversité"), la criminalité violente est de 70% supérieure à celle de la moyenne nationale du pays en cause ; vols de voitures, 19% supérieurs ; atteintes à la propriété, 92% supérieurs en moyenne.

Les sans-domicile fixe (SDF) en Europe et en France - Il y a dans l'UE environ 11 m. de gens à la rue, vivant souvent mais pas toujours en centre d'hébergement, en foyer ou en hôtel social. Explosion du nombre des SDF en Europe :

- Allemagne (2014-2016) + 150%
- Irlande (2014-2017) + 145%
- Royaume-Uni (2000-2017) + 169% (mars 2017 : 77 240 ménages hébergés, dont 12 000 enfants)
- Belgique (2008-2016) + 96%
- Espagne (2014-2016) + 20%
- France - Ile-de-France 2018, ± 100 000 individus logés chaque soir par l'Etat (+ 50% en trois ans). Pour toute la France (2016-2017) + 17% de SDF sur le territoire.

EUROSTAT : en 2017, les Etats-membres de l'Union européenne ont accordé l'asile à 538 000 réfugiés (60% en Allemagne). Dans ce total : Syriens, 33% ; Afghans, 19% ; Irakiens, 12% ; en Allemagne, 325 400 demandes d'asile ont abouti, 40 600 en France, 35 100 en Italie.

MINEURS NON ACCOMPAGNÉS (MNA) entrés dans l'UE : de 2008 à 2013, ± 12 000/an ; 2015, 95 200 ; 2016, 63 245 ; 2017, 31 395. En 2017, ces MNA représentent 15% de tous les demandeurs d'asile de moins de 18 ans. Pour 2017, 89% de ces MNA sont des garçons, 77% de 16 à 17 ans ; 16% de 14 à 15 ans ; 14% moins de 14 ans. Nationalités : 1, Afghans ; 2, Erythréens ; 3, Gambiens ; 4, Guinéens, 5, Pakistanais ; 6, Syriens (le SEUL pays en guerre !). Pays d'enregistrement de la demande : Italie (32% des demandes) ; Allemagne (29%) ; Grèce (8%) ; Autriche (4%) ; Suède (4%).

*Europe Union européenne*⁴⁰

En 2015, 1 015 078 "migrants" ont pénétré en Europe, dont 800 000 de la Turquie, vers la Grèce ; de là, majoritairement, vers l'Allemagne et la Suède. 180 000 migrants ont débarqué en Italie en 2016 ; 119 000 en 2017 (soit cette année-là, 67% des arrivées de migrants en Europe. Primo-demandeurs de l'asile en Europe : 2014, 563 000 ; 2015, 1,3m. ; 2016, 1,2m. ; 2017, 650 000.

2018 (1/01/2018 au 15/07/2018, 17 000 migrants arrivés en Italie, ±20 000 en Espagne ; 14 500 en Grèce. Au total pour l'Europe (janvier-juin 2018, ± 75 000 migrants. Le nombre de migrants en Europe ne cesse d'augmenter. Exemple de 2017 : 204 700 entrées irrégulières, 151 000 éloignements. Un solde de restants enflé donc d'année en année. Ces nationalités sont le plus représentées : Syriens, Irakiens, Afghans, Palestiniens, Iraniens. Afrique : Tunisiens, Erythréens, Nigériens, Ivoiriens, Soudanais, Congolais, Guinéens, Maliens, marocains.





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

Allemagne⁴¹

Février 2018 : dans un entretien sur RTL-Deutschland, Mme Merkel est interrogée sur la forte poussée des crimes violents commis par des hommes migrants de 14 à 30 ans ; elle reconnaît l'existence de zones hors-contrôle dans son pays : "Il y a des lieux en Allemagne où les gens ne sont pas en sécurité. Ces lieux existent, il faut le dire clairement et il faut y remédier".

Agressions xénophobes, etc. visant des musulmans : l'Allemagne a 82 m. d'habitants dont environ 4,8 m. de musulmans (d'usage, Turcs), la 2^e population musulmane d'Europe après la France. En 2017, 60 lieux de culte islamique ont été dégradés et 33 musulmans blessés, dont plusieurs femmes.

44

Crimes, etc. commis par des migrants (rapport trimestriel du BKA "Kriminalität im Kontext von Zuwanderung" ; ce dernier terme recouvre les clandestins, demandeurs d'asile en attente (non obtenu) réfugiés, et hors-statut, etc. Voici le détail par année des crimes sexuels dont ces Zuwanderer ont été convaincus ⁴²:

- 2017 (jan-sept) : 3 466 infractions sexuelles, 13 par jour
- 2016 : 3 404 infractions sex., 9/jour
- 2015 : 1 683 infractions sex., 5/jour
- 2014 : 949 infractions sex., 3/jour
- 2013 : 599 infractions sex., 2/jour

Allemagne, encore^{43 44}

Gros scandale au BAMF (Bureau fédéral pour les migrations & réfugiés) ; à Brème d'abord, puis dans une douzaine d'autres bureaux du BAMF en Allemagne. Corruption, pagaille, asile accordé sur la base de demandes inadmissibles, identités

des demandeurs non-véifiées. Rien qu'à Brème, 1 176 individus ont reçu l'asile à l'aveuglette, hors procédures normales ; dans cette ville, 40% des dossiers doivent être réexaminés.

Au total, 50 000 demandes non traitées et négligées. Les bureaux du BAMF n'ont pas de scanners pour empreintes digitales. De janvier 2015 à mars 2018, le BAMF a reçu 1,65m. de dossiers à étudier. Ce qui a nécessité l'embauche en hâte de milliers d'employés novices, qui, submergés, font un peu n'importe quoi. Qui plus est, des millions d'euros circulent entre le BAMF et d'obscurs "cabinets d'avocats", d'où des inculpations d'employés et cadres du BAMF ayant clairement vendu des titres de séjour, pour "corruption, octroi abusif d'asile en bande organisée".

Sondage de juin 2018 (Infratest-Pimap) : 62% des Allemands pour expulser tous les clandestins ; 86% pour l'expulsion rapide des déboutés du droit d'asile. En 2018, 1 000 nouveaux migrants arrivent encore chaque mois dans le pays.

Autre scandale : l'assassin d'une jeune fille allemande, braqueur débouté du droit d'asile et "recherché par toutes les polices", a pu quitter le pays sous une fausse identité, sans que nul ne s'en avise : quelle sécurité pour les aéroports ?

Rappel : Dans la nuit du nouvel an de 2016, 1 200 femmes ont subi des agressions sexuelles, dont environ 650 à Cologne et 400 à Hambourg ; 600 plaintes ont ensuite été déposées. Sur un total de ± 2 000 agresseurs, 120 ont été arrêtés "la plupart d'origine algérienne ou marocaine" ; 50% d'entre eux étaient en Allemagne depuis moins





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

d'un an. Pour le président du BKA "un lien existe entre ce phénomène (les agressions sexuelles) et la forte immigration, notamment en 2015".

L'Allemagne n'arrive pas à expulser les migrants, même criminels récidivistes. Soit le cas d'un individu arrivé à Francfort vers 1998 et qui depuis a 542 instructions criminelles ouvertes contre lui (trafic de stupéfiants...coups et blessures...vols... vols à main armée... Fraudes aux transports... etc.).

Comme nul ne sait ni son nom, ni son âge, ni son origine et qu'il est sans-papiers, on ne sait où l'expulser... donc on le garde ! Une expulsion sur deux échoue ainsi en Allemagne de janvier à mai 2018, 23 900 expulsions prescrites, 12 800 échecs (les expulsables ne viennent pas au rendez-vous, ou sont introuvables (11 500), ou font scandale (1 300)⁴⁵. De 2014 à 2018, la crise et gestion des migrants a coûté à l'Allemagne environ 78 milliards d'euros.

Sondage (ARD - juillet 2018) L'Allemagne accueille trop d'immigrés : 53% ; trop peu, 7%. L'immigration est traitée dans la négligence et le désordre, 72% de oui. En désaccord avec la politique migratoire de Mme Merkel : 78% des sondés (+ 15% sur juin 2018).

Statistiques du Nord-Bavière "Tatverdächtige zuwanderer" (mis en cause clandestins) soit demandeurs d'asile, soit déboutés. (2017)

- Mis en cause pour une infraction grave, toute nationalité : 28 766
- Mis en cause étrangers : 10 934 (38%)
- Mis en cause clandestins 3 638 (12,6%) et 11,7% en 2016, 7% en 2015.

Mis en cause pour infraction grave : 2008, 21,6% du total ; 2010, 22,9% ; 2012, 25,8% ; 2014, 28,9% ; 2016, 36,2% ; 2017, 38%.

En juillet 2018, on apprend qu'Ali B, clandestin kurde débouté du droit d'asile, assassin et violeur de Susanna Feldman en mai 2018, incarcéré depuis juin 2018, est en plus poursuivi pour avoir deux fois violé une fillette de 11 ans dans un centre d'accueil de Wiesbaden.

Méditerranée (Espagne-Italie)⁴⁶

Morts lors de passages maritimes de l'Afrique vers l'Europe :

- 2015 : 1 mort pour 269 traversées
- 2016 : 1 mort pour 72 traversées
- 2017 : 1 mort pour 59 traversées
- 2018 : 1 mort pour 31 traversées (1^{er} semestre)

De janvier à juillet 2018, 55 000 migrants sont arrivés en Europe par cette voie ; 111 753 en 2017. Espagne (jan-oct 2018) : 48 000 clandestins arrivés, depuis le Maroc, une brève traversée de 14 km. (+ 155% sur les mêmes mois de 2017).

Italie (ISTAT) : en 2017, 60,5m.hab, dont 5m. d'étrangers régularisés. Dans ceux-ci : Roumains : 23% ; Albanais, 9% ; Marocains, 8% ; Chinois, 5,5% ; Ukrainiens, 4,5% ; Philippins, 3,3% ; Indiens, 3%. Clandestins : 690 000 migrants ont débarqué depuis 2013 en Italie, l'essentiel issu d'Afrique subsaharienne.

En 2017, la gestion de ces migrants a coûté à l'Italie 4,2 md.€ (sur cette somme : centre d'accueil, 65% ; secours en mer, 18% ; assistance sanitaire, 13%). Migrants



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

arrivés en Italie, 1^{er} semestre 2017 : 83 424 ; 1^{er} semestre 2018, 13 010.

Grande-Bretagne⁴⁷

Révélation en juillet 2018 : le terroriste Salman Abedi, coupable de l'attentat de la *Manchester Arena* le 22 mai 2017 (22 morts, dont 7 enfants et plus de 200 blessés) avait été évacué de Tripoli, Libye, à titre humanitaire, par la Royal Navy (*HMS Enterprise*) en août 2014, il avait alors 19 ans. Lui, son frère Hashem et une centaine de réfugiés sont d'abord transportés à Malte puis en Grande-Bretagne - au frais de ce pays. Dès son arrivée, Salman Abedi était repéré et surveillé par le renseignement intérieur (MI5).

Italie⁴⁸

Par la Méditerranée, l'Italie a reçu 600 000 migrants de 2014 à 2017 ; 181 000 arrivées en 2016, 119 000 en 2017.

Pays-Bas⁴⁹

(*Statistics Netherland*) pour l'année 2015 : néerlandais suspectés d'un crime, 1,2% de la population (en âge, bien sûr, de le commettre) ; migrants suspectés d'un crime, 2,5 à 3,7 d'entre eux.

Suède^{50 51 52}

Attaques commises avec de fort dangereuses grenades militaires défensives : 4 en 2014, 20 en 2017 (39 de ces grenades saisies par la police). Chez les bandits, ces grenades sont vendues 30 € pièce - elles abondent tant au marché noir qu'on en donne deux gratuits pour tout achat de kalachnikov.

Usage criminel d'arme à feu (homicides, échanges de tirs, etc.) 2017, 306 tirs, 41 morts ; 17 morts en 2011.

Zones hors-contrôle ("vulnérables" pour la bienséante police suédoise) : elles existent bel et bien dit le syndicat des infirmiers et personnels paramédicaux, qui en compte une soixantaine autour de Malmö, Gothenburg, Stockholm.

Elections de l'automne 2018 en Suède, sondage du quotidien *Expressen*, 19/04/2018 : Problèmes pour la Suède :

1 - l'immigration, 20% de la pop., 2 - la santé publique, 19%, 3 - la loi et l'ordre, 12%, 4 - l'intégration des minorités, 10%.

Suède (10m. d'habitants) - origine des migrants (2015-2018) : Syriens, ± 60 000 ; Afghans, ± 40 000 ; Irakiens, ± 24 000 ; apatrides, Eritréens, Somaliens, Iraniens, de 4 000 à 5 000 chaque. ± 163 000 arrivés en 2015, encore ± 26 000 en 2017 ; total de 2012 à 2018, ± 400 000 migrants, nombreux à vivre des généreuses prestations sociales du pays, sans désir de s'intégrer.

Leurs jeunes "commettent un nombre important d'infractions". En 2017, les guerres de gangs ont fait 43 morts et 140 blessés en Suède. Selon la WHO, ce pays a désormais un taux de violence par arme à feu des plus élevés d'Europe.

Stockholm : en 2017, 129 fusillades, 19 homicides (de double de 2016). Quartier hors-contrôle de Rinkeby, 2018 : 91% de ses 16 000 habitants sont nés à l'étranger ; taux de chômage local, 50% des gens en âge de travailler.





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

Göteborg : janvier-juillet 2018, 172 véhicules incendiés. Mi-août, lors d'attaques coordonnées, des gangs de jeunes Kurdes cagoulés brûlent encore une centaine de véhicules au centre-ville, on ne sait pourquoi. Le 9 décembre 2017, de douze à vingt jeunes cagoulés jettent 6 cocktails-Molotov sur la synagogue de la ville, où une trentaine de jeunes Juifs participent à un service religieux. Seuls trois sont identifiés puis interpellés, deux Palestiniens de 22 et 24 ans, un Syrien de 19 ans.

Malmö, 3^e ville de Suède, 340 000 habitants, 45% d'immigrants : (agence de presse suédoise ITT, journaux *Aftonbladet*, *Dagens Nyheter*, etc.) Janvier-mai 2018, 9 homicides crapuleux (2016-2017, 21 de ces homicides). Au soir du 18 juin 2018, un cyber-café du quartier de Drottninggatan, voisin du commissariat central de Malmö, subit un *drive-by shooting* (15 à 20 tirs, selon des témoins) lors duquel trois individus de 19, 27 et 29 ans "bien connus de la police" sont abattus, et trois autres, blessés. Il s'agit d'une guerre de gangs pour affaires de stupéfiants et prostitution. Les assassins fuient dans un véhicule sombre, nulle arrestation (connue) depuis lors.

Norvège - Etude portant sur des migrants ayant deux parents étrangers, et leurs enfants de 15 ans et plus, nés en Norvège et résidents permanents du pays depuis le 1/01/2010. L'étude (limitée aux infractions *enregistrées* et aux migrants *légaux*) constate parmi ces migrants une surreprésentation de malfaiteurs issus d'Afrique, connus de la police, notamment chez leurs enfants nés en Norvège. Les migrants d'Amérique du Nord et d'Europe et en général, les jeunes de toutes origines étudiant dans le pays,

ont un taux de criminalité analogue à celui des Norvégiens de souche.

Finlande - Etude de l'académie de la police finlandaise ; projet TURVA, étude sur les demandeurs d'asile. Données issues d'un fichier de police, portant sur les infractions commises par les demandeurs d'asile (donc, pas par les clandestins) ; aussi bien que sur les infractions dont ils sont victimes. 1 565 dossiers étudiés. En 2016, la Finlande a reçu "de 20 000 à 30 000 demandeurs d'asile".

Sur les 1 565 rapports de police envisagés, suspects d'infractions, (= pas encore condamnés), 1 052 individus, 95% d'hommes, 50% de moins de 25 ans, 62% d'Irakiens. Là dessus, sur 116 cas d'agressions sexuelles : 83 mis en cause Irakiens, 14 Afghans, 6 Marocains ; plus un ou deux cas impliquant des Iraniens, Bangladais, Camerounais, Somaliens, Syriens, etc. 4 Finlandais sont coupables d'agressions sexuelles sur des demandeurs d'asile (sexe non spécifié). Sur 147 dossiers de victimes d'infractions sexuelles étudiés, 78% de Finlandaises. Les demandeurs d'asile poursuivis pour agression sexuelle sont à 93% issus de trois pays : Irak, Afghanistan, Maroc.

400 000 demandes d'asile en Suède (9,9 m. hab.) de 2012 à 2018 ; la plus forte proportion d'Europe (1/25 habitants). Encore 27 000 migrants arrivés en 2017.

"*Mineurs étrangers isolés*" - en 2016, un dentiste de Gotland révèle que suite à une étude radiographique portant sur plus de 6 000 "mineurs", 80% d'entre eux sont clairement des adultes. Suite à d'autres analyses, la proportion de faux mineurs est en Allemagne, de 43% des dossiers traités,





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

et au Danemark, de 74%. Ainsi pour l'Allemagne, Hussein Khavari, assassin afghan d'une jeune fille allemande, disait avoir 17 ans, mais en avait vraiment, dit la police scientifique "de 26 à 30". Autre problème pour la Suède, la fort active polygamie des migrants - pratique interdite dans ce pays.

Selon la chaîne de télévision STV, de 2012 à 2017 sur 843 condamnés pour viol, 58% sont étrangers ; 40% issus du Moyen-Orient ou du Maghreb. Un tiers des étrangers condamnés ont un passé criminel.

Violence des gangs d'usage formés de jeunes migrants (sauf les gangs de motards, où dominant les Suédois de souche). Ministère suédois de la justice, homicides par balles : 8 en 2006, 43 en 2017. Selon l'OMS, la Suède a désormais l'un des pires taux de létalité par arme à feu en Europe. Plus de 300 fusillades en 2017, à 90% du fait de migrants.

A Stockholm, Malmö, Göteborg (et alentours), Uppsala, Helsingborg, des voitures brûlent par centaines en août 2018, lors de ce que le ministre de l'Intérieur qualifie de "presque une opération militaire". 2016 : 1 641 véhicules volontairement incendiés, 1 457 en 2017.

A Malmö, 40% de la population est étrangère ; les no-go areas (zones hors-contrôle) y existent bel et bien, selon le syndicat suédois des ambulanciers - mais, comme le dit *Le Monde* "la ville du sud du pays est devenue le symbole de l'échec du multiculturalisme pour les populistes du monde entier"

Autre silence médiatique : en août 2018, les médias vantent l'héroïsme d'Elin Ersson, jeune suédoise qui, dans un vol Göteborg-Turquie, s'oppose à l'expulsion d'un migrant

afghan. Or peu après, le quotidien finlandais *Helsingin Sanomat* révèle que, selon des sources policières suédoise, l'Afghan-victime en question est débouté du droit d'asile et condamné pour vols avec violence.

France - migrants et migrations^{53 54 55 56}

Données contextuelles : un immigré est "un étranger, né à l'étranger et résidant en France". Selon l'INSEE, la France compte ± 5,7m. d'immigrés, 8,9% de la population de 2013. En 2000, 7,3% d'étrangers, en 1911, 2,8%.

Descendants directs d'immigrés en France : 6,8m. en 2013, 10,4% de la population totale. Donc : immigrés, plus 1e génération issue de l'immigration (2013) : 12,5m., 19,3% de la pop.

Sur 3 générations (INED), près de 30% de la pop. est d'origine étrangère.

- Maghreb : 25 à 30% du total des migrants,
- Afrique subsaharienne : 14% du total des migrants.
- (2013) : 43% de l'immigration est issue de l'Afrique ; 36% d'Europe.
- Descendants directs d'immigrés d'Europe, 46,7% du total.
- Descendants directs d'immigrés d'Afrique, 40,1% du total.

Immigrés ayant reçu la nationalité française par naturalisation, environ 100 000/an, dont 66% viennent de l'Afrique.

Qu'est-ce qu'un immigré ? un individu né à l'étranger, de parents étrangers. selon l'Insee (2014) la population française est de 65,8 m. (hors Mayotte). 58,2 m. sont nés en France et 7,6 m. nés à l'étranger dont 1,7 m. de nationalité française (au



Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

moins un parent français) - donc \pm 6 m. d'immigrés, 8,9% de la pop. française, dont 2,3 m. ont acquis la nationalité française depuis leur arrivée.

Insee 2017 : 7,3 m. de gens nés en France ont au moins un parent immigré, soit 11% de la pop. ; 3,3 m. (45% du total) ont deux parents immigrés. 1,1 m. ont deux parents maghrébins ; 1,1 m. deux parents européens. 50% de ces immigrés sont issus de couples mixtes, avec un seul parent immigré. Père immigré, mère locale, 2,1 m. ; père local, mère immigrée, 1,5 m.

Sur ces 7,3 m. de gens nés en France avec au moins un parent immigré : 45%, origine européenne ; 31%, maghrébine ; 11% Afrique subsaharienne ; 9%, Asie. Descendants d'immigrés de moins de 25 ans : origine Maghreb, 42% ; Afrique subsaharienne, 19%.

Les SDF en France : L'Insee en compte (2017) 143 000 en France, + 50% de 2001 à 2012 ; 10% en Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), le reste foyers, hôtels, squats, rue. Marseille, + de 12 500 SDF.

Les mineurs étrangers isolés (MEI) en France - Obscur disciple d'Emmanuel Kant, Georg Christoph Lichtenberg est passé à la postérité pour son joli aphorisme sur "le couteau sans lame auquel ne manque que le manche". C'est le cas de ces MEI qui, s'ils sont indéniablement étrangers, ne sont souvent pas mineurs du tout et chassent en meute - donc pas isolés. Dans la France de 2017 les diverses instances officielles françaises, sociales ou autre, "mettent à l'abri" (formule curieusement vague) de 30 à 40 de ces MEI chaque semaine, lesquels

disparaissent ensuite dans le pays. En 2017, 14 908 de ces supposés MEI ont été déférés à l'aide sociale à l'enfance, + 85% de placements sur 2016.

Les gangs criminels de passeurs - de juillet 2017 à janvier 2018, les guerres de gangs de passeurs, pour le contrôle des voies de passage vers la Grande-Bretagne, des "parkings stratégiques", ont fait 22 blessés (5 par balles, très graves). Ces gangs tribaux sont formés d'Afghans, d'Erythréens, d'Ethiopiens, de Soudanais, de Kurdes, etc. et relèvent du crime organisé. 15 de ces gangs de passeurs ont été démantelés en 2015 ; 20 en 2016, 24 en 2017.

Les trafics criminels de migrants africains - pendant que d'aveugles bonnes âmes bêlent sur des malheureuses venues en Europe "chercher une vie meilleure", les proxénètes africains s'enrichissent : 14 d'entre eux sont arrêtés à Marseille début 2018. Au sud de l'Italie, ils achetaient 500 euros pièce des esclaves de 18-25 ans, nigérianes le plus souvent, débarquant de Libye sur des barques de fortune.

Ces quelques 30 esclaves étaient alors prostituées à Marseille et alentours, après soumission à un rite Juju-animiste pour renforcer l'emprise. 20 à 30 € la passe, chaque proxénète gagnait ainsi \pm 180 000 €/an. Ces esclavagistes africains ont été mis en examen pour "proxénétisme aggravé, trafic d'êtres humains, aide au séjour irrégulier en bande organisée". Bonjour "la vie meilleure".

Criminalité des migrants : quelle est la fréquence des actes énoncés ci-dessous, et pourquoi n'y a-t-il pas de statistiques





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

(publiques) sur de tels crimes au ministère de l'Intérieur ?

- En mai 2018, rue Myrrha à Paris XVIII, un migrant somalien en poignarde un autre à mort.
- Trois faux "mineurs étrangers isolés" - doublement faux d'ailleurs car ni "isolés" (ils chassent en meute) ni "mineurs", puisqu'ils ont de 19 à 21 ans, examen médical fait) - sont arrêtés avec 7 chaînes d'or sur eux, arrachées à des femmes. 12 vols à l'arraché à Montpellier, mais tous ces prédateurs violents-itinérants avaient déjà été arrêtés ailleurs en France pour d'analogues méfaits - et relâchés.

Sondage, 14/08/2018, Ifop-Atlantico : accueil en France d'une partie des migrants recueillis en Méditerranée, hostiles, 54% des Français.

50

Censure : en août 2018, dans le quartier Perseigne d'Alençon, rixe mortelle entre une soixantaine d'Afghans, qui ont le dessous et dénoncent un raid "de voitures remplies d'Arabes armés". Barres de fer, tournevis, battes de base-ball, couteaux, armes de poing. Un mort, dix blessés sérieux, Les médias parlent minimalement de "deux groupes" ou de "deux communautés rivales". Fortement hétérogène donc explosif, le quartier Perseigne compte des Turcs, Marocains, Vietnamiens, Géorgiens, Mongols, Sénégalais, Algériens - en plus des émigrés d'autres pays européens - "peut-être bien 50 nationalités ici".

Dossiers déposés à l'office de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) :

- Année 2017 entière : ± 100 000 dossiers (total primo-migrants plus "Dublinés" = 120 000).

- 1^{er} semestre 2018 : 61 162 (+ 16% sur le 1^{er} sem. 2017, 52 721).

1^{re} origine 2018 : des Afghans déjà rejetés d'Allemagne et des pays scandinaves ; 2^e origine, Albanais ; ensuite Géorgie, Côte d'Ivoire, Guinée, Soudan. La Syrie, pays vraiment en guerre, n'est qu'en 9^e position.

"Mineurs étrangers isolés" - en 2017 rien qu'à Paris, 813 d'entre eux (drogués agressifs et prédateurs) ont été mis en garde à vue, 482 déferés au Parquet.

Clandestins : le cas de la Seine-Saint-Denis. Selon un rapport sénatorial de juillet 2018, de 8% à 20% de la population du "9-3" se compose de clandestins. Au 1^{er} janvier 2018, la population de ce département était de 1 646 105 habitants ; en 2014, les étrangers régularisés y étaient 423 879. Selon les sources (car un grand désordre, volontaire ou pas, règne dans les fichiers) les clandestins y sont de 150 000 à 400 000.

Esclavagisme sur le sol français - A l'été 2018, un réseau de trafic de migrants est démantelé en Espagne (région de Saint-Sébastien, près de la frontière française). ces esclavagistes transportent des migrants (Maliens, Sénégalais, Ivoiriens) du sud de l'Espagne vers la France. Arrivés dans ce derniers pays, ces migrants sont vendus à d'autres criminels qui les emploient (France, Grande-Bretagne, Allemagne) à mendier devant des églises ou supermarchés, accomplir des tâches dégradantes sans les payer, etc.

Autres esclavagistes, des réseaux afghans opérant vers Calais et Grande-Synthe. Armés, très organisés et dangereux (anciens miliciens Kurdes d'Irak, Irbil, Kirkouk, le





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

plus souvent), ils contrôlent les stratégies parkings de chargement de camions, allant ensuite en Angleterre.

La nuit, ils roulent tous feux éteints à plus de 150km/h sur des routes de campagne, et tirent sur la police, ou sur des passeurs rivaux. On repère leur présence sur des parkings d'autoroute jusqu'à Rouen et Poitiers, où des vidéos les montrent, kalachnikov en main, montant la garde auprès de "leurs" camions. Dans les régions à peuplement kurde du Moyen-Orient, de la Syrie à l'Arménie, des vidéos vantent leurs services de passeurs, sur fond de musique locale.

Ces ex-miliciens terrorisent d'autant plus les migrants qu'ils transportent, qu'ils menacent et parfois molestent leurs familles restées au "Kurdistan". D'où une totale omerta - et une impunité elle aussi quasi-absolue. Le paiement de leurs services se faisant selon l'invisible système *hawala*, nulle preuves financières non plus, du trafic opéré.

À la fin de l'année 2018 (dernière année complète)

Crise de la migration et crime, éléments contextuels

Titres de séjour délivrés en Europe pour 2018 (projection, de 11 mois sur 12) : 3,1 million, 112 000 de plus qu'en 2017, + 4%. Un tiers pour motif d'emploi, 24% pour regroupement familial.

- Pologne, 596 916 titres (surtout des Ukrainiens), - Allemagne, 535 446 titres,
- Grande-Bretagne, 517 000 titres, - France : 250 175 titres (dont 92 759 pour regroupement familial, - Espagne, 231 153 titres, - Italie, 186 786 titres.

*Allemagne*⁵⁷

- La chef de la police de Berlin affirme que la ville est fort sûre - mais craint de faire son jogging autour de son propre bureau, dans le quartier de Tempelhof.
- ± 13% d'étrangers vivent en Allemagne (pays de 82 millions d'habitants), mais les étrangers y étant condamnés pour crime grave (homicides, vols avec violence et/ou à main armée, viols, etc., forment 32,5% du total.
- A Berlin, le crime organisé est largement contrôlé par de clans familiaux syro-libanais, ou Palestiniens du Liban ; 2 500 éléments criminalisés sur 37 000 "Libanais légaux". Ces clans recrutent désormais des migrants pour le deal de détail de stupéfiants, les cambriolages, etc.
- A la mi-octobre 2018, une bande de migrants syriens viole à répétition une jeune fille de 18 ans, après l'avoir droguée. Le chef de la meute, Majid H., 21 ans, est alors sous un mandat d'arrêt le dépeignant comme un psychopathe grave, susceptible à tout instant de violer, agresser ou tuer. Mandat d'arrêt datant du 10 octobre, mais mis à exécution le 21 octobre, après le viol.
- A posteriori, la ministre allemande des migrations propose pour les migrants (mâles) arrivant en Allemagne, des cours obligatoires sur l'attitude "zéro tolérance" du pays envers les crimes sexuels ?

*Espagne*⁵⁸

Canaries, archipel espagnol de l'Atlantique face au Maroc-Sahara occidental, a vu arriver de janvier à octobre 2018, un millier de migrants dans une trentaine de bateaux. + 400% sur les mêmes mois de 2017.





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

Grande-Bretagne⁵⁹

Toujours l'arnaque des "mineurs étrangers isolés" : sur 39 de ces "mineurs" arrivés à Liverpool comme "enfants demandeurs d'asile", 24 sont en fait indéniablement adultes. L'entretien des 15 enfants coûte à la ville, par an, l'extravagante comme de 657 000 £. Le seul examen déterminant si "l'enfant" l'est vraiment, coûte 1 500 £.

Suède (Et Espagne...)⁶⁰

En décembre 2018, deux attentats à l'explosif à Malmö, dans les quartiers de Fosie et Rosengård (peuplés surtout de migrants). Une des explosions est si violente que l'immeuble doit être évacué, sa structure étant atteinte. Dans ces mêmes quartiers, les guerres de gangs (fusillades, jets de grenades, attentats à l'explosif, enlèvements, etc.) sont fréquents.

Débouché sur le sol européen de la route marocaine du haschisch, l'Andalousie, d'abord sa Costa del Sol, subit des guerres de narcos, entre gangs locaux mais aussi colombiens, mexicains, français, néerlandais, britanniques et croates, une centaine de ces bandes criminelles.

L'Andalousie est de fait la zone grise rêvée des narcos : aéroport international, Maroc et glauques banques de Gibraltar tout près, villas de luxe pour étrangers, dynamique vie nocturne, "VIP Clubs" à foison, le tourisme, le 4e port conteneurs au monde (Algesiras), climat agréable ; plus un trafic d'armes illicites et d'énormes capacités de blanchiment dans secteur immobilier peu contrôlé. Parmi ces bandes de narcos, "Los Suecos", les Suédois - "Suédois" ? Non : la colonie andalouse (base : Malaga) de fratries

arabes-marocaines de Malmö - certains recherchés pour une dizaine d'homicides en Suède. Parmi leurs récents crimes : maisons attaquées à l'explosif, individus défigurés puis torturés à mort, commerces incendiés, etc. Et six homicides (connus) en Andalousie, en 2018.

Les guerres des "Suédois" en Andalousie en 2018

- Novembre - Un Français criblé de balles dans son garage.
- Octobre - Un bandit abattu à Torremolinos.
- Octobre - Deux attentats à l'explosif à Benahavis et Marbella, pas de victimes.
- Septembre - Un Britannique "jambisé" et défiguré.
- Août - Un narco marocain criblé de balles à Estepona.
- Août - Deux narcos "Suédois" enlevés et torturés, un tué.
- Mai - Un narco espagnol abattu, au sortir de la messe de communion de son fils.
- Mai - Un narco croate criblé de balles à Marbella.

France⁶¹

En 2018, 11% de la population résidente est immigrée (INSEE : gens nés étrangers à l'étranger, incluant ceux qui détiennent la nationalité française). Jeunes de moins de 24 ans d'origine extra-européenne : 1968, 3% ; 2018, 17%. Immigration africaine : 20% de la jeunesse étrangère. Aujourd'hui, 1 immigré sur 2 vient d'Afrique.

"Mineurs étrangers isolés"(MEI) : 25 000 accueils en France en 2017, 40 000, fin 2018. La prise en charge d'un seul de ces "MEI"- selon les enquêtes scientifiques réalisées dans divers pays d'Europe, de 50% à 80% d'entre eux sont en fait majeurs - coûte





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

±50 000 euros par an. Coût pour les départements français en 2018, 2 milliards d'euros. Reconnaissance de minorité des MEI par de (pourtant bienveillants) magistrats parisiens : rejet de 70% des demandes.

Vols de bateaux de pêche (destination, l'Angleterre) - dans la nuit du 25/12/2018, vol de quatre bateaux de pêche dans le port de Boulogne sur Mer par des migrants (deux autres auparavant, courant décembre) tentant de gagner le rivage anglais, tous feux éteints. Les bateaux sont récupérés, mais assez abîmés.

Profondeur stratégique – La situation en 2015, quand débute la grande vague migratoire⁶²

Ce texte présente la situation, après la grande vague migratoire de 2015

"Le nombre de migrants et de réfugiés a explosé au XXI^e siècle dans le monde" (*Le Monde* 3/09/2015). Le problème existe donc bien en soi. Fin 2005, la planète comptait 19,4 millions de réfugiés... migrants... demandeurs d'asile... déplacés ou apatrides (hors rapatriés suite à un exil) ; en janvier 2015, ils sont quelque 53 millions ; dont 12 millions de réfugiés syriens et 4 millions d'Irakiens. A l'origine de ces récentes vagues migratoires mondiales, 14 conflits entre 2010 et 2015 : 8 en Afrique, 3 au Moyen-Orient, 3 en Asie, un en Europe. Pour mémoire, la France hébergeait fin 2014 environ 310 000 de ces réfugiés et demandeurs d'asile.

Maintenant : ces millions de "migrants" avancent-ils d'eux-mêmes ? Ces flots

humains traversant mers et continents, sont-ils spontanés ? Ces milliers de camions, de barques et bateaux qui les transportent, sont-ils disponibles au bord des routes ou des plages, attendant le "client" ? Et les milliers d'abris pour ces clandestins, planques, points d'eau et lieux d'hébergement de par le monde sont-ils dus à l'opération du Saint-Esprit ? Non bien sûr.

Car depuis la *Physique* d'Aristote nous savons (ou devrions savoir) qu'on ne voit jamais une force mais toujours, ses effets. On ne voit pas le vent, mais s'agiter les branches d'arbres, etc. Ici, l'effet, c'est bien sûr ces immenses colonnes de "migrants" entrant en Europe. Mais la force ? L'ONU répond à cela en février 2013, dans un rapport fourni (*AP*, 13/02/2013) sur le trafic des êtres humains (ci-après TEH), concernant 132 pays de la planète. Une mondiale activité criminelle affectant 136 nationalités différentes, et 118 pays au monde ; en majorité des femmes avec une récente hausse des trafics d'enfants (2/3 de filles)⁶³.

A l'échelle mondiale, le travail forcé frappe 20 millions d'"esclaves modernes". En février 2013, le ministre britannique chargé des migrations affirme que "les gangs criminels organisés jouent un rôle majeur dans l'immigration illicite au Royaume-Uni". Les flux migratoires sont d'abord exploités par cette opportuniste et prédatrice nébuleuse criminelle. Car pour elle, le TEH n'est qu'une activité banale, quoique lucrative : de cela, quelques exemples précis :

- (*AFP*, 12/05/2015) un réseau parmi d'autres, "spécialisé" dans le transport de familles syriennes ou irakiennes aisées vers l'Europe : sorte d'agence illicite de voyages (avec *packages* et options, pouvant atteindre 10 000 dollars par





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

personne), démantelée au bout d'un an ; son chiffre d'affaires (CA) sur ce bref exercice, 7 millions de dollars.

- (Le Figaro + AFP, 6/09/2015) A l'été 2015, un analogue réseau est démantelé en Grèce ; il transporte les migrants par voie terrestre, aérienne et maritime et est "mondialisé" : on y trouve 7 Syriens, 2 roumains, Egyptiens et Pakistanais, un Indien, un Philippin et un Irakien. Un an d'activité et un CA de 7,5 millions d'€.
- (Le Figaro, 29/06/15) en mai et juin 2015, vaste opération coordonnée par Europol dans l'Union européenne : 200 arrestations, 2,8 tonnes de cocaïnes saisies, plus 1 300 tonnes de métal volé et 390 véhicules volés récupérés ; dans ce crapuleux catalogue figure en bonne place le TEH, que ce gang transnational pratique à partir de la Hongrie.

54

Une activité lucrative et sans risque (les criminels adorent...)

En 2011, un rapport de l'Organisation internationale des migrations estime le chiffre d'affaires mondial du trafic des clandestins : alors, de 3 à 10 milliards de dollars par an ; l'OIM compensant ce flou par une description détaillée de ces trafics illicites - dont la dimension humaine rend la gestion plus ardue encore que celle de matières inertes (stupéfiants) ou d'objets (d'art, armes, etc.) :

- Organiser des voyages.
- Faire sa publicité sur Internet, où désormais, des annonces en arabe vantent les prestations de ces grands réseaux.
- Fabriquer et fournir de faux documents d'identité.
- Recruter des équipes : camionneurs... pilotes de bateaux... logisticiens... experts ès-systèmes de communications, réseaux téléphoniques, etc.

- Corrompre des autorités locales.
- Gérer des affaires financières à chaque maillon de la chaîne.

Ce, dans des situations où, chaque action de ces criminels-entrepreneurs suscite des obstacles constants et divers : ces systèmes sont donc forcément créatifs, agiles et réactifs - s'ils veulent durer et prospérer. Ces criminels sont aussi rompus à l'usage des moyens modernes d'information et de communication. Dès l'automne 2015, des services spécialisés signalent la prolifération, sur Internet, des publicités en ligne pour migrants potentiels, des propositions de transfert vers l'Europe, etc., d'abord adressées (dans leurs langues) à des Syriens, Irakiens et Afghans. Pour ces passeurs, l'enrichissement est rapide :

- Parti de Libye, un bateau chargé de 150 migrants représente un CA d'environ 150 000 dollars. Sachant qu'en outre, l'exploitation des migrants lors du "voyage" est féroce. Des témoignages sur ces passages montrent en effet que :
 - Un gilet de sauvetage y est facturé 200 dollars.
 - Une bouteille d'eau, du pain et une boîte de thon, 100 dollars.
 - Une couverture, 200 dollars.
 - 5 minutes de conversation sur un téléphone satellitaire : 300 dollars.
- De Turquie, un cargo "poubelle flottante" chargée de centaines de clandestins, représente - pour un voyage - 4 millions de dollars de CA.

(Voice of America - 8/09/15) Selon Europol, ces systèmes de TEH vers l'Europe et en Europe - fluctuant sans cesse, on l'imagine - concerneraient 30 000 individus,





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

du criminel endurci au profiteur d'une aubaine ; de la base au sommet, etc. A l'arrivée en Europe bien sûr, les clandestins risquent d'être happés par de nouveaux dispositifs de chantage et de servitude.

Afrique et Maghreb

Des côtes de la Libye, pays devenu en peu d'années une prototypique zone grise, des marées humaines gagnent l'Europe. En 2014, avant la présente "crise", 174 000 migrants sont officiellement décomptés à leur arrivée dans la seule Italie.

La Libye, 1 800 kilomètres de côtes abandonnées et ouvertes à tout vent. (*The Independent* - 21/04/2015) Le pays lui-même est chaotique, 1,8 million de kilomètres carrés, 6 à 7 millions d'habitants égaillés sur cette immensité ; des milices et/ou des tribus survivant grâce à des trafics, d'êtres humains, d'armes, de faux médicaments. Plus bien sûr les islamistes : un mélange de piste Ho Chi Minh et de Cour des miracles, face à l'Union européenne.

Au long cette route des migrations, chaîne à multiples anneaux, s'enracine un système élaboré. D'Est en Ouest, la "collecte" de candidats migrants s'opère depuis l'Erythrée, la Gambie, le Ghana, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Tchad, le Sénégal, la Somalie. L'un des grands "pipe-lines" va du Ghana en Libye, via le Burkina Faso et le Niger ; camions, carburant, refuges et points d'eau, tout est prévu. A l'Est, une zone de regroupement à la triple frontière Egypte-Soudan-Libye - les clandestins ont toujours adoré les zones frontières. Surtout quand des tribus intéressées au trafic sont à cheval sur de futilles pointillés postcoloniaux.

Les trafics criminels d'être humains en Europe

Du Moyen-Orient ou d'Afrique, les flux migratoires humains touchent d'abord le sud de l'Italie et les Balkans. Voyons maintenant comment s'opère la prédation criminelle au long de ces routes et sur ces territoires.

Italie

A l'extrême-sud de la Botte - donc au plus près de l'Afrique, la Sicile. Là bien sûr, la fort opportuniste *Cosa Nostra* a bondi sur l'occasion. Selon Leoluca Orlando, maire anti-mafia de Palerme (*The Telegraph*, 6/08/2015) les vulnérables migrants échouant dans les camps de transit (souvent gérés par des complices de l' "honorabile società") sont exploités par la mafia : marché noir... travail au noir (récoltes dans les champs, etc.). On signale aussi dans ces camps de nombreuses disparitions d'enfants de clandestins ; pour un sort sans doute funeste. Même, les trafiquants d'être humains d'Afrique et du Moyen-Orient prépareraient désormais les traversées avec des mafieux de Sicile ou de Calabre.

Une certitude : ce trafic humain est bien organisé : sitôt touchée la côte sicilienne (*ABC-Australia*, 29/06/2015) un migrant de chaque groupe envoie un *texto* à son "traitant" côté "arrivée" : nous sommes à bon port. Ce "traitant" rencontre alors "ses" migrants, les oriente vers des centres d'hébergement (y compris ceux pour femmes et enfants), leur indique des transports possibles et les failles des frontières suivantes. Selon un procureur de l'anti-mafia, c'est une pure et simple manifestation du "crime organisé africain", à qui ces trafics rapportent "des milliards de dollars".





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

Gagner le nord de l'Italie sauve-t-il ces migrants ? Non : à Rome, ils sont longtemps tombé aux mains du réseau de corruption nommé par des magistrats locaux *Mafia Capitale* (*Mediapart*, 20/05/2015 ; *Les Echos*, 5/06/2015 ; *ATS*, 5/06/2015). Une lucrative *combinazione alla Romana* entre politiciens postfascistes, agents territoriaux et dirigeants de "coopératives sociales" liées à l'ex-Parti communiste italien ou à l'église catholique.

Tous ensemble, ces corrompus truandent de juteux "appels d'offres", puis pillent les dizaines de millions d'euros - allocations, subventions, etc. - versés chaque année pour accueillir les migrants, les loger, nourrir et accompagner, leur apprendre une langue européenne, etc.⁶⁴ Les réfugiés étant honteusement exploités sur le terrain. Pour *Mafia Capitale*, ces trafics d'êtres humains sont un *business* criminel parmi d'autres : truandage de marchés publics, prêts à taux usuraires, recouvrement (brutal) de dettes, trafics de déchets toxiques, blanchiment d'argent illicite, racket de parkings, truquages d'élections, etc.

Balkans

De la Grèce aux portes de l'Union Européenne, l'Europe du Sud-est (ou "Balkans") grouille de réseaux, opportunistes ou criminels, désormais recyclés dans les trafics d'êtres humains multi-faces. (*New York Times international*, 4/09/2015) La seule Grèce en compterait 200. Aux Balkans, de tels réseaux ont été repérés en Bulgarie, Hongrie, Macédoine-FYROM, Roumanie et Serbie.

L'Albanie bien sûr a ses propres trafiquants. Au long de la fameuse "Route des

Balkans", Albanais, Turcs, Serbes, Croates, etc. coopèrent en une chaîne informelle dont chaque bande ou "famille" constitue un maillon. Les rares arrestations opérées dans ce milieu concernent quasiment toujours des criminels déjà fichés, alléchés par l'aubaine.

La presse française d'information" éludant ce qui déroge à la bienséance, ou l'effarouche, apprenons aux lecteurs français que ces trafics criminels impliquent aussi divers "gens du voyage". Été 2015 : on se souvient des corps sans vie de 71 migrants, retrouvés dans un poids-lourd, sur l'aire d'une autoroute autrichienne. Les coupables ? Silence des médias d'information.

Or pour tout comprendre, il suffit de lire l'enquête du quotidien suisse *Le Temps* (2/09/2015 - "L'enquête sur le 'camion de la mort' mène à un ghetto rom en Bulgarie"). Six bandits issus d'un clan rom de la ville bulgare de Lom⁶⁵ sont ainsi mis en examen, dont Methodi "Mitko" G., 29 ans, voleur de voitures et trafiquant de cigarettes, 11 condamnations à son casier judiciaire bulgare, aussi repéré de la Serbie à l'Allemagne. Selon la ministre bulgare de la justice, "Mitko", impliqué depuis 2012 dans le trafic d'êtres humains, serait l'un des conducteurs du 'camion de la mort' et l'un des responsables du drame.

Prédation : des "marchés" spécifiques

Constantes et contingentes, deux prédatations spécifiques assombrissent encore le tableau du trafic des êtres humains : la piraterie, pour ceux de ces trafics opérés par voie maritime ; les trafics de femmes et d'enfants, dans tous les cas et sur tous les continents. Voyons-les de plus près.





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

Piraterie

(*Le Point+ AFP*, 31/07/2015) De la Turquie aux côtes grecques à l'est de la Mer Egée, voie migratoire ayant vu passer quelque 100 000 clandestins au premier semestre 2015, adviennent plusieurs attaques de bateaux de migrants ont été commises par des pirates voulant y voler espèces et bijoux, mais aussi les moteurs hors-bord - ce qui condamne des embarcations déjà fragiles à dériver, voire chavirer, sur des mers dangereuses et agitées.

Trafics de femmes et d'enfants

(*New York Times*, 7/05/2014) - d'abord une certitude : au monde, quelque 230 millions d'enfants sont dépourvus de tout acte de naissance, ce qui rend leur trafic incontrôlable. Pour l'Unicef, ces trafics (à presque 100% criminels) sont "très liés aux migrations intra ou intercontinentales". Selon cette source, les dossiers (parcellaires) analysés ces dernières années concerneraient environ 1,2 million d'enfants par an ; encore s'agit-il d'une forte sous-estimation, la clandestinité étant rigoureuse pour ces trafics lourdement sanctionnés.

S'agissant des femmes (*Eurostat*, 04/2013) exploitées en Europe, elles le sont à 60% pour la prostitution ; à 25% pour du travail forcé et à 15% pour d'autres pratiques illicites, dont le trafic d'organes.

Des migrants, acteurs du crime

Jusqu'ici, nous avons considéré les migrants comme victimes de criminalités diverses; parfois à l'inverse, sont-ils acteurs mêmes du crime. Selon nous, cet aspect criminel des migrations, du fait de clandestins ou

réfugiés, entre dans un ensemble plus vaste : la "face obscure de la mondialisation"⁶⁶ : nous n'y revenons qu'à travers deux exemples, l'un pris en Suède, l'autre aux Etats-Unis.

En Suède

Naguère paisible, la ville de Malmö a fini par gagner le nom de "Chicago suédois". (*Financial Times*, 24/08/2015). Début des hostilités en 2012, quand une guerre des gangs y provoque une vague d'homicides. Motif : des narcotrafiquants, pour la plupart, de jeunes immigrants, s'entretient pour contrôler le commerce des stupéfiants dans les ghettos de la ville. De fréquents heurts opposent aussi ces gangs à une criminalité indigène, souvent constituée de gangs de motards (genre Hells Angels), ce qui aggrave encore la situation.

Depuis les années 2010, Malmö compte en effet 40% d'immigrants, souvent venus du Moyen-Orient et des Balkans. Depuis, ces "guerres de territoires" continuent avec des hauts et des bas. 2015 est plutôt en haut : 30 attaques criminelles de janvier à août (10 en juillet - août), à l'arme de guerre, ou bien par jets de grenades (défensives), dans divers "quartiers chauds".

Crise migratoire, l'Union européenne léthargique

Dès l'année 2014, une vague migratoire inouïe enfle puis déferle sur l'Europe. De janvier à avril 2014, les entrées d'illégaux sur le territoire de l'Union Européenne (UE) bondissent déjà de + 48% et les demandes d'asile, de 30 %. Pour l'année 2013, Eurostat (équivalent de l'Insee pour l'UE) totalise





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

± 400 000 demandes d'asile (*Le Figaro*, 14/05/2014).

Dès lors, les autorités françaises se savent concernées : fin 2013, 10% des faux passeports repérés par Frontex (agence de l'UE devant protéger les frontières extérieures de l'Europe) sont Français, et 30% des visas falsifiés. Précision : l'UE et la France ne sont nullement surprises par ce flux migratoire. (*Medias-Presses-Info*, 15/09/2015). Lors du colloque GeoInt (*Geospatial Intelligence*)⁶⁷, le général directeur du Renseignement militaire, divulgue que les satellites du Centre de Renseignement Géo-spatial Interarmées (CGRI) repèrent bien :

- Les lieux de présence des migrants subsahariens en Libye.
- L'identité, les modes opératoires et stratégies de maints passeurs.
- Les points d'entrée des filières de trafic sur le sol libyen (zone des trois frontières Egypte-Soudan-Libye).
- Les lieux d'hébergement de ces migrants subsahariens en Libye et alentours.
- Les côtes (Cyrénaïque, tripolitaine) où sont chargées les cargaisons humaines.

Pas question ici de "signaux faibles" : c'est l'une de ces alertes rouges, lors desquelles les voyants clignotent et les sirènes mugissent - plutôt, devraient clignoter et mugir. Car quand la vague migratoire s'affale début juin 2015, sans cesser depuis, l'Union européenne est absente durant l'été 2015. L'Italie est submergée, les opinions publiques, affolées : à Bruxelles, rien à la hauteur de l'événement : sans doute, le plus important déferlement sur l'Europe, depuis les invasions de la fin de l'Antiquité.

(*AFP*, 1/08/15) Brutalement, l'immigration devient pour l'opinion publique européenne,

"le plus grand défi pour l'UE" (devant le chômage et l'économie ! + 14 points de novembre 2014 à mai 2015) - encore s'agit-il d'un sondage de mai, antérieur à la forte vague de juin ; (*Le Figaro*, 9/07/2015) En France, en juillet, 70% des Français exigent le rétablissement des frontières nationales ; dont 53% de sympathisants socialistes. Pendant ce temps à Bruxelles, on se chamaille, on s'émeut de touchantes photos d'enfants noyés.

Migrations et criminalité en France

Le nord de la France (d'abord, Calais) n'est pas épargné par les phénomènes criminels liés aux vagues migratoires. Dès janvier 2015, des travailleurs sociaux ou employés de diverses ONG décrivent un système sophistiqué, celui-ci Albanais, au sein duquel les criminels sont quasi-indiscernables des migrants. (*Nord Littoral* - 18/01/2015) S'ils veulent passer en Grande-Bretagne, ces derniers doivent en effet devenir guetteurs, ou guides d'autres candidats au passage, de la "jungle" aux parkings où des camions les attendent ; ou servir de rabatteurs vers "leur" réseau. Ici, les avocats de ces involontaires complices parlent clairement de "mafia albanaise".

(*Le Parisien* - 14/08/2015 - *AFP* - 18/09/2015) Durant l'été 2015, divers gangs albanais sont démantelés ; ils opèrent entre l'Albanie, la France, la Belgique et la Grande-Bretagne. Pour le dernier d'entre eux neutralisé, la traversée de France en Angleterre coûte de 6 500 à 7 000 euros par personne, la moitié pour le camionneur. 100 passages rapportent ainsi 600 000 euros, 50% revenant au gang. Imaginons que ce gang ait agi un an et réussi 260 passages (environ 5 par semaine), son chiffre d'affaires est d'environ 780 000



Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

euros en espèces, pour un seul gang de 6 à 8 personnes.

Ici aussi, l'exploitation des migrants est féroce : près de Tétéghem, la nuit dans un conteneur coûte 20 euros au migrant... (*FranceTV Info* - 18/09/2015). Bien sûr, les têtes de réseau et chefs de gangs n'approchent pas la "jungle" de Calais. Plus largement, le trafic de migrants sur la côte nord de la France (Calais, Dunkerque, etc.) est "sous la coupe de gangs criminels" (*Le Figaro* - 25/09/2015) ; d'usage, des Kurdes d'Irak, des Albanais ou des Afghans, qu'on voit circuler dans de puissantes voitures. (*Le Figaro* - 24/09/2015) Durant l'été, le maire de Tétéghem révèle "J'ai été plusieurs fois menacé par des hommes ouvrant leur manteau pour me montrer l'arme à la ceinture".

Soulignons enfin que ces trafics :

- Finissent par déclencher des guerres de gangs ou de réseaux ; dès mai 2015, près de Calais, des bandits afghans et érythréens se tirent dessus, pour s'imposer sur les stratégiques parkings où stationnent les camions partant pour la Grande-Bretagne (*Le Figaro* - 30/05/2015).
- Affectent toute la côte nord de l'Europe jusqu'aux Pays-Bas : (*Le Figaro* - 18/09/2015) en septembre 2015, deux Syriens sont interpellés à Eindhoven, têtes d'un réseau qui fait passer - 8 000 euros le voyage - des migrants de Turquie jusqu'au nord de l'Europe (Pays-Bas, Allemagne, Danemark, Suède).

Les pousse-au-crime

La timidité des instances européennes face à la crise migratoire tient-elle à leur seule rigidité bureaucratique? A leur faiblesse

devant toute crise ? Il ne le semble pas. On sait ces milieux perméables aux *lobbies* et vite bloqués quand en leur sein, deux forces contraires s'affrontent. Or depuis le début de la crise migratoire, milite à Bruxelles, pour l'absolue ouverture des frontières, une nébuleuse d'ONG et d'associations libérales-libertaires.

De "groupes militant en faveur d'un changement social libérateur", en sociétés de pensée libertariennes (Ayn Rand... Cato Institute) tous stimulent et financent des passeurs-militants sans but lucratif, prêts à "accompagner des migrants vers des dispositifs d'information et d'assistance sur le territoire européen". Au premier plan, les *Open Society Foundations* de George Soros.

Une opinion française clairement hostile

De tout cela bien sûr, l'opinion publique française ne veut pas. Elle le dit haut, fort et souvent :

2/09/15 (*Le Point*) - Selon vous, la France doit-elle accueillir les migrants et réfugiés sur la sol français ? Non : 56%, oui : 44%.

- Ouvriers, non : 71%
- Employés, non : 65%
- UMP-LR, non : 67%

12/09/2015 (*Libération*) - La France doit-elle prendre modèle sur l'Allemagne (accepter en masse les réfugiés) ? Non : 49%, oui : 38%

- Femmes, non : 51%, oui : 33%

14/09/2015 (*Le Figaro+Reuters*) Migrants : êtes-vous satisfaits de l'action du gouvernement ? Oui, 32%, non : 66%

17/09/2015 (*L'Express*) Rétablissement des contrôles aux frontières ? Oui : 80%





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

- Sympathisants PS, oui : 62%
- Sympathisants UMP-LR, oui : 92%
- Ouvriers, oui : 91%

Conclusion

Réagissant ainsi, les Français ne refusent pas d'aider des malheureux - ils montrent leur méfiance : ils ont flairé le danger derrière les promesses des détenteurs du pouvoir de dire et de leurs *spin-doctors* ; ils ont vu plus loin que le *story-telling* des photos de

petits corps échoués sur des plages - ils se méfient. Pas sans raison : la présente vague migratoire ne vient pas de la Lune. En septembre 2015 déjà (*AFP* - 22/09/2015), le Renseignement intérieur allemand exprime sa "grave préoccupation" : des islamistes infiltrent les structures d'accueil ouvertes, pour y recruter des adeptes. Sous couvert d'aide humanitaire, de fanatiques proto-terroristes exercent leur prosélytisme sur des migrants arrivant en Europe. Un recrutement au profit de qui ? A quelles fins ? Avec quelles conséquences ?



Notes



1. Certains textes de référence sont en anglais, langue usuelle des écrits de l'Union européenne.
2. SOURCES des faits et données présentés dans l'introduction : *RT- Eurostat* - 25/04/19 "Granted asylum requests in EU dropped almost 40% in 2018" - *France-Soir* - 24/04/19 "Plus de 123.000 demandes d'asile en France en 2018" - *RT* - 23/04/19 "They're godfathers now', Germany's most famous bodyguard on Arab street gangs" - *20 Minutes* - 5/04/19 "Migrants, Brexit, glyphosate... On a vérifié les affirmations du débat sur les européennes" - *France 3* - 4/04/19 "Migrants : la Suède fermée à double tour" - *L'Express+AFP* - 4/04/19 "Amnesty International dénonce des "taux choquants de viols" dans les pays nordiques" - *RT* - 4/04/19 "Nordic countries have 'disturbingly high levels of rape' despite equality initiatives, says Amnesty" - *20 Minutes* - 3/04/19 "Les pays nordiques aussi affichent des taux de viols élevés" - *RT* - 3/04/19 "Why is no one talking about this? Big business fuels EU refugee influx, filmmaker tells RT" - *RT* - 24/03/19 'Small city' of migrants apply for asylum, but most do not qualify - German migration boss" - *BFMTV* - 21/03/19 "Les examens osseux pour les jeunes migrants validés par le Conseil constitutionnel" - *Le Monde* - 20/03/19 - "Combien y a-t-il d'immigrants et demandeurs d'asile en France et en Europe ?" - *Breitbart* - 10/03/19 "Swedish Conservative Leader: Mass Migration Has Led to Insecurity for Women" - *BFMTV* - 12/03/19 "Agressions sexuelles au Nouvel An de Cologne : 600 femmes ont porté plainte, 3 hommes ont été condamnés" - *BBC News* - 19/02/19 - How many IS foreign fighters are left in Iraq and Syria? - *Der Spiegel+Courrier International* - 18/02/19 "Comment la mafia arabe étend ses tentacules en Allemagne" - *La Dépêche* - 17/02/19 "Faux papiers, marché juteux en plein essor" - *Nouvel Obs* - 11/2/19 "Alpha, acheté 220 euros en Libye : La traite des Noirs existe toujours" - *L'Afrique Réelle* - 2/02/19 "Les migrants africains ne fuient pas l'insécurité mais la faillite économique" - *The Telegraph* - 29/01/19 "Half of boys in young offender institutions are from an ethnic minority, report finds" - *RT* - 24/01/19 - Belgian woman kidnapped, kept as SEX SLAVE by group of migrants for MONTHS - reports"





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

- *Breizh-Info* - 23/01/19 "Mafia nigérienne en Italie : de la prostitution au trafic d'organes mondial" - *Valeurs actuelles* - 21/01/19 - *Le Figaro* - 20/01/19 "En France, 40% des jeunes sans emploi sont issus de l'immigration - Trois millions de jeunes totalement oisifs, dont 40 % issus de l'immigration" - *RT* - 13/01/19 - Afghan man stabs pregnant woman at German hospital, victim loses her unborn child - *CNN* - 7/01/19 "UN human trafficking report: Record number of girls reported as victims" - *The Conversation* - 7/01/19 "Fact check: How many people are enslaved in the world today?" - *France info* - 7/01/19 "La traite humaine reste un crime largement impuni, déplore l'ONU" - *CNN* - 5/01/19 "Illegal migration to EU falls to lowest level in 5 years" - *20 Minutes* - 3/01/19 "Migrants: 2 262 personnes sont mortes dans des traversées de la Méditerranée en 2018" - *The Sun* - 2/01/19 "Migrant gang' injure 12 - including boy, 13 - during brutal spree of random and racist attacks in German city as minister demands deportations".
3. Phénomène grave partout en Europe : en mars 2019, le Conseil constitutionnel français a ainsi validé la pratique des examens de vérification de minorité.
4. The Global Slavery Index 2016 ; AFP - 12/052016 "Le tourisme pédophile progresse dans le monde, le profil des criminels change".
5. *Wall Street Journal* - Pew Research Center - 2/08/2016 - Migrants, 2015, in the European Union, plus Norway & Switzerland".
6. *RT-Russie* - 25/09/2016 "Suède : quatre blessés dans une fusillade à Malmö" - *BFMTV* - 21/09/2016 "57% des Français se disent opposés à l'accueil en France d'une part de migrants et de réfugiés" - *Daily Mail* - 14/09/2016 "Angela Merkel is reaping the harvest of her open-door immigration policy, warns Interior minister, following the arrest of an ISIS sleeper cell in Germany" - *BFMTV* - 22/08/2016 "Immigration : 11% des Français y voient un impact positif pour le pays" - *The Guardian* - 8/08/2016 "Trafficking of Nigerian women into prostitution in Europe at crisis level" - *Le Parisien* - 5/08/2016 "Une enquête compliquée et titanesque".
7. *The Local Deutschland* - 11/07/2016 "2 000 men were involved in NYE sex crimes: police" ; *Le Figaro* - 11/07/2016 "Allemagne : un rapport révèle l'ampleur des agressions sexuelles du nouvel an" ; *Sputnik-Kommersant* - 29/06/2016 "Allemagne : le nombre de crimes contre les migrants explose" ; *The Local Deutschland* - 10/06/2016 "Why refugees are committing far less crimes" ; *The Local Deutschland* - 8/06/2016 "Crimes by migrants drop 20% in three months" ; *Daily Mail* - 18/05/2016 "Germany sees huge rise in number of burglaries carried out by migrants" ; *New York Times International* - 6/02/2016 "Germany says suspects entered EU as refugees".
8. *Sputnik News* - 5/12/2016 "Google Maps prouvent la hausse de la criminalité migratoire en Allemagne" - *Local Deutsch* - 7/11/2016 "Federal police records 32% increase in crimes" - *Sputnik News* - 1/11/2016 "La politique migratoire de Merkel favorise-t-elle l'éclosion de la criminalité ?" - *Local Deutsch* - 19/10/2016 "800 crimes against refugee homes reported this year" - *Local Deutsch* - 13/01/2016 "Huge gulf in crime rates among migrant groups".
9. *Le Monde* - 8/02/2017 "Sept chiffres sur les enfants d'immigrés en France".
10. Global Financial Integrity - March 2017 "Transnational crime and the developing world".
11. *Voice of America* - 15/03/2017 "Africa-UN: conflicts, poverty, fuel \$ 150 MM modern slave trade".
12. *Le Figaro+AfP* - 3/04/2017 "L'Europe, premier hébergeur de pédopornographie".
13. *CNN* - 20/09/2017 "40 million slaves in the world, reports find" - *Le Point* - 2/08/2017 "Les chiffres affolants de l'esclavage en 2017". *La Tribune* - 1/06/2017 "Migrants : le trafic d'êtres humains rapporterait 35 milliards de dollars aux passeurs".
14. *Le Figaro+AfP* - 13/10/2017 "1,1 milliard de personnes sans identité".
15. *DPA-The Local* - 26/09/2017 - Why are refugees disproportionately likely to be suspects in sexual assault cases?" - *AFP* - 16/09/2017 "Immigration : les Français plus inquiets que leurs voisins" - *Le Figaro* - 15/09/2017 "Les Français jugent sévèrement l'immigration" - *RT* - 12/09/2017 "Germany confirms stolen Syrian passports, as EU govts. bury head in sand



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

over migrants & terrorism" - RT - 31/08/2017 "Youth gangs openly sell drugs, carry guns in Swedish no-go-zones, local shopkeeper to RT" - *BBC News* - 8/09/2017 - Bias against ethnic minorities need to be tackled in justice system" - RT - 22/07/2017 "German media failed to objectively report refugee crisis, sided with govt. agenda - study" - *Daily Mail* - 21/07/2017 "Overwhelmed German legal system on the verge of collapse because so many migrants are appealing against decisions to expel them from the country, judge warns" - *Daily Mail* - 17/07/2017 "Girl, 17, is sexually assaulted by three Afghan asylum seekers and Iraqi migrant is accused of sexual harassment as youth riot at German music festival" - *Reuters* - 13/07/2017 "Sweden is cracking down on undocumented immigrants, now" - *Libération* - 9/07/2017 "La Suède souffre-t-elle d'une épidémie de violences sexuelles ?" - *Daily Express* - 30/06/2017 "Dutch police release statistics on asylum seekers crime" - *Reuters* - 14/06/2017 "Les migrants envoient chez eux 400 milliards d'euros par an" - *Der Spiegel* - 9/06/2017 "Migrant crime in Germany, the lost sons of North Africa" - *Daily Caller News Foundation* - 24/04/2017 "Migrant crimes up 52% in Germany".

16. Source : études publiées par l'Organisation internationale pour les migrations, OIM - <<https://www.iom.int/fr/news/loim-decouvre-des-marches-aux-esclaves-qui-mettent-en-peril-la-vie-des-migrants-en-afrique-du>>

17. *Daily mail* - 29/11/2017 "African migrants being sold as slaves by Libyan human traffickers have their organs harvested, claims Nigerian ex-minister".

18. *Miami Herald* - 7/02/2017 "Hundreds of immigrants convicted and not deported committed more than 120 murders".

19. OIM-CNN - dec. 2017 - Femmes nigérianes, arrivée clandestine en Italie.

20. *Washington Post+AP* - 12/05/2017 "Crime a battleground for German parties ahead of key vote" ; *The Local Deutschland* - 27/04/2017 "Anything but dramatic : what experts say about Germany's latest crime reports" ; *Daily Telegraph* - 25/04/2017 "Migrant crime in Germany rises by 50%, new figures show" ; *DPA+The Local Deutschland* - 24/04/2017 "5 things we learned from the latest German national crime statistics" ; *Reuters* - 22/04/2017 "Des milliers d'ex-Taliban pourraient avoir migré en Allemagne" ; *The Local Deutschland* - 21/04/2017 "Violent and sexual crime rose, break-ins fell in 2016 : media reports" ; *Washington Post* - 12/04/2017 "Why some migrants are more likely to commit crimes than others" ; *The Local Deutschland* - 23/03/2017 "German press rules on mentioning criminal's ethnicity changed" ; *The Local Deutschland* - 13/03/2017 "New report shows Berlin is growing but crime is not" ; *The Local Deutschland* - 27/02/2017 "Seven refugees attacked every day on average in Germany" ; Gatestone Institute - 13/02/2017 "Germany's migrant rape crisis - January 2017 - Tolerating a 'rape culture' to sustain a politically correct stance on mass migration" ; *Breitbart* - 5/02/2017 "Berlin senate to investigate why migrant stats so high" ; *The Local Deutschland* - 3/02/2017 "Thousands of crimes against refugees recorded in 2016".

21. RT - 23/01/2018 "German city bans new refugees amid violence, residents doubt it will solve problems" - *BBC News* - 3/01/2018 "Germany: migrants may have fueled violent crime rise" - RT - 3/01/2018 "Spate of violent offenses in Germany linked to inflow asylum seekers - study" - *Novinite (Bulgarie)* 3/01/2018 "Violent crime rises in Germany and is attributed to refugees" *Reuters* - 3/01/2018 "Violent crime rises in Germany and is attributed to refugees" - *The Telegraph* - 4/01/2018 "Failed asylum seekers blamed for rise in violent crime in Germany" - *Libération-Checknews* - 10/01/2018 "Le taux de crimes violents et de viols est-il vraiment 15 fois plus élevé chez les réfugiés que chez les Allemands ?" - *DPA+The Local* - 6/11/2017 "Attacks on refugee homes still taking place almost daily - report" - RT - 2/11/2017 "Number of migrants seeking refuge in Germany doubles in 2 years" - *Le Figaro+Reuters* - 2/11/2017 "L'Allemagne a perdu la trace de 30 000 demandeurs d'asile" - *The Local Deutschland* - 1/11/2017 "Is Cologne becoming a more dangerous place to live ?".

22. Le terme officiel en usage en Allemagne est *Zuwanderer* : migrant... demandeur d'asile... réfugié... clandestin - en tout cas, non-détenteur du droit d'asile.





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

23. En 2017, 327 000 réfugiés ont été déboutés du droit d'asile ; 200 000 ont fait appel et attendent dans le pays, 22 000 ont été rapatriés. Le solde est clandestin en Allemagne, ou ailleurs dans la zone Schengen.
24. *The Local Denmark* - 13/10/2016 "Crime by foreigners in Denmark have doubled".
25. *Daily Mail* - 15/01/2018 "Government's failure to identify the number of illegal immigrants is fueling anxiety about how many live in Britain, report warns".
26. *Afp* - 22/12/17 "Exploitation des migrants : passeurs nigériens et criminels libyens, main dans la main - *CNN* - 4/12/2017 "The sex-trafficking trail from Nigeria to Europe"
27. *The Telegraph* - 7/04/2017 "Was Donald Trump right all along about Sweden's crime and immigration problems ?" ; *Sputnik* - 16/03/2017 "Gang wars rage in Swedish ghettos despite "decreasing" crime" ; *Valeurs Actuelles* - 9/03/2017 "Malmö, le cauchemar suédois" ; *Daily Mail* - 3/03/2017 "The Swedish town where migrants have killed multiculturalism stone dead, and laugh at laws they despise and defy".
28. *New York Times International* - 6/03/2018 "Old weapons rattle Sweden" - *RT- Aftonbladet* - 22/01/2018 "2nd explosion rocks Malmo, Sweden, in less than a week" - *RT-Aftonbladet* - 18/01/2018 "Suspected hand grenade attack on police station in Malmo" - *RT* - 18/01/2017 "Military response to gang violence an option, Swedish PM" - *Daily Mail* - 17/01/2018 "Swedish police station is rocked by a hand grenade attack with multiple vehicles damaged" - *Daily Mail* - 9/01/2018 "Sweden investigates soaring number of rapes, as politicians demand to know if it is linked to migration" - *RT* - 30/12/2017 "Swedish police find no direct links after Malmo 4th gang rape in 2 months" - *RT* - 24/12/2017 "Go to other countries: Swedish finance minister says refugee integration capacity stretched" - *RT* - 24/12/2017 "Swedish volunteers patrol Malmo streets after wave of gang rapes" - *RT* - 20/12/2017 "No rapists on our streets: hundreds, mostly women, rally in Sweden and demand action over gang rapes" - *RT* - 18/12/2017 " Swedish police retract safety advice to women despite 3rd gang rape in 1 month" - *New York Times International* - 18/12/2017 "MeToo in the land of gender equality" - *New York Times International* - 16/12/2017 "An uncomfortable truth about Sweden" - *BBC News* - 5/12/2017 "Sweden child migrant tests reveal many adults" - *Bloomberg* - 16/11/2017 "Crime wave engulfs Sweden as fraud, sexual offences reach record" - " - *RT* - 16/11/2017 "Crime reach record high in Sweden, years after refugee crises - report" - *Daily Mail* - 13/10/2017 "Crooks hijack a Swedish supermarket and RUN it for 24 hours".
29. *Le Figaro* - 8/02/2017 "Les descendants d'immigrés vivent surtout en ville".
30. *L'Express+Afp* - 8/11/2017 - "Selon Collomb il y a 300 000 étrangers en situation irrégulière en France" - Rapport officiel N° 275 - 12/10/2017 - de la Commission des Affaires étrangères, Assemblée nationale.
31. World Atlas of illicit flows - 2018 - Interpol, Global initiative against transnational organized crime
32. Idée du taux de profit : 1 kilo de cocaïne, prix de gros dans la jungle latino-américaine : de 1 600 à 2 500 \$. Le même kilo rendu en Europe, de 20 000 à 30 000 \$ en gros.
33. TEH vers l'Union européenne : de 5 à 6 \$md./an. Profit pour les esclavagistes modernes, de ± 490 \$m. à ± 2,3 \$md./an. profit pour les seuls esclavagistes en Libye : de 13 à 71 \$m./an. TEH pour entrée aux Etats-Unis : 3m. de migrants par an, chiffre d'affaires de ± 6,5 \$md/an.
34. *CNN* - 17/09/18 "Modern slavery in developed countries more common than thought" - *Le Parisien* - 10/07/2018 "En 2016, le business des passeurs de migrants s'élevait à 7 milliards de dollars" - *RT* - 9/07/2018 "New female genital mutilation case in UK every two hours, fures reveal, while all prosecutions fail" - *Ouest-France* - 2/07/2018 "Prostitution, mendicité, travail forcé : la traite d'êtres humains sévit aussi en France".
35. NPR-IPSOS "15/07/2018 "Poll shows polarization on immigration issues".
36. *La Croix* - 24/07/2018 "Migrations africaines"
37. Eurostat- communiqué - 16/05/2018 "Plus de 31 000 mineurs non accompagnés parmi les demandeurs d'asile dans l'UE en 2017" - *The Conversation* - 10/04/2018 " Immigration



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

and crime: is there a link ?" - *Le Monde* - 21/03/2018 "De plus en plus de sans-abri partout en Europe" - Eurostat - avril 2018 - réfugiés et asile.

38. *Le Point* - 19/06/2018 "En Allemagne, le nombre de demandeurs d'asile est en chute constante" - *AFP* - 19/06/2018 "L'immigration, sujet majeur de crispation dans de nombreux pays européens" - *Le Monde* - 6/06/2018 "L'Europe et les migrants, une catastrophe politique annoncée". *Ouest-France* - 23/05/2018 "Migrants : deux fois moins d'arrivées par la Méditerranée que l'an passé".

39. *France-Info* - 8/08/2018 "Trafic de migrants : la traite des humains générerait à l'échelle mondiale un profit de près de 32 milliards de dollars par an" - *RT* - 18/07/2018 "Peaceful multicultural societies don't exist, Dutch FM says in explosive leaked speech".

40. *Le Figaro* - 29/08/2018 "Répartition des migrants : l'impossible entente des Européens" - *Le Figaro+Afp* - 23/08/2018 "Frontex appelle les Européens à intensifier les expulsions de migrants clandestins" - *BBC News* - 29/07/2018 "Migration to Europe in charts" -

41. Gatestone Institute - 20/03/2018 "Migrant rape crisis still sowing terror and destruction" - *Anadolu* - 3/03/2018 "Anti-Muslim hate crime surges in Germany" - *RT* - 27/02/2018 "You have to call it by name - Merkel publicly admits no-go areas in Germany".

42. Attention : les statistiques du BKA ne comportent QUE les crimes élucidés (*aufgeklärten Straftaten*) et seuls quelque 50% des crimes comme le viol sont élucidés. Les données du BKA sont donc très partielles. Le directeur de l'association de la police criminelle (*BDK, Bund Deutscher Kriminalbeamter*) estime, lui, que 90% des agressions sexuelles commises en Allemagne échappent aux statistiques officielles.

43. *RT* - 17/06/2018 "Germany's migration chief is sacked amid an asylum agency fraud scandal - but is the problem solved ?" - *New York Times* - 8/06/2018 "A girl's killing shakes Germany's migration debate" - *France-Info* - 31/05/2018 "Scandale retentissant dans les services allemands de l'immigration" - *RT* - 18/05/2018 "German migration agency reassesses thousands of refugees cases, following corruption scandal" - *Le Figaro* - 11/07/2016 "Allemagne : un rapport révèle l'ampleur des agressions sexuelles du nouvel-an".

44. *RT* - 31/08/2018 "Migrants in Germany accused of 542 crimes can't be deported because nobody knows where he's from" - *Afp* - 30/08/2018 "Migrants : l'extrême-droite allemande mobilise contre Merkel" - *RT* - 23/07/2018 "Not found: half of deported refugees never left Germany, report reveals" - *RT* - 10/07/2018 "72% of Germans say immigration is negligently handled" - *Daily Mail+Reuters* - 6/07/2018 "80% of Germans unhappy with Merkel after border deal over migrants" - *Afp-DPA* - 3/07/2018 "Suspect in murder of Susanna F. alleged to have raped another child".

45. Source : syndicat de la police fédérale (BKA). origine des expulsables : Nigeria, Guinée, Somalie, Syrie, Sierra Leone, Gambie, Maroc, Irak, Eritrée.

46. *Journal du Dimanche* - 21/10/2018 "J'assume une politique ferme" - *Daily Mail* - 4/08/2018 "Costa del crisis: running onto spanish beaches where Brits bask on holiday, these are just some of the 1 500 migra who have poured through" - *20 Minutes+Afp* - 3/08/2018 "Migrants : plus de 1 500 réfugiés morts en Méditerranée en 7 mois" - *Libération* - 2/08/2018 "Combien de migrants sont arrivés en Italie depuis que Salvini est au pouvoir ?" - *France-Info* - 30/07/2018 "Espagne : la nouvelle route des migrants" - *Reuters* - 27/07/2018 "Mille cinq cents migrants ont péri en Méditerranée en 2018, OIM" - *La Croix* - 3/07/2018 "Le défi migratoire en Italie".

47. *RT* - 31/07/2018 "Europe committing suicide: Royal navy Libya rescue of Manchester bomber stuns Internet" et "Manchester Arena suicide bomber rescued from Libya by Royal Navy Before Attack".

48. *The Sun* - 6/06/2018 "Italian prime minister Giuseppe Conte vows to redistribute migrants around the EU and build closer ties to Russia".

49. *NL Times* - 1/02/2018 "No measurable increase in crime near asylum centers, Dutch justice department".





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

50. RT - 19/04/2018 "End of multiculturalism ? Swedes say immigration is top issue ahead of election" - *BBC News* - 18/04/2018 "Sweden's deadly problem with hand grenades".
51. *The Economist* - 25/08/2018 "Moving in, moving right" - Swedish Migration Agency + *BBC* - juillet 2018 "Rapport sur les migrants" - *Reuters* - 26/06/2018 "Sweden's neo-nazis linked party set for big election wins as gang violence drives anti-immigrant push" - *Daily Mail* - 25/06/2018 "Three asylum seekers are jailed in Sweden for synagogue arson attack" - *Novinite* - 19/06/2018 "Shooting in Malmoe, five injured" - *XinHua* - 19/06/2018 "Suède : trois morts dans une fusillade liée au crime organisé à Malmoe" - *AFP* - 19/06/2018 "Suède : au moins deux morts dans une fusillade à Malmö" - *RT* - 19/06/2018 "Two killed and 4 injured in mass shooting in Malmoe, Sweden" - *Daily Mail* - 18/06/2018 "Three men dead, three more injured in shooting in swedish city of Malmö" - *Libération* - 16/05/2018 "93% des crimes sexuels commis en Finlande ont-ils été perpétrés par des migrants originaires de pays musulmans ?" - Statistics Norway Reports - 2017/36 - 11/12/2017 "Crime among immigrants and children of immigrants in Norway".
52. *Le Monde* - 31/08/2018 "Malmö, l'épouvantail de l'extrême-droite" - *Afp* - 26/08/2018 "Suède : l'extrême-droite vers un score historique aux législatives" - Fondation Robert Schuman - 23/08/2018 "Analysis - The European elections monitor - Swedish general elections" - *RT* - 23/08/2018 "More than half of Swedish rape convicts came from abroad, TV research claims" - *Daily Mail* - 18/08/2018 "Far-right Sweden democrat party plot downfall of government" - *AFP* - 14/08/2018 "Suède : quelque 80 voitures brûlées à Göteborg, deux arrestations" - *Daily Mail* - 14/08/2018 "Masked youth gang coordinated the firebombing of hundreds of cars across Sweden via social media" - *RT* - 1/08/2018 "Twisted truth ? Hero Swede stopped deportation of migrant who was allegedly sentenced for assault" - *RT* - 19/07/2018 "Swedish government target polygamists as illegal practice boosted by migrant influx" - *RT* - 10/07/2018 "80% were grown-ups : Swedish dentist fired for exposing migrant 'kids' as adults". *RT* - 6/07/2018 "Gang shooting, rapes and no-go zones? Government blamed as Sweden battles crime waves".
53. *20 Minutes* - 9/04/2018 "Cinq à six fois plus de mineurs étrangers isolés mis à l'abri depuis trois mois" - *Libération* - 6/04/2018 "Connait-on le nombre de personnes issues de l'immigration qui vivent en France" ? - *La Croix* - 6/04/2018 "Les personnes sans domicile fixe en France" - *Le Monde* - 8/03/2018 "Le gouvernement face au défi de la prise en charge des mineurs étrangers non-accompagnés".
54. *Le Parisien* - 17/06/2018 "Marseille : le réseau de proxénètes faisait venir des femmes parmi les migrants" - *Le Point* - 16/02/2018 "Marseille, les prostituées nigérianes achetées 500 € en Libye" - *20 Minutes* - 16/02/2018 "Marseille : des proxénètes prostituaient se jeunes nigérianes après un rite vaudou" - *Le Monde* - 2/02/2018 "Calais : les rixes sont liées à des logiques de passeurs et de territoires" - *Europe 1* - 2/02/2018 "A Calais, une guerre de territoires entre mafias et passeurs" - *Le Parisien* - 2/02/2018 "Pic de violences entre migrants : à Calais, la tension est terrible" - *20 Minutes* - 2/02/2018 "Calais est en proie aux violences attisées par les passeurs".
55. *Le Figaro* - 19/06/2018 "Les chiffres de l'immigration en France" - *Le Midi Libre* - 9/06/2018 "Montpellier - trois individus confondus pour douze vols à l'arraché" - *Le Parisien* - 29/05/2018 "Paris : un migrant somalien poignardé à mort lors d'une altercation".
56. *RFI* - 30/08/2018 "France : vers un nouveau record du nombre des demandeurs d'asile en 2018" - *Le Figaro* - 29/08/2018 "La France débordée par les demandeurs d'asile" - *Le Monde* - 25/08/2018 "A Alençon, des tensions communautaires inexplicables dans un quartier" - *L'Express* - 20/08/2018 "Assouat, le caïd des passeurs" - *Reuters* - 18/08/2018 "54% des Français contre l'accueil des migrants en France" - *BFMTV* - 8/08/2018 "Un réseau de trafic d'êtres humains entre la France et l'Espagne, démantelé" - *20 Minutes* - 21/07/2018 - "Goutte d'Or : des policiers marocains chargés d'identifier les mineurs errants" -
57. *RT* - 21/12/2018 "Berlin police chief creates safety feeling but fears to jog outside own office, colleagues say" - *DPA* - *The Local* - 21/12/2018 "Study shows the tenuous links



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

between foreigners refugees and criminality" - *CrimOrg.com* - 18/12/2018 "Berlin : les clans arabes profitent des migrants" - *RT* - 2/11/2018 "Imminent danger : german media reveal details about Freiburg gang rape suspect" - *Daily Mail* - 2/11/2018 "German Minister urges migrants be taught zero tolerance for sex crimes".

58. *Le Figaro* - 28/10/2018 "Les Canaries voient affluer à nouveau les migrants"

59. *BBC News* - 8/12/2018 "Liverpool child asylum seekers found to be adults"

60. *CrimOrg.com* - 17/12/2018 "Suède : deux explosions liées à la guerre des gangs" - *El Pais* - 11/12/18 "Narco warfare on the rise, on Spain's Costal del Sol" - *El Pais* - 4/12/18 "How police brought down the most dangerous gang on the Costa del Sol".

61. *20 Minutes* - 27/12/2018 "Pas-de-Calais : l'augmentation des tentatives de vols de bateaux de pêche inquiète" - *La Voix du Nord* - 23/12/2018 "Boulogne : seize migrants interceptés à bord d'un bateau de pêche volé" - *Le Monde* - 24/11/2018 "Fichage des mineurs étrangers isolés : l'alerte des associations" - *Libération* - 9/11/2018 "Mineurs non accompagnés : les départements se disent dépassés - Novembre 2018 - Office français de l'immigration et de l'intégration - le préfet directeur.

62. *Télérama* - 30/09/15 "La mafia des trafiquants d'hommes" - *Le Figaro* - 25/09/15 "Calais : les migrants sous la coupe de gangs criminels" - *Le Figaro* - 24/09/15 "Franck Dhersin, maire de Tétéghem j'ai été plusieurs fois menacé par des passeurs" *Le Figaro + AFP* - 22/09/15 "Migrants : le prosélytisme islamiste inquiète" - *Le Figaro* - 18/09/15 "Pays-Bas : arrestation de deux syriens" - *FranceTV Info* - 18/09/15 "A Tétéghem, la loi de la jungle des passeurs" -

AFP - 18/09/15 "Dunkerque : démantèlement d'un réseau de passeurs albanais" - *L'Express* - 16/09/15 "Migrants : 80% des Français favorables aux contrôles aux frontières" - *Fox News* - 16/09/15 "Elusive crime wave data shows frightening toll of illegal immigrant criminals" -

Media Presse Info - 15/09/15 "L'invasion n'avance pas au hasard - le général Gomart, patron du renseignement militaire, l'explique" - *Le Figaro+Reuters* - 14/09/15 "Migrants : 51% des Français d'accord avec le FN" - *Libération* - 12/09/15 "Réfugiés : en France, la mort d'Aylan n'a rien changé" - *Voice Of America* - 8/09/15 "Europe migration crisis a boon for organized crime" - *Le Parisien* - 6/09/15 "Migrants : 3 000 passeurs à neutraliser selon Europol" - *Ouest-France* - 6/09/15 - "Réfugiés : qui arrêtera le business criminel des passeurs" -

Le Figaro + AP - 6/09/15 "Les passeurs gagnent (bien) plus que les narcotrafiquants" - *New York Times International* - 4/09/15 "Desperation fuels a surge in trafficking rings" - *Le Monde* - 3/09/15 - "Le nombre de migrants et de réfugiés a explosé au XXIe siècle dans le monde" - *Le Temps* - 3/09/15 "Camions de la mort : piste de Roms bulgares" - *Le Point* - 2/09/15 - "L'opinion publique vivement opposée à l'accueil des migrants" - *Financial Times* - 24/08/15 "Sweden-Segregation, Grenade blast in Malmö provoke soul searching" - *Le Parisien* - 14/08/15 "Calais : six passeurs de migrants albanais arrêtés, 5 écroués" - *BFMTV* - 11/08/15 "Migrants : un réseau de passeurs albanais démantelé" - *The Telegraph* - 6/08/15 -

"Europe's handling of migrant crisis breeding new generation of mafia, warns Sicilian mayor" - *AFP+Reuters* - 1/08/15 "L'immigration, principale préoccupation des Européens" - *Le Point+AFP* - 31/07/15 "Des migrants attaqués et dépouillés en mer Méditerranée" - *Le Figaro* - 9/07/15 "Migrants : les Européens veulent la fin de Schengen" - *Le Figaro* - 29/06/15 "Plus de 500 arrestations dans le crime organisé" - *ABC-Australia* - 29/06/15 "Bigger than drugs : how the mafia profits from the Mediterranean migrant crisis" - *Les Inrockuptibles* -

9/06/15 "En Italie, la mafia se fait plus d'argent avec les migrants qu'avec la drogue" - *Daily Beast* - 8/06/15 "Italy's migrant scam now more lucrative than drugs" - *Les Echos* - 5/06/15 "Avec Mafia Capitale, la justice italienne s'attaque au trafic de migrants" - *ATS* - 5/06/15 "La mafia détourne des fonds destinés à l'accueil des migrants" - *Le Figaro* - 30/05/15 "Des Afghans ont tiré sur des Erythréens" - *Médiapart* - 20/05/15 "Le scandale Mafia Capitale au cœur de Rome" - *AFP* - 18/05/15 "Espagne : des trafiquants d'organes arrêtés" - *Le Figaro* - 14/05/15 "L'Europe désarmée face à l'afflux de clandestins" - *AFP* - 12/05/15 "Organized crime muscling in on migrant trafficking" - *L'Obs* - 24/04/15 "L'ignoble (et très lucratif) commerce des passeurs" - *Insight Crime* - 24/04/15 "Gulf cartel violence reminiscent of





Aspects problématiques des récentes migrations en Europe

Mexico drug war peek” - *The Independent* - 21/04/15 ”Libya’s criminals are undermining the attempts to prop up a collapsing state” - *Al Jazeera* - 12/04/15 ”UN chief says crime and terrorism feed off each other” - *Le Figaro* - 20/03/15 - ”26 arrestations dans un trafic d’humains” - *Nord Littoral* - 18/01/15 ”Les passeurs albanais : une réalité” - *New York Times International* - 7/05/14 ”Real threat in a known market for children” - *Al Jazeera + IPS* - 16/12/13 ”Spain grapples with human trafficking” - *AP* - 13/02/13 ”UN says human trafficking found in 118 countries”.

63. Sur tous les gens trafiqués en 2005, 20% étaient des enfants, 27% en 2009. (source : Organisation mondiale du travail). Outre l’exploitation de migrants (volontaires ou forcés) l’exploitation des êtres humains compte aussi les trafics d’organes et mariages forcés, l’esclavage d’enfants pour mendier ou voler ; sujets en soi graves mais périphériques pour notre étude.

64. En une décennie (2005 à 2014), l’Italie a consacré *un milliard d’euros* à ces centres pour réfugiés, demandeurs d’asiles, etc. (*ATS*, 5/06/2015).

65. Un clan défavorisé qui se serait bien passé de cette publicité... Lom est sise sur le Danube, à 150 km au nord de Sofia ; le ghetto rom s’y nomme Houmata.

66. ”Géopolitique de la mondialisation criminelle, PUF coll. Major, 2014, 2e ed.

67. Société de géographie, 11 et 12 septembre 2015.







Dossier

SPÉCIAL DONNÉES
CHIFFRES ET FAITS
SUR LE MONDE DE L'ILLICITE

Faits & idées 2018-2019







Faits & Idées (fin 2018)

Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

Régulièrement, *Sécurité Globale* propose des chiffres et données récents, collectés par sa base documentaire internationale. Vérifiés et recoupés, ces faits couvrent tout le champ du crime, du terrorisme, plus tout élément contextuel pertinent. D'où l'objectif et le nom de cette chronique : donner aux lecteurs des faits, pour qu'ils aient (plus et mieux encore) des idées ; ce, pour enrichir notamment le débat criminologique.

millions de Km.², du sud de la Mer rouge aux confins de l'Océan indien. Notamment le Golfe d'Aden, l'un des couloirs maritimes les plus actifs au monde, où transite $\pm 20\%$ du commerce mondial. En 2011, les pirates de la zone tiennent captifs 32 navires et 736 otages. Fin 2018, ce double compteur est à zéro. grâce à l'action de diverses marines de guerre, notamment européennes (European Union Naval Force, EuroNavFor, opération Atalante, etc.).

Faits & données criminels à l'échelle mondiale¹

Ici, les faits et données d'envergure mondiale ; au minimum, transcontinentale.

PIRATERIE MARITIME : dans la décennie 2000, suite à l'effondrement du régime du président somalien Siad Barré en 1991, la piraterie issue de la Corne de l'Afrique affecte une immense zone océanique d'environ 8

Faits & méfaits de la DGSI (Davos-Goldman-Sachs-Ideologie)²

Davos et la disparition du salariat humain - "4^e révolution industrielle... High Tech Machine Learning... Derrière une montagne d'euphémismes selon lesquels les ouvriers seront "libérés" des tâches répétitives et fatigantes", etc. les grands groupes sont - en douce et en silence - "en phase de transformation digitale". Idée générale : éliminer environ 40% des emplois du monde



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

Les pays les plus sûrs du monde (jusqu'aux moins sûrs...)
Critères : guerre/paix, sécurité personnelle, désastres naturels possibles.

Rang	Pays	Score	Rang	Pays	Score
1	Islande	6,16	65	Etats-Unis	10,30
2	Suisse	7,01	66	Malawi	10,33
3	Finlande	7,04	67	Bolivie	10,39
4	Portugal	7,07	68	Tadjikistan	10,48
5	Autriche	7,08	69	Albanie	10,48
6	Norvège	7,27	70	Sri Lanka	10,53
7	Qatar	7,28	71	Azerbaïdjan	10,56
8	Singapour	7,34	72	Gabon	10,57
9	Danemark	7,41	73	Ile Maurice	10,72
10	Nelle Zélande	7,42	74	Tunisie	10,77
11	Canada	7,42	75	Équateur	10,81
12	Slovénie	7,44	76	Népal	10,82
13	Suède	7,50	77	Iran	10,84
14	Rep. Tchèque	7,68	78	Lesotho	10,88
15	Espagne	7,81	79	Tanzanie	11,02
16	Irlande	7,82	80	Sénégal	11,08
17	Estonie	7,89	81	Chine	11,11
18	Australie	7,95	82	Algérie	11,14
19	Belgique	7,98	83	Vietnam	11,15
20	Allemagne	8,09	84	Brésil	11,15
21	Emirats A. U.	8,21	85	Pérou	11,22
22	Croatie	8,27	86	Sierra Leone	11,26
23	Oman	8,34	87	Indonésie	11,27
24	Lettonie	8,45	88	Madagascar	11,32
25	Lituanie	8,49	89	Kirghizistan	11,43
26	Slovaquie	8,53	90	Bénin	11,60
27	Pologne	8,54	91	Ouganda	11,62
28	Hongrie	8,61	92	Israël	11,64
29	Mongolie	8,74	93	Zimbabwe	11,84
30	Bhoutan	8,79	94	Côte d'Ivoire	11,85
31	Pays-Bas	8,82	95	Mozambique	11,91

Rang	Pays	Score	Rang	Pays	Score
32	Chypre	8,88	96	Éthiopie	12,01
33	Roumanie	8,88	97	Costa Rica	12,02
34	Corée du Sud	8,93	98	Nicaragua	12,06
35	Uruguay	8,93	99	Trinidad & Tob.	12,19
36	France	9,01	100	Thaïlande	12,27
37	Koweït	9,10	101	Afrique du Sud	12,33
38	Royaume Uni	9,21	102	Rep. Dominicaine	12,48
39	Malaisie	9,22	103	Égypte	12,63
40	Italie	9,23	104	Mauritanie	12,76
41	Botswana	9,25	105	Mexique	12,82
42	Bulgarie	9,27	106	Inde	12,85
43	Japon	9,49	107	Turquie	12,94
44	Kazakhstan	9,50	108	Russie	12,94
45	Maroc	9,53	109	Cambodge	12,96
46	Moldavie	9,58	110	Jamaïque	13,02
47	Laos	9,61	111	Kenya	13,13
48	Jordanie	9,67	112	Liban	13,43
49	Géorgie	9,68	113	Burundi	13,46
50	Argentine	9,80	114	Honduras	13,55
51	Rwanda	9,98	115	Cameroun	13,56
52	Zambie	9,98	116	Ukraine	13,91
53	Namibie	10	117	Congo	13,96
54	Arabie Saoud.	10,02	118	Venezuela	13,98
55	Bahreïn	10,02	119	Mali	14,15
56	Bosnie-Her.	10,04	120	Tchad	14,31
57	Grèce	10,13	121	Bangladesh	14,66
58	Serbie	10,14	122	Colombie	14,79
59	Macédoine N.	10,24	123	Pakistan	14,80
60	Paraguay	10,25	124	Nigeria	14,88
61	Chili	10,25	125	Salvador	15,43
62	Arménie	10,25	126	Guatemala	15,81
63	Ghana	10,27	127	Yémen	15,93
64	Panama	10,27	128	Philippines	17,70



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

dans les 15 années à venir. L'Asie est en tête : à Taiwan, Foxconn vise à se débar-rasser de 80% de son personnel, au profit de robots ; d'autres groupes de la région songent à s'automatiser à 100%. Sur tous les ouvriers remplacés par des robots, seul 1/4 sera recyclé par des programmes spéci-fiques prévus par le secteur privé. Les 3/4 restants devront se débrouiller seuls, ou compter sur les aides de l'Etat.

Population mondiale, extrême pauvreté - en 1981, 42% de la population mondiale vivait dans l'extrême pauvreté (soit, avec moins de 2 dollars US par jour. On en est à 10% en 2015, alors qu'entre temps, la population mondiale a cru de 3 milliards de gens. Aujourd'hui, cette pauvreté extrême est concentrée dans certains Etats-régions du globe, dits "fragiles". Les deux pays au monde avec le plus de gens en état de pauvreté extrême : Inde, Nigeria. Autres pays : Bangladesh, Congo (Rep. Dem.), Ethiopie, Kenya, Madagascar, Mozambique, Tanzanie. Enfin : Indonésie (19m. de très pauvre) et Chine (10m. de très pauvres).

74

La criminalité, par continents

Ici, les faits et données, classés par continent.

- Amérique du Nord

Canada³

Au Québec en 2018, les homicides commis par le crime organisé est en hausse (dont assassinats par armes à feu sur la voie publique). Homicides, total : 87 ; dus au crime organisé : 21 (24% du total). Taux d'élucidation : 59%

Ville (2018)	Population	Homicides
Montréal	2 033 189	32
Ottawa	934 243	16
Toronto	2 929 886	95
Calgary	1 267 334	17
Edmonton	932 546	27
Vancouver	631 486	15

Etats-Unis⁴

Comparaison Canada - grandes métropoles des Etats-Unis :

Ville (2018)	Population	Homicides
New York	8 622 698	283
Philadelphie	1 580 863	346
Baltimore	611 648	304
Chicago	2 716 450	570
Houston*	2 312 717	252
Los Angeles	3 999 759	260

* Exception : + 22,6 hom. en 2018

ARMES - Incidents armés dans les écoles (jan-nov. 2018) : 94 ; mêmes mois de 2006, 59 incidents (+ 60% en 12 ans). *Gun Violence Archive* : jan-nov. 2018, 48 959 fusillades dans le pays, 12 476 morts, 24 236 blessés. Taux d'homicides par armes à feu aux Etats-Unis : Etats-Unis, 4,43/100 000. Par comparaison : Danemark, 0,15/100 000 ; Canada, 0,47/100 000 ; Bangladesh, 0,07/100 000.

HOMICIDES - (*Centers for Diseases Control, FBI, etc.*) Extrapolation sur 2018 complet, à partir de jan-nov 2018 : dans les 30 villes les plus peuplées des Etats-Unis, taux d'homicides - 6% ; infractions en général : - 1,8% ; infractions violentes : - 2,7%. Plus





largement, à ce jour, le pic d'homicides aux Etats-Unis remonte à 1991 (24 703) pour 14 249 en 2014 ; une baisse de 42% alors que durant la même période, la population du pays augmentait de +25%.

2017 : 39 773 décès par armes à feu, dont 60% de suicides (\pm 24 000, au plus haut en 18 ans). 14 452 homicides ; \pm 100 morts par jour, par armes à feu.

HOMICIDES AFFECTANT LES NOIRS - (*Journal of American Medical Association*) Homicides par armes à feu de 2000 à 2016, espérance de vie perdue :

- Noirs : 4, 14 ans (\pm 3 ans, homicides ; \pm 1 an, suicides)
- Blancs : 2 ans & trois mois (homicides, \pm 10 mois, le reste, suicides)
- Hommes noirs de moins de 20 ans : 16/100 000 homicides par armes à feu ; à eux seuls, une majorité
- Hommes blancs : suicides 14/100 000 : Noirs, 6/100 000.

CRIMINALITÉ À CHICAGO, (jan-nov. 2018) : braquages : au plus bas depuis 2010 ; fusillades, au plus bas depuis 2014. 103 homicides en moins qu'en 2017.

Mexique⁵

2018 a été la pire année en vingt ans, en nombre d'homicides et extension de la violence armée. Sur les 32 Etats du pays, 27 ont vu leurs homicides augmenter et 15, établir d'absolus records en la matière. Homicides au Mexique, jan-nov. 2018 : 31 285, pour un total 2018 estimé à 34 000/35 000.

Basse-Californie : triplement des homicides décomptés sur 2015-2018 (de 775 à 2 094).

Etats de Guanajuato, Quintana Roo, + 10% d'homicides en 2018.

- *Guerres de bandes armées* - à Ciudad Juarez, une guerre éclate au printemps 2018, entre deux milices armées de Cartels, *Los Aztecas* et *La Linea* (février 2018, 43 homicides ; juin 2018, 178 hom.). Il s'agit de contrôler les zones de ventes de la nouvelle drogue de choix dans la région, une drogue chimique (N-méthyl-amphétamine) en poudre du nom de *Crystal Meth*. 77% des soins à toxicomanes prodigués dans les hôpitaux de la région de Juarez concernent des jeunes de 12 à 17 ans, victimes de cette drogue. 979 homicides dans l'année (85% du total de ceux dus au crime organisé).

- *Cultures de pavot au Mexique* - de 2015 à 2017, elles ont progressé de + 21% ; de 25 200 ha. à 30 600 ha.

- *Les cimetières clandestins (résultant des guerres inter-narcos)* - de 2006 à 2016, 1 978 cimetières clandestins ont été découverts 24 des 32 Etats du Mexique ; dans une municipalité sur sept. On en a exhumé 2 884 corps, dont 1 738 identifiés. Par principaux Etats : Vera Cruz (332 cimetières clandestins), Tamaulipas (280), Guerrero (216), Chihuahua (194), Sinaloa (139), Zacatecas (138), Jalisco (137), Nuevo Leon (114), Sonora (86), Michoacan (76), San Luis Potosi (65), etc.

- **Asie⁶**

Chine

Durant l'année 2018, 1 082 gangs criminels ont été démantelés dans la pays ; 1 620 armes à feu ont été confisquées.



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

Janvier-novembre 2018 (sur jan-nov. 2017), affaires pénales pour usage d'armes à feu, d'explosifs et homicides :

- armes à feu : - 27,6%
- Explosifs : - 29,1%
- homicides : - 6,3 %

Dans ces mêmes mois de 2018, la Chine a ouvert 1 829 dossiers de corruption de fonctionnaires par des éléments criminels ; et pour le même motif, le Parti communiste chinois a sanctionné 8 288 de ses cadres ; là-dessus, 1 649 dossiers ont été transmis au parquet pour suspicion de crime. Enfin, de janvier à octobre 2018, 1 141 "cadres de villages" ont été destitués, pour proximité avec des criminels.

• Europe

76

*Fraudes, etc.*⁷

Dans l'Union européenne, les contrefaçons représentent, pour les entreprises, un préjudice d'environ 60 milliards d'euros par an.

S'agissant du tabac/cigarettes, le volume des contrefaçons-contrebande a diminué de -7,4% en 2017, sur 2016. Ces cigarettes illicites représentaient en 2017 8,7% du total des cigarettes fumées. préjudice de taxation, etc. pour l'UE : ±10md€.

*Grande-Bretagne*⁸

ROYAUME-UNI - Juin 2017 - juin 2018 : (ONS, Office of national Statistics) ± 40 000 infractions pour usage d'arme blanche, + 12% sur un an ; au plus haut en 8 ans. La moitié environ des auteurs à moins de 25 ans. Sur la même période, ± 69 000 jeunes/enfants de 10 à 15 ans ont été poignardés ; + 4 000 sur les douze mois précédents.

Impéritie officielle - De 2016 à 2018, le ministère de l'Intérieur britannique a perdu la trace de 450 criminels étrangers devant être expulsés - assassins, violeurs, kidnappeurs, chauffards, détenteurs d'armes de guerre, etc., et n'a ensuite retrouvé la trace que de 223 d'entre eux.

Gangs : Le Royaume-Uni compte ± 4 600 gangs, bandes criminelles, etc. dont l'activité coûte à la société (2018) environ 37 milliards de £/an (2013 : 24 £md.).

Pickpockets - Encadrée par le crime organisé, cette activité illicite concerne : 223 londoniens sur 10 000, 45 britanniques en général/10 000 ; hors du Grand Londres : Lincolnshire, 140/10 000 ; Greater Manchester, 105/10 000 ; West Yorkshire, 91/10 000 ; Vallée de la Tamise, 71/10 000. Au plus bas (Pays de Galles) le ressort de police de Dyfed-Powys, 7/10 000.

Sondages : 70% des Britanniques veulent que la police traque les criminels des rues (cambriolages, agressions, etc.) au lieu de se disperser dans la répression de "controverses historiques" ou de malfaisances sexistes, ou "de genre". Veulent la répression des atteintes au politiquement correct : 21% des sondés.

ANGLETERRE+ PAYS DE GALLES (E+W) - De mars 2017 à mars 2018, E+W recense 40 174 "Knife crimes" (dont des menaces ; et 18 787 physiquement blessés), + 16% sur les 12 mois précédents, au plus haut depuis 2011. Dans la même période, admissions dans les hôpitaux pour blessure à l'arme blanche : + 7%. Sur janvier-juin 2018, E+W a subi 140 homicides (et 181 tentatives) ; 50% dans le grand Londres ; + 7% sur les mêmes mois de 2017. 59% de ces homicides = arme blanche, 10%, arme à feu, etc.





La répression - Tout adulte arrêté pour la 2e fois avec une arme blanche est censé passer six mois en prison (4 mois pour les mineurs). Mais sur 13 056 cas de ce type recensés de mars 2014 à mars 2017, 4 908 récidivistes ont en fait échappé à la prison (avertissement, rappel à la loi, amende, sursis, etc.).

Cambriolages - en 2018, 58% d'entre eux sont advenus dans des logements occupés (53% en 2013) ; 10% des cambriolages, sont suivis d'arrestations et inculpations - donc à 90%, une activité sans risque pour les malfaiteurs. Traumatisme : 17% des cambriolés déménagent ensuite.

La police - E+W, de 2010 à 2018, 21 000 policiers de moins dans les rues (15% du total). En cas d'atteinte aux biens (vols, cambriolages, etc.) la police n'enquête même plus - sauf si la victime fournit elle-même des éléments probants (vidéos, etc.). En 2010, la police avait infligé 141 000 contraventions pour désordre public (Penalty Notices for Disorder) ; il y en a eu 26 000 en 2017 (-82%). Rappel : de 2010 à 2016, le ministre britannique de l'Intérieur était Mme Theresa May.

MÉTROPOLE DE LONDRES - du 1/1/2018 au 10/12/2018, Londres a compté 131 homicides, 75 arme blanche, 13 arme à feu, + 16% sur les douze mois précédents. 44 des victimes ont de 16 à 24 ans (2017, année entière, 122 hom. ; 2014, 94 hom. ; 2003, 216 hom). De septembre 2017 à sept. 2018, 13 477 condamnations à une quelconque peine ont été infligées pour "knife crime", Là-dedans, 20% de moins de 18 ans.

Gangs - la police décompte 190 gangs violents dans le grand Londres : parmi les

plus dangereux, Black Gang, Peckham Boys, London Fields Boys, Stratford Man Dem, Lower Tulse Hill gang (Ou TN1, ou LTH88), Claptown Gang, 410 Gang, Old Junction Boys, Harlem Spartans, Moscow 17, etc.

Agressions à scooter (moped crime) - 2014 : 1 054 ; 2017 : 19 000 - + 1 000% sur trois ans.

La police - Londres compte 3,3 policiers pour 1 000 hab., au plus bas depuis 20 ans.

*France*⁹

- Criminalité

Cambriolages : en 2017, 569 000 ménages ont été cambriolés (ou tentative).

(470 000 cambriolages ou tentatives en 2016). Tentatives : échec dans 49% des cas. 33% des cambriolages adviennent alors qu'au moins un habitant du logis est présent.

Homicides : de nov. 2015 à nov. 2018, le nombre d'homicides constatés a augmenté de + 20% (hors attentats), soit de 655 à 807. Mais la présentation fallacieuse du service des statistiques du ministère de l'Intérieur (SSMI), "glissement par trimestre, sur le trimestre précédent" - fait que cette forte augmentation passe totalement inaperçue. Là dedans, les règlements de compte entre malfaiteurs doublent de 2015 à 2018, d'une cinquantaine à une centaine.

Suicides des forces de l'ordre : En 2017, 49 policiers se sont suicidés et 16 gendarmes ; fin octobre 2018, on en est à 31 policiers s'étant donné la mort.





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

Violences scolaires : 52% des enseignants ont été insultés (une fois au moins), à 78% par des parents d'élèves ; 26%, harcelés, parents : 69%.

- Sondages, sécurité, périls extérieurs

(IFOP-JDD du 23 au 26/11/2018) - La France accueille trop d'étrangers, oui 52%, "suffisamment", 27% - donc 79% des Français refusent qu'il y ait plus d'étrangers en France.

- Accueillir des immigrés en plus, pas souhaitable : 64 % oui
- La main d'œuvre immigrée tire les salaires vers le bas : 71 %
- L'immigration entraîne "des problèmes de cohabitation" : 60 %
- L'immigration engendre de l'insécurité : 66 %
- L'immigration maximise le risque terroriste : 53 %
- L'immigration joue en général un rôle négatif : 58 %
 - = pour la croissance : 54 %
 - = pour l'avenir du pays : 55 %
 - = pour l'identité du pays : 58 %
 - = pour le respect de la laïcité : 61 %
 - = pour la cohésion de la société 64 %

78

L'accueil des migrants doit relever d'une décision nationale : 54 %

Suppression de Schengen, frontières nationales rétablies : 63 %

- Fraudes, contrefaçons, etc.¹⁰

Nord de Paris - Seine-Saint-Denis, vendeurs de cigarettes illicites en permanence

- 18^e - Métro Barbès-Rochecouart : de 20 à 50 vendeurs, constamment,

- 18^e - La Chapelle : ± 30 vendeurs, plutôt fin de journée,
- Saint-Denis : parvis de la gare, ± 20 vendeurs,
- Aubervilliers : carrefour des Quatre-Chemins ?

Ces cigarettes sont vendues de 5 à 6 euros le paquet, contre ± 9€ dans le commerce - et bientôt, 10€. Les vendeurs sont d'usage de jeunes hommes maghrébins, parfois des migrants afghans. Les cigarettes de contrebande proviennent du Maghreb ! Un paquet de cigarettes licite coûte 1,10€ en Algérie) ; les contrefaites, de l'Est de l'Europe. En 2017, ces ventes illicites ont représenté pour le Trésor public un déficit de 650 millions d'euros. Ce dispositif relève clairement du crime organisé : en amont des vendeurs de rue, des réseaux et gangs contrôlant parfois aussi des trafics d'êtres humains ou autres trafics illicites. Avec d'impressionnants chiffres d'affaires dans un seul point de collecte du trafic de cigarettes du nord de Paris, la douane a saisi récemment 900 000 euros en espèces, dans une boutique servant de banque clandestine.

Consommation en France de cigarettes illicites en 2017 : ± 7,6 md€ (13,1% du total, le pays le plus touché d'Europe par ces trafics) ; avec les 11,5% du trafic transfrontières, 25% des cigarettes vendues en France le sont hors des bureaux de tabac. Un quart de ces cigarettes de contrebande proviennent d'Algérie. Typiquement, 55% des cigarettes vendues à Marseille, (point d'arrivée majeur des Algériens en France) sont illicites.



Stupéfiants : production, trafics, etc.

• Monde¹¹

Arrivée sur le marché des stupéfiants en Amérique du Nord, vers 2017-2018 : le Carfentanil, 100 fois plus puissant que le Fentanyl, lui même 50 à 100 fois plus dosé que l'Héroïne ; autres stupéfiants analogues au carfentanil : 3-Méthyl-Fentanyl, FuranylFentanyl, AcrylFentanyl.

Comparaisons internationales en matière de surdoses mortelles de stupéfiants : Etats-Unis, 2016 : ± 65 000 ; la même année, accidents mortels de la route : 37 000 ; suicides et homicides par arme à feu : ± 38 000. Décès par surdose mortelle, France (2014) : 243 ; Royaume-Uni : 2 655 ; Allemagne (2015) : 1 266.

• Amérique du Nord

Etats-Unis¹²

National Vital Statistics System - de 1999 à 2016, le nombre de surdoses mortelles a triplé aux Etats-Unis, voyons le détail. En 2011, l'opiacé tuant le plus aux Etats-Unis était l'Oxycodone, analgésique détourné en stupéfiant, de sa vocation antidouleur ; de 2012 à 2015, c'était l'héroïne ; depuis 2013, le Fentanyl s'affirme comme tueur N°1. En 2012, 1 600 surdoses mortelles au Fentanyl ; en 2016, 18 335, 29% du total des surdoses mortelles.

Espérance de vie moyenne à la naissance - pour la première fois depuis l'épidémie de "grippe espagnole" de 1918 (euphémisme pour une sorte de peste) et du fait surtout des surdoses mortelles de stupéfiants,

l'espérance de vie moyenne à la naissance baisse aux Etats-Unis pour les hommes : 2014 : Hommes, 78,6 ans ; Femmes 78,9 ans ; 2017, H. 76,1 ans ; F. 81,1 ans. Moyennes Etats-Unis : 22 OD fatales pour 100 000 habitants ; Virginie occidentale, 58/100 000 !

Sur environ 70 000 morts par surdose fatale de stupéfiants en 2017, ± 27 000 par cocaïne, métamphétamine, ecstasy, etc. ; tout le reste : opioïdes : morphine, héroïne, médicaments analgésiques type Oxycodone, et opiacés de synthèse, Fentanyl, etc.

Enfants et adolescents, morts par surdose - (Yale School of Medicine) : de 2009 à 2018, environ 9 000 enfants et adolescents sont morts d'une surdose d'opioïde aux Etats-Unis ; 40% à domicile ; 88% d'adolescents (en majorité des garçons, blancs) ; là-dedans, 25% d'homicides intentionnels.

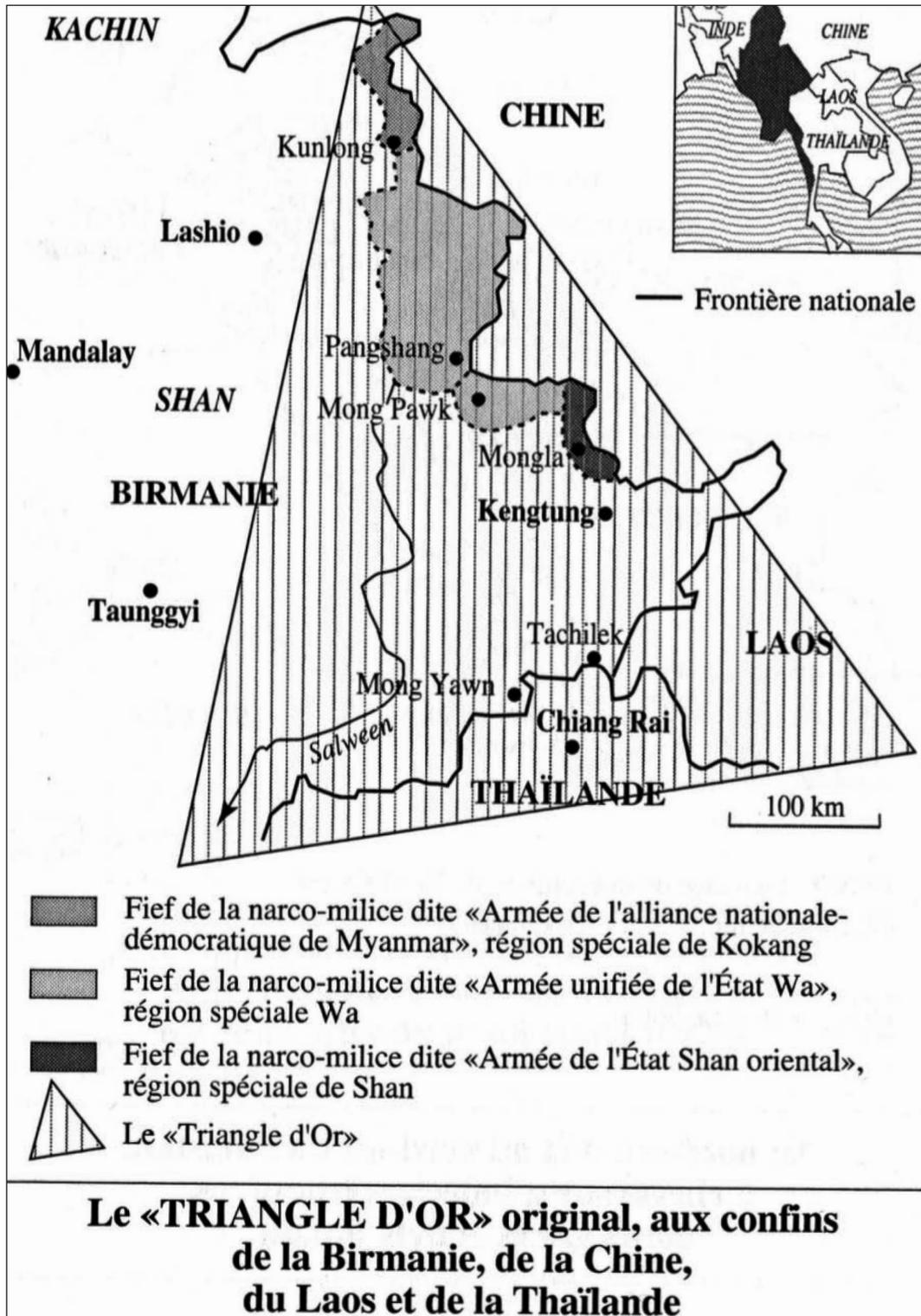
Hommes noirs, morts par surdose - dans la majorité des Etats-Unis, les plus menacés par une surdose mortelle d'opioïdes sont les quinquagénaires et sexagénaires blancs. Mais à Washington-District de Columbia, nombreuses surdoses mortelles chez des Noirs de 40 à 60 ans : des toxicomanes chroniques à l'héroïne, que le passage au bien plus violent Fentanyl tue par dizaines.

• Asie¹³

L'Asie possède désormais plusieurs "industries criminelles" au chiffre d'affaires milliardaires en dollars : Trafic d'êtres humains, trafic de bois précieux et d'espèces (animales et végétales) protégées, contrefaçon-contrebande - bien sûr, trafic de stupéfiants. Désormais sur le continent asiatique, les excitants chimiques (métamphétamine,



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)



Ecstasy, Yaba, Ice, Shabu, Speed, etc.) supplantent l'héroïne "classique", conçue à base de pavot et d'opium.

Fabriqués dans des laboratoires du notoire Triangle d'Or, aux confins de la Thaïlande, de la Birmanie et du Laos, pour le compte de milices locales criminalisées, fortes de 20 000 à 30 000 combattants bien équipés, ces excitants chimiques constituent à présent l'essentiel d'un marché asiatique des drogues d'environ \$40 md. par an, et envahissent désormais toute l'Asie-Pacifique : Australie, Bangladesh, Cambodge, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Thaïlande, etc. S'ajoute à cela l'héroïne synthétique Fentanyl, produite d'usage en Chine, mais largement exportée par le couloir du triangle d'Or.

Australie¹⁴

(Australian Institute of Health and Welfare) - De 2016 à 2017, 3,1 million d'Australiens ont reçu une ordonnance d'analgésiques opioïdes, (Oxycodone, codéine, morphine, etc.) dont environ 715 000 ont fait un "usage non-médical". L'Australie compte par ailleurs 40 000 héroïnomanes "classiques".

Morts par surdose létale d'opioïdes en 2017 : 1 119, 83% surdose, le reste, suicide. Age moyen de ces morts par surdose : 38 ans ; espérance de vie moyenne en Australie, 81 ans.

Malaisie¹⁵

Mai 2018, au port de Klang (qui dessert Kuala Lumpur) saisie d'1,2 tonne de "Ice" (métamphétamine sous forme cristallisée, ultra-addictive).

Thaïlande - "Triangle d'or"¹⁶

Saisie par millions de cachets de Yaba (métamphétamine, plus caféine) au débouché des zones de production tenues par les guérillas Wa : rien qu'en décembre 2018, 18 millions de cachets, plus 15 autres millions, en deux opérations de la police thaïe. [Cf. illustration p. 80.]

• Europe¹⁷

Cocaïne - livraisons massives de cocaïne au Maghreb, Algérie et Maroc ; dans ce dernier pays, de 2017 à 2018, près de 5 tonnes d'une cocaïne ultra-pure interceptées par les autorités. Sans doute bien plus livrée à destination finale : l'Europe. Déjà en 2016, 71 tonnes de cocaïne avaient été saisies dans l'Union européenne ; points d'entrée maritimes majeurs, Anvers et Rotterdam. De nouveaux grossistes se sont mis sur ce juteux marché : Marocains, gangs des Balkans, etc. sur un marché européen de la drogue, en pleine fragmentation.

Cannabis - un nouveau haschisch ultra-puissant arrive sur le marché français, notamment Toulouse, en 2018, via Barcelone : *Moon Rocks*, ou *Sun Rocks* est un concentré, dont le taux de substance intoxicante (Tétra-Hydro-Cannabinol, THC) est de $\pm 70\%$; là où le hasch des hippies de jadis en contenait de 10 à 20% ; naguère de la piquette, désormais un toxique tord-boyaux - et un dangereux hallucinogène.

Grande-Bretagne¹⁸

(Public Health England) Année 2017-2018 Le nombre de gens soignés à l'hôpital pour intoxication au crack augmente de + 44% de 2016 à 2018. De l'été 2017 à 2018, 324 017



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

Anglais ont été soignés ou hospitalisés pour problèmes de stupéfiants :

- Opioïdes : 141 189
- Cocaïne : 182 828

France¹⁹

Usage du cannabis en France :

- Une fois dans sa vie (18-64 ans) : 44,8%, 2017 ; 23,6%, 2000 ; 12,7%, 1992
- Une fois dans l'année (18-64 ans) : 11% (10,6% en 2014 ; 4,4% en 1992)
- Une fois dans l'année (18-25 ans) : 27%
- Au quotidien (18-64 ans) : 2,2% (1,7% en 2014).

Usage de la cocaïne en France :

- Usage régulier (18-64 ans) 1,1% de la population en 2014 ; 1,6% en 2018. Une cocaïne pure à 59% dans le *deal* de rue, taux de pureté sans précédent (deux fois plus élevé qu'en 2014).

82

Ce que rapporte le cannabis : un réseau démantelé dans les Yvelines alimente en haschisch (rapporté du Maroc, via l'Espagne) des usagers de la région et vend parfois jusque vers Paris. Chiffre d'affaires sur un an : 1,8 m.€.

Saisies d'avoirs criminels en France, en 2017 (en grande partie, argent sale issu d'un aspect ou d'un autre du narcotrafic) : 540 millions d'euros en 2017 : sur un chiffre d'affaires du narcotrafic en France, estimé à ± 3 milliards d'euros par an.

Migrants, Europe et domaine de l'illicite²⁰

Crise de la migration et crime, éléments contextuels

Titres de séjour délivrés en Europe pour 2018 (projection, de 11 mois sur 12) : 3,1 million, 112 000 de plus qu'en 2017, + 4%. Un tiers pour motif d'emploi, 24% pour regroupement familial. Pologne, 596 916 titres (surtout des Ukrainiens) ; Allemagne, 535 446 titres, Grande-Bretagne, 517 000 titres, France : 250 175 titres (dont 92 759 pour regroupement familial, Espagne, 231 153 titres ; Italie, 186 786 titres.

Allemagne²¹

- La chef de la police de Berlin affirme que la ville est fort sûre - mais craint de faire son jogging autour de son propre bureau, dans le quartier de Tempelhof.
- ± 13% d'étrangers vivent en Allemagne (pays de 82 millions d'habitants), mais les étrangers y étant condamnés pour crime grave (homicides, vols avec violence et/ou à main armée, viols, etc., forment 32,5% du total.
- A Berlin, le crime organisé est largement contrôlé par de clans familiaux syro-libanais, ou Palestiniens du Liban ; 2 500 éléments criminalisés sur 37 000 "Libanais légaux". Ces clans recrutent désormais des migrants pour le deal de détail de stupéfiants, les cambriolages, etc.
- A la mi-octobre 2018, une bande de migrants syriens viole à répétition une jeune fille de 18 ans, après l'avoir droguée. Le chef de la meute, Majid H.,



21 ans, est alors sous un mandat d'arrêt le dépeignant comme un psychopathe grave, susceptible à tout instant de violer, agresser ou tuer. Mandat d'arrêt datant du 10 octobre, mais mis à exécution le 21 octobre, après le viol.

- A posteriori, la ministre allemande des migration propose pour les migrants (mâles) arrivant en Allemagne, des cours obligatoires sur l'attitude "zero tolérance" du pays envers les crimes sexuels ?

Espagne²²

Canaries, archipel espagnol de l'Atlantique face au Maroc-Sahara occidental, a vu arriver de janvier à octobre 2018, un millier de migrants dans une trentaine de bateaux. + 400% sur les mêmes mois de 2017.

Grande-Bretagne²³

Toujours l'arnaque des "mineurs étrangers isolés" : sur 39 de ces "mineurs" arrivés à Liverpool comme "enfants demandeurs d'asile", 24 sont en fait indéniablement adultes. L'entretien des 15 enfants coûte à la ville, par an, l'extravagante comme de 657 000 £. Le seul examen déterminant si "l'enfant" l'est vraiment, coûte 1 500 £.

Suède (Et Espagne...)²⁴

En décembre 2018, deux attentats à l'explosif à Malmö, dans les quartiers de Fosie et Rosengard (peuplés surtout de migrants). Une des explosions est si violente que l'immeuble doit être évacué, sa structure étant atteinte. Dans ces mêmes quartiers, les guerres de gangs (fusillades, jets de grenades, attentats à l'explosif, enlèvements, etc., sont monnaie courante.

Débouché sur le sol européen de la route marocaine du haschisch, l'Andalousie, notamment sa Costa del Sol, subit des guerres de narcos, entre gangs locaux bien sûr, mais aussi colombiens, mexicains, néerlandais, français, britanniques et croates - en tout une centaine de ces bandes criminelles.

Comme zone grise, l'Andalousie est en effet un vrai rêve de narco : un aéroport international, le Maroc et les souvent glauques banques de Gibraltar à proximité, des villas de luxe accueillantes aux étrangers, une dynamique vie nocturne, des "VIP Clubs" à foison, le tourisme, le 4^e port conteneurs au monde (Algesiras), un climat délicieux ; n'oublions pas un important trafic d'armes illicites, ni d'énormes capacités de blanchiment, du fait d'un secteur immobilier bien peu contrôlé.

Parmi les bandes de narcos les plus féroces, ceux qu'on appelle "Los Suecos", les Suédois - des "Suédois", vraiment ? Non : bien plutôt la succursale andalouse (leur base est à Malaga) de fratries arabes-marocaines de Malmö - recherchés pour certains d'entre eux, pour une dizaine d'homicides en Suède. Parmi leurs récentes exactions, des maisons attaquées à l'explosif, des individus défigurés puis torturés à mort, des commerces incendiés, etc. Et six homicides (connus) en Andalousie, en 2018.

Les guerres des "Suédois" en Andalousie en 2018

Novembre : Un Français criblé de balles dans son garage

- Octobre : Un bandit abattu à Torremolinos
- Octobre : Deux attentats à l'explosif à Benahavis et Marbella, pas de victimes



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

- Septembre : Un Britannique "jambisé" et défiguré
- Août : Un narco marocain criblé de balles à Estepona
- août : Deux narcos "Suédois" enlevés et torturés, un tué
- Mai : Un narco espagnol abattu, au sortir de la messe de première communion de son fils
- Mai : Un narco croate criblé de balles à Marbella.

France²⁵

En 2018, 11% de la population résidente est immigrée (INSEE : gens nés étrangers à l'étranger, incluant ceux qui détiennent la nationalité française). Jeunes de moins de 24 ans d'origine extra-européenne : 1968, 3% ; 2018, 17%. Immigration africaine : 20% de la jeunesse étrangère. Aujourd'hui, 1 immigré sur 2 vient d'Afrique.

"Mineurs étrangers isolés" (MEI) : 25 000 accueils en France en 2017, 40 000, fin 2018. La prise en charge d'un seul de ces "MEI" - selon les enquêtes scientifiques réalisées dans divers pays d'Europe, de 50% à 80% d'entre eux sont en fait majeurs - coûte ±50 000 euros par an. Coût pour les départements français en 2018, 2 milliards d'euros. Reconnaissance de minorité des MEI par de (pourtant bienveillants) magistrats parisiens : rejet de 70% des demandes.

Vols de bateaux de pêche (destination, l'Angleterre) - dans la nuit du 25/12/2018, vol de quatre bateaux de pêche dans le port de Boulogne sur Mer par des migrants (deux autres auparavant, courant décembre) tentant de gagner le rivage anglais, tous feux éteints. les bateaux sont récupérés, mais assez abimés.

Terrorisme, guérillas, etc.²⁶

• Monde

Selon le *Global Terrorism Index (Institute for Economics and Peace)* le nombre de morts du fait d'attentats a (pour la 3^e année consécutive) fortement baissé en 2017 : 18 814 morts, moins 27% sur 2016.

Plus de mille morts du fait du terrorisme : Afghanistan, Irak, Nigeria, Somalie, Syrie ; au-delà, plus de cent morts : 19 pays.

Pour l'Afghanistan, l'index a notamment recensé 434 attentats visant les policiers et militaires, et 256 ciblant des civils.

Europe occidentale : 81 morts en 2017, 168 en 2016. Pour 2018 (janvier-octobre) 9 morts.

Attentats les plus meurtriers : Shebab (Somalie) un hôtel attaqué, 587 morts ; Egypte, Sinaï, une mosquée ciblée, 311 morts.

Chine

Principaux attentats (connus) des Ouighours (identitaires ? Islamistes ? Sans doute, un peu des deux) ; nous ne mentionnons pas ci-après les nombreuses émeutes survenues au Sinkiang, qui ont parfois fait de nombreuses victimes :

Décembre 2016 - Au Sinkiang, trois Ouighours tentent de foncer en voiture dans un bâtiment du parti communiste chinois et sont abattus par la police.

Septembre 2015 - Sinkiang - 17 Ouighours (dont des femmes et des enfants) tuent



une cinquantaine de personnes dans le district de Baicheng. Tous ces attaquants sont ensuite liquidés par la police chinoise.

Mai 2014 - 5 assaillants dans deux 4x4 tuent 43 personnes dans un marché de rue d'Urumqi (Sinkiang).

Avril 2014 - Attaque de 3 Ouighours à la gare d'Urumqi, 3 morts.

Mars 2014 - 8 ouighours poignardent à mort 31 voyageurs chinois à la gare de Kunming (Chine du sud).

Octobre 2013 - Un homme ouighour jette son 4x4 (où sont aussi sa femme et sa mère) contre un groupe de touristes sur la place Tiananmen, à Pékin. 2 morts, plus le terroriste et sa famille, dans l'incendie consécutif de leur véhicule.

Août 2010 - six Ouighours dans un camion chargé d'explosifs percutent un groupe de policiers près de la ville d'Aksu (Sinkiang). 7 morts, dont deux assaillants.

Mars 2008 - Tentative d'attentat contre un avion en vol de China Southern. Des produits inflammables sont trouvés dans les toilettes de l'appareil.

Février-avril 1998 - Campagne de bombes dans divers points du Sinkiang, visant des cadres de l'Etat et du parti chinois.

Février 1992 - Deux autobus explosent à Urumqi, 3 morts au minimum, 23 blessés.

Notes

1. *Global Finance* - 23/01/2019 "World's safest countries, 2019" - *La Croix* - 16/12/18 "Au large de la Somalie, la piraterie contenue mais pas éradiquée" - *BBC News* - 11/12/18 "Somalia piracy : how foreign powers are tackling it".91
2. *New York Times International* - 28/01/2019 "At Davos, a hidden A. I. vision" - *New York Times International* - 28/01/2019 "A new home for extreme poverty".
3. *TVA Nouvelles - QMI* - 30/12/2018 "Le crime organisé responsable du quart des meurtres de 2018".
4. *Wall Street Journal* - 29/12/2018 "The idea that made America's cities safer" - *AP* - 23/12/2018 "Police records: most Memphis homicides involved firearms" - *Vox* - 18/12/2018 "Crime and murder fell in America's most populous cities in 2018. A new report from the Brennan Center for Justice has good news" - *The Sun* - 14/12/2018 "More than 100 people killed every day in the US, as gun death spiral to highest level in 40 years" - *RT* - 14/12/2018 "US gun deaths at 40 year record, as suicide rate spikes" - *The Week* - 14/12/2018 "Gun deaths are the highest they've been in nearly 40 years" - *RT* - 9/12/2018 "Somber stats: 2018 sets alarming new record for gun violence in US Schools" - *UPI* - 4/12/2018 "Black males under 20, twice as likely as white males to die of gun violence" - *Reuters* - 4/12/2018 "Firearms cause sharp drop in life expectancy for Black Americans: study" - *AP* - 1/12/2018 "Chicago police report significant drop in violent crime" - *NPR* - 9/11/2018 "Deaths from gun violence: how the US compares with the rest of the world" - *The Sun* - 8/11/2018 "Mass shooting in America 2018 - How many have there been and how many people have been shot dead this year".



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

5. *Borderland Beat-La Vanguardia* - 29/12/2018 "Mexico 2018: new records of homicides will be set" - *Borderland Beat-The Intercept* - 17/12/2018 "The war on drugs turns Mexico into a mass graveyard" - Reuters - 30/11/2018 "Mexican opium poppy crop rise by a fifth from 2015-2017: Mexico UN Report. *Borderland Beat-El Diario* - 21/11/2018 "La Linea vs. Los Aztecas war: 979 homicides in 2018" -
6. *Xinhua* - 3/12/2018 "Chine : un millier de gangs mafieux démantelés durant une campagne contre le crime organisé".
7. *BBC News* - 20/11/2018 "Would you buy a handbag from Plada or Loius Vuitton?".
8. *New York Times International* - 4/02/2019 "An overwhelmed blue line" - *Daily Mail* - 26/12/2018 "New data shows worst places in the UK for pickpocketing" - *Daily Mail* - 19/12/2018 "Burglars now so brazen they don't even wait until you've left home" - *CNN* - 15/12/2018 "Knives and gangs: what's driving Britain broken boys to crime?" - *The Sun* - 14/12/2018 "Number of criminals caught with knives or dangerous weapons at highest level since the start of the decade" - *BBC News* - 12/12/2018 "Most London homicides for a decade" - *The Guardian* - 12/12/2018 "London Homicides now highest annual rate for a decade" - *Daily Star* - 2/12/2018 "Broken Britain: police record 120 knife offences a day as attacks spiral out of control" - *Reuters* - 30/11/2018 "London murders back below New York Levels, but set for highest rate in a decade" - *The Sun* - 24/11/2018 "London moped gangs - how many crimes have there been in the capital and where have they happened?" - *BBC News* - 22/11/2018 "The police team targeting London knife crime" - *The Sun* - 12/11/2018 "Five members dead, a war with three rival gangs, and a paralyzed five years old girl: inside the Lower ulse Hill Gang, the deadliest in London" - *The Sun* - 9/11/2018 "Rapists and killers among 450 missing foreign criminals who have been lost by the Home Office since 2016" - *Daily Star* - 8/11/2018 "London gangs mapped : Met declares war on 190 groups behind capital bloodbath" - *Daily Mail* - 6/11/2018 "Four in ten criminals caught repeatedly with knives avoid jail" - *BBC News* - 5/11/2018 "London violent crime could take a generation to solve" - *BBC News* - 5/11/2018 "Nine charts on the rise of knife crime in England and Wales" - *The Sun* - 2/11/2018 "Wild West UK - Britain suffers a constant torrent of murders as children as young as nine carry knives, a top cop has warned" - *BBC News* - 1/11/2018 "Crime increase: has there been a move away from core policing" - *BBC News* - 1/11/2018 "Organised crime threat greater than terrorism, National Crime Agency" - *Sky News* - 1/11/2018 "Majority of Britons want police to focus on current violent crime - Sky data poll".
9. *Le Parisien* - 6/12/2018 "Délinquance : nombre record de cambriolages en 2017" - *L'Express+Afp* - 3/12/2018 "Un français sur deux pense qu'on accueille trop d'étrangers" - *AFP* - 2/12/2018 "Les Français jugent négatifs les effets de l'immigration selon un sondage" - *Actu 17* - 18/11/2018 "Marseille : un policier s'est suicidé avec son arme de service". *Libération* - 8/11/2018 "Homicides : Beauvau a peur de son nombre" - *Le Point* - 6/11/2018 "Beaucoup de chefs d'établissements minimisent les incidents et enterrent les affaires".
10. *20 Minutes* - 21/12/2018 "Ventes illicites de cigarettes : verbaliser les acheteurs ne serait pas miraculeux" - European observatory on illicit trade - 28/11/2018 "Cigarette smuggling between France and Algeria no longer going unnoticed" -
11. *Manière de voir* - janvier 2019 "Addictions et ravages" - *NBC News* - 4/12/2018 "Why would anyone cut heroin with fentanyl ? It's cheap, researchers say".
12. *UPI* - 28/12/2018 "20 year trend: opioid overdose deaths triple among kids" - *Borderland beat - La Jornada* - 15/12/2018 "Fentanyl now the leading killer drug in US" - *NPR* - 12/12/2018 "Fentanyl surpasses heroin as drug most often involved in deadly overdoses" *NPR* - 2/12/2018 "Opioid epidemic: highest rate of overdose deaths found in DC" - *Le Monde+Afp* - 29/11/2018 "Crise des opiacés : l'espérance de vie continue de baisser aux Etats-Unis"
13. *CNN* - 15/11/2018 "Parts of Asia are slipping into the hands of organized crime" - *CNN-Hongkong* - 2/11/2018 "Asia's meth boom - How a war on drugs went continent-wide" -
14. *Daily Mail Australia* - 9/11/2018 "Australia drug crisis - three people die from opioids every day - numbers double in the past ten years".



15. *Le Figaro+Reuters* - 28/05/2018 "Malaisie : saisie record de métamphétamine".
16. *Le Figaro+AfP* - 17/12/2018 "Thaïlande : saisie de plus de 18 millions de cachets de métamphétamine".
17. *Reuters* - 13/12/2018 "Cocaine surge to Europe fueled by new gangs, violence - report" - *France-Soir* - 10/12/2018 "Moon Rocks : ce nouveau cannabis qui inquiète les autorités" - *Médias 24 - Maroc* - 8/12/2018 "Enorme saisie de cocaïne fortement dosée au Maroc" -
18. *The Guardian* - 1/11/2018 "Number of people treated for crack cocaine problems rises 44% in two years"
19. *Journal du Dimanche* - 27/01/2019 "La police saisit le trésor des trafiquants" - *Le Figaro* - 20/12/2018 "Drogues : cocaïne, gaz hilarant, crack : état des lieux de la consommation en France" - *Le Parisien* - 27/11/2018 "Ile de France : les trafiquants de cannabis ont généré près de 2 millions d'euros de chiffre d'affaire" - *Le Monde* - 26/11/2018 "Il n'y a jamais eu autant de consommateurs réguliers de cannabis en France" - *Le Parisien+AfP* - 26/11/2018 "La consommation du cannabis bat des records en France".
20. *Le Point* - 5/12/2018 "L'Union européenne a accueilli 3,1 millions d'étrangers en 2017".
21. *RT* - 21/12/2018 "Berlin police chief creates safety feeling but fears to jog outside own office, colleagues say" - *DPA - The Local* - 21/12/2018 "Study shows the tenuous links between foreigners refugees and criminality" - *CrimOrg.com* - 18/12/2018 "Berlin : les clans arabes profitent des migrants" - *RT* - 2/11/2018 "Imminent danger : german media reveal details about Freiburg gang rape suspect" - *Daily Mail* - 2/11/2018 "German Minister urges migrants be taught zero tolerance for sex crimes".
22. *Le Figaro* - 28/10/2018 "Les Canaries voient affluer à nouveau les migrants"
23. *BBC News* - 8/12/2018 "Liverpool child asylum seekers found to be adults"
24. *CrimOrg.com* - 17/12/2018 "Suède : deux explosions liées à la guerre des gangs" - *El Pais* - 11/12/18 "Narco warfare on the rise, on Spain's Costal del Sol" - *El Pais* - 4/12/18 "How police brought down the most dangerous gang on the Costa del Sol".
25. *20 Minutes* - 27/12/2018 "Pas-de-Calais : l'augmentation des tentatives de vols de bateaux de pêche inquiète" - *La Voix du Nord* - 23/12/2018 "Boulogne : seize migrants interceptés à bord d'un bateau de pêche volé" - *Le Monde* - 24/11/2018 "Fichage des mineurs étrangers isolés : l'alerte des associations" - *Libération* - 9/11/2018 "Mineurs non accompagnés : les départements se disent dépassés" - Novembre 2018 - Office français de l'immigration et de l'intégration - le préfet directeur.
26. *New York Review of Books* - 7/02/2019 "Reeducating Xinjiang muslims" - *France-Info* - 5/12/2018 "Le nombre de victimes du terrorisme dans le monde a fortement baissé en 2017" - *Le Monde* - 5/12/2018 "Le nombre de morts dus au terrorisme a fortement baissé en 2017".





Faits & Idées (2019-1)

Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

Régulièrement, *Sécurité Globale* publie des chiffres et données récents, collectés par sa base documentaire internationale. Vérifiés et recoupés, ils couvrent le champ du crime, du terrorisme et éléments contextuels pertinents. D'où l'objectif et le nom de cette chronique : donner aux lecteurs des faits, pour qu'ils aient (plus et mieux) des idées ; ce, pour enrichir notamment le débat criminologique.

1 – Faits & données criminels à l'échelle mondiale¹

Ici, les faits et données d'envergure mondiale ; au minimum, transcontinentale.

CONTEXTE - Métropolisation du monde

En 2008, la majorité de la population mondiale est devenue urbaine, 3,3 milliards

(mds) de terriens, soit + de 50% de la population mondiale.

En 2030, 60% des urbanisés auront moins de 18 ans.

En 2050, les deux-tiers des humains (68%) vivront dans des aires urbanisées.

RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS - En 2018, les *réfugiés* sont ±20 millions (m.) sur terre, 60% vivent en milieu urbain ; les *déplacés* sont ± 35 m., 80% vivent en ville.

Piraterie

- Selon le Bureau maritime international, il y a eu en 2017 180 "attaques en mer", 201 en 2018. Le Golfe de Guinée a subi en 2018 6 "détournements de navire" et 13 cas de tirs sur des cargos (sur 18, mondialement).

- Fin mars 2019, 108 migrants sont recueillis en mer par le pétrolier turc Elhiblu 1 au large de la Libye, pays où le navire veut les ramener. Mais les migrants prennent





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

le contrôle du pétrolier et exigent d'être conduits à Malte. La marine maltaise récupère le navire et les trois chefs-pirates (deux Guinéens et un Ivoirien, peut-être "mineurs") sont inculpés de terrorisme à Malte.

Kidnappings

90% des enlèvements contre rançon s'achèvent bien (libération de l'otage après paiement).

97% des enlèvements gérés par des professionnels de la sécurité ont une fin positive.

75% des grands entreprises américaines (Fortune 500) ont désormais pour leurs expatriés des assurances "K&R" (*Kidnap and Ransom*).

90

Chaque année, le total (connu) des rançons payées varie de \$500m. à \$1,5 md.

Sécurité des collaborateurs des entreprises françaises à l'international. Club des directeurs sécurité-sûreté des entreprises + Axa Partners + Opinion Way - 5^e baromètre de la sécurité des collaborateurs à l'international.

Sur les dirigeants d'entreprise interrogés :

- A l'international, l'insécurité est une menace forte : oui, 18%,
- Veulent renforcer leur sûreté à l'international : oui, 15%,
- Risques principaux : 1, accidents de transports, 41% des sondés ; 2 terrorisme, 29 % ; 3, risques sanitaires, 19 %.

Échanges mondiaux de marchandises : ces dernières années, le transport maritime réalise 90% de ces échanges à l'échelle planétaire.

COMMERCE ILLICITE MONDIAL²

En 2013, le trafic mondial des biens et objets piratés ou contrefaits représente un montant de \pm \$ 461 US mds, soit 2,5% du commerce mondial. En 2016, on en est à \$ 509 US mds (3,3% du commerce mondial)

Pour l'Union européenne, ce trafic s'élève à \pm € 85 mds (\$ 116 US mds). En 2016 : \pm € 121 mds (\$ 134 US mds), \pm 6,8% des importations dans l'UE.

Origine des produits et biens contrefaits : largement en tête, la République populaire de Chine (\pm 47% du tout), Hongkong (16,4%) , Inde (3,4%), Émirats arabes unis, (3%), Singapour (2,6%) et aussi : Malaisie, Pakistan, Thaïlande, Turquie, Vietnam.

Biens les plus contrefaits : chaussures, vêtements, articles en cuir, machinerie et équipements électriques, montres, lunettes de soleil, parfums et cosmétiques, jeux et jouets.

USAGE MONDIAL DU TABAC ILLICITE

21% de la population adulte du monde fume, soit 1,1 md. d'humains.

Le tabac illicite provoque \pm 164 000 morts prématurées par an.

Niveau mondial, nombre des cigarettes illicites de tout type : \pm 600 mds/an, 10% de la consommation mondiale. Pertes de revenus pour les Etats, de leur fait : \$ 40 à 50 mds/an.





2 – Faits Et méfaits de la DGSI (Davos-Goldman-Sachs-Ideologie)³

Le crash financier de 2008

Commentaire du *New York Times* : "Quand, voici une décennie, l'avidité et l'incurie de l'industrie financière faillirent détruire l'économie américaine, la seule réponse ou presque des politiciens et du public fut "bof" ; à l'instant, tout fut pardonné et oublié. [***Dans l'article américain, "bof" est rendu par "Meh", expression en Yiddish du je-m'en-foutisme].

Seattle " en état de siège" - Silicon Valley et chaos social

Atomisée par l'idéologie libertarienne émise par la *Silicon Valley*, la société solitaire et déstructurée de la côte Ouest des États-Unis laisse dériver des masses croissantes de sa population : sans-abris, vagabonds, etc. Le comté englobant Seattle en comptait ±12 000 en 2017, dormant dans leur voiture, des tentes ou sous abri. Rappelons que Seattle héberge notamment les sièges de géants du *business* américain : Amazon, Boeing, Microsoft, Starbucks.

Motif de la perte de domicile fixe et de liens sociaux ordinaires, sur la côte Ouest (Portland, San-Francisco et Los Angeles vivent un analogue chaos social) : violences conjugales, prison, maladie mentale, conflits familiaux, santé, ruptures de couples, expulsions et loyers impayés, toxicomanie, chômage. A Seattle, 80% des sans-abris sont toxicomanes et/ou alcooliques ; 30% d'entre eux souffrent de sévères pathologies psychiatriques. 50% viennent d'ailleurs (que de la ville).

Le chaos social y multiplie les infractions : vols, toxicomanie, viols, homicides, fusillades, incendies criminels, prostitution, violences, vandalisme. A Seattle, aux rues jonchées de seringues et d'excréments, les atteintes aux biens sont 2,5 fois plus nombreuses qu'à Los Angeles, 4 fois plus qu'à New York. Les infractions liées à l'errance n'y sont plus poursuivies par la police-justice ; ni celles liées à toutes drogues - même les plus toxiques : amphétamines, crack, héroïne, etc.

Telle est la faillite morale de la *Silicon Valley*, où l'altruisme est factice et la compassion, médiatique et lointaine.

3 – La criminalité, par continents

91

Ici, les faits et données, classés par continent.

• Afrique, contrefaçons dangereuses⁴

Dans la décennie 2010, les décès de malaria en Afrique, du fait de médicaments mal dosés ou contrefaits, a provoqué chaque année de 64 000 à 158 000 victimes.

Selon L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'ONU-drogues et crime (ONUDC), le marché illicite annuel des faux médicaments serait de \$75 mds à \$200 mds - rien de plus précis. 42% de toutes les découvertes mondiales de faux médicaments sont faites en Afrique ; dans la majorité des cas, des antipaludéens.

L'Afrique importe 70% de ses médicaments. En 2020, le marché pharmaceutique de ce continent sera de \$ 40 à 65 mds.





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

Pénétration des médicaments contrefaits :

- Monde développé : 1% du total des médicaments ;
- Tiers-monde (ou Sud) : 30% (République populaire du Congo : 60% de médicaments mal dosés ou contrefait).

• Amériques

Mexique : corruption⁵

Aux Etats-Unis, l'immense procès fait au "Chapo" Guzman, chef du cartel du Sinaloa, a révélé l'ampleur de la corruption de l'Etat mexicain par les cartels. Parmi les catégories les plus ciblées, puis corrompues : gardiens de prison, personnels d'aéroports, cadres de la police, magistrats, agents du fisc, militaires, douaniers, avocats et élus de tout niveau.

92

Etats-Unis⁶

Homicides & crimes dans quelques métropoles américaines :

Baltimore : -10% en 2018 (2017, 342 hom. ; 2018, 309.

Chicago : 2016, 770 hom. ; 2017, 660 hom. ; 2018, 561 hom. Fusillades en 2018 : - 14% sur 2017 ; vols avec armes, avec violences, braquage de véhicules, etc. : - 19%. Saisies d'armes illégales en 2018 (dont ± 200 fusils d'assaut) : ± 9500, + de 25 par jour.

New York : criminalité en général, notamment, vols avec armes, ou avec violences, coups & blessures volontaires, cambriolages et vols qualifiés, baissent en 2018. Homicides : 292 en 2017, 289 en 2018.

Dégradation pour les 7 premières semaines de 2019 :

7 1e semaines de 2018 : 31 hom. ; de 2019, 48 hom. = + 55% ; fusillades, + 69% (13 en 2018, 22 en 2019). Mais la criminalité générale baisse encore : - 8%.

Philadelphie : 351 homicides en 2018, au plus haut depuis 11 ans. Homicides pour affaires de stupéfiants : + 93% en 2018.

ETATS-UNIS : homicides commis par la police (stat. fédérales) :

- 2015 : 995 hom. policiers ; 2016 : 963 ; 2017 : 987 ; 2018 : 998.

Autres statistiques (activistes noirs) : 1 166 homicides policiers en 2018.

VICTIMES : hommes blancs, 45% ; noirs, 23%. 96% des victimes étaient armées, 50% d'une arme de poing, 25% étaient en crise psychotique sévère.

• Asie

Chine⁷

Usage illégal d'armes à feu en Chine, de 2012 à 2017, -81%, de 311 cas à 58.

En 2018, 146 000 armes à feu y ont été confisquées.

Comparaisons :

- avec les Etats-Unis : en 2017, usage illégal d'armes à feu (homicides, vols avec armes, etc.) connus du FBI : 314 931 cas,
- avec la Grande Bretagne (2017) : 6 375 cas,
- avec l'Allemagne (2017) : 8 935 cas.





• Europe

Grande-Bretagne⁸

Statistiques, Royaume-Uni

Homicides, 2018 : + 12%, (UK, 2018 : 0.92/100 000 hom.). 44% de ces homicides tiennent à des guerres de gangs, pour trafics de stupéfiants.

Attaques à l'arme blanche, 2018 : + 40%,

Cambriolages, 2018 : + 6%,

Vols avec armes, avec violences, etc., 2018 ("robberies") + 30%.

Statistiques, Angleterre + Pays de Galles

Usage d'armes à feu (avril 2017 à mars 2018) : + 2% - 4e hausse en 4 ans

Homicides à l'arme blanche : (avril 2017 - mars 2018), 285. 71 des 285 défunts sont des hommes de 18-24 ans ; 25% des 285 défunts sont des Noirs (au + haut depuis 1997).

Infractions impliquant l'usage d'une arme blanche : 2014 : ± 25 000 - 2015, ± 25 500 - 2016, ± 27 000 - 2017, ± 36 000 - oct. 2017 à sept. 2018 : 42 957, au plus haut depuis le début de la série statistique (2011).

Fouilles au corps de malfaiteurs : 2010, ± 1,4 m. - 2012, ± 1,1 m. - 2014, ± 590 000 - 2016, ± 310 000 - 2018, ± 300 000.

Policiers en fonction : 2010, ± 140 000 - 2012, ± 135 000 - 2014, ± 125 000 - 2016 et 2018, ± 120 000.

Statistiques, Écosse

Homicides en 2018 : 59, dont 34 à l'arme blanche : au plus bas depuis 1976. Sur les 34 tués à l'arme blanche, 28 h.

Sur 100 individus interpellés ou poursuivis en Écosse, 58% sont des toxicomanes ou dealers, tout comme 35% des victimes.

Statistiques, Londres, homicides hors terrorisme

2018 : 132 homicides, + 38% de 2014 à 2018 (6,6/100 000 hom.)

Du 1/01/2019 au 21/02/2019, 21 hom.

Pour Scotland Yard, ± 15% de ces homicides sont le fait direct des gangs de rue.

Royaume-Uni : combien d'enfants de 10 à 15 ans dans les gangs de rue ?

Environ 30 000 pour l'Angleterre, à tout niveau d'implication. (*Children commissioner for England, Office for national statistics*) Connus par ailleurs de la police des mineurs ou du travail social : ± 6 600 individus de la tranche d'âge ; et de la *Scotland Yard Gang Matrix* : 3 000 à 4 000 individus.

Angleterre + Pays de Galles : qui sont les malfaiteurs ?

1,2 million de prévenus ont été condamnés par la justice britannique en 2018 (-3% sur 2017). Sur tous ces condamnés, 37% sont des "criminels de carrière". (chiffre au plus haut depuis 1970), individus déjà condamnés plus de 15 fois, donc, multi-récidivistes. 40% de ces derniers ont été



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

condamnés pour crimes graves (homicides, viols, braquages, etc.).

Par ailleurs, la justice britannique inculpe toujours moins (-4% en 2018) et sanctionne toujours moins (-5% de peines en 2018).

Angleterre + Pays de Galles : vols dans les supermarchés, etc.

De 2014 à 2017 : + 8%. En 2014, 72 423 cas ; en 2017, 78 110. En réalité, du fait d'un énorme "chiffre noir", le nombre réel de vols dans les grandes surfaces dépasse les 950 000. La police ne réagit même plus, n'intervient jamais pour ces vols, se plaignent les professionnels.

*Suisse*⁹

Individus poursuivis en 2018 pour infraction au code pénal 80 345 (sur 2017, 78 184) : + 2,8% ; mineurs poursuivis : 8 553. Nationalité des poursuivis : 38 596 Suisses (\pm 60%), 25 148 étrangers légaux avec permis de séjour, étrangers illégaux : 12 994, dont 3 607 demandeurs d'asile ou clandestins.

Poursuivis pour violences graves, homicides, viols, etc. : 1 283 poursuivis, dont 1 189 hommes ; là-dessus, 724 étrangers, dont 488 illégaux. Poursuivis pour trafic de stupéfiants : Suisses, 2 554 ; étrangers (licites ou illicites), 3 580.

4 - La criminalité, en France¹⁰

Armes, règlements de comptes, etc.

1/3 des règlements de comptes en France adviennent à Marseille. En 2018 dans les Bouches-du-Rhône, 727 armes ont été

saisies dont 14 kalachnikov (+ 20% d'armes sur 2017), 50% à Marseille. A chaque démantèlement d'un gang de narcos, de 3 à 4 kalachnikov y sont découvertes. Prix moyen d'une kalachnikov à Marseille en 2018 : 2 500 euros. 1 pistolet automatique + chargeur, \pm 1 300 euros.

Armes de guerre saisies en France en 2015 (état d'urgence) : 272 ; en 2016 : 61 (tous services). En 2018 (PJ seulement) : 127.

Secteur agricole - pillage des campagnes

Vols simples en 2018 : 5 171 (14 par jour de l'année).

(OCLDI) Vols massifs de GPS agricoles (prix moyens, 10 000 euros) par des filières criminelles spécialisées, souvent issues des Pays baltes. D'autres gangs volent des tracteurs, des produits phytosanitaires coûteux, des équipements électroniques, etc. Vols de GPS agricoles en 2017 : 191 ; en 2018, 675 (+ 300%).

Mineurs

2017 : 195 459 mineurs mis en cause (-10% sur 2010). Individus de 10-17 ans impliqués dans une affaire pénale : 3,6% de la tranche d'âge.

1/09/2018 : crimes ou délits visant des personnes, commis par un ou des mineurs de moins de 18 ans : 51 161 ; 811 mineurs incarcérés.

Infractions commises

Échelle nationale - Criminalité du quotidien, comparaison, 1^{er} trimestre 2018 sur le 1^{er} trimestre 2019



- Prises d'otages (guerres de gangs) : + 112%,
- Menaces et chantage : + 13%,
- Homicides et règlements de comptes : + 12,4%,
- Coups et blessures : + 7,6%,
- Vols simples : + 5%,
- Cambriolages : + 2,4%.

Paris, cambriolages, année 2018 : + 16%.
Taux d'élucidation moyen : \pm 10% - 9 cambriolages sur 10 à Paris restent impunis.

Forces de l'ordre, police, pompiers

Suicides dans la police, 1990-2018 (amplitude annuelle de \pm 30 à \pm 70) - 1990, 49 ; 1991, 45 ; 1992, 46 ; 1993, 41 ; 1994, 30 ; 1995, 56 ; 1996, 70 ; 1997, 47 ; 1998, 59 ; 1999, 53 ; 2000, 56 ; 2001, 46 ; 2002, 51 ; 2003, 48 ; 2004, 43 ; 2005, 33 ; 2006, 45 ; 2007, 47 ; 2008, 43 ; 2009, 42 ; 2010, 30 ; 2011, 43 ; 2012, 47 ; 2013, 40 ; 2014, 55 ; 2015, 45 ; 2016, 36 ; 2017, 51, 2018, 32.

Pompiers agressés en 2018 : 74 par mois, + 60% dans l'année. Agressions sur pompiers, 2008-2017 : + 213%. De 2016 à 2017 : + 23%. En France, 80% des \pm 147 000 pompiers sont volontaires ; ils interviennent partout en France en 15 minutes ; 84% des sorties de toute la profession sont pour "secours à personnes". En 2018 enfin, les pompiers ont reçu + 17% d'appels d'urgence.

Intérieur et Justice : la triche sur les vols avec armes¹¹

"Évaporation" des vols avec armes : depuis 1972, la statistique mensuelle des crimes et délits se décompte par un "État 4001", agrégat de 19 index thématiques mesurant l'activité judiciaire des infractions (crimes,

délits¹²), enregistrées pour la première fois par les forces de sécurité ET portées à la connaissance de la justice.

Or voici ce qu'expose le rapport de l'assemblée nationale (cf. note 9) : "19 index regroupent chacun une liste précise de natures d'infractions NATINF. Lors de l'enregistrement d'un fait de délinquance dans le logiciel de rédaction de procédure par la police ou la gendarmerie, l'enquêteur saisit une NATINF *mais c'est sa hiérarchie qui assume le choix de l'indexation*. A la clôture de l'enquête, le magistrat de permanence confirme la NATINF choisie à l'enregistrement du fait. C'est alors que la NATINF et l'indexation sont saisies dans la base de données utilisée pour *établir les statistiques*".

Ainsi, un commissaire ou un officier gendarme peut à son choix transformer un "vol avec arme" (crime) en "vol aggravé" (délit) - statistiquement, hop ! un braquage de moins. Imaginons un ministre de l'Intérieur un peu filou, ou des statistiques inquiétantes, ou encore un ministère de la Justice impécunieux (les procès d'assises sont hors de prix...) : la tentation est grande de transformer la carpe en lapin et de faire pression sur les hiérarchies, pour que d'authentiques crimes (braquages) deviennent de statistiquement anodins délits. Ceci fait, rien n'empêche de clamer un absolument factice "baisse des braquages".

Prisons

Au 1/02/2019, la France compte 70 652 détenus pour 60 882 places effectives.

(70 059 détenus au 1/01/2019 et 71 061, au 1/12/2018).





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

Toujours au 1/02/2019, 20 776 détenus sont des prévenus en détention provisoire. Total des individus "sous écrou" : 82 206, dont 11 554 sous surveillance électronique ou placement extérieur.

Politique de la ville : un cas unique et isolé ?

UTILE RAPPEL : en septembre 2014, la Cour d'appel d'Aix-en-Provence condamne Sylvie Andrieux, député PS des Bouches-du-Rhône, à 4 ans de prison, 3 avec sursis, 5 ans d'inéligibilité et 100 000 euros d'amende. Mme Andrieux perd en cassation en novembre 2016. de 2005 à 2008, alors conseillère régionale PACA, elle avait distribué (dans le cadre de la "politique de la ville") quelque 740 000 euros de subventions à une vingtaine d'associations fictives censées réhabiliter les quartiers nord de Marseille. Associations contrôlées par des gangsters maghrébins, en fait, les nervis de Mme Andrieux. De fausses factures de ces associations justifiaient des demandes de subventions au Conseil régional ; l'argent servant ensuite en partie à entretenir les voyous et à "aider" Mme Andrieux lors de ses campagnes électorales.

96

5 - Stupéfiants : production, trafics, etc.¹³

• Monde

(ONU) En 2018, le marché mondial des stupéfiants est d'environ \$500 mds. Les forces de l'ordre du monde dépensent, elles, ± \$100 mds. à combattre le fléau.

• Amérique Latine

Colombie

La cocaïne vendue aux Etats-Unis est à 93% d'origine colombienne. Hectares cultivés en coca : 2016, 188 000 ; 2017, 209 000 (+ 11%). Production de cocaïne pure : 2016, 772 tonnes ; 2017, 921 t. (+ 19%). 70% des surfaces mondiales cultivées en coca sont en Colombie.

La Colombie cultive aussi du pavot (opium, puis héroïne) : ± 1 000 ha (de quoi produire ± 3 t. d'héroïne pure ?

Pérou

En 2017, le Pérou a produit 491 t. de cocaïne pure, au plus haut depuis 25 ans.

• Amérique du Nord

Canada

De janvier 2016 à septembre 2018, le Canada a connu 10 300 surdoses mortelles d'opioïdes, à 93% "non-intentionnelles". 3 017 de ces surdoses pour 2016, 4 034 pour 2017, 3 286 pour jan-sept. 2018.

Données sur les décès de jan à sept 2018 : taux de mortalité, 11,8/100 000 habitants ; 75% d'hommes ; substance mortelle, 73% fentanyl ou analogue. Décès par tranche d'âge : 19 ans et moins, 2% ; 20-29 ans, 19% ; 30-39 ans, 27% ; 40-49 ans, 21% ; 50-59 ans, 22% ; 60-69 ans, 8%.





Etats-Unis

Surdoses mortelles d'héroïne de synthèse (Fentanyl, etc.) : 2015 : \pm 10 000 ; 2017, \pm 30 000 = + 200%.

Décès par surdose d'opiacés de tout type en 2017 : \pm 43 000 (1 risque de décès sur 93) ; accidents mortels de voitures, \pm 40 000 (1 risque de décès sur 103) plus de morts par surdose d'opiacés que par accidents de la route ! ; rappel : homicides volontaires en 2017, 17 284.

CARFENTANIL, opioïde surpuissant (à l'origine, sédatif pour pachydermes), 10 000 fois plus fort que la morphine (L'opioïde Fentanyl est 100 fois plus fort que la morphine). Carfentanil, dose mortelle : 2 milligrammes, parfois fatal au simple toucher. Décès par surdose, 2016, 420 ; 2017, 815.

COCAÏNE : surdoses mortelles en 2017, \pm 15 000 (doublement sur 2015).

Mexique

Février 2019 : saisie vers Nogales, frontière Arizona-Mexique, d'une cargaison de Fentanyl permettant de faire 100 millions de doses pour deal de rue. Ce, sur les terres du Cartel du Sinaloa, toujours fonctionnel, malgré l'arrestation du "Chapo" Guzman.

(Analyse de la DEA) Au prix de gros, un kilo d'héroïne mexicaine vendue aux Etats-Unis permet (en 2018) un profit de \$US 80 000. Un kilo de Fentanyl pur à 99% donne un profit de \pm \$1,3 m. à 1,9 m.

Héroïne au Mexique :

- 90% de l'héroïne consommée aux États-Unis vient du Mexique,
- Hectares plantés en pavot : 32 000 en 2016, 44 100 en 2017,
- Production d'héroïne en 2017, + 37% sur 2016.

Rappel : en 2018, 33 341 homicides au Mexique.

• Asie

Le "Triangle d'Or" devient l'usine mondiale de production des amphétamines en pilules (excitant de synthèse) nommées localement *Ya Ba* ; pour séduire les jeunes, ces cachets aux couleurs vives sont parfumés à la rose, à la vanille, etc. Il s'en serait produit 2 milliards, chacune de ces récentes années - trois fois plus que de tasses de café Starbucks dans le monde, en 2015.

• Europe

France

En 2018, les Douanes françaises ont intercepté 97,4 tonnes de stupéfiants, sur le territoire et en mer. (+ 47,3% sur 2017) : \pm 64 t. de cannabis, + 38,6% sur 2017 ; \pm 12,2 tonnes de cocaïne, + 32,6%.

Saisies de stupéfiants dans les ports français (Métropole, Outre-Mer) en 2018, par les services concernés : 16,3 t. dont : cocaïne, 11,7 t. ; cannabis, 3 t. ; héroïne, 188 kg. Origine majeure, conteneurs issus d'Amérique latine (Cocaïne, ports concernés : Equateur, Surinam, Brésil, etc.).

Premiers ports concernés : Le Havre, Dunkerque, Nantes-Saint-Nazaire, Jarry



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

(Guadeloupe). Là, des dockers complices organisent les "sorties" de cocaïne des zones portuaires sous douane : tarif : 1 kg : 5 000 euros, 100 kg, 500 000 euros. Les cités hors-contrôle proches de ces ports permettent le stockage de la drogue, avant récupération par les grossistes.

6 – Contrebande, contrefaçons, fraudes¹⁴

• Europe

Estimation du montant annuel des fraudes à la TVA - La TVA prélevée dans l'UE représente (2018) 12% du budget de l'Union européenne. Selon un rapport EU-09/2018, la fraude à la TVA suscite pour l'UE une perte annuelle de \pm € 147 mds, € 20 mds pour la seule France.

Mesure de la fraude - "Montant théorique estimé à partir des données de la comptabilité nationale, contre montant effectivement collecté". L'écart, ce sont des erreurs comptables et une fraude "endémique, jamais corrigée depuis l'instauration du marché unique en 1993".

En Grande-Bretagne, une fraude à la TVA, criminelle et peut-être terroriste

Un réseau criminel-financier largement pakistanais opère deux décennies durant au Royaume-Uni, détournant \pm £ 8 mds d'argent public, TVA (\pm € 9 mds). Avec cet argent, le réseau :

- Infiltrer et corrompt des clubs et think tanks proches de partis politiques (de Tony Blair, notamment),

- Corrompt l'administration britannique, parfois de haut niveau,
- Multiplie les donations aux parti politique au pouvoir (alors, les travaillistes).

Les Douanes britanniques (*HM Revenue and Customs*) ont souvent averti les services spéciaux, ce qui n'a rien donné, du fait de complicités officielles.

Les présentes enquêtes suivent aussi la piste du financement d'attentats terroristes par ce réseau.

Fraudes, TVA, entreprises (France)

Enquête Hermes-Euler, mars 2019)

Total supérieur à 100%, du fait de multiples types de fraude.

- Fraudes aux faux fournisseurs, 47%
- Usurpation d'identité (banques, comptables, avocats...), 30%
 - Là dessus : faux président, 29%, faux client, 25%
- Intrusions dans les systèmes d'information : 28%.

TABAC : CONTREBANDE ET CONTREFACON¹⁵

Union européenne, tabac illicite : déficit annuel pour les budgets des pays-membres : \pm € 10 mds.

Catégories de cigarettes illicites : *Cheap Whites* (sans marque), contrefaites, de contrebande.

Prix des cigarettes illicites, quelques exemples : Argentine, 50% moins cher ; Brésil, 50% ; Malaisie, 55% ; Paraguay, 67% ; Uruguay, 60%.





Tabac illicite (par rapport au total fumé) :

- Pays à bas revenus : $\pm 16,8\%$ du total
- Pays à revenus moyens : $\pm 11,8\%$
- Pays à hauts revenus : $\pm 9,8\%$

QUELQUES PAYS (Tabac illicite, rapport au total fumé) - Afrique du Sud, de 10 à 23% selon les études ; Australie de 6% à 14% selon études ; Bangladesh, $\pm 35\%$; Cameroun, 41%, Canada, $\pm 15\%$; Chili, 11% à 24% selon études ; Colombie, 7% à 18% selon études ; continent africain, de 11% à 25% selon études ; Ethiopie, 38% ; France, 17% ; Géorgie $\pm 65\%$; Grande-Bretagne $\pm 12\%$; Indonésie, 8% ; Malaisie, 7% ; Mexique, 2,7% ; Uruguay, 12%.

- Caraïbes anglophones : Anguilla, Antigua & Barbuda, Dominique, Grenade, Montserrat, St Kitts & Nevis, St Lucie, St Vincent & Grenadines, Trinidad & Tobago, Virgin Islands : aucun contrôle, aucuns chiffres.

7 – Migrants, et trafics des êtres humains¹⁶

Le trafic international des êtres humains

Selon le Global Slavery Index (ONG fondé en 2013) et "Walk Free", il y aurait au monde ± 46 m. d'esclaves ou gens exploités. Une autre ONG (Alliance 8.7) donne le chiffre de ± 40 millions. Walk Free précise : travail forcé, secteur privé : ± 16 m. de gens ; mariage forcé, ± 15 m. ; prostitution, ± 5 m. ; travail forcé étatique, ± 4 m.

Cible des trafiquants d'êtres humains : les camps de réfugiés, dans le monde.

Pour l'ONU DC, l'exploitation sexuelle concerne 94% de femmes et le travail forcé, 35% de celles-ci.

Cas concrets identifiés d'humains trafiqués : $\pm 25 000$ en 2016 ; à 70% des femmes, dont 23% de mineures. 59% des victimes, exploitation sexuelle ; une centaine de cas connus de trafics d'organes.

Afrique : motif majeur des migrations

En Afrique, le terrorisme djihadiste a provoqué 10 376 morts en 2017 : Somalie, 4 557 morts (al-Shabaab), Égypte-Sinaï, 391 morts (ISIS, al-Morabitoun), Libye, 239 (ISIS, milices, etc.), Nigeria, 3 329 (Boko Haram), Mali, Niger, Burkina-Faso, 391.

Hors Somalie, la zone concernant les flux migratoires (population, 400 m. d'hab.) a subi 45 819 morts du fait du terrorisme - soit trois fois moins que les décès par piqûres de serpents dans cette zone (de 25 000 à 30 000 par ans).

Afrique : noyades en Méditerranée

En 2018, 2 262 migrants se noient en traversant la Méditerranée. Par mer (surtout vers l'Espagne) il en arrive 113 482 (2017 : 172 301 par mer, 3 139 noyades).

Migrations vers l'Europe

Demandes d'asiles déposées en Europe en 2018 : $\pm 634 700$ (- 10% sur 2017) ; beaucoup des demandeurs s'adressent à plusieurs pays et figurent dans les statistiques de ces pays : les doublons sont massifs. Demandes de 2018 : Syriens, 74 800 ; Afghans, 45 300 ; Irakiens, 42 300. Autres pays des 10 premiers : Pakistan, Iran, Nigeria,

Migrants en Suisse (données de la fin 2018)

Routes migratoires	Route orientale Turquie-Grèce		Route centrale Libye-Italie	Route occidentale Maroc-Espagne	
	maritime	terrestre	maritime	maritime	terrestre
2016	173 450	3 100	181 450	8 150	6 450
2017	29 700	6 250	119 350	22 100	6 250
2018	32 500	15 500	23 370 (2 ^e semestre, - de 7 000 = Salvini)	58 550	6 800
Principaux pays de provenance, 2018	Syrie, 11 150, Afghanistan, 8 550, Irak, 7 600, Turquie, 7 450		----- Tunisie, 5200, Erythrée, 3 300, Irak, 1 750, Soudan, 1 600	Maroc, 12 350, Guinée, 12 250, Mali, 9 450, Côte d'Ivoire, 5 000	

100

Turquie, Venezuela, Albanie, Géorgie. En 2018, 593 500 décisions rendues, un tiers positives en première instance. Fin 2018, 448 300 demandes en instance de décision, 50% depuis plus de six mois. En 2018, ± 150 000 "migrants illicites" ont atteint l'Europe, dont 20% de femmes et 20% de "mineurs".

- Par l'Italie, 23 000 (- 80% sur 2017),
- Par l'Espagne, 57 000 (doublement en un an),
- Par la Grèce, 56 000 (moins un tiers sur 2017).

Migrants, sondages Eurobaromètre

Quels sont les deux problèmes les plus importants, auxquels doit faire face l'UE à présent :

- 1 - Immigration, 40% (+ 2° sur printemps 2018)
- 2 - Terrorisme, 20% (- 9%)
- 3 - L'état des finances publiques des pays-membres, 19%
- 4 - La situation économique, 18%
- 5 - Le changement climatique, 16%
- 6 - Le chômage, 13%

- 7 - L'influence de l'UE dans le monde, 11%
- 8 - L'environnement, 9%
- 9 - L'insécurité, 9%
- 10 - Les pensions et retraites, 5%
- 11 - L'approvisionnement en énergie, 4%
- 12 - Les impôts, 4%.

Migrations et crimes (victimes, auteurs)

- Allemagne

Présents depuis leur migration durant la guerre civile du Liban (décennie 1980), des clans familiaux criminalisés du Proche-Orient, les al-Zein, Abou-Chaker, Rammo, etc., contrôlent le Milieu à Berlin, Brème, Dortmund et Essen : trafic de stupéfiants, proxénétisme, vol, racket, offre de tueurs à gages. Pire : ils corrompent ou prennent en filature des policiers spécialisés dans le crime organisé et tentent d'infiltrer les milieux policiers.

- France

En 2018, la France a reçu 122 743 requêtes d'asile (+ 21,8% sur 2017), le 2^e pays



d'Europe par nombre de demandes, après l'Allemagne (Janvier-novembre 2018, 174 000 dossiers d'asile). Déjà en 2017, le nombre de ces requêtes avait augmenté de 17% pour la France. Par ailleurs, la France a accordé en 2018, 255 550 titres de séjour (+3,3% sur 2017).

8 - Projecteur sur...

Les Etats-Unis, géant fragile¹⁷

- *Un empire de bases militaires métastasant dans le monde*

Les États-Unis possèdent 95% de toutes les bases militaires au monde. La France, le Royaume-Uni, la Russie en possèdent de 10 à 20 chacun, la Chine, 1.

Selon le Pentagone, les États-Unis possèdent au monde 164 "implantations" et 4 775 "sites" ; ce, dans ± 84% des pays du monde. Coût annuel du déploiement de ces bases, personnel, fonctionnement, etc., ± \$150 mds. Plus, des "bases secrètes" ("non documentées") absentes de l'inventaire officiel (*Base Structure Report*) du ministère US de la Défense. En tout, disent les experts, ± 800 bases actives servant la puissance de Washington, mais dont les citoyens américains ne savent rien, ou presque.

- *Surdoses de drogue, suicides, anxiété les morts de désespoir*

Guerre perpétuelle, hystérie autour du terrorisme, algarades à répétition de la Maison-Blanche, plongent la population américaine dans une grande anxiété. Soucis, tensions,

rage y sont au plus haut niveau depuis dix ans et parmi les plus hauts du monde.

(*Enquête Gallup sur ± 150 000 personnes au monde*), sur les sentiments négatifs éprouvés la journée précédente : 55% des Américains y ont subi une forte tension, une forte anxiété - même niveau que la Grèce, ravagée par la crise. Taux moyen mondial : 35%.

Malaise social grave : morts par alcoolisme, stupéfiants, suicides, collectes de données depuis 1999, avec le *Centre for Diseases Control & prevention*. Dernières statistiques (2017) : les pires depuis l'origine. En 2017, ces morts s'élèvent à plus de 150 000 dont 47 173 suicides, (2017 suicides d'enfants et adolescents, +16% sur 2015) ; ± 28 000 morts par opiacés de synthèse, devenus la cause majeure de décès pour les Américains de moins de 55 ans.

- *La guerre sans fin en Afghanistan*

Morts civils, du fait de la guerre américaine : 3 804 en 2018, dont 927 enfants ; 500 de ces morts par bombardements aériens ; plus 7 189 blessés. Chiffre au plus haut depuis 2002, + 5% sur 2017. De 2009 à 2018, ± 32 000 morts civils et ± 60 000 blessés. De 2014 à 2018, les forces de sécurité afghanes (armée, police, etc.) ont perdu 45 000 hommes. Tout cela (dit-on à Washington même), à peu près pour rien.

- *La maladie angoisse boulimique du terrorisme*

Depuis près de vingt ans désormais, la *Global War On Terror* (GWOT) coûte chaque année aux États-Unis des centaines de milliards, mobilise des millions de gens. La



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

totalité des 70 000 hommes du SOC *Special Operations Command* s'y consacre, ce dans 38 pays (connus). Une grande partie des 834 000 détenteurs de l'habilitation TOP SECRET œuvrent à la GWOT.

Cependant... Voici (2017, fédération américaine des assurances), les motifs des risques de décès d'un habitant des États-Unis : crise cardiaque, un risque sur 6 ; cancer, 1/7 ; insuffisance respiratoire chronique, 1/27 ; suicide 1/88 ; surdose fatale d'opioïde, 1/96 ; accident fatal de la route, 1/103 ; chute, 1/114 ; tir d'arme à feu, 1/285 ; choc fatal pour un piéton, 1/556 ; accident fatal de moto, 1/858 ; noyade, 1/1 117 ; incendie, 1/1 474 ; étouffement en mangeant, 1/2 696 ; accident fatal à vélo, 1/4 047 ; accident de tir, 1/8 912 ; insolation, 1/8 912 ; électrocution, 1/15 638 ; arme blanche, accident, 1/28 000 ; ouragan, 1/31 394 ; brûlures fatales, 1/46 045 ; piqûres d'insecte, 1/46 562 ; morsure de canidé, 1/115 111 ; passager d'un avion, 1/188 364 ; éclair, orage, 1/218 106 ; passager d'un train, 1/243 765. Le terrorisme ? Trop minime pour être simplement comptabilisé.

- *Le délire du "politiquement correct"*

Lubie post-pubertaire? Idéologie ? Les universités américaines - les plus glorieuses, en tête de gondole - vivent désormais la folle dictature de la "diversité" et de "l'inclusion". Dans ces universités, métastasent à présent d'immenses bureaucraties inquisiteuses, telles qu'elles font à coup sûr rêver, de l'enfer où ils doivent rôtir, bien des cadres du KGB, de la Gestapo et des Khmers rouges. Prenons le cas de l'Université Yale, qui dispose aujourd'hui :

- D'un vice-président à la diversité, l'égalité et l'inclusion et son équipe d'experts,

- D'un préfet délégué à la diversité du corps enseignant,
- A la présidence de l'université :
 - D'un comité à la diversité et l'inclusion,
 - D'un comité de lutte contre le racisme et la xénophobie,
 - D'un groupe de travail mixte sur diversité et l'inclusion,
 - D'un conseil académique aux affaires interculturelles,
- Plus une direction (avec directeur, directeur adjoint et directeur délégué) aux programmes d'égalité des opportunités,
- Un directeur général à la diversité,
- Et dans les facultés et écoles doctorales :
 - Sciences humaines : un doyen délégué à la diversité avec directeur adjoint,
 - Droit : un directeur adjoint à la diversité et l'inclusion,
 - Ingénierie et arts appliqués : un doyen délégué à la diversité,
 - Management : un directeur à la diversité,
 - Médecine : un doyen délégué à la diversité et l'inclusion,
 - Environnement : un vice président chargé de la diversité,
- Plus : un comité consultatif étudiant sur la diversité et l'inclusion,
 - Un directeur du centre culturel afro-américain,
 - Un directeur du centre culturel latino-américain,
 - Un directeur du centre culturel asiatique-américain,
 - Un directeur du centre culturel amérindien.

Enfin, évidemment, un nombre indéfini de "coordinateurs", pour mettre en branle la délirante machine.





*Etats-Unis (et reste du monde) :
les tueurs en série*¹⁸

Les séries de télévision américaines les capturent d'usage en 52 minutes, grâce à des gadgets-algorithmes - bien plus efficaces que dans la vraie vie. Mais dans le monde physique, les tueurs en série sont plus difficiles à "neutraliser". Voici, de par le monde et surtout aux Etats-Unis, une liste de ces tueurs, jamais capturés (ou libérés et ayant continué à sévir) jusqu'à la fin 2018 :

- De par le monde

LE MONSTRE DES ANDES - Colombie, Équateur et Pérou - Pedro Lopez, voleur de voitures à l'origine, plus de 300 assassinats et viols dans la décennie 1980. Détenu en Colombie mais libéré en 1998 pour "bonne conduite", il a depuis lors recommencé à tuer.

LE TUEUR DE "L'AUTOROUTE DES LARMES" - Inconnu. Colombie britannique, Canada. 18 jeunes filles ou adolescentes signalées disparues, la plupart issues des réserves indiennes, disparues au long de l'autoroute N°16 de 1969 à 2006. Sans doute plus de 40 au total - il est aisé de "disparaître" en Amérique du Nord. Dernière disparition en 2018.

- États-Unis

THE CRAIGSLIST RIPPER - Inconnu. Un minimum de 10 assassinats autour de Long Island (NY) entre 2010 et 2013. Les victimes sont des prostituées recrutant leurs clients sur le site Craigslist.

THE WEST MESA BONE COLLECTOR - Inconnu. Dans une fosse creusée secrètement dans le désert du Nouveau-Mexique,

on trouve en 2009 les ossements de 11 femmes, jeunes filles et bébés. Ni explication, ni piste.

THE INTERSTATE 70 KILLER - Inconnu. Cette autoroute traverse l'Indiana, le Kansas et le Missouri. 6 femmes (toutes, aux longs cheveux noirs) y sont assassinées par un homme portant une queue de cheval. Deux homicides analogues au Texas en 1993-1994.

THE ROUTE 29 STALKER - Inconnu. La Route 29 est en Virginie. 4 jeunes femmes y disparaissent en 1996. Au fil des années, une vingtaine de femmes en voiture signalent à la police qu'un rodeur a voulu qu'elles se garent, du fait d'un "bruit bizarre" de leur véhicule. 5 autres jeunes femmes y disparaissent de 2009 à 2014.

THE SMILEY FACE KILLERS - Inconnus. (Peut-être un *réseau* de tueurs en série ??) - De la décennie 1990 à 2008, 45 jeunes hommes du même âge, profil analogue, tous étudiants, sont tués. Sur les scènes de crime d'une douzaine de ces homicides, un *smiley* dessiné. Parfois, plusieurs homicides sont commis le même jour dans des Etats différents.

- Tueurs en série récemment arrêtés

GOLDEN STATE KILLER - (Californie, incarcéré) James De Angelo a échappé à la police pendant 40 ans ; 12 homicides, 50 viols de 1976 à 1986.

SAMUEL LITTLE (78 ans, incarcéré, l'un des pires répertoriés), On lui attribue 90 homicides dans tous les États-Unis de 1975 à 2005. Le FBI en a authentifié 35, et Little les avoue au compte-gouttes (3 en 2018).



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

Russie : crime organisé et "mafias" ¹⁹

A l'origine, *Vorovskoi Mir* (le monde des bandits) et les *Vory v zakone* (bandits respectant le code - celui des bandits, bien sûr). Ce sont précisément des criminels détenus au *Goulag*, différents du milieu criminel au sens large. Ainsi, les camps de détention soviétiques ont-ils été l'involontaire (?) couveuse du crime organisé russe. Dans ces camps en effet, une minorité rebelle non-politique refuse d'accomplir toute tâche matérielle. Le code des *Vory* leur interdit tout travail "honnête" dans les camps ou au dehors : ils doivent vivre du crime sous toutes ses formes ou de jeux d'argent. Tout contact avec les gens honnêtes, l'Etat ou l'appareil répressif, leur est interdit, jusqu'à la seconde guerre mondiale. Changeant parfois de camp, ces prisonniers constituent un réseau criminel organisé, dès la décennie 1930.

104

Or pendant la guerre, environ un million de prisonniers est enrôlé dans l'armée soviétique et, malgré les promesses, la plupart retourne au *Goulag* dès 1945. Là, ils sont rejetés par les *Vory* qui baptisent *Chiennes* ces ex-soldats soviétiques faits prisonniers - donc suspects aux yeux du régime - ou anciens de l'armée Vlassov. Rentrant de guerroyer, les "Chiennes" sont aguerries et dans la guerre consécutive, elles éliminent la plupart des *Vory* purs et durs, puis les remplacent. Ces néo-*Vory* sont plus souples que leurs anciens sur certaines collaborations avec le régime soviétique : marché noir, rackets, "protections", etc. Les décennies passent.

Vers 1985, Gorbatchev restreint drastiquement la consommation russe d'alcool : organisant bien sûr le marché noir, les *Vory*

deviennent populaires dans le pays. Lors de la *Perestroïka*, les *Vory*, alliés à des lutteurs, boxeurs, praticiens d'arts martiaux ou vétérans de la guerre afghane, contrôlent une bonne part des sociétés de sécurité privées, qui alors prolifèrent.

Quand s'effondre l'Union soviétique, ensuite sous Yeltsine, les *Vory* sont aux premières loges du *business* de la privatisation des sociétés d'Etat. Agissant comme nervis des oligarques, ils s'affrontent alors en de sanglantes guerres.

Apparaissent ensuite des "hybrides", nommés *AVTORITET* ("Autorités") mi-oligarques, mi-chefs de gangs, contrôlant aussi bien du *business* licite qu'un appareil criminel. Dans la décennie 2000 enfin, Poutine y met bon ordre. Les *Avtoritets* sont disciplinés et "légalisés". Devenus des Oligarques (plus ou moins) présentables, tous doivent coopérer avec l'Etat ; sinon, c'est l'exil ou la prison.

9 - Terrorisme, guérillas etc.²⁰

Djihad et djihadistes

1 - Djihadistes étrangers en Irak-Syrie : le décompte

Selon le rapport ONU - août 2018, l'"État islamique" (ci-après EI) disposait alors en Irak-Syrie de 20 000 à 30 000 combattants. A son apogée, 2015, l'EI y comptait ± 100 000 combattants, dont 30 000 "étrangers". En mai 2014, *The Economist* décomptait ainsi ces 30 000 moudjahidine "issus de pays occidentaux" : Français, 700 ; Britanniques, 400 ; Allemands, 270 ;





Belges, 250 ; Néerlandais, 120, Danois, 100 ; États-Unis, 70, Australie, 60, Norvège, 50, Irlande et Suède, 30 chacun. En avril 2019, l'ONU estime que l'EI a encore de 3 000 à 4 000 combattants en Libye, et 500 autres au Yémen.

Moudjahidine, France

En août 2014, le ministère français de l'Intérieur estime à 800 le nombre des "Français" partis au Djihad. En novembre 2014, le Procureur de Paris indique que 1 132 "Français" sont impliqués dans les filières de Djihad, dont 376 présents en Irak-Syrie. En avril 2015, un rapport du Sénat français estime que 1 500 Français sont à un titre ou un autre impliqués dans le djihad. En décembre 2015, un rapport DGSE+SDAT donne 1923 individus impliqués dans le djihad Irak-Syrie ; 577 en zone de guerre, 252 alors rentrés en France, 244 dans un pays de transit (Turquie, Balkans...) ; 708 en France décidés à partir au djihad ; enfin, 142 tués.

Djihad en Norvège - dans les banlieues d'Oslo, sont partis combattre en Irak-Syrie : une vingtaine d'hybrides-voyous d'origine somalienne, plus de rares convertis. En mars 2013, à Nairobi (Kenya) lors du massacre au centre commercial Westgate Mall, l'un des 4 terroristes est "norvégien". Il y avait fin 2018 une vingtaine de ressortissants ou résidents norvégiens dans la zone Irak-Syrie, ± 30 morts au combat et une quarantaine de retour en Norvège, ou sur la route.

2 - L'emprise mondiale résiduelle de l'État islamique"

(Re)devenu une mosaïque atomisée et un réseau de cellules clandestines, l'EI en est

revenu aux attaques type guérilla, à base d'attentats à la bombe et d'homicides plus ou moins ciblés.

- Au Moyen-Orient, l'EI dispose de 5 000 à 6 000 moudjahidine, souvent désormais sous forme de cellules dormantes,
- En Afghanistan, l'EI dispose de combattants à l'est du pays, provinces de Nangahar, Kunar, Nuristan et Laghman),
- Aux Philippines, l'EI dispose d'appuis dans le sud musulman de l'archipel,
- En Libye, l'EI est encore présent,
- En Afrique, l'EI dispose de groupes alliés au Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, Togo.

3 - Djihad aux Philippines

L'archipel figure dans la "province d'Asie orientale de l'Etat islamique". On y signale sa présence dès 2016, au sud de l'archipel, Mindanao, îles de Jolo, de Balisan, etc., ou il est proche du groupe local Abu Sayyaf, pour part formé de moudjahidine rentrés d'Afghanistan dans la décennie 1990. Les troupes locales de l'EI y sont encadrées par des combattants étrangers aguerris. En janvier 2019, un attentat-suicide revendiqué par l'EI tue 23 fidèles dans la cathédrale catholique ND du Mont-Carmel à Jolo.

4 - Djihad au Sri-Lanka

Le dimanche de Pâques 2019, six attentats-suicides ravagent des églises et des hôtels de trois villes de Ceylan, dont la capitale, Colombo : 250 morts sur six sites différents. La cellule terroriste avait fait allégeance à l'EI. Il s'agit du groupe *National Thoweets Jamaath (Tawhid Jama'a)* dont l'imam est Mohammed Zahran Hashim, tué dans une des attaques avec six autres "martyrs". La cellule se compose de





Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

musulmans aisés, dont un diplômé d'une grande université étrangère. Prévus de longue date, les attentats étaient préparés dans deux appartements conspiratifs des banlieues de Colombo. Ici, le facteur déclenchant aurait été l'attentat visant deux mosquées de Christchurch, Nouvelle Zélande, en mars 2019.

5 - La nature réelle de l' "État islamique"

Confirmation de nos précédents écrits sur le sujet :

MAKTAB : (Matthieu Suc) "L'EI n'est pas une organisation pyramidale, avec chef suprême prenant toutes les décisions, plutôt un "système solaire" dont les satellites

reçoivent des blancs-seings et financements des dirigeants principaux pour agir".

AMNIYAT : Le commanditaire des attentats du Bataclan, etc., à Paris en 2015, est Ali Moussa al-Shawak (*kuniyas* : abou Loqman ou Abou Ayoub al-Ansari), né en 1973 dans la province de Raqqa (Syrie) et issu de la tribu syrienne Ajeel. Salafiste, il participe dès 2003 à la guerre en Irak, alors membre (ou infiltré dans) le Front al-Nosra (al-Qaïda en Syrie). Rejoint l'EI en 2013 avec ± 700 moudjahidine, surtout "étrangers". Alors intégré à l'Amniyat (l'appareil de renseignement/action de l'EI) et gouverneur de Raqqa. Chef de l'Amniyat vers mars 2017 ; tué en avril 2018 à Hajine, dans la province syrienne de Deir Ezzor.



Notes

1. *New York Review of Books* - 9/05/2019 "Kidnapping, a very efficient business" - *Security Defense Business Review* - 9/04/2019 "Piraterie maritime" et "Sécurité des collaborateurs à l'International" - Études de l'Ifri - mars 2019 - Focus stratégique - 88 - The future of urban warfare in the age of megacities.- UN-Habitat - Nairobi, 2016 - World cities report - Urbanization and development, emerging futures. *Le Figaro* - 17/01/2019 "La piraterie en mer a progressé en 2018".
2. OCDE + EUIPO European Union Intellectual Property Office - Mars 2019 (Données portant sur 2013-2016).
3. *Revue française de criminologie et de droit pénal* N°12 - avril 2019 "Seattle en état de siège" - *New York Times International* - 19/03/2019 "Tech problems are growing, so is public alarm".
4. ENACT - Nov. 2018 - *Policy Brief* N°6 "The rise of counterfeit pharmaceutical in Africa".
5. *New York Times International* - 4/01/2019 "El Chapo trial reveals an abyss of corruption"
6. *Daily Mail* - 1/01/2019 "Philadelphia sees its first homicide of 2019 just 12 minutes into the new year". *RT* - 1/01/2019 "Record gun seizures see Chicago homicide rate drop in 2018, still nation murder capital. *AP* - 1/01/2019 "Man shot in 2007 dies, bringing 2018 homicides count to 309". *AP* - 1/01/2019 "Police : homicides in Chicago down by nearly 100 in 2018". *AFP* - 1/01/2019 "Chicago : moins de meurtres dans la capitale du crime".





- RT - 13/02/2019 "US police shoot 1 000 people dead every year". *Daily Mail* - 21/02/2019 "New York city murder rate rises 55% in 2019.
7. *BBC News* - 13/01/2019 "Reality Check: how safe is it to live in China ?"
8. *BBC News* - 4/03/2019 "Knife offences in England and Wales" - *BBC News* - 28/02/2019 "How do we know how many children are in gangs" - *Daily Mail* - 21/02/2019 "Four out of ten offenders are career criminals" - *The Sun* - 21/02/2019 "London murder rate 2019" - *BBC News* - 7/02/2019 "Gun crime highest for a decade, for four police forces" - *BBC News* - 7/02/2019 "Knife crime: fatal stabbings at highest level since record began in 1946" - *BBC News* - 1/02/2019 "Shoplifting at supermarkets on the rise" - ONS-UK janvier 2019 - criminalité enregistrée par la police britannique de novembre 2017 à octobre 2018
9. Confédération suisse - Dépt. fédéral de l'Intérieur, Office fédéral de la statistique - Neuchâtel, 2019n - Statistiques policières, criminalité - rapport 2018 des infractions enregistrées par la police.
10. *Le Parisien* - 15/04/2019 - Cambriolages, Paris, 2018" - *Le Figaro* - 11/04/2019 "Infractions par types" - *Le Parisien* - 8/04/2019 "Quarante ans de suicides de policiers en France" - Assemblée nationale - 28/03/2019 "Rapport d'information - Évaluation de la lutte contre la délinquance financière" - *Le Journal du dimanche* - 10/03/2019 "Agressions, les pompiers voient rouge" - *La Provence* - 26/02/2019 "Narcobanditisme : haro sur les charcleurs" - *La Croix* - 25/02/ 2019 "La délinquance des mineurs en chiffres" - *Le Parisien* - 24/02/2019 "Les voleurs profitent de l'isolement des agriculteurs" - RT - 4/02/2019 "Paris : hausse de 60% des agressions contre les pompiers" - *BFMTV* - 1/02/2019 "Nouvelle hausse des détenus au 1^{er} février" - *Enquêtes du contribuable* N°14 - dec. 2015 - jan. 2016 "Quartiers nord de Marseille : l'affaire Andrieux".
11. Pour les définitions, NATINF, etc., voir <http://www.justice.gouv.fr/bulletin-officiel/dacg74f.htm>.
12. Le système français d'incriminations pénales compte : ± 700 crimes, ± 8 000 délits et ± 6 000 contraventions.
13. OCRTIS-DNRED - mai 2019 "Le trafic de stupéfiants dans les ports commerciaux français" - Gouvernement du Canada - avril 2019 - Rapport national : décès liés à la consommation d'opioïdes au Canada - *New York Times International* - 15/03/2019 "Stop funding Southern Asia's brutal drug war" - Commission globale des stupéfiants des Nations-Unies - 12/03/2019 - Communiqué - *Le Figaro+AFP* - 25/02/2019 "France : saisies de drogues en hausse en 2018" - *New York Times International* - 15/02/2019 "Conviction doesn't stem flow of drugs at the border" - *Fox News* - 7/02/2019 "Carfentanyl, opioïde qui peut être létal au toucher, devient un problème croissant aux États-Unis." - RT - 15/01/2019 "Opioïde overdoses surpassent les accidents automobiles parmi les causes de décès aux États-Unis." - *Insight Crime* - 9/01/2019 "As opioïdes and cocaine boom, the Americas wilt".
14. *Le Parisien*, 18/04/2019 "TOP 5 des tentatives de fraude dans les entreprises" - *Sunday Times*, 31/03/2019 "Un gang criminel actif au Royaume-Uni depuis la décennie 1990".
15. World Bank Group - 02/2019 - Global Tobacco Control Program - Confronting illicit tobacco trade - A global review of country experiences.
16. EASO-EU Asylum Trends, 2018 Overview, février 2019 - *Sputnik News* - 26/02/2019 "Comment la mafia arabe étend ses tentacules en Allemagne" - *Courrier International* - 18/02/2019 "Justice : l'Allemagne face aux clans du crime organisé" - Confédération suisse - 28/01/2019 - Département fédéral de justice et police - Secrétariat d'État aux migrations - année 2018 - *L'Afrique réelle* - 2/02/2019 "Les migrants africains ne fuient pas l'insécurité, mais la faillite économique" - *Le Figaro* - 15/01/2019 "Immigration : 255 550 titres de séjour ont été accordés en France en 2018" - *France-Info* - 15/01/2019 "Les demandes d'asile en hausse de 21,8% l'an dernier" - *CNN* - 7/01/2019 "UN Human Trafficking report : record number of girls reported as victims" - *France-Info* - 7/01/2019 "La traite humaine reste un crime largement impuni, déplore l'ONU" - *The Conversation* - 7/01/2019 "Fact check: how many people are enslaved in the world today ?" - *CNN* - 5/01/2019 "Illegal migrations to EU



Xavier RAUFER (avec l'équipe DATA)

falls to lowest level" - *RT* - 4/01/2019 "L'immigration est de loin la première préoccupation des Européens et des Français" - *20 Minutes* - 3/01/2019 "Migrants : 2 262 personnes sont mortes dans les traversées de la Méditerranée en 2018" - *RT* - 3/01/2019 "Sondage, au niveau de l'UE".

17. *New York Times International* - 27/04/2019 "Americans under stress, a poll finds" - *Wall Street Journal* - 24/04/2019 "At Yale, DIVERSITY means more of the same" - *New York Times International* - 9/03/2019 "Deaths from drugs and suicide reach a record in the US" - *BBC News* - 24/02/2019 "Afghanistan: civilian deaths at record high in 2018, UN" - *Consortium News* - 16/01/2019 "Des bases américaines partout... Dans 164 pays... SAUF dans les rapports du Pentagone".

18. *The Sun* - 12/01/2019 "Serial killers who were never caught".

19. *New York Review Of Books* - 9/05/2019 "Dons of the Gulag" et "The Vory: Russia's super mafia" Mark Galeotti, Yale University Press - 2019.

20. 22/06/2019 - Colloque GIGPA, texte de présentation - France-Forum, avril 2019 "La Norvège face au terrorisme" *New York Times International* - 27/04/2019 "The widening reach of ISIS" - *New York Times International* - 26/03/2019 "Where the US military is still fighting ISIS" - *Wall Street Journal* - 25/04/2019 "Sri-Lanka identifies 8 of 9 bombers" - *New York Times International* - 12/03/2019 "ISIS rises in the Philippines" - 2017 "Les espions de la terreur", Matthieu Suc, ed. Harper Collins.





Chroniques & Rubriques







CRIMINOLOGIE

Investissements directs étrangers et domaine de l'illicite

*Laurent IZARD*¹

L'ouverture progressive des frontières, la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux ont permis une multiplication des opérations transnationales d'achats et de cessions d'actifs économiques. Les acquisitions d'entreprises, de filiales, d'immeubles, de sites de production ou de terres agricoles sont ainsi devenues les manifestations habituelles d'un nouveau marché mondialisé qui s'est considérablement développé à partir des années 1980. Les investissements directs à l'étranger (IDE) constituent désormais un élément moteur de la multinationalisation des entreprises et recouvrent aussi bien les créations de filiales à l'étranger que les fusions-acquisitions transfrontières ou d'autres relations financières, notamment les prêts et emprunts intra-groupes.

La littérature économique porte en général un regard bienveillant sur l'ouverture des marchés et la mondialisation financière,

censées favoriser la croissance mondiale via une division internationale du travail plus rationnelle. Mais en raison d'asymétries de capacités financières, ce vaste marché ne profite pas à tous et certains acteurs (États, Institutions financières, sociétés multinationales) adoptent des comportements de prédateurs qui s'éloignent de plus en plus de la compétition économique, par définition vertueuse, pour aboutir à des situations durables de domination voire d'asservissement. La France n'est évidemment pas absente de ce processus et le bilan des opérations de cessions/acquisitions ne tourne pas à notre avantage : chaque année, la liste des grandes entreprises, ETI ou PME cédées à des groupes étrangers se rallonge².

Si dans leur principe les IDE sont conformes à la réglementation nationale ou internationale, ils s'accompagnent parfois de pratiques illicites dont certaines peuvent





Criminologie

recevoir une qualification criminelle. Il est pourtant souvent difficile de donner des suites judiciaires aux opérations suspectes entraînant une perte de contrôle d'éléments majeurs de notre patrimoine économique : le caractère international et la complexité des montages financiers réalisés, l'importance de leurs enjeux politiques et économiques, le refus de coopérer de certains États qui entravent la progression des enquêtes... ne facilitent pas la tâche des juges d'instruction.

Nous illustrerons cette difficulté dans une première partie à partir de trois affaires emblématiques et largement médiatisées, avant de décrire dans une seconde partie les principales pratiques illicites liées à la cession d'éléments de notre patrimoine économique.

112

Contrôle des intérêts stratégiques et pratiques illicites

La cession de la branche Énergie d'Alstom à General Electric

En septembre 2015, le pôle énergie d'Alstom (70% du chiffre d'affaires du groupe) passe sous contrôle américain après avoir été acquis par l'américain General Electric dans des conditions pour le moins contestables : erreurs de management, corruption, ententes illégales, désengagement de l'État, pression de la justice américaine cette opération s'inscrit dans un contexte de mauvaise gestion stratégique et de soupçons de malversations financières. Jusqu'en 1998, Alstom faisait partie du plus puissant conglomérat industriel français, la CGE (Compagnie Générale d'Electricité, devenue Alcatel-Alstom en 1991). La CGE était un

groupe diversifié qui pouvait rivaliser avec les leaders mondiaux dans les domaines des Télécoms, les câbles, l'ingénierie électrique, l'énergie, le ferroviaire, le nucléaire, les chantiers navals. L'éclatement d'Alcatel-Alstom en plusieurs entités, voulu par ses dirigeants et un contexte économique difficile vont gravement fragiliser Alstom, qui sera sauvée de la faillite en 2003 par l'intervention de l'État. Celui-ci cédera toutefois sa participation en 2006 à Bouygues qui ne trouvera pas les synergies attendues de cette opération et souhaitera à son tour se désengager d'Alstom³.

Les événements vont se précipiter en 2013 : le 14 avril, Frédéric Pierucci, directeur de la division chaudières d'Alstom est arrêté lors de son arrivée à New York et jeté en prison, au prétexte de corruption en Indonésie. Il y restera plus de deux ans dans des conditions épouvantables. Dans son livre, « Le piège américain »⁴, il expliquera que la vente d'Alstom à General Electric fut le résultat d'une action coordonnée du DoJ (Ministère américain de la Justice) et des dirigeants de GE. La manœuvre est redoutable et hautement condamnable : en utilisant ses revendications d'extraterritorialité, la justice américaine inflige à un groupe étranger d'une amende monumentale (jusqu'à plusieurs milliards de dollars) pour corruption ou tout autre motif juridique, et menace ses dirigeants de prison. Puis la justice américaine se montre plus conciliante, accepte de réduire l'amende prévue initialement et se propose d'oublier les poursuites judiciaires à l'encontre du PDG et des cadres dirigeants. Mais le prix à payer est lourd : la cession de l'entreprise ou des activités stratégiques visée(s), ici les turbines nucléaires d'Alstom. Peu après, son PDG estima publiquement que





Investissements directs étrangers et domaine de l'illicite

le groupe n'était pas viable et partit en empochant au passage la modique somme de 4 millions d'euros. Le rachat d'Alstom par General Electric a dans un premier temps été présenté à l'opinion publique française comme une alliance d'égal à égal avec la création de trois « co-entreprises » ; une tromperie manifeste, car General Electric est majoritaire dans ces trois « co-entreprises »...

Les conséquences de cette débâcle sont particulièrement dramatiques car la branche énergie d'Alstom faisait partie de notre patrimoine national. D'abord parce les Français ont beaucoup investi dans *Alstom*, via notamment les crédits publics, la *Coface*, les marchés publics privilégiés ou les commandes d'*EDF*. Ensuite parce que l'entreprise dispose d'un savoir-faire unique dans le développement et la maintenance des turbines atomiques. Enfin parce que c'est une pièce maîtresse de la filière nucléaire française qui passe sous pavillon étranger : nous sommes devenus totalement dépendants des Américains pour l'entretien et la préservation de notre parc nucléaire. Plus largement la France perd un élément de son indépendance énergétique car Alstom était le leader mondial de l'hydraulique, et un acteur majeur du secteur des réseaux intelligents (grid) et des turbines à vapeur.

Dans cette affaire, la Commission européenne porte une lourde part de responsabilité car elle a refusé les aides qui auraient permis de sauver Alstom. Les dirigeants français de l'époque également, car, à l'exception d'Arnaud Montebourg qui a tenté de s'opposer à la manœuvre et a demandé sans succès des garanties de la part de GE, toute l'équipe au pouvoir à l'époque se montra favorable à la cession d'Alstom, le gouvernement allant même jusqu'à défendre

GE durant l'enquête de la Direction de la concurrence de la Commission européenne

Mais fin janvier 2018, la controverse autour de la cession d'Alstom a pris une tournure judiciaire : l'État est visé par une plainte pénale déposée par l'association anticorruption Anticor, qui reproche au gouvernement d'avoir renoncé à son droit d'acheter les 20 % d'actions Alstom détenues par Bouygues. « *En renonçant à un accord qu'il avait lui-même conclu à son avantage, l'État s'est privé d'une bonne affaire en perdant un gain minimum à court terme de 350 millions d'euros en dividendes. [...]* L'ensemble de ces circonstances témoigne incontestablement du caractère abstentionniste et coupable des agissements de l'État », a déclaré le président d'Anticor.

Puis en janvier 2019, le député Olivier Marleix, président de la Commission d'enquête sur les décisions de l'État en matière de politique industrielle, saisit le parquet financier sur l'affaire Alstom. Le Parquet ouvre une enquête préliminaire en juillet 2019 sur la base des éléments portés à sa connaissance par le Député. Olivier Marleix justifiera son action par deux questions restées sans réponse⁵ :

- Les faits de corruption reconnus en 2014 par Alstom devant la justice américaine dans le cadre de sa procédure de plaider coupable n'ont donné lieu, en France, à aucune poursuite. Pourquoi ?
- Il apparaît qu'un certain nombre d'intermédiaires intéressés à cette vente semblaient se retrouver dans la liste des donateurs ou des organisateurs de levées de fonds pour la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron, ministre de l'Économie en exercice au moment de



Criminologie

ladite vente à laquelle il a expressément donné son accord. Cela ne prouve rien a priori mais pose la question de l'existence d'un pacte de corruption ou, au moins, d'une prise illégale d'intérêts.

D'après Olivier Marleix, ces mêmes intermédiaires ont pu être sollicités pour d'autres ventes intervenues quand l'actuel président de la République était à Bercy, notamment celle de Technip et d'Alcatel...

Dernier acte de cette tragédie industrielle, General Electric, qui s'était engagée lors de la vente d'Alstom à créer mille emplois nouveaux avant fin 2018 a annoncé fin mai 2019 la suppression de plus d'un millier d'emplois sur son site de Belfort, ce qui génère de légitimes inquiétudes quant à la pérennité de ce site industriel⁶.

114

Dans ce dossier comme dans d'autres, la logique financière et les intérêts des actionnaires ont pris le pas sur l'intérêt national et la volonté de défendre notre industrie tout comme notre souveraineté économique.

Le rapprochement des Chantiers de l'Atlantique et de NavalGroup avec Fincantieri

En 2008, Les Chantiers de l'Atlantique, fleurons du patrimoine maritime français, sont vendus au Coréen STX Offshore & Shipbuilders après avoir brièvement appartenu au groupe norvégien Aker Yards suite à leur cession par Alstom. Les Chantiers de l'Atlantique ont notamment construit les célèbres paquebots Normandie, France, Queen Mary 2, Harmony of the Seas sans parler des navires de guerre comme le

porte-avions Foch. STX se désintéressera pourtant de cette entreprise prestigieuse et de son savoir-faire unique, qui seront mis en vente par les administrateurs judiciaires du groupe, avec la bénédiction du gouvernement français de l'époque. Le chantier naval italien Fincantieri – premier constructeur de navires du monde occidental en termes de chiffre d'affaires – sera le seul à se porter acquéreur.

Même si l'État français a conservé une participation à hauteur d'un tiers du capital afin de « protéger les intérêts hexagonaux ». Le PDG de Fincantieri, Giuseppe Bono, se vantera dans la presse italienne d'avoir réussi à acquérir avec 50 % de STX « un morceau de France ». Mais le gouvernement français s'inquiète alors du fait que Fincantieri a passé des accords avec la China State Shipbuilding Corporation pour construire à Shanghai des bateaux de croisière destinés au marché chinois. La crainte d'une perte d'emplois et de divulgation de secrets industriels conduit alors le gouvernement français à entamer des négociations avec les Italiens. L'échec de ces négociations contraint le gouvernement d'Édouard Philippe à décider une nationalisation provisoire de STX France en juillet 2017 afin de « défendre les intérêts stratégiques de la France ». Cette nationalisation a pris effet le 18 juillet 2018. Il faudra encore patienter pour savoir si les Chantiers de l'Atlantique passeront sous pavillon italien. La Commission européenne a annoncé, mercredi 30 octobre 2019, avoir ouvert une « enquête approfondie » concernant les modalités de l'acquisition du chantier naval nazairien par l'italien Fincantieri...

Avec les Chantiers de l'Atlantique, notre principal groupe industriel spécialisé dans





Investissements directs étrangers et domaine de l'illicite

la construction de navires de guerre s'appelle Naval Group. Cet ensemble industriel, leader européen du naval de défense, est l'héritier des Arsenaux militaires créés à l'initiative du Cardinal de Richelieu en 1631. Il a notamment construit le porte-avions Charles de Gaulle, ainsi que nos frégates et porte-hélicoptères Mistral. Naval Group conçoit et assemble également nos sous-marins nucléaires d'attaque et nos sous-marins lanceurs d'engins. Après avoir changé de statut et de dénomination à plusieurs reprises (la DCAN devenant DCN, puis DCNS et enfin Naval Group en juillet 2017), notre fleuron industriel maritime a opéré un rapprochement avec l'italien Fincantieri. Fincantieri et Naval Group ont en effet signé en juin 2019 à Rome l'« Alliance Cooperation Agreement » qui fixe les termes opérationnels de l'incorporation d'une joint-venture (coentreprise) détenue à parts égales, le siège social du futur groupe étant fixé à Gênes. Ce mariage franco-italien s'est en outre doublé d'une alliance entre Thalès et le groupe transalpin sur les têtes acoustiques équipant ces armes sous-marines. Dans les négociations menées sous l'égide d'Emmanuel Macron, le futur partenaire de Naval Group, l'italien Fincantieri réclamait plus de 50% du nouvel ensemble. Mais l'histoire récente des rapprochements dits « à égalité » (Lafarge, Technip, Essilor) montre qu'entre la volonté affichée de mariages entre égaux et la réalité du pouvoir, l'écart peut être considérable

Pourquoi l'alliance de Naval Group avec Fincantieri pose-t-elle problème ?

D'abord parce que l'accord n'a pas mis fin à la guerre commerciale que se livrent les deux constructeurs : Fincantieri s'est montré très agressif dans les pays où Naval Group

est pourtant en pole position pour remporter des commandes notamment en raison de références passées fortes. Tout se passe comme si Fincantieri avait tenté de saboter les chances de son partenaire français dans certains de ces pays comme la Roumanie, l'Egypte ou encore les Emirats Arabes Unis. Et peu après la signature de l'accord, les Italiens ont sans scrupule entamé une procédure en Roumanie contre le groupe naval français, qui avait gagné un appel d'offres lancé par Bucarest. Le recours, qui conteste l'impartialité de cet appel d'offre, a été déposé devant le Consiliul Național de Soluționare a Contestațiilor (CNSC), un organisme créé pour juger les problèmes liés aux passations de marché public, mais dont l'indépendance est discutée...

Ensuite parce que le groupe italien a été mis en cause à de nombreuses reprises pour des activités opaques, non conformes aux règles éthiques, et souvent illicites. Un rapport de l'ADIT (Agence pour la Diffusion de l'Information Technologique), dévoilé en juillet 2018, détaille les multiples affaires suspectes impliquant le constructeur italien. Des cadres de Fincantieri ont ainsi été poursuivis pour des faits de corruption lors de négociations commerciales, notamment avec les Émirats Arabes Unis, ou des tentatives de vente d'un navire de guerre au régime de libyen du colonel Khadafi. Deux enquêtes visant le chantier naval italien ont été récemment ouvertes en Inde concernant la vente de pétroliers ravitailleurs à la marine indienne, l'une pour favoritisme et l'autre pour des soupçons de malversations financières. Fincantieri a également été condamné 2014 par la Haute Cour de Londres à indemniser un milliardaire russe pour violation de droit de propriété intellectuelle.





Le rapport de l'ADIT fait aussi état de « liens ou de suspicions de liens » de la part de certains sous-traitants de Fincantieri « avec des organisations criminelles » : plusieurs cadres d'entreprises travaillant pour le constructeur italien sont ainsi soupçonnés de liens avec le clan Gionta de la Camorra, la mafia napolitaine. Et sept cadres de Fincantieri ont été condamnés en 2015 par la justice italienne. Mais surtout, l'ADIT pointe du doigt la mauvaise volonté manifeste de la direction de Fincantieri dans la mise en œuvre de « bonnes pratiques », respectueuses de l'éthique commerciale et de la légalité. Dernier épisode de cette saga judiciaire, en novembre 2019, la police italienne a mené des perquisitions dans les locaux de plusieurs sous-traitants du groupe Fincantieri, dans le cadre d'une enquête pour corruption et exploitation illégale de travailleurs. Trente-quatre personnes ont été mises en examen pour « exploitation systématique » de travailleurs étrangers dans les chantiers navals de Marghera, près de Venise⁷.

Une note blanche de la DGSE, remise à Matignon ainsi qu'aux ministères des Armées et de l'Économie, relaterait par le menu détail les pratiques douteuses de Fincantieri en matière commerciale⁸. Ces pratiques ternissent lourdement l'image du groupe italien mais également, par capillarité, celle de ses partenaires français

La concession de l'aéroport de Toulouse Blagnac

En 2015, on apprend la cession par l'État de 49,99 % de la société de gestion de l'*Aéroport de Toulouse-Blagnac (ATB)* au consortium chinois « Symbiose ». Avant

de remporter l'appel d'offre au printemps 2015, le fonds hongkongais avait échoué à reprendre les aéroports d'Athènes et de Ljubljana. Qui est l'heureux vainqueur de l'appel d'offre ? Le consortium Symbiose est constitué de la société Friedmann Pacific Asset Management (FPAM, société créée pour l'occasion au paradis fiscal des Îles Vierges britanniques), et de l'entreprise d'État chinoise Shandong High Speed Group.

L'opération de cession a été initialisée par le ministre de l'Économie Arnaud Montebourg, puis officialisée par son successeur Emmanuel Macron, le 17 avril 2015. Casil Europe (la filiale du groupe Symbiose qui gèrera l'aéroport de Toulouse) l'a emporté en faisant une offre supérieure de 20 %, (308 millions d'euros) à celle des concurrents en lice, notamment Vinci et Groupe ADP. Casil Europe (China Airport Synergie Investment Limited) est une société française créée et détenue par Shandong Hi-speed Group et Friedmann Pacific AM, une société-écran d'un seul employé et sans domiciliation réelle...

La direction d'Airbus (et quelques élus locaux) se sont inquiétés de voir les Chinois se rapprocher dangereusement de leurs usines et donc de leurs secrets industriels. Et puis l'acquéreur n'avait jamais exploité d'aéroport... Selon un rapport de la Cour des comptes, le choix s'est effectué sur la base de critères de recevabilité des candidats « peu exigeants et limités à leur capacité financière »⁹.

Mais qu'importe ! La direction de Symbiose s'est engagée à développer l'activité en triplant le nombre de passagers grâce à l'arrivée des compagnies aériennes chinoises.





Investissements directs étrangers et domaine de l'illicite

L'aéroport de Toulouse deviendrait ainsi un « *hub* » international promis à un grand avenir. Quelques mois après la cession, coup de théâtre : le président de Casil Europe, le milliardaire Mike Poon disparaît mystérieusement pendant plusieurs semaines. Il justifiera plus tard cette absence par une enquête gouvernementale sur des pratiques suspectes « dans le secteur chinois de l'aviation ».

Trois ans après la cession, le torchon brûle au sein de la gouvernance du troisième aéroport régional français. Car les actionnaires chinois exigent des objectifs de rentabilité complètement démesurés. Au printemps 2016, les nouveaux actionnaires ont réclamé 40 millions d'euros de dividendes exceptionnels et ont voulu puiser dans les 70 millions de réserves disponibles de l'aéroport. Un compromis sera finalement trouvé à 15 millions d'euros. Certes, des travaux ont été entrepris et l'aéroport connaît une croissance de son trafic avec l'arrivée de compagnies *low cost* dont Ryanair. Mais l'investisseur chinois avait promis aux élus locaux d'investir dans le métro pour rallier l'aéroport au centre-ville et de financer le projet du Parc des Expositions, autant de promesses non tenues.

Malgré cela, le dirigeant de *Symbiose*, soudainement réapparu, fait pression sur le gouvernement pour que celui-ci lui cède les 10,1 % que l'État détient encore dans l'aéroport toulousain. Et dans cette négociation, Mike Poon dispose d'un argument de poids car il est également à la tête d'une société de location d'avions, Calc, qui vient de signer un chèque de 5 milliards pour l'achat de 50 *A320neo* à *Airbus*. Un accord équilibré ? Rien n'est moins sûr, car le groupe de Mike Poon est coactionnaire

dans un site d'assemblage chinois au côté de Comac, le concurrent chinois d'Airbus et de Boeing. Mike Poon ne cache d'ailleurs pas sa stratégie : « *Nous avons été le premier groupe chinois à faire une acquisition dans le secteur aérien aux États-Unis, comme nous avons été les premiers à reprendre un aéroport hors de Chine. Nous maîtrisons toute la chaîne du secteur : achat d'appareils, leasing, services de maintenance pour les compagnies et gestion aéroportuaire* »...

Pourtant, début 2019, Casil annonce remettre en vente l'aéroport pour 500 millions d'euros, espérant ainsi réaliser une belle plus-value, alors qu'aucune modernisation substantielle n'a été apportée aux équipements. Dans son rapport sur ces tractations troublantes, la Cour des comptes écrit « la question des conflits d'intérêts entre conseils [de l'État] doit être anticipée et traitée avec la plus grande fermeté pour limiter les risques contentieux » (8). À suivre...

Cession d'actifs économiques et pratiques illicites multiples

Dans une lettre rendue publique le 4 mars 2019, la Cour des comptes affirme que certaines pratiques liées à des investissements directs internationaux peuvent recevoir une qualification criminelle et participent au développement inquiétant de la délinquance financière¹⁰. La Cour enfonce-t-elle des portes ouvertes ? Car la liste des activités illicites constatées lors d'opérations d'investissements directs s'avère particulièrement longue. Quelques exemples :





**Investissements internationaux
et blanchiment d'argent**

Le circuit est bien connu : l'argent du trafic de cannabis, contrôlé par des caïds marocains, est d'abord converti en or en Belgique, et changé en lingots pour faciliter leur acheminement jusqu'à Dubaï. La ville des Emirats Arabes unis – où 25 % de l'or de toute la planète est acheté ou vendu devient alors un lieu clé du blanchiment car les lingots sont reconvertis en argent liquide qui sera déposé dans des bureaux d'agents de change avant de financer des acquisitions d'actifs économiques (entreprises, immobilier) partout dans le monde¹¹. Il ne fait ainsi aucun doute que de nombreuses sociétés françaises ont été acquises par des investisseurs étrangers à partir de fonds issus du trafic de stupéfiants.

118

L'argent issu de l'enrichissement personnel, souvent illicite, des dirigeants de plusieurs pays africains ou du Moyen Orient peut emprunter un chemin plus direct : il est parfois investi dans des opérations immobilières, la protection diplomatique conférant à leur propriétaire une quasi-immunité juridique. Immeubles de prestige avenue Foch, appartements de luxe sur l'île Saint-Louis, parts de sociétés immobilières, châteaux dans le Périgord ou villas de luxe sur la Côte d'Azur, l'immobilier de prestige constitue un placement privilégié pour les dictateurs et leur famille. Selon *l'Office Central pour la Répression de la Grande Délinquance Financière (OCRGDF)*, les seuls membres du clan Bongo ont acquis une bonne trentaine de logements de luxe à Paris et à Nice¹². Mais après une longue période d'impunité, certains d'entre eux sont maintenant inquiétés par la Justice pour leurs « biens mal acquis », dès-lors

qu'ils ne bénéficient plus de l'immunité accordée aux chefs d'État.

C'est la mésaventure qui est récemment arrivée à Teodorino Obiang, Rifaat el-Assad et Denis Sassou-Nguesso. Lorsque les procédures judiciaires aboutissent, les riches dictateurs et leur famille n'ont plus le loisir de profiter de leurs acquisitions immobilières : c'est notamment le cas de Nesrine Ben Ali, la fille du président tunisien déchu, qui est propriétaire d'un bel hôtel particulier près de l'avenue Foch, mais qui est interdite de séjour en France. De même, l'ex-président du Panama, Manuel Noriega, n'a pas pu profiter longtemps de ses trois appartements situés dans les quartiers chics de Paris, quai d'Orsay, quai de Grenelle et rue de l'Université. Condamné par plusieurs pays dont la France pour blanchiment de fonds, il est mort en prison en 2017. Enfin, le château d'Hardricourt dans les Yvelines, qui fut la propriété du sinistre Jean-Bedel Bokassa, a été vendu par adjudication au profit de l'État.

Des suspicions de blanchiment ont également été évoquées lors de l'achat de vignobles du bordelais par des investisseurs chinois. Le groupe Haichang a commencé son activité viticole en achetant cinq vignobles en 2010 et 2011, dont le Château Chenu-Lafitte, qui produit chaque année 250 000 bouteilles de côtes-de-bourg.

D'autres acquisitions ont ensuite suivi, la diversification dans le vin correspondant à une stratégie de développement vers le haut de gamme du groupe. Et pour stimuler la demande des consommateurs chinois, *Haichang* s'est lancé dans un ensemble de projets pharaoniques : création d'un grand festival annuel du vin, construction de la





Investissements directs étrangers et domaine de l'illicite

réplique d'un château bordelais entouré d'un vaste domaine résidentiel, cours d'œnologie incluant la visite d'un temple du vin qui expose au public toutes les phases de la chaîne de production, depuis les vendanges jusqu'à la mise en bouteille. Mais en juin 2018, à la suite d'une enquête de l'*Office Central pour la Répression de la Grande Délinquance Financière* portant sur 24 châteaux bordelais achetés par le groupe *Haichang*, dix d'entre eux ont été saisis par la justice et le dossier a été transmis au parquet national financier à Paris. La police judiciaire aurait découvert de nombreuses infractions (blanchiment de fraude fiscale, faux actes notariés, usage de faux) liés à l'acquisition de ces châteaux¹³.

Les investisseurs chinois s'intéressent également aux bars-tabacs et brasseries parisiennes. On estime qu'à Paris intra muros, ils représenteraient plus d'un quart des buralistes. Les Chinois disposent en effet d'une importante capacité financière et ils sont à la recherche de placements sécurisés produisant des revenus réguliers et peu cycliques, ce qui est le cas des brasseries ou café-restaurants parisiens. Le dynamisme commercial des Chinois leur permet maintenant d'acquérir des fonds de commerce dans les plus beaux quartiers de la Capitale ou de Province, dont les prix dépassent souvent le million d'euros.

En général, une quinzaine d'acheteurs se regroupent et s'organisent selon le système de la *tontine*, même si un seul nom apparaît sur l'acte d'achat. Les autres participants peuvent librement revendre leurs titres, dûment consignés en Chine, sur un marché dit « *off* » organisé par une société de Wenzhou, dans la province de Zhejiang. Comme cette société se porte caution de

tous les emprunts réalisés, il n'est pas abusif de dire qu'elle est propriétaire de 25 % des bars-tabacs parisiens ! Son dirigeant affirme d'ailleurs que la demande est telle qu'il « *pourrait acheter l'intégralité des brasseries parisiennes* ». Mais il ajoute : « *Les autorités nous freinent* ». Ce dirigeant parle des autorités chinoises, qui s'efforcent notamment d'éviter de fâcheuses révélations de blanchiment d'argent à grande échelle. Pas des autorités françaises, qui se soucient manifestement peu de la disparition de cet élément historique de notre patrimoine.

Les opérations d'acquisitions d'entreprises industrielles sont parfois également menées de façon occulte, dans un contexte de corruption, avec comme objectif principal le blanchiment d'argent sale. Une fabrique de porcelaine de Limoges (la maison *Coquet* en Haute-Vienne), un atelier de linge de maison de Cambrai (les *Ateliers Porthault*) et un fabricant de figurines de Neufchâtel-en-Bray (la société *Leblon Delienne*) ont ainsi été rachetés par une famille d'oligarques liés à la dictature azerbaïdjanaise, via plusieurs sociétés écran, et avec l'appui d'une banque maltaise, *Pilatus Bank*, créée en 2013 par un milliardaire iranien, Ali Sadr Hashemi Nejad. Une journaliste d'investigation maltaise, Daphne Caruana Galizia, qui enquêtait sur les montages financiers de la *Pilatus Bank* et la corruption dans son pays a été assassinée le 16 octobre 2017.

Europol prépare chaque année un rapport sur les tendances du terrorisme et le dernier en date précise qu'un certain nombre d'enquêteurs européens ont démontré que les questions du blanchiment d'argent, de la traite des êtres humains et des migrants et du financement du terrorisme sont étroitement liées¹⁴. La réglementation de



Criminologie

L'Union européenne vient d'être amendée pour renforcer la transparence autour des dirigeants de sociétés et des fonds d'investissement, améliorer le travail des cellules de renseignements financiers et améliorer la coopération et l'échange d'informations entre ceux qui s'occupent du blanchiment et la Banque centrale européenne.

Investissements internationaux, transferts de technologies et espionnage industriel

Il nous paraît paradoxal de vanter les qualités de la recherche française et notre capacité d'innovation, tout en négligeant l'ampleur du pillage de nos technologies et savoir-faire industriels. Ce pillage, le mot n'est pas trop fort, résulte principalement de l'espionnage industriel pratiqué par certaines grandes puissances. C'est d'ailleurs le terme qu'a utilisé Bruno Le Maire en Janvier 2018 : « *Ouverture ne veut pas dire pillage de nos technologies, de nos compétences, de nos savoir-faire* », a martelé notre ministre en visite à Pékin¹⁵.

En 2015, *Wikileaks* a révélé un système d'espionnage industriel américain à grande échelle contre la France, organisé par la *National Security Agency (NSA)*. *Wikileaks* démontre notamment que l'élite politique et économique française a ainsi fait l'objet d'un espionnage systématique de la part des États-Unis. Toutes les négociations et tous les contrats des sociétés françaises estimés à plus de 200 millions de dollars étaient interceptés.

Nos industriels sont en fait systématiquement espionnés et pillés comme en témoigne l'affaire *Valeo* en 2007, dont les dirigeants ont eu le tort de trop faire confiance à

une jeune stagiaire chinoise : la police a retrouvé dans sa chambre six ordinateurs et des disques durs d'une puissance énorme où étaient copiés un nombre impressionnant de dossiers sensibles en provenance de l'entreprise, mais sans rapport avec le stage, évidemment.

Toutes les affaires qui éclatent ne sont hélas que la partie émergée de l'iceberg, la plupart des entreprises ne s'aperçoivent jamais qu'elles sont espionnées. C'est une des raisons pour lesquelles on a tendance à minimiser l'ampleur de cette délinquance.

Une autre raison tient au fait que nous bradons sciemment notre patrimoine immatériel et plus particulièrement nos secrets technologiques à des fins commerciales : depuis longtemps, des entreprises étrangères achètent nos produits à haute densité technologique pour les démonter et les étudier pièce par pièce. Comme cela ne suffit pas toujours, certains pays conditionnent les plus gros contrats à une fabrication locale des produits achetés. Nous pouvons ainsi « exporter » nos voitures vers certains pays d'Amérique du Sud, à condition de les fabriquer sur place. Même chose pour nos TGV et pour nos avions civils ou de combat : la commercialisation des rafales a réellement décollé lorsque nous avons accepté de produire chez nos clients une partie des avions vendus...

Cet événement n'a pas été très médiatisé, mais début mai 2018 a démarré le fonctionnement de l'EPR de Taichan dans le sud-est de la Chine. Avec ses deux réacteurs de 1 650 mégawatts, il s'agit du premier EPR opérationnel dans le monde. Le projet a été piloté par une co-entreprise regroupant *GCNPC* (une entreprise d'électricité de la





Investissements directs étrangers et domaine de l'illicite

province de Guandong), le groupe étatique *China General Nuclear Power Corporation (ou CGN) et EDF*. Difficile d'imaginer que ce programme ait pu voir le jour sans transfert de technologie, d'autant plus qu'*EDF* s'est également associée à la compagnie *China General Nuclear Power Corporation* dans le projet de construction du réacteur EPR de la centrale d'*Hinkley Point* au Royaume-Uni¹⁶. Une vingtaine d'autres réacteurs sont actuellement en construction en Chine et incorporent des technologies françaises.

Début janvier 2018, un accord commercial d'un montant de 10 milliards d'euros est signé par *Areva* à Pékin, en présence du président Emmanuel Macron et de son homologue Xi Jinping, pour la création d'une usine de traitement des combustibles nucléaires usagés. Ce contrat est l'aboutissement de 10 années de négociations et devrait permettre de créer 2 000 emplois d'ingénieurs. Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a certes promis de rester vigilant face aux risques de captation de la technologie française, mais pour l'économiste Elie Cohen, le pillage technologique n'est pas un risque, c'est une certitude. Il précise en 2018 lors d'une interview accordée à *France 2* : « *Le plus bel exemple que je connaisse est celui des télécoms. Les Chinois ont commencé à s'associer en partenaires mineurs avec des grandes entreprises américaines ou européennes. Puis, à la faveur de l'installation de ces entreprises en Chine, ils ont exigé des transferts de technologies et sont devenus aussi bons que leurs concurrents* ». Pas étonnant que la Chine ait pu développer aussi rapidement des voitures de qualité ou des avions de ligne.

Nos entreprises peuvent-elles éviter ce pillage technologique ? Non, si elles veulent

profiter des opportunités qu'offre le gigantesque marché chinois. Car pour pouvoir vendre des produits en Chine, il faut les produire sur place, au moins en partie. Et pour implanter une usine dans l'Empire du Milieu, une entreprise occidentale doit obligatoirement s'associer avec une entreprise locale comme le prévoit la loi. L'entreprise chinoise co-associée bénéficie donc immédiatement des brevets ou secrets de fabrication de son partenaire français ou européen. *Airbus, EDF, Suez, Renault* ou *PSA* ont dû se plier à ce processus inique, contraire à nos intérêts nationaux. Dans de telles conditions, il ne fait guère de doute que nos technologies les plus sensibles ne peuvent rester longtemps secrètes.

En définitive, les investissements internationaux permettent à certains pays de s'approprier à bon compte nos technologies ou nos secrets de fabrication et d'améliorer ainsi la qualité de leurs produits. Ces produits sont ensuite exportés vers l'Europe et vendus à des prix très compétitifs, ce qui pénalise lourdement nos propres entreprises.

La finalité des investissements internationaux en question

Plusieurs facteurs économiques expliquent et justifient les investissements directs à l'étranger : volonté d'accéder à de nouveaux marchés, complémentarité industrielle, stratégie de filières, économies d'échelle, obtention d'une taille critique, diffusion de l'innovation... autant de motivations vertueuses qui permettent de comprendre l'importance de leur progression depuis le début des années 1980. Mais les motivations des investissements internationaux sont parfois beaucoup moins nobles et servent à masquer des montages financiers illégaux





Criminologie

ou d'autres pratiques illicites. Citons par exemple :

La fraude fiscale

Il n'est pas rare que des investissements internationaux soient réalisés dans le seul but de frauder le fisc français ou étranger. Dans d'autres cas, la finalité de l'opération est réellement économique, mais elle s'accompagne de montages financiers fiscalement discutables :

L'hôtel *Royal Monceau*, 37 avenue Hoche dans le 8^e arrondissement, est un lieu de rendez-vous privilégié des artistes, célébrités et intellectuels du monde entier, comme Dwight D. Eisenhower, Winston Churchill, Walt Disney, Ernest Hemingway, Joseph Kessel et même Hô Chi Minh. En mai 1948, dans les salons du Royal Monceau se sont tenues les négociations au terme desquelles David ben Gourion et Golda Meir ont signé l'acte de naissance de l'État d'Israël. Mais depuis 2007, ce palace appartient au fonds souverain du Qatar. La transaction a fait l'objet d'une enquête pour fraude fiscale car le montage financier orchestré par quelques promoteurs immobiliers et une banque suisse aurait permis de dissimuler 67 millions d'euros à l'administration fiscale française¹⁷.

L'externalisation frauduleuse de la production

De nombreuses délocalisations ou opérations d'externalisation de la production ont pour finalité le contournement de règles nationales ou de normes jugées trop contraignantes. Dans d'autres cas, il s'agit de réduire les coûts en ignorant les conséquences dramatiques pour les salariés des opérations réalisées.

Récemment, plusieurs usines françaises contrôlées par des groupes internationaux ont ainsi cessé plus ou moins brutalement leur activité. C'est sans état d'âme que des dirigeants étrangers ont ainsi pris la décision de fermer les usines *Moler* à Villemur-sur-Tarn (2009), *Continental* à Clairoux (2009), *Whirpool* à Amiens (2017), *Tuppeware* à Joué-lès-Tours (2018), *Ford* à Blanquefort (2018) et beaucoup d'autres encore. Dans la majorité des cas, il s'agit de délocalisations, camouflées ou assumées : les usines fermées dégageaient des bénéfices, mais pas suffisamment. La production sera donc transférée dans un pays à bas-coûts. Ces opérations a priori légales posent toutefois problème lorsque de l'argent public a été injecté dans les structures concernées, souvent contre une promesse de préservation de l'emploi. Se pose alors la question des sanctions possibles et de notre capacité à les faire exécuter.

Les conditions de travail dans les pays cibles retenus s'accordent souvent mal avec les attentes des conventions internationales ou les prétentions éthiques des multinationales concernées. Régulièrement, des ONG comme Sherpa ou Nothetic¹⁸ publient des rapports mettant en cause des entreprises comme Gap, Nike, Apple, Huawei ou Microsoft ou Décathlon. Si certains groupes étrangers – comme Samsung¹⁹ ont été récemment épinglés pour des pratiques d'un autre âge (travail des enfants, semaines de 7 jours à raison de 12 à 15 heures de travail par jour), des sous-traitants de groupes français ont également été mis en cause pour des motifs similaires.

Les pratiques anticoncurrentielles

Une opération de fusion-acquisition peut avoir pour objectif de fausser la concurrence





Investissements directs étrangers et domaine de l'illicite

sur un marché donné par la disparition d'un acteur indépendant. Ce sera en particulier le cas lorsque ce marché présente de fortes barrières à l'entrée et un faible nombre d'opérateurs. L'opération permet alors à son instigateur d'augmenter artificiellement les prix des produits. Certaines opérations de fusions peuvent aussi avoir des effets négatifs sur l'incitation à innover. En 2017, la Commission européenne a estimé que la fusion entre Dow et DuPont aurait dissuadé les deux acteurs de poursuivre leurs efforts de recherche et développement et a exigé que cette fusion s'accompagne d'une cession de la totalité de l'activité de recherche de DuPont à une entreprise concurrente. Plusieurs études ont en outre montré que certaines opérations de fusion/absorption avaient été motivées par la volonté d'empêcher l'entrée sur le marché d'un nouvel acteur développant un produit concurrent²⁰. Ces « killer acquisitions » sont contraires au droit international de la concurrence. Mais elles sont rarement sanctionnées.

Le trafic international d'œuvres d'art

Plusieurs organisations criminelles internationales se sont spécialisées dans le trafic des œuvres d'art, pourtant protégées par une réglementation particulièrement sévère. Quelles que soient sa valeur et son ancienneté, un bien culturel qualifié de *trésor national* ne peut sortir de France que de façon temporaire, avec un retour obligatoire. Sont notamment concernés les œuvres appartenant aux collections publiques, les biens classés au titre des monuments historiques, ou les biens qui présentent un intérêt majeur pour le patrimoine national d'un point de vue historique, artistique ou archéologique. Plus de 200 000 œuvres d'art, hors collection de la *Manufacture de*

Sèvres, sont ainsi inscrites au patrimoine de l'État. Nos chefs-d'œuvre sont en outre protégés par un Règlement Européen et la Convention Internationale de l'UNESCO de 1970. Toutes les exportations de biens culturels sont contrôlées par l'Office Central de lutte contre le trafic de Biens Culturels. L'exportation illégale de trésors nationaux ou de biens culturels peut ainsi être sanctionnée de 2 ans de prison et jusqu'à 450 000 euros d'amende.

Et pourtant, de nombreuses œuvres d'art majeures ou plus modestes sortent chaque jour du patrimoine public ou privé des Français. En effet, les contrôles aux frontières ne sont pas suffisants, les conditions d'obtention des autorisations ne sont pas toujours limpides et la réglementation qui restreint les sorties d'œuvres du territoire national n'interdit pas la vente à des acquéreurs étrangers.

Plus grave encore, de nombreuses œuvres échappent à notre patrimoine à la suite de vols. Ces vols concernent parfois des collections privées ou des musées. Les trafics organisés de biens culturels ont leurs spécialistes (voleurs, receleurs, revendeurs) et leur capitale est bien connue, car chacun sait qu'une grande partie des biens dérobés transite par la ville belge de Maastricht, à la frontière des Pays-Bas et de l'Allemagne. En France un organisme dépendant du ministère de l'Intérieur, l'OCBC (*Office central de lutte contre le trafic de biens culturels*) a la lourde tâche de prévenir et de traiter le « *vol et recel de vol de biens de toute nature et de toute époque présentant à un titre quelconque une valeur artistique ou historique qui les rattache au patrimoine culturel national* ». Une tâche titanesque, car les cambriolages ne concernent pas



Criminologie

que les propriétés privées : chaque année, on déplore en effet de multiples vols dans les bâtiments publics, au cœur-même des Institutions de la République...

En conclusion, les organisations criminelles n'ont pas attendu les années 1980 pour développer des activités transnationales, mais ces dernières ont sans doute bénéficié de la mondialisation financière, c'est-à-dire de la déréglementation et de l'expansion des marchés financiers internationaux. Ces

évolutions ont fourni de nouveaux moyens et techniques pour créer des revenus illicites, les dissimuler et les recycler dans l'économie légale²¹. La récente évolution de la réglementation sur le contrôle des investissements stratégiques²² et l'intégration de la défense et de la promotion de l'économie nationale dans la Stratégie Nationale du Renseignement²³ sont peut-être des signes d'une prise de conscience par l'État des enjeux liés à la criminalité des investissements internationaux.

Notes

1. Laurent Izard est normalien et agrégé de l'Université en économie & gestion. Diplômé en droit de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, professeur de chaire supérieure, il est l'auteur de nombreux manuels d'enseignement supérieur en économie et gestion des organisations.
2. « La France vendue à la découpe » Laurent Izard, Editions du Toucan/l'Artilleur, 2019
3. Le drame d'Alstom témoigne du déclin du patriotisme des élites en France. Par Jean-Pierre Chevènement 10.juin.2019 10.6.2019 // Les Crises
4. « Le piège américain », Frédéric Pierucci et Matthieu Aron, JC Lattès 2019
5. http://www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_octobre_2019_Olivier_Marleix.pdf
6. <https://www.lefigaro.fr/vox/politique/1000-emplois-supprimes-par-general-electric-l-histoire-d-un-piege-americain-et-d-une-trahison-francaise-20190528>, Jean Charles Hourcade 28 05 2019
7. <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/des-sous-traitants-de-fincantieri-dans-le-viseur-de-la-police-italienne-832490.html> Michel Cabirol, le 6 11 2019
8. <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/fincantieri-une-liaison-tres-tres-dangereuse-pour-naval-group-1-2-784823.html> Michel Cabirol, 12 07 2018
9. (Le processus de privatisation des aéroports de Toulouse, Lyon et Nice [archive], ccomptes.fr, 13 novembre 2018).
10. https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/03/06/les-carences-de-la-lutte-contre-la-delinquance-economique-et-financiere_5431942_3224.html Par Jean-Baptiste Jacquin Publié le 06 mars 2019
11. <https://www.telerama.fr/television/cash-investigation-a-dubai,-on-transforme-le-shit-en-or,n6479951.php>
12. https://www.challenges.fr/economie/la-justice-saisit-de-nouveaux-biens-du-clan-bongo_481405 David Bensoussan 02 06 2017
13. https://www.lexpress.fr/actualite/societe/soupons-de-fraude-10-chateaux-chinois-saisis-dans-le-vignoble-bordelais_2021604.html BFMTV pour L'Express, publié le 29/06/2018 à
14. ONU <https://www.un.org/press/fr/2019/cs13875.doc.htm>
15. <https://www.lemondeinformatique.fr/actualites/lire-un-decret-complementaire-pour-preserver-les-entreprises-numeriques-francaises-70544.html> Dominique Filippone publié le 15 Janvier 2018



Investissements directs étrangers et domaine de l'illicite

16. <https://www.ouest-france.fr/economie/entreprises/edf/reacteur-epr-la-chine-t-elle-un-coup-d-avance-5809436> Guillaume Bouniol 14 12 2018
17. <https://www.mediapart.fr/journal/france/211015/rachat-du-royal-monceau-les-circuits-offshore-dune-affaire-hors-norme?onglet=full> 21 octobre 2015 Par Yann Philippin
18. <https://www.novethic.fr/actualite/social/conditions-de-travail/isr-rse/travail-des-enfants-16-multinationales-sur-le-banc-des-accuses-143814.html> 20 01 2016
19. https://www.francetvinfo.fr/economie/telecom/samsung-ferait-travailler-des-enfants_3520565.html
20. Emmanuel Combe, « Les deux visages des fusions-acquisitions » l'Opinion, 14 janvier 2019).
21. La criminalité organisée transnationale : un concept à enterrer ... <https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2002-3-page-8.htm>
22. <https://www.economie.gouv.fr/loi-pacte-defendre-entreprises-strategiques>
23. <https://portail-ie.fr/short/2191/la-securite-economique-de-la-france-un-nouvel-imperatif-operationnel-des-services-de-renseignement> Le 8 novembre 2019 par Christophe Moulin & Elie Bittar.





CRIMINOLOGIE

La visibilité du trafic de cannabis : le cas de Saint-Ouen

Mehdi AJERAR¹

Conscient de l'émancipation des criminels à la fin de la guerre Froide grâce à une mondialisation caractérisée par une abolition des frontières, des barrières et des réglementations, je pense que la discipline géopolitique reflète le mieux, avec le plus de pertinence, la réalité criminelle du monde présent.

Grandement inspiré par l'ouvrage de Jean-François Gayraud paru en 2005, *Le monde des mafias : Géopolitique du crime organisé*, je pense qu'il faut dévoiler l'influence et le poids des acteurs dissimulés de la mondialisation que sont les organisations criminelles, du petit gang de rue à la mafia transnationale.

La nuisance des criminels s'observe à toutes les échelles sociales et géographiques. Actuellement, l'activité criminelle qui rapporte le plus est le trafic de stupéfiants.

En France, ce commerce illégal et les incivilités de ses acteurs font l'objet de plus en plus de critiques de la part des citoyens². A cela s'ajoute une visibilité outrancière de cette activité illicite, comme si elle constituait un élément à part entière de la vie quotidienne.

Ainsi, ma volonté de comprendre comment en est-on arrivés là m'a poussé à étudier le trafic de cannabis, sous l'angle géopolitique. J'ai choisi la ville de Saint-Ouen comme objet d'étude car c'est là que se trouvaient les points de deal les plus lucratifs et les plus médiatisés.

Le trafic international de drogues a pris une ampleur considérable depuis l'avènement d'une mondialisation caractérisée par la libéralisation des échanges de toute





Criminologie

nature. Son expansion géographique et sociale a contribué au développement sur le territoire français d'un trafic endémique, particulièrement dans les cités HLM. A travers l'exemple de Saint-Ouen, nous allons analyser la visibilité du trafic de cannabis au quotidien et les conséquences de son fort ancrage territorial.

Autrement dit, il s'agit d'étudier d'une part comment une activité illicite peut-elle jouir d'une telle démonstration et d'autre part comment ceux qu'on appelle les guetteurs³ exercent leur mission de façon très décomplexée.

Après la fusillade très médiatisée survenue le 30 Avril 2015 à Saint-Ouen⁴, les Français ont découvert que le territoire de deal au centre de la rivalité de pouvoir générait 15 000 euros de chiffre d'affaires par jour. Ce qui en faisait l'un des plus gros points de vente de toute l'Ile-de-France. Le trafic de drogues dans la commune présente deux particularités.

Premièrement, le nombre de points de ventes par rapport à la taille de la ville est impressionnant : déjà, en 2011, Manuel Valls le ministre de l'Intérieur d'alors déclarait lors d'une conférence de presse au commissariat de Saint-Ouen qu'il n'en existait pas moins de 28, pour une ville de seulement 48 000 habitants. Deuxièmement, l'activité s'y déroule au su et au vu de tous : c'est la visibilité déconcertante de la présence du trafic qui fait sa singularité à Saint-Ouen.

Au-delà des faits de violence et du trafic en lui-même, il s'agit ici de partir de ce que l'on observe au quotidien dans la commune et de comprendre comment une activité illégale et sévèrement punie dans les textes peut se réaliser avec autant d'aisance. En principe,

l'illicite est une dimension que l'on cache, que l'on souhaite discrète, or les guetteurs ne sont absolument pas dans une démarche de discrétion et ne cherchent pas à se cacher alors qu'ils sont dans l'illégalité⁵.

L'intérêt est de mettre en exergue une situation qui semble irréaliste. Une activité criminelle n'est pas censée jouir d'une telle impunité : il existe des dysfonctionnements à plusieurs niveaux dans la lutte contre le trafic.

Une empreinte visible sur le territoire

La ville de Saint-Ouen est souvent associée⁶ au commerce de drogues. Dans un lycée du 7^e arrondissement de Paris, des élèves interrogés à ce sujet révèlent la connaître grâce⁷ au trafic de stupéfiants⁸. Il y a deux raisons principales à cela. D'une part, la présence décomplexée des acteurs du trafic dans quasiment tous les quartiers. D'autre part, les programmes télévisés montrant régulièrement des images de la Seine-Saint-Denis et particulièrement Saint-Ouen lorsqu'il est question de drogues et de délinquance. Les nombreux reportages consacrés à ces questions dans les grandes agglomérations françaises et leur banlieue participent à nourrir la représentation selon laquelle le trafic de drogue est proche et surtout très présent dans la vie quotidienne. De plus, les Parisiens constituent la clientèle privilégiée des trafiquants opérant à Saint-Ouen.

Une visibilité constante du trafic

Identifier un point de deal est extrêmement simple même pour un novice : tout part des guetteurs. Evidemment, n'importe qui



La visibilité du trafic de cannabis : le cas de Saint-Ouen

ne peut deviner où se trouve précisément le lieu de la transaction illégale mais leur présence en indique la proximité.

La visibilité d'un phénomène diffère selon la perception de chacun. Certains vont penser aux transactions entre dealers et acheteurs dans l'immeuble, d'autres aux allers et venues des consommateurs ou encore aux hurlements des « choufs ». On peut dire que c'est l'ensemble de ces faits qui rendent le commerce de drogue perceptible dans les représentations et sur le territoire.

Ensuite, le transit des acheteurs régulé par les acteurs du trafic met en évidence les points de vente. Le flux important de personnes ne restant pas plus d'un quart d'heure dans un quartier HLM ordinaire a de quoi interpeller. Les passages des clients rendent le trafic visible car les bâtiments des transactions sont facilement remarquables. Néanmoins, depuis les fusillades de 2015,

les longues files d'acheteurs aux abords des points de deal sont rares, ce qui montre que la stratégie mise en place à l'époque consistant à s'attaquer aux consommateurs a donné des résultats. En effet, face à la difficulté de démanteler les réseaux de drogues, les policiers ont multiplié les interpellations des clients en s'accompagnant de douaniers habilités à soumettre de lourdes amendes forfaitaires jusqu'à 500 euros, dissuadant beaucoup d'entre eux de revenir à Saint-Ouen⁹.

L'omniprésence du trafic de stupéfiants est telle qu'elle s'est inscrite dans le bâti. La photographie ci-dessous montre à quel point le commerce illicite s'y déroule de façon totalement décomplexée. La cité des Boute-en-Train coincée entre le marché aux Puces et le périphérique parisien en est l'illustration la plus marquante. Le tag indique que l'on peut s'y procurer du cannabis 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Une telle

129

Un tag représentant une feuille de cannabis à la cité des Boute-en-Train



Source : Le Figaro





Criminologie

provocation fait perdre beaucoup de crédit à la lutte contre le trafic.

Parallèlement à l'activité trafiquante, les affrontements entre les acteurs du milieu criminel sont aujourd'hui plus spectaculaires, plus visibles car plus médiatisés. En effet, avant l'arrivée massive d'armes à feu venant des Balkans et d'Europe de l'Est à destination de la Seine-Saint-Denis¹⁰, les règlements de compte étaient tout aussi nombreux mais moins visibles. Les trafiquants se tuaient par arme blanche la nuit puis les corps étaient jetés dans la Seine. Ce *modus operandi* plus discret correspond parfaitement aux représentations d'un monde criminel opaque. Les guerres de territoire sont plus flagrantes puisque les dealers se tirent dessus en plein jour en laissant derrière eux des corps gésir sur le sol.

130

Les habitants ont eux-mêmes constaté une évolution de la situation : le trafic est désormais plus visible¹¹. Par exemple, la cité Michelet a été lourdement transformée depuis une dizaine d'années et ce changement est parfois vécu comme un bouleversement. Auparavant, le deal existait déjà, mais la peur notamment celle de se prendre une balle perdue était absente des esprits. Les points de vente étaient également plus discrets. Ces éléments visuels indiquent que le trafic de cannabis à Saint-Ouen s'est ostensiblement ancré dans le territoire.

Une appropriation de l'espace public par les acteurs du trafic

L'activité des trafiquants pousse les élus à prendre des décisions qui impactent la qualité de vie des Audoniens. Cette réalité

s'illustre par une série d'épisodes qui, mis bout à bout, permettent de prendre conscience de l'influence du commerce de cannabis sur la ville, voire de son emprise sur les cités. A la cité Arago située dans le quartier Pasteur au sud-ouest de la ville, c'est la barrière végétale qui recouvrait l'enceinte sportive que la municipalité décide de couper à la demande des parents d'élèves car elle servait de cache aux dealers. Au centre du quartier, c'est l'entrée de l'école maternelle qui est déplacée à cause de l'installation du deal devant la grille¹², une action qui révèle un aveu de faiblesse de la part des élus. En effet, ne serait-il pas plus logique que les dealers soient chassés ?

En 2013, des associations et collectifs de la cité Cordon ont souhaité l'édification d'un mur. Le but de cette manœuvre était de créer un obstacle qui rendrait difficile l'accès à la cité pour les trafiquants et les consommateurs. Le trafic a une telle influence sur la vie des habitants que les pouvoirs publics sont contraints de redessiner la ville : c'est une autre forme de la visibilité du commerce de cannabis à Saint-Ouen. Plus qu'une appropriation, c'est pratiquement un accaparement du territoire que l'on observe, aux dépens des habitants.

Prenons un exemple marquant de cette emprise territoriale. Dans la même cité Arago, les « choufs » procédaient jusqu'à peu à un filtrage des passants qui pénétraient à l'intérieur du bâtiment où se situe le point de vente. En 2011, le phénomène avait été médiatisé par des journalistes de France 2 au cours du journal télévisé. On peut y voir une scène qui montre comment se manifeste l'appropriation de l'espace public, lorsque des jeunes (tous ne sont pas forcément « salariés » en tant que guetteurs)





La visibilité du trafic de cannabis : le cas de Saint-Ouen

accueillent les journalistes en les considérant immédiatement comme des acheteurs. Quand ces derniers rétorquent qu'ils rendent visite à une amie habitant dans le bâtiment, un des jeunes demande où vont les deux correspondants de France 2.

En réalité, les guetteurs nés dans la cité où ils « travaillent » y connaissent tous les habitants. Après avoir vérifié que les journalistes rendent visite à quelqu'un qui habite réellement dans l'immeuble, les jeunes chargent l'un des leurs de les accompagner jusqu'à l'appartement en question. Ils décident par la suite de fouiller les sacs des journalistes par méfiance, étant donné que personne ne se trouvait dans l'appartement en question. Cet enchaînement de vérifications, en plus d'illustrer l'accaparement du lieu, révèle également à quel point les petites mains du trafic peuvent faire preuve de paranoïa car ils risquent gros en cas d'infiltration policière. Ils s'exposent alors à ne pas recevoir leur « salaire » journalier, à être congédiés voire à encaisser des coups.

D'ailleurs, en y regardant de plus près, on remarque une participation active de jeunes qui n'ont rien à voir avec les activités illégales liées au trafic. Ainsi, certains crient à l'arrivée de la police alors même qu'ils ne sont pas « choufs ». Au fil des années, la présence du trafic de cannabis est rentrée dans le quotidien.

Les Audoniens des cités et leur regard sur le trafic

Il est quasiment impossible d'ignorer l'existence du trafic de drogue dans une des cités HLM concernées lorsque l'on en est un résident. C'est pourquoi chaque habitant

se retrouve inévitablement dans l'un des quatre cas de figure suivants :

- *Les passifs* : les locataires qui ont appris à vivre avec le trafic de drogue et ses conséquences sur la vie de la cité. Leurs relations avec les guetteurs et les dealers sont plutôt cordiales. Le nombre de locataires dits passifs dans une cité témoigne du seuil d'acceptabilité dont bénéficie les trafiquants et montre dans quelle mesure une activité illicite, parce que pérenne depuis de nombreuses années, peut bénéficier d'une banalisation.

- *Les victimes silencieuses* : les victimes silencieuses représentent une partie non négligeable des locataires des cités HLM. Des associations et des collectifs d'habitants ont été créés afin de les défendre. Elles regrettent principalement les incivilités des membres des réseaux de trafic de drogue comme le fait d'uriner et de cracher n'importe où, de manière générale salir les lieux et empirer l'état d'insalubrité¹³. Ce n'est pas tellement le business qui semble déranger ces habitants mais les nuisances sonores, les actes délictueux, l'irrespect envers les biens publics. Certains habitants reprochent aux acheteurs parisiens aisés de venir dans leur lieu de vie acheter de la drogue puis de repartir, sans réaliser qu'à cause d'eux les résidents des immeubles vivent un enfer¹⁴ : sans clients, pas de commerce possible.

- *Les militants* : la vie associative est très riche à Saint-Ouen où on ne dénombre pas moins de 192 associations sur le site officiel de la mairie. Parmi ce lot d'associations diverses et variées se glisse une poignée d'associations de quartiers engagées dans la lutte contre le trafic de stupéfiants que nous séparons en deux catégories : les



Criminologie

groupes de locataires excédés par le trafic de stupéfiants qui défendent prioritairement les *victimes silencieuses*¹⁵ d'un côté et les habitants qui sont davantage dans une démarche d'accompagnement social pour tenter d'offrir d'autres perspectives aux jeunes¹⁶ en gardant à l'esprit le préjudice sur les habitants causé par le trafic. Ainsi, l'amicale des locataires¹⁷ de la cité Arago avait mené des actions pour se réapproprier la passerelle où les personnes étaient filtrées par des rassemblements citoyens comme l'organisation de barbecues. Les membres de l'association souhaitaient que les dealers ne dérangent pas les gens et demandaient aux autorités des solutions pour les jeunes impliqués dans le trafic. La préfecture avait alors reçu quelques-uns d'entre eux pour leur proposer des formations mais cela n'avait pas abouti.

132

En 2015, à la suite de la fusillade du 30 Avril, un rassemblement s'était opéré devant la mairie de Saint-Ouen. Organisé par des mères de famille membres d'associations de quartier en colère, ce mouvement avait rassemblé une centaine de personnes. Cette mobilisation citoyenne d'une spontanéité relative et ainsi assez limitée fut à l'époque surmédiatisée. Le collectif Saint-Ouen Debout alors créé a été éphémère et surtout présent sur les réseaux. Une des victimes de la fusillade était mineure, ce qui provoque toujours un émoi plus important donc un intérêt plus grand pour les journaux et les médias. En réalité, ce rassemblement était un cri d'alarme dirigé vers le maire car cette tuerie fut considérée par les Audoniens comme celle de trop. Beaucoup de citoyens présents réclamaient plus de policiers et des Compagnies républicaines de sécurité (CRS) présentes tous les jours.

- *Les complices* : parmi ceux que nous nommons complices se cachent beaucoup de victimes, des gens vulnérables dont les trafiquants profitent. Nous faisons référence ici aux nourrices chargées de stocker la drogue, souvent des femmes seules avec enfants, en difficultés financières. En revanche, il existe aussi des arrangements entre des locataires cupides et les dealers où les deux parties sont gagnantes. Il arrive que les jeunes des cités se transforment en receleur. Ainsi, ils permettent aux locataires très tolérants envers eux de profiter de leurs produits obtenus par recel. C'est le cas dans plusieurs cités HLM de banlieue parisienne¹⁸.

Saint-Ouen, une ville de Seine-Saint-Denis

Contrairement à ce que l'on pourrait croire par le traitement médiatique et par le discours de certains hommes politiques lorsqu'ils s'y rendent, tout le département de la Seine-Saint-Denis n'est pas une immense plaque tournante du trafic de drogue. La réalité est plus complexe. Les problématiques du trafic de drogue concernent une multitude de petits territoires, bien que dans le 93 – et cela pose un vrai problème – non seulement ces territoires sont très nombreux mais en plus ils forment une sorte d'écosystème criminel : il s'agit de grandes zones d'habitation HLM, communément appelées cités. On peut en énumérer un certain nombre comme la cité de la Capulserie à Bagnolet, la cité des 4 000 à La Courneuve, La Noue à Montreuil, les Beaudottes à Sevran, les Mille-Mille à Aulnay-sous-Bois, la cité Gabriel-Péri à Saint-Denis, ou encore la cité du Clos Saint-Lazare à Stains. L'activité du trafic de drogue s'y exerce de façon complètement décomplexée au sein de la population des locataires.





Les cités HLM, lieux d'insécurité ?

Dans le cadre de la lutte contre l'insécurité et la délinquance, les actions de la police sont souvent peu valorisées, notamment en Seine-Saint-Denis. Il règne chez les citoyens une impression que l'Etat est dépassé¹⁹. On peut, il est vrai, légitimement s'interroger sur la proximité géographique entre des gros points de deal et le commissariat de police dans plusieurs villes du 93. Ainsi, le sentiment d'impuissance des forces de l'ordre ressenti par les habitants s'explique tout à fait. Comment une activité criminelle peut se pérenniser lorsqu'un commissariat – l'organe de l'Etat chargé du maintien de la paix, de l'ordre public et de la protection des personnes et des biens – se trouve dans un rayon de 100 mètres²⁰ ? Pourtant, l'action de la police ne se limite pas à quelques apparitions dissuasives : des enquêtes de fond, parfois longues, sont menées afin d'arrêter les chefs de réseau.

Il faut alors expliquer dans quelle mesure les cités HLM peuvent susciter de la crainte. Au cours de la dernière décennie, des changements importants en termes de sécurité sont à remarquer. Les fusillades qu'ont connu les Audoniens quelques années plus tôt semblent bien plus rares et aucune mort par balle n'a été à déplorer depuis 2015. La majorité des habitants indiquent qu'ils se sentent en sécurité au sein de leurs cités respectives²¹. En règle générale, les locataires inquiets pour leur tranquillité sont soit activement engagés dans la lutte contre les dealers, au sein d'associations de quartier notamment, soit des hommes et des femmes qui se montrent combatifs à leur égard. Ceux qui se risquent à critiquer l'appropriation de l'espace commun (en

l'occurrence un immeuble résidentiel) par les trafiquants et leurs « soldats » peuvent recevoir des menaces.

Cela dit, l'enceinte même d'une cité reste peu accueillante pour ceux peu habitués à rencontrer ce genre d'agencement urbain. Il est très rare d'y croiser quelqu'un qui n'y habite pas ou bien un fumeur de cannabis²². La surveillance des « choufs » peut également mettre mal à l'aise. Il faut tout de même noter que leur présence rassure parfois les habitants des cités puisque les actes de délinquance comme le vol sont dédaignés des trafiquants.

Le trafic de cité : un nouveau banditisme

Face aux enjeux majeurs que représente l'économie de la drogue dans les quartiers HLM depuis les années 2000, un banditisme d'un nouveau type a vu le jour. Visible dans les banlieues des grandes agglomérations il est fortement lié au contrôle du trafic²³.

A l'origine, les organisations du trafic de stupéfiants les plus abouties se trouvaient exclusivement à Marseille. Aujourd'hui, on retrouve des structures similaires en Ile-de-France et particulièrement en Seine-Saint-Denis où des clans criminels se sont formés. Jusque dans les années 1990, l'acheminement du hashish en France était organisé par les criminels affiliés au Milieu. Les jeunes des cités HLM en banlieue représentaient alors le dernier maillon de la chaîne entre le producteur au Maroc et le consommateur en France, c'est-à-dire les revendeurs au détail. C'est alors que certains décidèrent de ne plus passer par les voyous Marseillais pour importer la



Criminologie

drogue en France : ce sont les prémices d'un trafic de stupéfiants géré de A à Z par des jeunes de cité.

Contrairement aux truands de la pègre qui adoptent un mode de vie marginal jusqu'à leur mort, ces nouveaux acteurs du monde criminel se retirent vite du trafic. Leur carrière criminelle est courte, principalement parce que la concurrence est féroce. A Saint-Ouen, des structures démantelées après des mois de travail d'enquête et d'investigations sont généralement remplacées dans la journée voire dans l'heure. Le renouvellement de « main d'œuvre » est sans fin. Si le trafic de cannabis est aujourd'hui aussi visible c'est notamment parce que les équipes (c'est-dire des associations de personnes qui gèrent un réseau de drogue) se multiplient à une vitesse exponentielle.

134

Les villes s'inscrivent dans une dynamique criminogène inquiétante. S'il est vrai que le nombre de fusillades dans l'espace public n'est pas en augmentation constante, le trafic, quant à lui, continue de prospérer. Les criminels profitent de la situation géographique favorable de la ville pour y développer leur business. Ainsi, la concurrence y est encore intense, et ne se matérialise pas forcément par des règlements de compte violents. Le trafic de drogue est toujours rentable et profondément enraciné. Par analogie, la mafia reste parfois un certain temps dans l'ombre, cherche à ne plus se faire remarquer²⁴, ce qui ne l'empêche pas d'exercer son influence sur les sphères économique et politique.

Pour l'ancien commissaire de police Christian Lambert, nul doute que l'organisation du trafic de stupéfiants en Seine-Saint-Denis relève du grand banditisme²⁵.

A Saint-Ouen et à Bagnolet, des trafiquants sont en contact direct avec des grossistes en Espagne, permettant l'acheminement des produits stupéfiants. Ce sont des jeunes hommes qui ont progressivement gravi les échelons au sein de l'organisation trafiquante en une dizaine d'années pour arriver au sommet des réseaux. Ils sont capables de gérer 500 kg, voire jusqu'à 800 kg de cannabis pour une seule cargaison.

L'implication dans un trafic de drogue est une porte d'entrée sur le crime organisé. Deux éléments visibles permettent de le penser : premièrement, les « choufs » peuvent rapidement monter en hiérarchie au sein de l'organisation pour parvenir parfois jusqu'au sommet des réseaux. Deuxièmement, les dealers qui ressortent de prison risquent de replonger dans des affaires illégales. Selon leur degré d'implication avant leur incarcération et leurs rencontres plus ou moins toxiques en prison, ces jeunes hommes se détachent difficilement de leur pénétration dans le monde criminel, ce qui les incite parfois à s'y enfoncer et devenir affiliés au grand banditisme.

La question ethnique : une dimension essentielle à la compréhension du trafic

En Seine-Saint-Denis, ce sont surtout des jeunes issus de l'immigration maghrébine et d'Afrique subsaharienne qui jouent les guetteurs²⁶. Cela participe à la dépréciation de ces communautés de la part de citoyens non-issus de l'immigration. Celui qui voit de ses propres yeux un jeune d'origine immigrée mêlé à des réseaux de trafic de stupéfiants – alors même que ce dernier





La visibilité du trafic de cannabis : le cas de Saint-Ouen

se « contente » de surveiller et n'a parfois aucun contact avec la drogue en elle-même – peut s'imaginer que « ces populations » précisément sont systématiquement liées à des organisations criminelles nuisant à la sécurité publique et ainsi renforcer sa xénophobie (si elle existe déjà en lui) ou bien à la faire émerger dans son esprit et encourage l'idée selon laquelle les Noirs et les Maghrébins sont vus comme moins intégrés à la société française que par exemple les Vietnamiens, les Pakistanais ou encore les Indiens²⁷.

Alors qu'ils ne sont déjà pas considérés comme des Français à part entière par la plupart de la population, leur implication dans des affaires illicites déviantes (au sens sociologique) compromet encore plus leurs chances d'améliorer leur condition socio-économique et ternit l'image de leur communauté en renvoyant des choses négatives. S'il est bon que les trafics de stupéfiants soient démantelés, c'est notamment parce que la participation des jeunes Maghrébins et Noirs dans cette activité leur cause du tort à eux-mêmes, mais surtout à la communauté immigrée africaine dans son ensemble en termes de discriminations, surtout pour ceux originaires de Seine-Saint-Denis où leur concentration est forte.

Autrement dit, l'image que peuvent renvoyer les populations concernées qui vivent dans ce département (par les images des banlieues diffusées par les médias) tend à former des amalgames dans tout le territoire national, générant les motivations principales des électeurs du Rassemblement national, à savoir, l'immigration et l'insécurité²⁸.

Ensuite, les guetteurs sont surnommés les « choufs » par les policiers comme par

les dealers. Ce terme qui vient de l'arabe dialectal maghrébin « chouf » signifiant « regarde/regarder » est employé pour désigner un rôle en bas de l'échelle d'une organisation potentiellement criminelle : cela n'est pas du tout anecdotique. Ces « choufs » crient « Artena » lorsque la police se dirige vers les points de deal, terme issu de l'arabe dialectal maghrébin également que nous pouvons traduire par « lâche-nous ». « Artena » est une expression arabe plutôt employée par les Algériens, ce qui nous permet d'en déduire que les chefs de réseau sont probablement Algériens ou d'origine algérienne.

Une telle évolution sémantique s'explique forcément par une implication non importante des populations maghrébines dans le trafic de stupéfiants. C'est pourquoi il faut poser la question raciale et s'interroger sur les raisons pour lesquelles les « petites mains » – aujourd'hui, toujours plus de chefs de réseau²⁹ – du trafic sont d'abord des Noirs et Arabes.

Un amalgame est fait en assimilant tous les jeunes des cités au trafic de stupéfiants. Or, culturellement³⁰, ces populations ont tendance à plus fréquenter la rue et à traîner tard le soir. Il faudrait aussi mettre en avant les jeunes qui réussissent à s'en sortir³¹ dans un environnement aussi défavorable.

Enfin, beaucoup de ces jeunes impliqués dans le trafic de drogue sont dans une position d'affrontement, se positionnent face à un Etat qui ne leur a laissé aucune chance³² pour réussir et s'intégrer à la société. Le poids de l'Histoire coloniale et des spoliations résonne encore dans les têtes des acteurs du trafic quelle que soit leur position au sein de la hiérarchie de





l'organisation. Le mépris des autorités et des lois françaises encourage à faire carrière dans l'illégalité et à y réussir financièrement. Les nouvelles générations de dealers sont très marginalisées contrairement aux générations passées, la faute à une nouvelle vague d'immigration d'individus très peu voire pas du tout intégrés socialement³³.

Une banalisation du trafic de drogues ?

Les plus gros points de deal sont ouverts tous les jours de la semaine, soit toute l'année. Pour les habitants des cités HLM, cela signifie être en contact au quotidien avec des acteurs d'un commerce illégal, côtoyer parfois les clients. A long terme, le risque est de s'habituer voire s'adapter à cette situation anomique. Le trafic de drogue devient un élément du décor. Passer devant des guetteurs devient normal, banal.

C'est exactement sur ce principe que la mafia justifie ses affaires condamnables moralement et juridiquement sur les territoires qu'elle contrôle. Cependant, la mafia représente le stade suprême du crime organisé, un niveau de sophistication criminelle qui va jusqu'à concurrencer la souveraineté de l'Etat.

Une confusion dans les termes

La prise de conscience collective de la réalité du trafic de drogue à Saint-Ouen remonte à la fusillade de l'année 2009. Jacqueline Rouillon en tant que maire de la ville et représentante des Audoniens avait alors déclaré : « *A partir de ce moment-là, on a pris la mesure de l'ampleur du trafic sur la ville.* » Le soir même de la fusillade, elle

affirmait aux micros des journalistes : « *[la fusillade est] liée au développement de la pratique mafieuse pour le contrôle des stupéfiants sur la ville.*³⁴ » On s'aperçoit que même chez les élus de la République, les représentations au sujet de la grande criminalité sont faussées puisqu'il n'y a pas de mafia qui contrôle le trafic de drogue en France ou qui serait géré par ce type d'organisation, comme en Italie par exemple.

Ces approximations de langage sont un problème majeur : les déclarations des personnalités politiques de la commune donnent l'impression qu'ils ne connaissent pas précisément ce qui nuit à leur population. En effet, comment lutter contre un phénomène que l'on comprend mal et *in fine* que l'on nomme mal ? Ce n'est pas parce qu'un phénomène criminel a pris une grande ampleur et qu'il semble se développer avec une certaine impunité qu'il s'agit de mafia. Cette incompréhension n'est pas anecdotique puisqu'elle renforce l'idée selon laquelle les trafiquants de drogue sont des individus extrêmement puissants au point de devenir presque intouchables.

La Seine-Saint-Denis n'est pas semblable à la Sicile ou à la Calabre où des criminels, soutenus par une organisation sophistiquée, sont capables de corrompre à la fois les élus, les juges d'instructions et les douaniers. Le trafic de stupéfiants que l'on connaît dans les « cités » n'est pas le fruit de stratégies pensées puis mises en place par une quelconque mafia. Ce qui n'empêche pas effectivement les trafiquants d'user par épisodes de *pratiques mafieuses*, dangereuses pour la population.

Le trafic de drogues ultradéveloppé dans les zones pavillonnaires HLM relève d'une





nouvelle forme de banditisme par de nouveaux acteurs criminels souvent issus des cités, qui agissent par opportunisme, du fait d'un environnement propice à la délinquance voire au crime. Ils n'appartiennent pas à des sociétés polycriminelles fermées voire secrètes, où le groupe prime sur l'individu, où la structure outrepassé les hommes. L'arrestation des individus à la tête des réseaux de drogue en Seine-Saint-Denis met fin au circuit et à la distribution. Les structures démantelées ne sont pas remobilisées mais remplacées par celles de concurrents.

Les représentations de la criminalité et du trafic

Chez les jeunes, l'image idéalisée du caïd qui règne sur son territoire reste prégnante dans les cités de deal. Le caïd n'est pas perçu comme un criminel mais comme un homme puissant avec quasiment un pouvoir de vie ou de mort sur les gens. Ces représentations sont liées à l'importance prise par le trafic de drogues à Marseille dans les années 2000. Une part de la jeunesse marseillaise s'est servie de ce commerce illicite comme moyen d'ascension sociale³⁵. La réussite économique des gens issus de quartiers très paupérisés encourage les jeunes en Seine-Saint-Denis à s'engager dans cette économie parallèle. Autrement dit, ce n'est pas vraiment « jouer au caïd » qui stimule les dealers mais l'enrichissement rapide.

La nouvelle génération de trafiquants ne cherche pas à imiter les vedettes de cinéma jouant dans les films de gangsters, l'utilisation de la violence dont ils font preuve est nécessaire³⁶. Elle n'est pas

voulue mais les dealers sont contraints de l'employer. Ils ne sont pas agressifs par choix mais par nécessité, sous pression de la concurrence. Personne n'utilise d'arme à feu pour tirer sur un rival par insouciance car chacun sait ce que peuvent en être les conséquences. En revanche, une part minoritaire des jeunes se lançant dans des carrières polycriminelles se montre particulièrement violente et agissant sans foi ni loi, jugeant leurs aînés respectueux des « codes » comme dépassés.

Néanmoins, le cinéma peut quand même avoir un impact sur les représentations. On peut citer la trilogie du *Parrain* qui rend charismatique et sympathique des criminels, ou encore *Scarface* : l'ascension de Tony Montana reste toujours un modèle chez certains jeunes trafiquants. L'anti-modèle du gangster qui réussit économiquement continue d'inspirer les jeunes impliqués dans le trafic. En plus du cinéma, il existe une autre référence culturelle pour la grande majorité des jeunes des cités HLM.

L'influence non négligeable du rap

Parallèlement à ce que l'on peut observer sur le terrain, un support rend visible le trafic de stupéfiants au-delà des frontières des cités, c'est le rap. Il ne s'agit pas de critiquer l'essence de ce genre musical mais d'expliquer que les rappers français les plus écoutés³⁷ font souvent des références à la drogue. Aux textes s'ajoutent les clips qui rendent compte de la normalité et de la banalité du fort impact social du trafic.

Certes ce mode d'expression est à considérer comme une œuvre « artistique »



Criminologie

qui n'a pas nécessairement vocation à montrer la réalité la plus exacte tel un documentaire mais il n'empêche que la démonstration de produits interdits associée au trafic agit sur les représentations. D'ailleurs, les milieux du rap et du deal sont parfois proches. N'oublions pas que les premiers groupes de rap sont nés sur la côte Est des Etats-Unis à New York dans le quartier du Bronx : les textes évoquent alors les gangs et la drogue mais sans en faire explicitement l'apologie.

Autrement dit, les clips de rap réalisés dans les cités "romantisent" la réussite économique grâce au trafic de drogues et n'aident pas à lutter contre la banalisation des activités illicites dans ces territoires. La mise en lumière décomplexée du trafic de cannabis dans les clips de nombreux rappeurs met en exergue d'une part la banalité de l'activité aux yeux des producteurs et des consommateurs de ces contenus musicaux et d'autre part l'impuissance de l'Etat face à cette situation qui semble totalement échapper aux forces de répression. Cela participe à la dé-crédibilisation des discours politiques visant à montrer la détermination des gouvernements successifs à éradiquer le trafic de drogue particulièrement dans les cités, alors qu'elles n'en n'ont d'ailleurs pas le monopole.

Quoi de mieux qu'un exemple concret, avec le clip d'une chanson qui s'appelle « Midi Midi » dont l'auteur est le rappeur « Heuss l'enfoiré »³⁸. Sorti le 2 Février 2018, ce clip peut sans grande difficulté être considéré comme une provocation à l'égard de l'Etat. On y voit des « choufs » réellement en poste, l'occupation des halls d'immeuble et des escaliers, le dealer encagoulé à côté de sa marchandise, l'arrivée des clients

dans le bâtiment pour finir avec une vraie transaction entre l'acheteur et le vendeur.

De deux choses l'une, soit l'on considère que cette représentation vidéo n'est que le reflet du quotidien d'un certain nombre de jeunes vivant dans les cités HLM de deal, soit l'on estime qu'il ne s'agit ni plus ni moins d'une apologie du trafic de drogues.

Un sursaut d'orgueil de la part des citoyens

Ces derniers mois, on constate une véritable émancipation des citoyens face au préjudice réel que représente le trafic de drogue. Les locataires victimes de la mainmise des trafiquants sur les cités n'ont pas renoncé à défendre leur droit à la tranquillité et au respect de leur lieu de vie. Dans plusieurs villes de France des groupes se forment et des manifestations se créent pour dénoncer la dure réalité du quotidien et pour revendiquer leur forte volonté de changement.

A Saint-Denis, tout a commencé en mai dernier lorsque le personnel de l'établissement du groupe scolaire Victor-Hugo-Balzac-l'Hermitage – situé entre les cités Péri et Dourdan – découvre 30g de cannabis à l'intérieur de l'école et fait face à l'intrusion de jeunes impliqués dans trafic³⁹. A la suite à cet incident, pour la première fois, des parents d'élèves se sont mobilisés en formant une chaîne humaine autour des écoles.

Ces citoyens souhaitent faire barrage symboliquement au trafic de drogue qui s'exerce aux environs de l'établissement. En septembre 2019, deux dealers s'étaient



introduits dans la cour d'une des écoles, ce qui a conduit les instituteurs à devoir confiner les élèves pendant une demi-heure. De plus, les hurlements des guetteurs empêchent les enfants de dormir correctement à l'heure de la sieste.

Les rassemblements pacifiques visant à dénoncer le trafic de stupéfiants se sont multipliés dans le quartier et ont dépassé les frontières de la ville. Le mercredi 11 Septembre 2019, des parents d'élèves de Saint-Ouen⁴⁰ – où la population connaît les mêmes problèmes – ont reproduit devant l'école maternelle Alexandre Bachelet la chaîne humaine réalisée à Saint-Denis. La revendication principale des parents d'élèves est « l'égalité républicaine ». Ils demandent avant tout plus de justice sociale.

Le commerce de drogues continue de s'étendre et de s'intensifier sur tout le territoire national et c'est pourquoi la colère des habitants est également perceptible dans les villes moyennes. C'est par exemple le cas à Poitiers et à Vannes. Dans le quartier des Couronneries à Poitiers, les locataires de la cité HLM ont décidé d'occuper à leur tour les halls d'immeubles, pacifiquement, pour se réapproprier les parties communes. Ils se retrouvent tous les jours à partir de 15h pour chasser les dealers qui s'accaparent régulièrement les lieux jusqu'à tard le soir⁴¹.

En Bretagne, des habitants ont décidé de riposter de façon originale et provocatrice pour interpeller les autorités. En effet, on peut voir de fausses annonces d'offre d'emploi pour les dealers et les guetteurs affichées aux arrêts de bus. Les Vannetais ont agi ainsi, exaspérés de subir le squat des parcs urbains par les vendeurs de drogue⁴².

La criminalité, la face consubstantielle à tout trafic illicite

Le trafic de cannabis en Seine-Saint-Denis n'échappe pas aux règles du monde criminel qui suivent la loi du plus fort. Il ne faut jamais oublier que les dealers de cité et même les guetteurs sont enchâssés dans des circuits criminels qui les dépassent bien qu'ils n'en aient pas toujours conscience.

Il existe une règle fondamentale en criminologie : l'effet de déplacement. Les trafiquants ne cherchent qu'à établir leur business dans les lieux où ils seront tranquilles, autrement dit où ils considèrent qu'ils ne seront pas inquiétés par les forces de l'ordre. La base de l'activité criminelle est territoriale. Une fois maintenus sur le territoire en question, les criminels cherchent à avoir l'exclusivité du trafic, en passant par la violence si nécessaire. La rivalité de pouvoir crée suit l'accumulation primitive de Karl Marx : lorsque les acteurs de l'illégal possèdent une marchandise illicite sur un territoire, ils cherchent à en vendre le maximum et le plus vite possible.

Les criminels sont des opportunistes exerçant une activité ou une autre au seul critère de la rentabilité. La loi des rendements décroissants s'applique à l'économie trafiquante de Saint-Ouen : on peut y vendre beaucoup de cannabis, ce qui rend le territoire attractif donc convoité et concurrencé. Ainsi, les gains passent sous le seuil de rentabilité pour tous les trafiquants jusqu'à ce que la concurrence devienne intenable. Pour les points de deal plus agressifs, on se dote de l'arme préférée de ce milieu, la



Criminologie

kalachnikov. La première bande qui parvient à l'obtenir soumet les autres. Dans ce cas, deux choix sont possibles pour les vaincus : abandonner le terrain ou s'en emparer par la force. La seconde option implique d'acquiescer à son tour une arme, ce qui amène potentiellement à des fusillades.

Il ne faut jamais oublier qu'avant de parvenir jusqu'aux cités de deal, la marchandise parcourt des milliers de kilomètres à travers plusieurs pays. Le trafic ne se résume pas à la revente calme dans les marches d'escalier des immeubles. Des criminels endurcis s'entre-tuent pour prendre le contrôle des réseaux, des *go-fast* menacent la sécurité routière, des agriculteurs dans les pays producteurs sont rackettés, menacés et parfois tués.

de stupéfiants dans les cités HLM s'est sophistiqué et comment il s'est profondément ancré sur le territoire. Tout part de leur installation sur la voie publique. Il est évidemment déroutant de rencontrer des jeunes qui quadrillent la cité, sans bouger de leur position, debout ou assis sur une chaise placée sur le trottoir à la vue de tous et 7 jours sur 7.

Le commerce de drogues très ancien dans la ville a connu des transformations au cours des dernières décennies pour devenir plus diffus et plus évident, par un effet cumulatif de plusieurs décennies. Le trafic à Saint-Ouen est très important grâce à la proximité avec Paris comme il pourrait l'être dans une autre ville dans ce même cas. Si le trafic y disparaissait, il réapparaîtrait ailleurs.

140

Conclusion

La forte visibilité du trafic de cannabis observée à Saint-Ouen s'explique par une volonté pour les trafiquants de montrer, – tant aux consommateurs qu'aux dealers concurrents – que son point de vente est sans risques. La présence des « choufs », surtout lorsqu'ils sont nombreux indique que l'on peut venir se procurer de la drogue en toute sécurité.

Le rôle joué par les guetteurs est la clef pour comprendre à quel point le trafic

Pour conclure, banaliser le fait illicite voire criminel est le premier pas vers l'acceptation puis vers la résignation voire la soumission. Afin de ne pas entrer dans ce circuit anémique dangereux, il est nécessaire de s'attaquer d'abord au phénomène criminel sans répit dès lors qu'il commence à tirer parti de sa banalisation dans les représentations de la population puis de faire de la prévention sur la délinquance et la criminalité, particulièrement auprès des jeunes. Enfin, il est indispensable que les citoyens faisant preuve de courage pour manifester leur exaspération face au trafic se sentent soutenus par les autorités.





Notes

1. Étudiant à l'Institut français de géopolitique et membre de l'association Crim'Halt, s'intéresse à une dimension spécifique de la discipline : la géopolitique du crime organisé.
2. Récemment, les mouvements citoyens un peu partout en France ont montré l'exaspération des citoyens, à Saint-Denis et à Saint-Ouen pour la Seine-Saint-Denis, mais également à Toulouse et à Vannes. Voir <https://france3-regions.francetvinfo.fr/trafic-drogue-gagne-du-terrain-france-grogne-riverains-1724725.html>,
3. Les guetteurs ou « choufs » sont des personnes (majoritairement de jeunes hommes et des adolescents, mais parfois des enfants) chargées de la surveillance et de la sécurité du territoire de deal qui perçoivent un revenu provenant des recettes de la vente du cannabis. Plusieurs fois par jour, ils préviennent les dealers de la moindre présence policière aux abords de la cité, par des hurlements intempestifs.
4. La fusillade a eu lieu dans la cité Cordon proche de la mairie, en plein après-midi. Le bilan fut de 3 morts. Le lendemain, la police annonce qu'il s'agit d'un règlement de comptes entre trafiquants.
5. Un guetteur risque en théorie jusqu'à 10 ans de prison : Stéphanie Harounyan, https://www.liberation.fr/france/2015/09/21/trafic-de-drogue-les-guetteurs-auxiliaires-indispensables_1387538
6. Voire *réputée* pour cela
7. Ou bien devrait-on dire à cause du ?
8. Ajerar, Mehdi, *La visibilité du trafic de cannabis : le cas de Saint-Ouen*, IFG, 2019
9. *Ibid*
10. Antoine, Jean-Charles *Le trafic d'armes en Seine-Saint-Denis : aspects géopolitiques et enjeux*, Hérodote n°162. Le 9-3 un territoire de la nation
11. Ajerar, Mehdi, *La visibilité du trafic de cannabis : le cas de Saint-Ouen*, IFG, 2019
12. Journal télévisé du 20h de France 2, octobre 2011
13. Ajerar, Mehdi, *La visibilité du trafic de cannabis : le cas de Saint-Ouen*, IFG, 2019.
14. *Ibid*
15. Ce sont principalement des collectifs de locataires qui se sont formés par un ras-le-bol.
16. C'est par exemple le cas de l'association « D-Brouy Jeuness »
17. Un collectif d'habitants.
18. Thomas, Sauvadet, « *Jeunes de la cité* » et contrôle du territoire : le cas d'une cité de la banlieue parisienne », Hérodote n°113, 2004
19. Ajerar, Mehdi, *La visibilité du trafic de cannabis : le cas de Saint-Ouen*, IFG, 2019
20. A Saint-Denis, les cités Péri et Dourdan qui font partie des plus gros points de vente de la ville se situent effectivement à une centaine de mètres du commissariat de police.
21. Ajerar, Mehdi, *La visibilité du trafic de cannabis : le cas de Saint-Ouen*, IFG, 2019
22. Les acheteurs ne restent jamais très longtemps dans la cité où ils se fournissent, se contentant d'un aller-retour rapide.
23. *Lutte contre les drogues*, <https://www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr/Vous-aider/Actions-de-prevention/Drogues-et-alcool/Lutte-contre-les-drogues#ancr-0-2>
24. Ce fut le cas après l'incarcération de Salvatore Riina, chef de Cosa Nostra et caractérisé par une façon d'agir terroriste. Son successeur Bernardo Provenzano a ordonné aux membres de rester discrets après une surexposition médiatique dûe au comportement de Riina, ce qui ne signifie pas que le pouvoir de Cosa Nostra avait diminué, au contraire.
25. *Christian Lambert* : « *Nous sommes face à du grand banditisme* », <http://www.leparisien.fr/pierrefitte-sur-seine-93380/christian-lambert-nous-sommes-face-a-du-grand-banditisme-23-11-2010-1161818.php>
26. Ajerar, Mehdi, *La visibilité du trafic de cannabis : le cas de Saint-Ouen*, IFG, 2019
27. Béatrice, Giblin, *Editorial*, Hérodote n°162. Le 9-3 un territoire de la nation, page 8.
28. *Qui sont les électeurs du FN*, https://www.francetvinfo.fr/politique/front-national/qui-sont-les-electeurs-du-fn_863691.html,



Criminologie

29. Ajerar, Mehdi, *La visibilité du trafic de cannabis : le cas de Saint-Ouen*, IFG, 2019
30. Ce n'est pas le cas chez les familles issues des classes les plus aisées
31. Nous parlons ici d'emplois intellectuellement valorisants comme les métiers d'ingénieur, de professeur d'université, non pas de carrières dans le sport ou la musique pour lesquelles la notion de réussite professionnelle est relative.
32. Dans leur vision des choses
33. Ajerar, Mehdi, *La visibilité du trafic de cannabis : le cas de Saint-Ouen*, IFG, 2019
34. <https://www.ouest-france.fr/fusillade-saint-ouen-deux-petits-caids-de-la-drogue-tues-568674>, 27 Septembre 2013
35. Fabrizio, Maccaglia, Marie-Anne, Matard-Bonucci, *Atlas des mafias : acteurs, trafics et marchés criminels dans le monde*, Editions Autrement, Paris, 2014, page 48.
36. Selon les règles du milieu criminel.
37. En 2016 et selon les données publiées par Deezer et Spotify, les rappeurs les plus écoutés étaient JUL et le groupe PNL dont l'univers musical tourne systématiquement autour du trafic de stupéfiants. D'ailleurs, l'un des deux frères formant le groupe a déjà été incarcéré pour trafic de drogues.
38. Le clip a été réalisé à la cité des Boute-en-Train, où il a vécu.
39. Anthony Lieures.
40. Nathalie Revenu, <http://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/en-seine-saint-denis-la-chaine-humaine-contre-la-drogue-fait-ecole-11-09-2019-8150349.php>.
41. Isabelle Rivière, <https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/info-france-bleu-a-poitiers-les-habitants-d-un-immeuble-hlm-occupent-leur-hall-pour-empêcher-le-1570204801>.
42. Malika Catala, <https://france3-regions.francetvinfo.fr/trafic-drogue-gagne-du-terrain-france-grogne-riverains-1724725.html>





CRIMINOLOGIE

1- Une dégénérescence des djihadistes, et peut-être du djihad¹

2- « Sociologie critique » et crime : une boussole qui, sans trêve, montre le Sud

Xavier RAUFER

Maghreb, Machrek : chez les jeunes, l'indifférence religieuse grandit. Tunisie, Palestine : presque un jeune sur deux, loin de l'islam. Et ce sentiment qu'une vague de fanatisme a gonflé, grandi, à partir de 1979 (révolution islamique d'Iran... Occupation de la mosquée du prophète à La Mecque, par de fanatiques Wahhabites... Occupation de l'Afghanistan, pays musulman, par l'athée-militante Union soviétique) ; cette vague ayant atteint son apogée le 11 septembre 2001 ; depuis, c'est le reflux. Et maintenant, une part - importante, ici et là - de la jeunesse de l'*Oumma* qui perd la foi...

Et le Djihad ? Tous les monothéismes ont connu leur phase d'exaltation sacrificielle, les chrétiens comme les autres. Dans son "Histoire générale des civilisations", Maurice Crouzet dépeint, en orient sous l'empereur Commode, ces volontaires chrétiens pour

le martyr, "se présentant si nombreux au proconsul que celui-ci, après avoir prononcé quelques condamnations, les refoula en les invitant à recourir aux cordes ou aux précipices".

Après la mort d'Oussama ben Laden, le salafisme-djihadisme battit clairement de l'aile. Il peinait à recruter, enflammer, pousser au martyre de nouveaux moudjahidine. En 2009, Europol recensait ainsi dans l'Union européenne (UE), 264 attentats (réussis ou ratés), là-dedans, un d'origine islamiste. 2010, 3 attentats islamistes sur 249. En 2012, le terrorisme lui-même, de toutes origines, semblait près de disparaître de l'UE : 161 attentats, dont (sempiternellement) 125 en Corse et en Ulster. Le solde, 11 attentats ou tentatives, 0,032 attentats pour 100 000 habitants de l'UE, sur le sol européen lui-même : presque de l'impalpable².



Se déclarent non-religieux
(donc dans les pays ci-après, indifférents à l'islam)

Pays	18 à 29 ans	30 ans et plus
<i>Tunisie</i>	46%	26%
<i>Libye</i>	36%	18%
<i>Algérie</i>	24%	12%
<i>Maroc</i>	22%	6%
<i>Égypte</i>	18%	6%
<i>Liban</i>	17%	13%
<i>Jordanie</i>	24%	12%
<i>Palestine</i>	46%	26%
<i>Soudan</i>	10%	8%
<i>Irak</i>	9%	3%
<i>Yémen</i>	6%	4%

Forte montée de l'indifférence religieuse dans la jeunesse arabo-musulmane.
Exception : le Yémen, où il y a plus de religieux-croyants en 2018 qu'en 2013.

144

Qu'allait-il advenir ? En 1998, fidèle à sa pratique du décèlement précoce, l'auteur concevait et exposait une figure terroriste nouvelle, celle de l'hybride - par construction, bandit et djihadiste à la fois.

En 2010, un macabre calcul révélait le danger stratégique présenté par les mégagangs et armées criminelles, actifs notamment en Amérique latine :

Irak + Somalie + Afghanistan : ± 12 000 morts dans l'année,

Nord du Mexique à lui tout seul : ± 15 300 morts.

En 2010 aussi - signe précurseur plutôt ignoré à l'époque, malgré les efforts de l'auteur, la sortie d'un film - monument de drôlerie, sarcastique et jubilatoire, intitulé - par antiphrase "We are four lions". Un authentique assassinat du djihad façon

racailles et des djihadistes du même métal. Film réalisé par un musulman d'origine pakistanaise, ce qui est mieux encore. Pour apprécier l'importance du signal, un retour historique par l'immense précédent de Don Quichotte. L'Europe sortait alors de l'idéal des Croisades... La figure du preux chevalier... Cervantès dynamite tout cela... Comment y croire encore ? Rossinante ? La guerre aux moulins à vent ? Pauvre homme, lui et sa souillon de Dulcinée. Ainsi périssent les mythes : par le ridicule.

Puis en 2011, la fondation musulmane britannique Quilliam, hostile au fanatisme, dépeignait ainsi Al-Qaïda au Maghreb islamique "avant tout vouée à kidnapper contre rançon des touristes étrangers, pratique le crime organisé pour se financer et s'acheter des armes".

2012 : l'épisode Mohamed Merah, premier d'une terrible série à faire couler le sang





1- Une dégénérescence des djihadistes, et peut-être du djihad

sur le sol français. Prototype en plein "mal ontologique", pour citer René Girard, en proie au vacillement de son identité, à l'incertitude foncière quant à son être. Retour pour mémoire sur cet ur-hybride. Délinquant juvénile... fasciné par les vêtements de marque... "scolarité chaotique"... dix fois condamné pour violences, vols, refus d'obtempérer, etc., sévère "fragilité névrotique"... suivi psychologique... immaturité affective... vie de couple avortée... hospitalisations psychiatriques... une tentative (connue) de suicide... deux essais ratés de s'engager dans l'armée française. Un islamiste-oxymore qui sort en boîte, et fréquente des stations de ski.

Après bien sûr, le basculement brutal dans le manichéisme et le fanatisme grossier - sa nouvelle *persona* absolvant sa violence, son instabilité, ses errances, au nom de la foi nouvelle. Depuis Merah, l'hybride a ensanglanté l'Europe : Paris, Nice, Bruxelles, Londres, Barcelone, Stockholm, Berlin... Pour l'État islamique qui alors émergeait, cet hybride là était bien pratique - l'équivalent salafiste du Kleenex, dont on se sert une fois et qu'on jette.

Mais l'hybride et le mercenaire font fatalement dégénérer la cause qu'ils soutiennent. Edifier le califat sur l'action de racailles ? Quel croyant sincère acceptera cela. Tentons de voir plus loin : le terrorisme islamiste durera-t-il toujours ? Non bien sûr. Là aussi, ce premier signe : qu'advint-il à la mort de Mohamed Merah ? Son sacrifice entraîna-t-il quelque nuit d'émeutes ? Rien du tout : quelques graffiti, guère plus de texto rageurs. Moins que pour n'importe quel jeune renversé en moto par une voiture de la BAC. Tout cela commence à ressembler à un crépuscule - voire à une agonie.

2 - "Sociologie critique" et crime : une boussole qui sans trêve, montre le sud³

Pour réduire une criminalité alors surtout urbaine, des sociologues et criminologues libertaires ou socialistes des décennies 1960 et 70 prônaient une unique voie : traquer les "causes profondes" (selon eux) du crime : misère et racisme. Bien sûr, réduire ces deux fléaux est utile - mais cela résorbe-t-il pour autant la criminalité des rues ? Toujours est-il qu'alors, les Etats-Unis dépensèrent à tous niveaux (État fédéral, États, métropoles, etc.) des milliards de dollars en programmes sociaux visant à réduire la misère et le racisme - suite à quoi, pour plus d'une décennie, la criminalité explosa purement et simplement.

Cela a-t-il conféré quelque modestie à ces sociologues rigides et abstraits ? Non : dans leur bulle académique : certitude absolue - conviction ardente, les mêmes ou leurs rejets académiques des décennies 1980 et 90, ont critiqué avec virulence la prison, selon eux "inutile" et "raciste". Incarcérer *dealers*, criminels et caïds était pour eux inepte : fallait plutôt transformer les policiers en assistantes sociales, pour qu'ils soignent, gentiment, les bleus à l'âme des bandits.

Substituant toujours plus leurs "valeurs" à l'observation réaliste, ces chercheurs et professeurs-militants, ont par la suite (décennie 2000) présenté les bandits comme autant de "victimes de la société". Un discours bien connu : injustice sociale et économique... oppression et violence de l'État "fasciste"... marginalisation... haine raciste envers les minorités vulnérables...



Criminologie

Cependant, advenait en 1992 un phénomène majeur : le tour de vis de la justice américaine, alors confrontée à une véritable explosion criminelle :

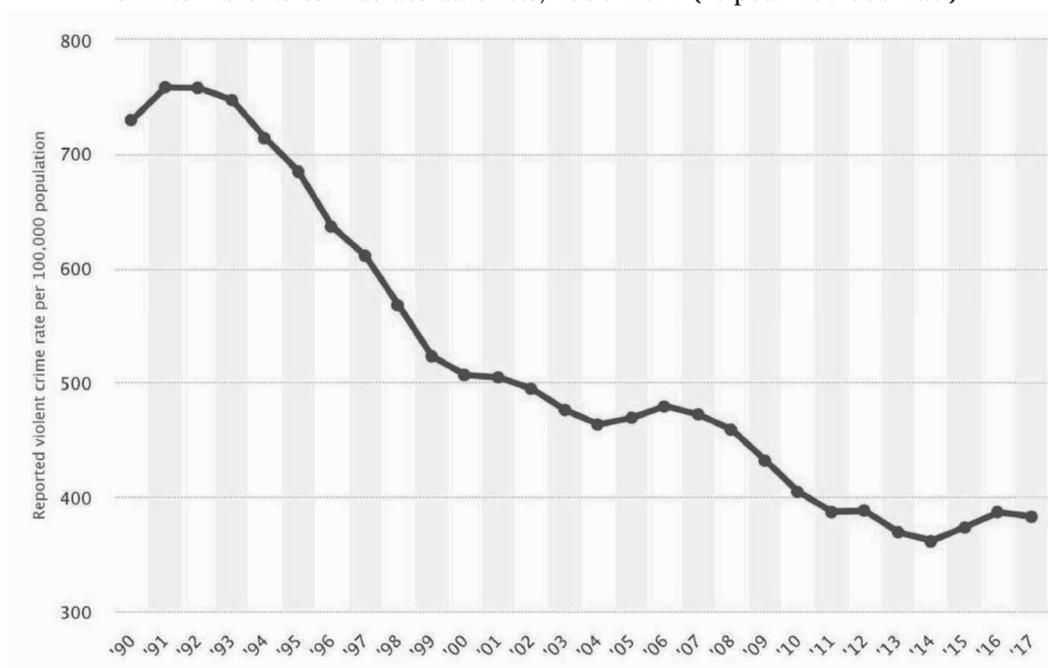
- En 1981, aux États-Unis, seulement 40% des inculpés d'homicide finissent en

prison, pour des peines d'environ 5 ans de détention,

- Dès 1992, 92% des inculpés d'homicide filent en prison, pour des peines d'environ 17 ans de détention,

Résultat : la criminalité violente s'effondre.

Crimes violents connus des autorités, 1990-2017 (% pour 100 000 hab.)



146

Échec absolu, dans les faits, de l'idéologie misérabiliste des sociologues et criminologues militants. Et victoire conceptuelle de la criminologie réaliste, dont les thèses majeures sont ainsi validées.

Notes

1. *The Sun* - 25/06/2019 "Percentage of non-religious residents of Arabic countries" - *BBC News* - 23/06/2019 "Arab barometer" - René Girard *et al.* "Achever Clausewitz", Champ-Flammarion, 2011 - Xavier Raufer *et al.* "Dictionnaire technique et critique des nouvelles menaces", PUF, 1998 - Maurice Crouzet *et al.* "Histoire générale des civilisations", PUF, 1953-1957?
2. Rappel : homicides en France, tous motifs, \pm 1/100 000
3. *City Journal* - été 2017 "What criminologists don't say - and why".





CRIMINOLOGIE

Homicides, États-Unis et « privilège blanc » criminel

Xavier RAUFER

La vie de la population noire des États-Unis n'a jamais été facile et ne l'est pas plus aujourd'hui. Pour s'en persuader, il suffit de visiter les lieux où d'usage elle vit, quartiers où, comme à Chicago, son espoir de vie peut être de *trente ans* plus bref que dans les secteurs blancs-riches de la ville ; et de voir qu'en 2017 encore, 38% des enfants noirs fréquentent des écoles où moins de 10% des élèves sont blancs (l'*apartheid*, c'est ça).

Mais aux difficultés qu'éprouve cette population, se surajoute l'attitude de la gauche académique et médiatique qui, par pur moralisme, ne s'indigne que des seuls homicides de Noirs commis par la police américaine ou par des Blancs ; considérant donc - absurdement - que les non-Noirs du pays constituent un meurtrier et tout-puissant Ku-Klux-Klan, voué à exterminer les Afro-Américains.

Récemment encore, *L'Express* souligne ainsi que 1,5% des Noirs américains de 20 à 24 ans meurent sous les tirs de la police - fait consternant - mais tait que, constamment et de longue date, \pm 90% des Noirs américains sont assassinés par d'autres Noirs. Sans doute y-a-t-il des raisons à cela, mais l'énormité même du pourcentage devrait pousser les commentateurs à exposer cet essentiel fait brut. Or la théorie du "privilège blanc" tient justement à cela : pour qu'elle soit vraie, il faut et il suffit que TOUTE la police et TOUTE la justice des États-Unis soient implicitement ou ouvertement racistes, agissant et jugeant à 100% contre les Noirs.

Soulignons ici que cette idéologie du "privilège blanc" n'est pas celle de la population noire en général ; certes, soucieuse de ne pas servir de cible à tout propos, elle est sinon (sous l'influence de ses puissantes



Criminologie

Églises) plutôt conservatrice et répressive en matière de sécurité et de justice, maints sondages le montrent. Le "privilège blanc" est plutôt l'apanage de jeunes gens riches, blancs mais torturés de haine de soi et de ludions médiatiques de toutes couleurs.

Avant d'examiner les faits et données disponibles, rappelons aussi que depuis une décennie, toute la société américaine, justice et polices incluses, subit l'étouffant *tsunami* du "politiquement correct"... diversité... inclusif... etc. ; tout fait ethnique y éprouvant le sourcilieux contrôle (sans doute bénéfique, vu le passé du pays) de *Black Lives Matter* et cent groupes analogues ; quand cependant, les statistiques ethniques-raciales y restent permises.

148

Reste que dans la statistique américaine, "race", "ethnicité" ou "origine" ne vont pas de soi, recensements ou sondages opérant par auto-déclaration. On dit par exemple "X personnes se considèrent comme d'origine hispanique", mais un Hispanique peut aussi se déclarer Blanc. Et ceux qu'évidemment, nous dirions métis en Europe, comptent comme Noirs aux États-Unis. Voici donc, pour éclairer le débat, l'éventail racial donné par le dernier recensement national des États-Unis (1/07/2016) :

- Blancs (hors hispaniques) : 61,3%
- Hispaniques/Latinos : 17,8%
- Noirs/Afro-Américains : 13,3%
- Asiatiques : 5,7%
- Amérindiens : 1,3%
- Métis, NSP : 0,4%
- Insulaires du Pacifique : 0,2%.

Dernier point méthodologique : nous comptons plus bas des individus, interpellés, mis en cause ou inculpés, ce qui ne préjuge bien sûr pas de leur culpabilité. Mais aux

États-Unis, les Cours fédérales jugeant les *serious crimes*, homicides, viols, vols avec armes, etc., ont en 2016 condamné 91,2% des inculpés, 8,8% étant innocentés - donc, taux d'adéquation correct¹. Qui plus est, deux taux, élucidation des crimes dans un sens, récidives dans l'autre, renforcent le tableau général mis en cause-culpabilité :

- *Taux d'élucidation des crimes graves ("serious crimes") aux États-Unis en 2017 :*
- Homicides : 61,6% (chiffre noir, 38,4%)
- Viols : 34,5% (chiffre noir, 65,5%)
- Vols avec armes : 29,7% (chiffre noir, 70,3%)
- *Taux de récidive après trois ans :*
- États-Unis : 68%
- Comparaison avec la France et l'Allemagne : respectivement 48 et 46%.

Surreprésentation des Noirs dans les statistiques criminelles américaines²

(FBI-UCR, 2016)

Total des arrestations aux États-Unis (toutes infractions) en 2016 : 8 421 481,

Total des arrestations pour *serious crimes*³ aux États-Unis en 2016 : 408 873,

Sur ces 408 873 crimes graves, total des arrestations "par race ou origine" :

- Prévenus se disant, ou déclarés, Blancs et hispaniques : 241 063,
- Prévenus se disant, ou déclarés, Afro-Américains : 153 341,
- Prévenus ... Amérindiens, Asiatiques ou insulaires du Pacifique : 14 416.





Homicides, États-Unis et « privilège blanc » criminel

Proportion ethnique des inculpés pour les homicides commis aux États-Unis en 2016 :

- Blancs et hispaniques : 44,7% du total,
- Afro-Américains : 52,6%,
- Amérindiens, Asiatiques ou insulaires du Pacifique : 2,7%.

Coups de projecteurs sur cette surreprésentation⁴

État de l'Illinois (UCR-Illinois) - Blancs, 64%, Noirs, 14%.

2017 : 1 010 homicides dans l'État, dont 650 à Chicago.

Pour ces 1 010 homicides, 409 mis en cause ; voici leur race, telle que figurant au dossier : Noirs, 271 (66% du total) ; Blancs, 83 ; Hispaniques, 54.

État du Connecticut (UCR-Con.) Blancs, 71% ; Noirs 10%.

105 homicides recensés dans cet État en 2017. Pourcentage ethnique des homicides élucidés (un coupable a été trouvé puis condamné) : Blancs, 28% ; Noirs, 58% des mises en examen et 40% des condamnations, Asiatique : 1 cas.

Ville de Seattle et King County (Étude du *Public Health Department* de la ville, homicides par armes à feu, 2010-2016). Rappel, l'administration locale se situe politiquement quelque part entre libérale-libertaire et socialiste.

Blancs dans le comté, 76% ; Noirs, 7%.

69 homicides par armes à feu, 2010 à 2016 ; mis en cause, 39 Noirs, 56% des inculpés.

Ville de Pittsburgh - Étude du Pittsburgh Police Department (PPD) et de la mairie, 2010 à 2015. Rappel, sur les 5 derniers chefs du PPD, 3 sont Afro-Américains.

Blancs, 65% ; Noirs, 26%.

2010-2015 : sur 100 victimes d'homicides, 85 sont noires.

- sur 100 victimes d'homicides *non élucidés*, 97 sont noires.

2018 : victimes des 58 homicides : Noirs, 50, Blancs, 8.

Inculpés pour ces 58 homicides : Noirs, 24 ; Blancs, 7.

Ville de Saint-Louis - Noirs, 49% ; Blancs, 43%.

Données du Saint-Louis Police Department, 1^{er} semestre 2019 : 110 homicides dont 99 Noirs. Inculpations pour 41 de ces homicides : Noirs, 37 (90% du total) ; Blancs, 4.

Ville de Cincinnati - Blancs, 49% ; Noirs, 45%.

2018 : 63 homicides ; victimes noires, 84% ; blanches, 14%. Pour ces homicides, 30 inculpations : Noirs, 58% ; Blancs, 17% ; la race est absente de 25% des dossiers.

2017 : 74 homicides ; victimes noires, 85% ; blanches, 14%. Pour ces homicides, 21 inculpations : Noirs, 71% ; Blancs, 5% ; la race est absente de 23% des dossiers.



Criminologie

Les Noirs sont-ils spécialement visés par la justice des États-Unis ?⁵

Individus jugés par une Cour fédérale de justice, année fiscale 2016, caractéristiques démographiques - race ou origine hispanique. Cas considérés : 63 593 (formant donc 100% du total)

- Blancs : 20,9%,
- Afro-Américains : 19,8%,
- Hispaniques-Latinos : 55,7% !!
- Amérindiens, 2,2%
- Asiatiques+Pacifique : 1,3
- NSP : 1%.

Plus largement maintenant, à l'échelle des États-Unis entiers, de méticuleuses recherches des analystes du ministère fédéral de la Justice et du FBI sur la période 1976-2005, établissent le fait terrible que dans plus de 90% des cas, l'assassin d'un Noir est un autre Noir ; et que les jeunes hommes afro-américains ont 20 fois plus

de morts que leur proportion dans la pyramide américaine des âges et des ethnies. Et si les choses ont évolué depuis 2005, c'est plutôt en pire.

Imaginons que les injonctions médiatico-académiques soient à 100% suivies d'effet et qu'on en finisse, par la prévention ou la répression, avec les meurtres commis par des policiers ou des Blancs racistes : sur cent homicides de Noirs, on en supprimerait 8 ou 9 ; sinon, la tuerie continuerait comme avant. Est-ce un objectif décent ? Ou faut-il, sur la base de faits réels, traiter ce drame dans sa profondeur humaine ?

Comparaison avec l'ensemble Angleterre+Pays de Galles (E+W)

Pays anglo-saxon, au système judiciaire proche de celui des États-Unis, mais ne souffrant sans doute pas des mêmes biais culturels.





Homicides, États-Unis et « privilège blanc » criminel

Dernier recensement de la population de E+W : Blancs, 83, 35% ; Asiatiques, 6,69%, (dont originaires du sous-continent indien, 5,87% et Chinois, 0,82%) ; Noirs, 2,81%.

Cas-justice	Distribution par race		
	Blancs	Noirs	Indo-Pak.
Arrestations	± 80%	± 8%	± 5%
Inculpations	± 75%	± 8%	± 5%
Condamnations	± 77%	± 8%	± 5%
En prison	± 68%	± 12%	± 7%

Sources :

L'Express+Afp - 6/08/2019 "Aux États-Unis, les noirs encourent plus de risques d'être tués par la police"
Reported Crime - Cincinnati - 25/07/2019 (by month),
Wellcome Open Research - 25/06/2019 "A systematic review of criminal recidivism rates worldwide, 3 years update - Denis Yuknenko, Seena Fazel, dept. of psychiatry, Oxford U. ; Shivpriya Sridhar, U-North Carolina, Chapel Hill, NC,
The Guardian - 23 Jun 2019 - 'It's totally unfair: Chicago, where the rich live 30 years longer than the poor' - (Blancs : ± 90 ans, Noirs, ± 60 ans),
NBC News - 11/03/2019 "White parents are enabling school segregation if it doesn' hurt their own kids",
Seattle and King County - Public health - March 2019 "Firearm deaths among residents of King County and Seattle, 2012-1016",
Federal Justice Statistics, 2015-2016 - January 2019,
State of Connecticut - 2017 "Crime in Connecticut - Annual report of the Uniform Crime Reporting, Dept. of emergency services and public protection, Crimes analysis unit",
FBI - Uniform Crime Report, 2016 "Crime in the United States",
UK Crime Statistics - Year 2014 "Race and criminal justice system".

151

Notes

1. Sur 2474 cas en 2016, dernières données disponibles ; Cf. "Table 6, Disposition and case-processing time of defendants in cases terminated in US District Courts, FY 2016".
2. FBI - Uniform Crime Report - 2016 (compile les statistiques et données de 13 049 services de police divers, la population américaine étant cette année-là de ± 257 113 000 individus. Le tableau ici considéré est "Table 21 - Arrests by race and ethnicity".
3. - Homicides... coups & blessures ayant entraîné la mort... viols... vols avec armes ou vols violents. Dans tous les cas, il s'agit bien sûr des infractions connues des autorités, hors "chiffre noir".
4. Nous avons choisi cet échantillon plutôt au nord des États-Unis, les données de sa part méridionale étant parfois encore entachées de tropismes "sudistes". Au nord, nous avons pris des États et villes à l'équilibre racial très divers (de 10% à majorité de Noirs), pour donner une vision large du problème.
5. Federal Justice Statistics - Table 5 - Demographic characteristics of defendants charged in US Federal District court, Fiscal Year 2016 - race or hispanic origin (caractéristiques démographiques des inculpés par une cour fédérale de justice US).







PROFONDEUR STRATÉGIQUE

[2010] Mondialisation criminelle : au XXI^e siècle, les menaces hybrides

Septembre 2010 - Xavier RAUFER

Depuis la fin de la Guerre froide (ordre bipolaire du monde) sont advenues sous nos yeux des mutations impensables à l'ère précédente : mafias (Cosa Nostra) et sectes (Aum Shinrikyo) passant au terrorisme ; entités militaires - même, des unités d'élite - passant au service de cartels de la drogue (« Zetas » et Cartel mexicain du Golfe) ; apparition de pseudo-religions criminelles dans des régions entières (culte du « narco-saint » Jesus Malverde au nord du Mexique ; *Lord's Resistance Army* en Ouganda et alentours). Hybrides : telles sont, dès le début du XXI^e siècle, les entités dangereuses du chaos mondial.

Mort du partisan, émergence de l'hybride

Revenons aux fondamentaux : la philosophie grecque distingue la guerre « militaire »

(*polemos*) de la guerre civile (*stasis*). Pour cette pensée grecque de l'ordre et du désordre, l'Etat seul fait la guerre : lui seul dispose de l'usage légal et normalisé de l'homicide. En absence d'Etat, ou quand celui-ci s'effondre, règne le chaos, la sédition. Comme au Nord du Mexique aujourd'hui, c'est alors la guerre de tous contre tous, un chaos meurtrier dans lequel les alliances se font et défont au quotidien, où trahison et désertion sont constants.

Désormais, l'acteur ordinaire de cette guerre criminelle de civils est l'entité hybride, par construction et tout ensemble criminelle et « politique », un cas toujours plus fréquent dès le début de la décennie 2000 (quand s'installe le chaos mondial) :

- Durant l'année 2008, le *Fatah al-Islam* libanais se constitue un trésor de guerre en « braquant » plusieurs banques du pays,





Profondeur stratégique

- En juillet 2005, les attentats de Londres sont partiellement financés par des fraudes à la carte de crédit,
- En mars 2004, l'attentat de Madrid (environ 190 morts) est pour partie financé par des ventes de haschisch,
- En octobre 2002, l'enquête sur les sanglants attentats à la bombe de Bali (environ 200 morts) révèle qu'en Indonésie, et ailleurs dans le monde malais, la *Jamaah al-Islamiyah* finance ses opérations par des vols à main armée dans des bijouteries.

De tels mélanges crime-terrorisme démontrent que, dans le présent chaos mondial, le « partisan », au sens classique (cf. Carl Schmitt, « Théorie du Partisan ») est une figure politique révolue.

154

Rappelons ici les caractéristiques majeures du « Partisan », dans l'acception moderne du terme, tel qu'il exista, selon Carl Schmitt, de la guerre de Napoléon en Espagne, jusqu'à l'abolition de l'ordre mondial bipolaire (1990) :

- C'est un irrégulier flexible et rapide, qui combat sans uniforme, mêlé à la population civile ; il ne porte pas d'armes apparentes, ne respecte pas le droit des conflits armés « militaires »,
- Son engagement politique est intense, sa logique repose sur la discrimination entre ami et ennemi. Il diffère ainsi du bandit, du pirate, qui sont apolitiques et cherchent juste à s'enrichir, individuellement ou en groupe,
- Attaché à sa terre, sa « petite guerre » est d'abord défensive ; son idéologie pragmatique dédaigne l'universalisme comme le messianisme. Contrairement à l'idéologue *jihadie* ou léniniste, il n'a pas d'ennemi absolu et éternel, à éliminer

totale, une fois pour toute. Son hostilité est limitée et son action tend à cesser quand l'occupant quitte ce que le guérillero voit comme « son » territoire.

Ce type de guérilla a presque disparu. Mais restent bien sûr aujourd'hui des « irréguliers » sur notre planète : ce sont des organisations criminelles transnationales, des milices et guérillas, des groupes terroristes de tout type (fanatiques idéologiques, religieux, ethniques, nationalistes, etc.), toujours plus proches et indiscernables les uns des autres.

Où et comment opèrent-ils ?

Au sud du monde, les conflits sont toujours plus des « guerres de prédation », lors desquelles des bandes armées pillent les ressources du territoire qu'elles occupent - ou bien encore usent de ces territoires pour des plantations illicites (pavot, coca, etc.). Ici, l'idéologie est d'usage absente, ou constitue un simple habillage destiné à couvrir de l'économie criminelle.

Sur ces aires hors-contrôle, ou dans les mégapoles anarchiques, des alliances de convenance se multiplient entre irréguliers de tout poil. Elles n'ont rien de politique, mais conjuguent des intérêts communs. Loin de tout mariage d'amour, on est dans le concubinage - ou dans l'alliance de convenance.

Ensemble, pour une durée limitée, sans grande confiance les uns dans les autres, ces illégaux créent des « pipe-line » criminels et y injectent ensuite biens et services illégitimes, armes, individus ou argent. La bande contrôle le pipe-line, le loue - ou obtient de s'en servir par la violence.





Deuxième vague de la mondialisation criminelle, décennie 2010 : 6 grandes tendances

a) Les Etats-Unis dépénalisent le commerce local et l'usage du cannabis. Par cette « prohibition à l'envers », ils espèrent banaliser, donc évacuer, un problème devenu intraitable. Pensant faire sauter un tabou, ils ouvrent une boîte de Pandore - et renforcent en tout cas l'emprise criminelle sur tout ce qui n'est pas dé-pénalisable,

b) Industrialisation des grandes productions illicites, notamment les « manufactures criminelles » consommatrices de capital (contrefaçons dangereuses, stupéfiants...),

c) Intensification des flux commerciaux illicites vers l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie développée,

d) Hybridation accrue entre activités « politiques » (guérillas, bandes armées) ou « religieuses » (fanatismes divers, *ihadis*) et trafics criminels multiples. Noter l'extrême résistance des entités criminelles ou hybrides aux chocs de tous ordres : trois semaines après le terrible séisme de Haïti (janvier 2010, 250 000 morts, pays ravagé) les bordels fonctionnent normalement

sous contrôle criminel, au milieu de la pire anarchie.

e) Une force criminelle transnationale résultant toujours d'une dynamique entre un fief et une diaspora :

. Contrôle renforcé des méga-gangs et guérillas dégénérées sur des territoires incontrôlés du Sud du monde,

. Influence renforcée sur « leurs » diasporas émigrées dans les grands centres développés, surtout dans les quartiers et cités hors-contrôle,

f) Affaiblissement et dégénérescence criminelle graduelle du courant salafi-jihadi, voué à muter ou à passer au mercenariat.

Les cinq dimensions de la mondialisation criminelle

- *Par le haut* : finance criminelle,
- *Par le bas* : hybrides, mutants, méga-gangs, gangs de prisons, etc.,
- *Par les territoires* : quartiers hors contrôle, mégapoles anarchiques,
- *Par les flux* : grands trafics, contrefaçons dangereuses,
- *Par la technique* : cyber-crime, criminalité identitaire (vols de données...).







VEILLE BIBLIOGRAPHIQUE

L'efficacité du terrorisme en questions

Daniel DORY¹

- ENGLISH Richard, 2016, *Does terrorism work ? A History*, Oxford University Press, Oxford, 350 p.
- MAILLOT Agnès, 2018, *L'IRA et le conflit nord-irlandais*, Presses Universitaires de Caen, Caen, 345 p.
- CAMPANA Aurélie, 2018, *L'impasse terroriste. Violence et extrémisme au XXI^e siècle*, Multimondes, Montréal, 142 p.
- MURO Diego (Ed.), 2019, *When does terrorism work ?* Routledge, London-New York, 179 p.

Les ouvrages analysés dans cette Veille Bibliographique ont tous en commun d'aborder une question trop peu traitée dans la littérature spécialisée : celle de l'efficacité du terrorisme. En effet, aussi étrange que cela puisse paraître, dans l'immense flux de publications consacrées au terrorisme depuis la fin des années 1960 (et surtout 2001), la recherche systématique sur ses effets réels (et donc sur les conséquences variées des campagnes terroristes) occupe une place -au mieux- marginale. Or il s'agit, bien évidemment,

d'une interrogation capitale, au cœur des décisions de tous les acteurs participant au complexe terroriste² ; depuis les terroristes eux-mêmes et leur(s) commanditaire(s), jusqu'aux cibles, audiences et victimes de leurs actes, en passant par les vecteurs des messages divers qui structurent la relation terrorisme/contre-terrorisme.

C'est pourquoi les quelques travaux dont il va être question ici doivent retenir l'attention pour prendre connaissance de l'état actuel du débat, et (éventuellement)





Veille Bibliographique

contribuer à son développement. Avant toutefois de procéder à une analyse critique des publications les plus récentes il faut toutefois clarifier la problématique et procéder à une brève récapitulation des principaux acquis en la matière.

Efficacité du terrorisme ? Pour qui ? Pourquoi ? Comment ?

Sans aucunement épuiser le sujet, il est indispensable de prendre en compte trois problématiques, toutes soumises à la validité opérationnelle de la définition du terrorisme que l'on adopte³.

158

La première consiste à s'interroger sur la question de savoir « pour qui ? » le terrorisme est-il efficace. Car affirmer que le terrorisme est efficace, dans le sens où il modifie généralement de façon variable une situation géopolitique donnée, n'implique aucunement que ses impacts sont ceux que les auteurs (et/ou commanditaires) de l'acte ont souhaité ou même prévu. Ni encore que ces effets soient toujours dommageables aux acteurs (gouvernement, groupe ethnique, élite dominante...) contre lesquels la violence a été dirigée⁴. En outre, répondre à cette question suppose un inventaire préalable de l'ensemble des acteurs (internes et externes) dont l'interaction configure chaque situation géopolitique concrète, tâche trop souvent oubliée par ceux qui se bornent à envisager uniquement le couple terrorisme/contre-terrorisme comme cadre de leur analyse.

La deuxième problématique concerne les critères de référence par rapport auxquels on peut évaluer le succès (ou l'échec) total ou partiel des acteurs qui recourent aux

techniques terroristes⁵. A cet égard, comme on le verra plus loin, plusieurs travaux ont avancé des idées utiles pour affronter la question du « pour quoi ? », en prenant en compte tant les multiples objectifs que peuvent poursuivre les acteurs qui recourent au terrorisme (intimidation, surenchère, etc.), que la variété des résultats atteints en fonction de la nature des buts proclamés et/ou réellement envisagés (allant de la victoire stratégique aux gratifications inhérentes à la lutte comme telle, en passant par les succès tactiques totaux ou partiels divers).

Troisièmement, l'établissement d'un lien de causalité clair entre l'acte terroriste et ses conséquences est très souvent difficile, voire pratiquement impossible. En effet, et on insistera jamais assez sur ce point, le « terrorisme » n'est généralement que l'une des multiples modalités d'action (violente et non violente) à la disposition des acteurs engagés dans une confrontation guerrière, et le choix d'y recourir est habituellement plutôt rare. Et parmi les différents moyens mis en œuvre (eux-mêmes souvent changeants en fonction des transformations de la situation géopolitique), il est extrêmement ardu d'isoler le recours au terrorisme comme pouvant expliquer à lui seul un résultat donné. Il en découle que la réponse à la question du « comment ? » le terrorisme influence l'issue d'un conflit concret suppose un ensemble de précautions méthodologiques qui sont plus aisées à mettre en œuvre en procédant à des études de cas détaillées qu'en effectuant des analyses statistiques « Big N », dont les résultats ne peuvent conduire (au mieux) qu'à la formulation de nouvelles hypothèses.

C'est donc en ayant présentes à l'esprit ces quelques difficultés concernant la





recherche sur l'efficacité du terrorisme qu'il est possible d'évaluer les acquis et les limites des travaux qui font l'objet de cette note. Avant cela, un bref rappel de l'état du débat dans la littérature spécialisée est indispensable.

Ce que l'on sait, ce dont on doute et ce que l'on sait ignorer

En fait, depuis le début des études spécialisées sur le terrorisme (c'est-à-dire environ depuis 1967/8), quelques -rares- interrogations surgirent concernant son efficacité. Ainsi, dès 1974, Brian Jenkins (RAND) aborde la question en relation avec le « terrorisme international » qui se développe à partir du creuset Moyen-Orient⁶, pour aboutir à un constat nuancé, distinguant les succès tactiques possibles (dont la publicité) des maigres résultats stratégiques obtenus par les groupes qui recourent à cette technique.

Presque une décennie plus tard, Martha Crenshaw⁷ reprend partiellement le sujet, en complexifiant la problématique en relation avec la réelle difficulté d'isoler des procès de causalité simples là où l'on a affaire à des situations complexes issues de l'interaction de plusieurs acteurs utilisant divers moyens et techniques (suivant les moyens et les lieux) avec des résultats plus ou moins prévisibles. A partir de là, Crenshaw s'attache à cerner les possibles effets politiques et sociaux du terrorisme en proposant un cadre analytique qui distingue l'efficacité du terrorisme pour atteindre les objectifs que les acteurs qui l'emploient se sont assignés, et la capacité du terrorisme de provoquer des changements socio-politiques du seul fait de

sa manifestation, et ce, parfois indépendamment de la volonté de ceux qui l'utilisent et/ou le combattent. La mise en évidence par Crenshaw du rôle fondamental que le comportement de l'acteur attaqué (souvent un gouvernement et/ou un Etat) joue dans le destin d'une campagne terroriste, sera un thème ultérieurement développé par Berry⁸, sans toutefois aboutir à des conclusions vraiment généralisables. Quelques années plus tard, par contre, dans un essai peu systématique, Thomas Schelling⁹ défend la thèse de l'inefficacité du terrorisme (en ne considérant que les expectatives de ceux qui y ont recours).

Un saut qualitatif dans la structuration du débat se produira suite à la publication en 2006 d'un article de Max Abrahms¹⁰, où, malgré de sérieux problèmes de choix d'échantillon et une concentration presque exclusive sur les objectifs stratégiques des groupes terroristes (ici, ceux désignés comme tels par le Département d'Etat US...) l'auteur tente de parvenir à une conclusion empiriquement vérifiable. A savoir que le terrorisme est inefficace, car en s'attaquant à des civils (critère principal du terrorisme selon cet auteur) il rend pratiquement impossible toute concession de la part des Etats attaqués, qui sont en outre amenés à le combattre avec une extrême détermination. Jusqu'à présent la thèse d'Abrahms, reprise et enrichie dans plusieurs publications ultérieures¹¹, configure, pour l'essentiel, l'un des pôles du débat actuel (pour autant que l'on admette un clivage essentiellement binaire...) : celui affirmant l'inefficacité du terrorisme.

En contraste avec cette position « tranchée », et en assumant l'évidence que dans certains cas le terrorisme (mais pas seul...) « cela



Veille Bibliographique

marche », comme le montrent les cas du terrorisme juif en Palestine¹², ou encore celui du FLN algérien (1954-1962)¹³, pour ne citer que ces deux exemples, plusieurs travaux offrent une vision plus nuancée et, sans doute, plus adéquate.

Ainsi, Sarah Marsden¹⁴ montre l'intérêt de différencier les buts ultimes, stratégiques, organisationnels et tactiques de chaque organisation, afin de pouvoir évaluer plus finement les conséquences du recours au terrorisme en fonction du contexte spécifique dans lequel elle agit. Signe probablement d'un débat parvenu à maturité, la parution en 2013 d'un très bon texte d'Ami-Jacques Rapin sur les difficultés de l'évaluation de l'efficacité du terrorisme¹⁵, permet de synthétiser les enjeux conceptuels et méthodologiques en présence, ouvrant le champ à des perspectives de recherche encore très inégalement explorées, (notamment concernant l'étude des succès/échecs totaux ou partiels du contre-terrorisme...). Parmi les autres contributions à retenir, il y a celle de Gordon McCormick et Lindsay Fritz¹⁶ qui offrent un éclairage stratégique sur la rationalité du recours au terrorisme (ici : attentats suicides) dans le processus interactif d'un conflit à caractère guerrier, où des répertoires variés de l'action violente interfèrent avec des objectifs changeants dans l'espace et le temps fluide d'une situation géopolitique complexe. Il en résulte que l'alternative binaire succès/échec perdant une grande part de sa pertinence, l'analyse a tout intérêt à se concentrer sur un effort de compréhension approfondie de chaque cas particulier.

Enfin, avec l'article de Virginia P. Fortna¹⁷ on dispose d'une étude sur l'impact du terrorisme basée sur l'analyse (quantitative) du

sort de 104 groupes rebelles engagés dans une guerre civile. Ce travail qui aboutit à une conclusion négative (inefficacité du terrorisme), proche de celle de Max Abrahms, est sans doute l'un de ceux qui ont le plus influencé le contexte intellectuel où viennent s'inscrire les publications récentes qui font l'objet de cette veille bibliographique.

L'état actuel du débat

Le choix d'inclure dans cette note le compte-rendu du livre de Richard English (2016), alors que sa date de parution est relativement ancienne, s'explique par le fait que cet ouvrage offre la meilleure synthèse actuellement disponible du débat sur l'efficacité du terrorisme ; sa prise en considération est donc indispensable pour évaluer les travaux ultérieurs sur le sujet.

En effet, outre une utile introduction où des questions de base concernant la définition du terrorisme et les problèmes méthodologiques que pose son analyse, l'apport de ce livre peut se synthétiser en trois points. D'abord, en se plaçant résolument dans une perspective historique, l'auteur se donne les moyens d'envisager des processus sur les longues et moyennes durées qui, seules, rendent véritablement compte des contextes (ou situations géopolitiques) dans lesquels s'inscrit le recours au terrorisme par des acteurs engagés dans un conflit guerrier violent. Et cette insistance sur la profondeur historique est d'autant plus salutaire qu'elle s'écarte de la tendance actuelle au sein des *terrorism studies* anglo-américano-israéliennes vers l'hégémonie des approches quantitatives, basées sur le traitement statistique de très nombreux cas (Big N), privés de toute contextualisation mais rassemblés en





fonction de similitudes parfois contestables, dans le but de fournir des résultats dont trop souvent la signification est surtout mathématique¹⁸. Ce point est important, car si un traitement statistique peut être utile pour préciser (ou invalider) une hypothèse de travail, il ne saurait tenir lieu de seule démarche explicative ; fait trop souvent « oublié » et dont les conséquences ne sont pas seulement théoriques, mais aussi pratiques en matière de contre-terrorisme.

Ensuite, en rupture avec l'alternative binaire simpliste (succès/échec), English propose une grille d'évaluation de l'efficacité du terrorisme (p. 30), incluant la victoire stratégique totale (réalisation des buts de l'organisation) ; des victoires stratégiques partielles (fixer l'agenda, entraver un processus de paix, polariser la société, etc.) ; des succès tactiques (opérations, publicité, vengeance, consolidation organisationnelle, etc.) ; et finalement les gratifications inhérentes à la lutte en tant que telle (prestige, accès à des ressources économiques et/ou sexuelles...). La mise en œuvre de ce cadre analytique permet alors à l'auteur de montrer que si le terrorisme (ou plutôt le recours au terrorisme par un ou plusieurs acteurs dans une situation donnée) n'aboutit que très rarement à des victoires totales, l'acte terroriste peut produire suffisamment de victoires stratégiques partielles, de succès tactiques et de gratifications personnelles pour constituer un choix rationnel pour des acteurs (principalement non-étatiques) menant une guerre asymétrique. Et, ici encore, la notion de *durée*, que la démarche historique permet de bien cerner, est assurément centrale.

Enfin, une grande partie de l'intérêt de ce livre d'English provient des quatre chapitres

consacrés à autant d'études de cas détaillées portant sur des organisations choisies en fonction de leur hétérogénéité ; à savoir : Al-Qaida, l'IRA Provisoire, le Hamas et l'ETA. Basées essentiellement sur des données secondaires, sauf pour l'IRA sur laquelle l'auteur a personnellement enquêté, ces synthèses monographiques sont de qualité inégale. Ainsi le chapitre sur Al-Qaida, sans doute le plus faible de l'ensemble, pâtit non seulement de son manque d'originalité (on n'a droit qu'aux « versions officielles » des faits), mais aussi, sans doute d'un insuffisant approfondissement des racines de la nébuleuse jihadiste à la fin du 20^e siècle¹⁹. Et s'il était difficile au moment de l'écriture du livre (sans doute autour de 2015) de se prononcer clairement sur le cas de l'Etat Islamique, on regrettera néanmoins que cette entité ne fasse l'objet que de quelques notations incidentes.

Concernant le Hamas, l'analyse est mieux menée, en mettant en évidence à la fois la place (en réalité assez restreinte et ponctuelle, quoique spectaculaire du fait des attentats suicides qui débutent en avril 1994)²⁰ du terrorisme dans l'ample répertoire de l'action (non-violente et violente, politique, d'encadrement et de fourniture de services sociaux, etc.) du mouvement. En revanche, ici comme tout au long de l'ouvrage, on constate une assimilation souvent implicite entre toute forme de violence et le terrorisme, ce qui réduit considérablement la portée de la démonstration. Car ce qui est bien en cause ici, c'est de comprendre les motivations, conditions et conséquences de l'usage *spécifique* du terrorisme par le Hamas, qui par ailleurs pratique des formes de guérilla rurale et urbaine, des assassinats politiques ciblés, des manifestations plus ou moins violentes, des attaques autour de la



Veille Bibliographique

bande de Gaza à l'aide de roquettes artisanales, etc. Et simplement désigner comme « terroriste » toute action violente entreprise par une organisation dite « terroriste » pour des motifs avant tout polémiques²¹ n'aide guère à la compréhension des phénomènes.

Le cas de ETA, présenté également à l'aide de sources secondaires (l'auteur ne semblant pas plus lire l'espagnol que l'arabe), constitue une bonne synthèse qui intéressera le lecteur non spécialisé. Et si, ici encore, la spécificité des actes véritablement terroristes (principalement ceux qui visent des civils en fonction de leur identité vectorielle, entendue comme susceptible de permettre par leur seule victimation de transmettre un message politique aux différentes audiences auxquelles les terroristes cherchent à s'adresser) est insuffisamment différenciée des actes de guérilla (qui s'attaquent aux porteurs d'une identité fonctionnelle : Police, Armée, fonctionnaires publics...), le tableau d'ensemble est bien rendu. Surtout, la mise en évidence d'une *mouvance* séparatiste basque (en Espagne et en France), avec ses façades politiques plus ou moins légales et transparentes, est décisive pour comprendre non seulement la résilience d'ETA durant plusieurs décennies, mais aussi son effondrement final lorsque, pour reprendre l'image de Mao, le poisson disposait de moins en moins d'eau. Et cette perte de soutien se doit sans doute justement en grande partie aux effets contreproductifs de certains attentats terroristes commis à partir des années 1990.

Comme l'on pouvait s'y attendre, le chapitre consacré à l'IRA (et plus précisément à la *Provisional Irish Republican Army* – PIRA), organisation personnellement étudiée par Richard English, est le plus solide et

argumenté, et aussi celui où l'on peut le mieux apprécier l'effet généralement désastreux (pour la PIRA, mais aussi pour les groupes républicains dissidents et les milices loyalistes) du recours au terrorisme. Et ce, à la différence des actions de guérilla proprement dites, ou encore des luttes non violentes telles que les grèves de la faim des années 1980/1. Certes, dans un contexte où toutes les actions d'un ensemble considérable d'acteurs (étatiques et non-étatiques, légaux et illégaux) interfèrent, dégager l'effet d'une seule technique (ici le terrorisme) est extrêmement compliqué²². Et cela d'autant plus si l'on ne prend pas un soin méticuleux à différencier le terrorisme de l'ensemble de l'action violente d'un mouvement qui, lui aussi, s'articule de façon variable dans le temps à un instrument politique (ici le Sinn Féin), dont le poids ira croissant à mesure que le processus de paix se développera pour aboutir aux Accords du Vendredi Saint (10 avril 1998).

Il vient ici à propos de signaler que sur le cas de l'IRA on dispose désormais en français du remarquable livre d'Agnès Maillot, *L'IRA et le conflit nord-irlandais*, Presses Universitaires de Caen, 2018, qui offre sans aucun doute la meilleure introduction à la question. Œuvre d'une chercheuse spécialisée en affaires irlandaises et ayant personnellement enquêté sur le terrain, cet ouvrage offre au lecteur le récit linéaire de l'évolution d'une situation géopolitique complexe et mouvante, où le terrorisme intervient périodiquement pour modifier des rapports de force et/ou véhiculer des messages (souvent ambigus) à différentes audiences. Et, paradoxalement, c'est dans un tel ouvrage, non conçu pour tenter de répondre à la question de l'efficacité du terrorisme, que l'on trouve de réels points



d'appui pour la réflexion que l'on cherche parfois en vain dans des textes plus explicitement centrés sur ce sujet. C'est donc peu dire que l'on recommande vivement la lecture du livre d'Agnès Maillot à tout chercheur intéressé par les aspects historiques et géopolitiques du terrorisme.

Revenant maintenant au livre d'English, dont la conclusion élargit les perspectives à un nombre accru de cas sommairement traités, on doit surtout retenir l'intérêt historique et l'apport que son approche nuancée et circonstanciée des effets du terrorisme introduit dans un débat nécessairement complexe. Et si toutes les réponses contenues dans ce travail ne sont pas également convaincantes, tout au moins on ne saurait nier son importance pour contribuer à mieux formuler les termes des interrogations de base en la matière.

Etant donné son titre, on pouvait s'attendre à ce que le livre d'Aurélié Campana, *L'impasse terroriste. Violence et extrémisme au XXIe siècle*, Ed. Multimondes, Montréal, 2018, constitue, au moins, une contribution aux débats en cours. Et ce, d'autant plus que cette politologue canadienne avait co-dirigé, il y a quelques années, un ouvrage contenant d'intéressants matériaux empiriques sur les rapports entre terrorisme et insurrections²³. Malheureusement, on a ici une longue et laborieuse dissertation où les lieux communs de la bien-pensance politiquement correcte s'enchaînent en succession monotone, sans que le lecteur parvienne à saisir le commencement d'un argument ou d'une thèse originale. Par ailleurs, on ne manquera pas de se poser la question de savoir à qui est destiné un tel ouvrage ; étant donné que le spécialiste n'y apprend pratiquement rien, et que le

débutant risque fort d'être entraîné dans des confusions dommageables, (sans qu'il puisse vraiment approfondir le sujet en recourant à la bibliographie indigente de fin de volume). Car c'est bien un problème conceptuel qui affecte l'ensemble de la démarche de ce petit livre : en ne fournissant aucune clé solide pour distinguer des notions aussi problématiques que : « terrorisme », « violence », « extrémisme », et à l'occasion « radicalisation »²⁴, et en les associant parfois, tout en les différenciant de temps à autre, l'auteur se met dans l'impossibilité de traiter de la spécificité du fait terroriste, dont le titre de l'ouvrage suggère qu'il conduit à une impasse, sans que l'on sache d'ailleurs vraiment pourquoi... On en vient donc légitimement à se demander si le vrai propos de ce texte ne se situerait pas sur un autre terrain que celui de la recherche scientifique ; à savoir celui de l'ajustement en cours (surtout depuis 2011, favorisé par l'affaire Breivik) du dispositif polémique, politique et judiciaire concernant le « terrorisme » qui, abandonnant une focalisation presque exclusive sur l'islamisme jihadiste depuis 2001, s'oriente de façon croissante vers la criminalisation/stigmatisation de toute résistance (principalement identitaire) au mondialisme promu par l'hyperclasse et ses agents²⁵. D'où l'intérêt de l'assimilation conceptuelle du terrorisme à l'« extrémisme », surtout d'« extrême droite », dont on constate que les membres les plus violents ne sont que très rarement considérés comme « déséquilibrés » (comme c'est le cas de plus en plus souvent pour les auteurs d'attentats et/ou d'agressions se réclamant de l'Islam) ; et dont les très rares manifestations sont le plus souvent le produit de manipulations opérées par divers services étatiques ou para-étatiques²⁶. Mais tout ceci nous éloigne considérablement



Veille Bibliographique

de la réflexion sur « l'impasse terroriste » qui était apparemment au centre du propos d'Aurélié Campana...

Avec le livre dirigé par Diego Muro (politologue rattaché à l'Université de St. Andrews et au CIDOB de Barcelone), *When does terrorism work ?*, Routledge, London/New York, 2019, on devrait revenir au cœur du sujet qui nous occupe dans cette note. Avant d'exposer le contenu des différents chapitres, il est important de signaler que ce livre, bien que publié en anglais en 2019, reprend pour l'essentiel des articles contenus dans le N° 112 de 2016 de la *Revista CIDOB d'Afers Internacionals* (Barcelone), coordonné par le même D. Muro, et ayant fait l'objet de quelques modifications et actualisations, somme toute mineures²⁷. Ceci dit, et si le volume souffre d'une trop grande hétérogénéité de perspectives et d'une absence regrettable de rigueur conceptuelle (concernant, ici encore, la spécificité du terrorisme), on y trouve, au fil des chapitres, quelques apports intéressants. Ainsi, après une introduction par D. Muro qui récapitule brièvement les enjeux du débat, mais se base sur une définition insuffisamment discriminante du terrorisme²⁸, le premier chapitre constitue une reprise par Max Abrahms de son argumentation sur l'inefficacité du terrorisme en général.

Les deux chapitres suivants, rédigés par Peter Krause et Brian Phillips contiennent, sans doute, des apports théoriques parmi les plus intéressants de cet ouvrage. Le premier en différenciant utilement les objectifs stratégiques, organisationnels et tactiques des groupes qui recourent au terrorisme (Krause) ; et le deuxième en insistant fort opportunément sur les conditions de la longévité des entités terroristes, notamment

en fonction de leurs relations de compétition/collaboration avec d'autres acteurs participant à la configuration d'une même situation géopolitique (Phillips). Cette focalisation sur les facteurs organisationnels favorisant par ailleurs une ouverture vers des travaux consacrés à la fin des campagnes et des groupes dits terroristes²⁹, sujet que l'on rencontre incidemment à plusieurs reprises dans le livre qui nous occupe ici.

Partant du fait que le succès ou l'échec des campagnes terroristes s'explique principalement par la réaction des Etats/gouvernements généralement visés, Frank Foley (chap. 4) porte un très utile regard sur les politiques contre-terroristes, en comparant, en particulier, les cas français et britannique, insistant sur le poids différent du « contrôle social » sur l'action des forces répressives, lequel serait selon cet auteur plus faible en France qu'en Grande Bretagne ; thèse qui mériterait probablement une analyse plus circonstanciée en fonction des moments et des groupes concernés.

Le chapitre 5, portant sur le terrorisme ethno-nationaliste (Kieran McConaghy) est probablement le plus original et novateur du recueil. Et ce, non seulement parce qu'il met en évidence le rôle fondamental de l'ethnicité comme donnée structurante d'antagonismes potentiellement violents (chez les acteurs non-étatiques autant qu'étatiques), car porteuse d'une charge émotive susceptible de motiver le passage à l'acte terroriste, autant que de s'exprimer à travers lui ; mais aussi parce que ce texte illustre son propos par de rapides études de cas (Irlande du Nord, Algérie et OAS) qui permettent d'approfondir la notion de « causes » de la violence. Car c'est bien à la « violence » en général, et



non spécifiquement au terrorisme, que la démonstration de l'auteur renvoie, nous plaçant à nouveau dans le flou conceptuel mentionné plus haut. Alors qu'il s'agit, en fait, de chercher à savoir pourquoi, où et quand des acteurs impliqués dans un conflit ethno-nationaliste recourent au terrorisme, et (surtout) avec quels résultats. Mais sur ce point on reste encore malheureusement dans l'incertitude...Des observations similaires peuvent être adressées au chapitre de Diego Muro consacré à l'ETA, encore qu'ici, malgré l'imprécision conceptuelle, la place et les résultats des actions véritablement terroristes (à distinguer des opérations de guérilla urbaine, du racket violent et des assassinats politiques...) sont plus aisés à cerner. Et s'il est encore difficile de procéder à une évaluation définitive, par exemple de la part du terrorisme proprement dit dans les 845 morts provoqués par ETA entre 1968 et 2011, la conclusion de l'auteur, à savoir que le terrorisme a été largement contreproductif pour cette organisation, contribuant à la perte de ses soutiens au sein de la population et, plus grave, de la mouvance nationaliste basque est absolument convaincante.

Suit un chapitre de Leuprecht et Porges où les auteurs s'interrogent sur un cas négatif : à savoir les raisons de l'absence d'insurrection violente et/ou de terrorisme, et/ou d'autres formes de résistance violente au Sahara Occidental. Ici les quelques éléments pour une réflexion très générale sont appauvris par un manque notoire de contextualisation géopolitique, spécialement concernant le rôle de l'Algérie dans ce conflit, durablement enlisé.

Enfin, avec le chapitre 8, consacré à l'Amérique latine, et plus particulièrement aux

cas de l'Uruguay et de El Salvador (Eduardo Rey T. ; Alberto Martín A.) on a affaire à des exemples de mouvements qui, ayant eu recours à des actions terroristes (parmi un très ample répertoire d'action violente et non violente), ont fini par opérer une mue organisationnelle et opérationnelle (sinon politique) pour entrer dans la compétition électorale et y récolter des succès leur permettant d'accéder au pouvoir en 2009. Ici encore, l'impact spécifique du terrorisme n'est pas dégagé, mais l'idée que le renoncement à la violence suite à une défaite absolue (Tupamaros en Uruguay) ou de négociations de paix (El Salvador) permit la métamorphose de ces entités et leur inclusion dans une vaste mouvance social-démocrate acceptable par l'OEA et favorisée par l'ONU est très vraisemblable. Reste alors à s'interroger sur les effets de la violence première qui leur permit de devenir des acteurs structurés, et au-delà de celle-ci, du rôle du terrorisme proprement dit. Question qui reste sans réponse dans ce chapitre.

C'est par une conclusion intéressante mais peu novatrice que Muro ferme cet ouvrage, en proposant quelques utiles pistes de recherche, sans s'attarder toutefois sur les inconsistances conceptuelles de base qui ont empêché que ce livre affronte réellement la question de l'efficacité du terrorisme comme technique de violence politique, parmi d'autres, mais aussi *différente* des autres.

Au terme de cette note bibliographique, c'est donc à un constat mitigé que l'on est contraint de parvenir concernant les travaux portant sur l'épineuse question de l'efficacité du terrorisme. Si au cours des dernières années un certain nombre de publications ont grandement contribué



Veille Bibliographique

à clarifier les termes du problème et à accumuler des matériaux empiriques pour l'aborder avec la profondeur historique indispensable, demeure le fait que toute avancée méthodologique réelle est soumise à la nécessité de partir d'une conceptualisation opérationnelle qui permette d'appréhender la spécificité de l'acte terroriste en

tant que tel. Et c'est peut-être en contribuant à rendre ce constat évident que l'ensemble des publications mentionnées ici fournissent un apport utile à une étude scientifique, aussi éloignée que possible des parasitages polémiques, du terrorisme ; et donc aussi de ses conditions variables d'efficacité.

Notes

1. Daniel DORY, Maître de Conférences HDR à l'Université de La Rochelle, spécialisé en analyse géopolitique du terrorisme.
2. Sur la notion de complexe terroriste, voir : Dory, Daniel, « L'analyse géopolitique du terrorisme : conditions théoriques et conceptuelles », *L'Espace Politique*, N° 33, 2017, (en ligne).
3. On trouvera une discussion de ce problème dans English (2016, pp. 9-17). Pour notre part, nous avons proposé la définition suivante : « Le terrorisme consiste en la réalisation (et/ou la menace) d'actes de guerre visant à transmettre un message émotionnellement impactant à des audiences différentes des victimes immédiates de l'action violente », Dory, Daniel, « Le terrorisme comme objet géographique : un état des lieux », *Annales de Géographie*, N° 728, 2019, p. 8.
4. Ce point est discuté notamment par Martha Crenshaw en conclusion de son étude sur le terrorisme pendant la guerre d'Algérie : M. Crenshaw, « The Effectiveness of Terrorism in the Algerian War », in M. Crenshaw, (Ed.), *Terrorism in Context*, Penn State Press, Pennsylvania, 1995, pp. 473-513.
5. A cet égard rappelons que le terrorisme n'est pas un acteur, un sujet historique ou une cause, mais bien une *technique* qui s'inscrit -parmi d'autres- dans le répertoire de la violence guerrière (donc politique).
6. B. M. Jenkins, *Terrorism works – sometimes*, RAND, Santa Monica, 1974.
7. Martha Crenshaw, « Introduction : Reflections on the Effects of Terrorism », in : M. Crenshaw (Ed.), *Terrorism, Legitimacy, and Power*, Wesleyan University Press, Middletown, 1983, pp. 1-37.
8. Nicholas O. Berry, « Theories on the Efficacy of Terrorism », *Journal of Conflict Studies*, Vol. 7, N° 1, 1987, pp. 7-20. Cet article fournira ensuite le cadre théorique à l'étude de cas suivante : Michael Kennedy, *The Front de Libération du Québec (FLQ) and the Efficacy of Terrorism*, Grin, s. l., 2013.
9. T. C. Schelling, « What purposes can « international terrorism » serve ? », in : R. G. Frey ; C. W. Morris (Eds.), *Violence, Terrorism and Justice*, Cambridge University Press, Cambridge, 1991, pp. 18-32.
10. Max Abrahms, « Why Terrorism Does Not Work », *International Security*, Vol. 31, N° 2, 2006, pp. 42-78. Voir aussi la discussion de cet article par W. Rose ; R. Murphy et M. Abrahms, *International Security*, Vol. 32, N° 1, 2007, pp. 185-192, où il est question des conséquences des attentats de Madrid du 11 mars 2004.
11. Max Abrahms, « The Political Effectiveness of Terrorism Revisited », *Comparative Political Studies*, Vol. 45, N° 3, 2012, pp. 366-393 ; M. Abrahms, « Suicide terrorism is a political failure », in : Stuart Gottlieb (Ed.), *Debating Terrorism and Counterterrorism*, Sage, Los Angeles, 2014, pp. 152-171 ; M. Abrahms ; M. S. Gottfried, « Does Terrorism Pay ? An



L'efficacité du terrorisme en questions

empirical Analysis » *Terrorism and Political Violence*, Vol. 28, N° 1, 2016, pp. 72-89, (étude basée sur l'analyse de 1075 prises d'otages).

12. Bruce Hoffman, « The rationality of terrorism and other forms of political violence : lessons from the jewish campaign in Palestine, 1939-1947 », *Small Wars & Insurgencies*, Vol. 22, N° 2, 2011, pp. 258-272. Cet article s'inscrit pleinement dans le débat qui nous intéresse ici.

13. On trouvera quelques exemples d'actes spécifiquement terroristes commis par le FLN dans : J-P. Rondeau (Présentation), *Crimes et attentats FLN en Algérie française* [1956], Dualpha, Paris, 2011.

14. S. V. Marsden, « Successful terrorism : framework and review », *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, Vol. 4, N° 2, 2012, pp. 134-150. Voir aussi le chapitre du même auteur dans A. Silke, (Ed.), *Routledge Handbook of Terrorism and Counterterrorism*, Routledge, London/New York, 2019 : S. Marsden, « The effectiveness of terrorism », pp. 174-184, où la nature des buts poursuivis par les terroristes est privilégiée comme critère d'évaluation des résultats obtenus.

15. Ami-Jacques Rapin, « Why Is It So Difficult to Evaluate the Political Impact of Terrorism ? », in : S. J. Sinclair ; D. Antonius, (Eds.), *The Political Psychology of Terrorism Fears*, Oxford University Press, Oxford, 2013, pp. 299-311.

16. G. McCormick ; L. Fritz, « A Strategic Perspective on Suicide Attack », in : Stuart Gottlieb (Ed.), *Debating Terrorism and Counterterrorism*, Sage, Los Angeles, 2014, pp. 139-152.

17. Virginia Page Fortna, « Do Terrorists Win ? Rebels' Use of Terrorism and Civil War Outcomes », *International Organization*, Vol. 69, 2015, pp. 519-556.

18. Sur les effets pervers de l'illusion quantitative, voir aussi la première partie de l'article de Xavier Raufer, « Sur la scène Moyen-Orientale, la maîtrise du terrorisme par le haut », *Sécurité Globale*, N° 18, 2019, pp. 15-61.

19. On complètera donc utilement la lecture de ce chapitre avec celle de : Leah Farrall, « Revisiting al-Qaida's Foundation and Early History », *Perspectives on Terrorism*, Vol. 11, N° 6, 2017, pp. 17-37.

20. Pour une toute première approche des attentats suicides du Hamas, on peut consulter le petit ouvrage illustré (qui reprend la position israélienne) de Maxine Rosaler, *Hamas. Palestinian Terrorists*, Rosen, New York, 2003.

21. Sur la strate polémique intervenant dans la définition du terrorisme, voir les références citées en notes 1 et 2.

22. On trouvera une assez bonne présentation élémentaire des grandes lignes du conflit irlandais dans : Susie Derkins, *The Irish Republican Army*, Rosen, New York, 2003. Il s'agit probablement du meilleur ouvrage d'une série de brefs volumes à destination du grand public sur des organisations terroristes, suscitée par l'engouement commercial post 2001 pour le sujet.

23. A. Campana ; G. Hervouet, (Dirs.), *Terrorisme et insurrection. Evolution des dynamiques conflictuelles et réponses des Etats*, Presses Universitaires du Québec, Québec, 2013.

24. Sur ce dernier point on appréciera l'avancée conceptuelle contenue dans la phrase suivante : « Tout comme la radicalisation, la déradicalisation est un processus aux résultats incertains » (p. 113). Autre exemple, concernant cette fois-ci les « loups solitaires » (qui ne sont pas distingués des « acteurs solitaires », ce qui est pourtant élémentaire) : « Le « loup solitaire », quelque soit la mouvance dans laquelle il s'inscrit, se révèle ainsi être le produit d'une trajectoire individuelle (sic), souvent constituée de ruptures et d'un idéal romancé, d'influences diverses exercées par des acteurs ayant des liens plus ou moins distendus, et d'un contexte » (p. 61). Enfin, un bel exemple d'« amalgame » : « Les extrémistes et les terroristes sont solidement en phase avec l'époque... » (p. 68). Il nous semble inutile de fournir plus d'exemples de ce genre de formulations que l'on retrouve presque à chaque page.

25. Des indications dans ce sens se trouvent dans le livre de Campana, notamment aux pp. 36/7 ; 72/3 ; 117 etc. Sur l'hyper ou superclasse : Michel Geoffroy, *La super-classe mondiale*



Veille Bibliographique

contre les peuples, Via Romana, Versailles, 2018. Voir en particulier les remarques consacrées au « chaos par la guerre ? », pp. 237 et ss.

26. Sur ce point, voir le rappel de plusieurs épisodes célèbres dans : « Terrorismes d'extrême-droite et néo-nazi, attentats antisémites : une histoire des provocations et fausses alertes », *Sécurité Globale*, N° 18, 2019, pp. 93- 98. Sur les fondements et procédés discursifs de cette problématique du « terrorisme d'extrême-droite », sans doute promise à un bel avenir, lire : Daniel Koehler, « Right-Wing Extremism and Terrorism in Europe. Current Developments and Issues for the Future », *Prism*, Vol. 6, N° 2, 2016, pp. 85-104.

27. Sauf la non inclusion dans le livre de l'article de Richard English, « Es eficaz el terrorismo ? Consideraciones, problemas y marco de investigación futura », *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, N° 122, 2016, pp. 27-43, qui synthétise l'argumentation de son propre livre paru la même année (voir supra).

28. La caractérisation du terrorisme (reprise de Louise Richardson) comme violence ou menace de violence « dans le but premier de générer un impact psychologique au-delà des victimes immédiates ou de l'objet de l'attaque pour un motif politique » (p. 2), peut s'appliquer tout aussi bien à des actions de guérilla qu'à des bombardements stratégiques... Cette difficulté ne peut être surmontée qu'en s'intéressant à l'identité (vectorielle) des victimes, ainsi que nous l'avons montré dans les références déjà mentionnées aux notes 1 et 2.

29. Pour une bonne synthèse de ce courant de recherches, voir : Audrey Kurth Cronin, « How and Why do Terrorist Campaigns End ? », in : R. English, (Ed.), *Illusions of Terrorism and Counter-Terrorism*, The British Academy/Oxford University Press, Oxford, 2015, pp. 111-124.





VEILLE BIBLIOGRAPHIQUE

Trois questions, trois réponses...

La cyber sécurité et les décideurs, par Marie de Freminville*

La cyber-sécurité et les décideurs
Iste Editions, 2019

1. Pourquoi les risques cyber sont-ils systémiques ?

Le monde numérique est sans frontières, immatériel, les menaces sont invisibles. L'entreprise est entièrement numérisée : ses données, ses opérations, ses comptes, ses processus sont immatériels, ses produits sont connectés. L'ensemble de son écosystème est connecté. Une attaque peut avoir des conséquences en cascade.

La transformation numérique est une source de fragilité majeure, notamment parce que les acteurs de la menace cyber se professionnalisent et disposent de moyens importants pour frauder, espionner, saboter.

Les principaux risques cyber sont des risques de dysfonctionnement du processus industriel ou commercial, des risques financiers mais aussi des risques de perte d'informations confidentielles considérables et touchent différents secteurs : hôpitaux, voitures autonomes, banques, opérateurs télécoms, énergie, etc., avec des conséquences humaines potentielles, et l'ensemble de l'écosystème : clients, fournisseurs, administration, banques...

Les actionnaires sont exposés financièrement, les administrateurs et les dirigeants sont exposés juridiquement. La question n'est pas « quand serons-nous attaqués ? », mais « que faire pour protéger l'entreprise au maximum, que faire en cas d'attaque,





Veille Bibliographique

que faire pour restaurer les systèmes aussi rapidement que possible » ?

La guerre cyber est une réalité : les cyber-criminels exploitent les nombreuses failles des outils numériques, les failles humaines générées par des organisations qui ne se sont pas adaptées, des processus qui n'ont pas été mis à jour, et des collaborateurs qui n'ont pas été formés. Il y a des cyber-morts parmi les victimes.

2. Pourquoi et comment le conseil d'administration et les dirigeants doivent-ils s'emparer des cyber-risques ?

170

Principalement pour des raisons financières, juridiques et de réputation. Les conséquences des cyber-attaques peuvent être majeures et les membres d'un conseil d'administration ne doivent pas attendre qu'une attaque se produise pour évaluer les risques auxquels leur société est exposée.

Les actionnaires sont exposés financièrement. Les administrateurs et dirigeants sont exposés juridiquement, s'ils ne s'informent pas sur la qualité de la sécurité des données et de la protection du système d'information et s'ils ne s'assurent pas de la mise en place d'une organisation, de procédures et d'outils pour une cyber-sécurité de bon niveau.

Une cyber-sécurité efficace commence par une prise de conscience des risques de la part des membres du conseil d'administration et des hauts dirigeants qui doivent reconnaître que l'entreprise peut

faire l'objet d'une attaque à tout moment. La cartographie des risques est donc le point de départ.

Les notations cyber constituent un outil et un point de vigilance pour les conseils d'administration, et en particulier des comités d'audit. Elles permettent de réaliser un audit rapide et de suivre la progression des améliorations. Il serait préférable d'anticiper ces notations, avant qu'elles deviennent publiques !

La rédaction d'un rapport confidentiel (non public) sur les risques cyber à disposition des administrateurs et d'intégrer partiellement ces risques et les contre-mesures au rapport annuel est une bonne pratique.

3. La cyber-sécurité

Le cyberspace devient un champ de bataille, c'est une réalité. Une usine peut exploser avec une bombe, et aussi avec des moyens informatiques, les industries étant connectées. Qui dit connexion, dit risque d'attaque informatique.

Les cyber-risques ne sont pas l'apanage d'une poignée de spécialistes, ils touchent à la gouvernance d'ensemble. Le dialogue avec les responsables de projets, les directions commerciales ou techniques est indispensable : échanger sur les questions de sécurité (quels sont les risques ?) et les solutions permet de prendre conscience des problèmes éventuels de sécurité et de prendre des décisions éclairées.

Comme pour la sécurité des biens et des personnes, la sécurité informatique doit être respectée par tous ! L'homme est le





Trois questions, trois réponses...La cyber sécurité et les décideurs,

maillon faible (et le maillon fort !) de toute la chaîne de sécurité.

La gouvernance interne nécessite :

- de clarifier les rôles et les responsabilités : le RSSI (Responsable de la sécurité informatique) est un partenaire et un gardien du temple. Comment interagit-il avec le DSI, les opérations et les fonctions, de qui dépend-il et qui arbitre ?
- et de mettre en place :

- des procédures et politiques de sécurité (un excellent CISO ne suffit pas !) ;
- une défense en profondeur : la porte + l'alarme, plutôt que la porte blindée ;
- une security by design : la sécurité doit être conçue dès le démarrage d'un projet ;
- un plan de continuité d'activité.

Note

* Marie de FREMINVILLE est administratrice de sociétés, associée fondatrice de Starboard Advisory, après avoir été directrice financière au sein d'une ETI de construction et immobilier, du groupe Lagardère et du groupe Airbus, puis directrice des filiales et participations du groupe Airbus. Membre de l'IFA, HEC Gouvernance et Cercle Suisse des Administratrices, elle est experte en gouvernance, performance financière, cartographie des risques, et protection des données.

Sécurité Globale

Bulletin d'abonnement ou de réabonnement

À retourner accompagné de votre règlement aux
Éditions ESKA – 12, rue du Quatre-Septembre, 75002 PARIS
Tél. : 01 42 86 55 65 – Fax : 01 42 60 45 35

<http://www.eska.fr>

M, Mme, Mlle _____ Prénom _____

Société/Institution _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Pays _____

Adresse électronique _____

TARIFS D'ABONNEMENTS*

	France particulier	France société/ institution	Etranger particulier	Etranger société/ institution
1 an (2020)	<input type="checkbox"/> 111 €	<input type="checkbox"/> 141 €	<input type="checkbox"/> 136 €	<input type="checkbox"/> 167 €
2 ans (2020 et 2021)	<input type="checkbox"/> 200 €	<input type="checkbox"/> 250 €	<input type="checkbox"/> 240 €	<input type="checkbox"/> 299 €

* Abonnements souscrits à l'année civile (janvier à décembre).

Je souscris un abonnement pour 1 an 2 ans

Je joins mon règlement de Euros

par chèque bancaire à l'ordre des Éditions ESKA

par virement bancaire aux Éditions ESKA – BNP Paris Champs Elysées 30004/00804/ compte : 00010139858 36

par carte bancaire : merci d'indiquer votre numéro de compte et la date d'expiration

N° carte bancaire : Visa Eurocard/Mastercard

Date d'expiration : _____ Signature :

Derniers numéros parus

Sécurité globale 19 | 2019 (nouvelle série) : ANSSI. 10^e anniversaire - « Diversité ». Un mot sans histoire
Sécurité globale 18 | 2019 (nouvelle série) : Maîtrise du terrorisme par le haut
Sécurité globale 17 | 2019 (nouvelle série) : Géopolitique, Sécurité-Légalité
Sécurité globale 16 | 2018 (nouvelle série) : Brésil demain : Sécurité, économie, écologie
Sécurité globale 15 | 2018 (nouvelle série) : Cybermonde : état des lieux, perspectives, risques et périls
Sécurité globale 14 | 2018 (nouvelle série) : Géopolitique – Terrorismes et crime organisé
Sécurité globale 13 | 2018 (nouvelle série) : Terrorisme – Criminologie
Sécurité globale 12 | 2017 (nouvelle série) : Terrorisme – Criminologie
Sécurité globale 11 | 2017 (nouvelle série) : Géopolitique – Criminologie – Terrorisme
Sécurité globale 10 | 2017 (nouvelle série) : Le chi'isme paramilitaire
Sécurité globale 9 | 2017 (nouvelle série) : Les habits neufs de l'impérialisme
Sécurité globale 8 | 2016 (nouvelle série) : Cyber-chaos et sécurité numérique
Sécurité globale 7 | 2016 (nouvelle série) : Islam activiste, réaction et révolution
Sécurité globale 6 | 2016 (nouvelle série) : Le monde criminel à l'horizon 2025
Sécurité globale 5 | 2016 (nouvelle série) : Dossier Stupéfiants
Sécurité globale 3-4 | 2015 (nouvelle série) : Toujours plus cyber-menacées : les collectivités territoriales / « Police prédictive » : les belles histoires de l'Oncle Predpol
Sécurité globale 2 | 2015 (nouvelle série) : Bandes, Braquages, Terreur

ÉDITIONS ESKA

12 rue du Quatre-Septembre - 75002 Paris, France

Tél. : 01 42 86 55 65 | Fax : 01 42 60 45 35

<http://www.eska.fr>